LE

FAUX DÉMÉTRIUS.

Vers le milieu de l'année 1603, un jeune homme de vingt à vingt-deux ans, page, selon les uns, cuisinier, selon les autres, d'un grand seigneur lithuanien, révéla à son maître qu'il était le tsarévitch Démétrius, fils du tsar Ivan-le-Terrible et le dernier rejeton de la maison impériale de Russie. Le véritable tsarévitch était mort en 1591, âgé de dix ans, sous le règne de son frère Fëdor Ivanovitch. On avait publié qu'il s'était percé la gorge d'un couteau dans une attaque d'épilepsie, maladie dont il était notoirement atteint; mais l'opinion générale fut qu'il avait été assassiné par ordre de Boris Godounof, ministre de Fëdor, qui voulait ainsi se frayer un chemin au trône. De fait, Fëdor, prince imbécile, étant mort sans postérité en 1598, Boris, qui, depuis plusieurs années, avait le pouvoir et le titre de régent, fut élu tsar à Moscou. En 1603, il régnait paisiblement, mais également détesté par la noblesse et le peuple. C'était un despote habile, mais soupçonneux, cruel et tracassier. Il avait attaché les paysans à la glèbe en leur ôtant le droit de changer de domicile et de seigneur le jour de la Saint-George, antique privilége dont ils jouissaient avant lui. Il avait condamné, exilé, ruiné presque tous les boyards dont il redoutait l'ambition ou les talens. Il cherchait à réprimer les brigandages des Cosaques, qui à cette époque formaient plusieurs petites républiques, indépendantes de fait, mais nominalement sujettes de la Pologne ou de la Russie. Enfin Boris avait achevé de s'aliéner la nation russe par des tentatives de réforme qui choquaient les vieux préjugés.

Le moment était bien choisi pour une révolution. Au nom de Démétrius se rattachaient les souvenirs d'une antique dynastie regrettée du peuple. Il y a partout et dans tous les temps des gens qui ne peuvent se persuader que les princes meurent comme les autres hommes; mais alors, en Russie, une

circonstance particulière accréditait le roman d'un prince légitime miraculeusement sauvé. Boris avait donné asile dans ses états à un prince de Suède, Gustave Ericsen, banni et persécuté par un usurpateur. Beaucoup de Russes avaient entendu raconter à ce Gustave comment il avait échappé à vingt tentatives d'assassinat ou d'empoisonnement, comment il avait été garçon d'auberge pour vivre, et comment la Providence l'avait toujours soutenu dans la misère et les dangers.

Le jeune homme qui se prétendait le tsarévitch Démétrius avait une verrue sur la joue et un bras plus court que l'autre, signes probablement observés autrefois chez le prince véritable. En outre, il produisit un sceau d'or aux armes de Russie et une croix en diamans d'un très grand prix, qui, disait-il, lui avait été donnée, selon l'usage moscovite, par son parrain, le jour de son baptême. Des documens incontestables, mais alors peu connus en Russie, prouvent que le tsarévitch mourut en plein jour; cette circonstance rendant à peu près impossible une substitution d'enfant, l'inconnu racontait que les assassins, introduits la nuit dans sa chambre, avaient poignardé dans l'obscurité le fils d'un serf que son médecin avait fait coucher dans son lit. Il ajoutait que ce médecin si prudent l'avait enlevé et placé dans un couvent sous le plus strict incognito. Auparavant un prince russe l'avait caché et pris sous sa protection; mais le prince et le médecin étaient morts depuis long-temps, et la misère avait contraint l'illustre exilé d'entrer au service du seigneur lithuanien. D'ailleurs l'inconnu évitait les détails compromettans. Il semblait bien connaître l'histoire de Russie. Il parlait le polonais aussi facilement et peut-être mieux que le russe (1); enfin il était un adroit escrimeur et un excellent cavalier. Deux domestiques polonais, qui avaient été prisonniers en Russie, le reconnurent, et il faut croire que c'étaient d'habiles physionomistes pour retrouver les traits d'un enfant de dix ans chez un jeune homme de vingt-deux.

Fêté par les seigneurs lithuaniens, l'imposteur obtint bientôt une grande célébrité. Boris s'en alarma et fit la faute énorme d'offrir de l'argent à de braves palatins pour qu'ils lui livrassent leur hôte. On renvoya ses émissaires avec indignation. L'imposteur demanda la protection de Sigismond III, roi de Pologne, et, pour s'en faire accueillir, il commença par se convertir à la religion catholique. Le roi était fort dévot, et l'on disait de lui qu'il avait perdu la terre pour gagner le ciel; en effet, ses sujets suédois l'avaient chassé pour ses entreprises contre leur religion. D'abord le faux Démétrius fut catéchisé par des jésuites polonais et par le nonce du pape, Mgr Rangoni, qui paraissent avoir été complétement ses dupes. Il abjura en leur présence, mais en grand secret, et promit, dans un document qui s'est conservé, de faire tous ses efforts pour extirper le schisme en Russie. Ce n'est pas tout. Il céda, par d'autres engagemens, la province de Sévérie à Sigismond, promit d'épouser Marine Mniszek, fille d'un palatin qui l'avait accueilli, et fit don à son futur beau-père d'une somme de 2 millions de florins payable, bien entendu, dans des temps plus heureux. Toutes ces promesses faites et signées, il fut présenté officiellement à Sigismond, qui l'appela Démétrius Ivanovitch, lui donna

(1) Sa correspondance confidentielle est en langue polonaise.

une pension, et lui permit d'accepter les conseils et les services des gentilshommes polonais.

Dans le même temps, une grande fermentation régnait parmi les Cosaques du Dniepr et du Don; un moine fugitif, nommé Grégoire Otrepief, soulevait leurs hordes au nom de Démétrius et pratiquait des intelligences dans les provinces du sud de la Russie. Ce moine, qui avait quitté Moscou en 1603, avait la réputation méritée d'un ivrogne et d'un vaurien. Il était en correspondance suivie avec l'imposteur, et son agent auprès des Cosaques, sur lesquels il avait obtenu un grand ascendant.

Boris, fort inquiet de l'accueil que le faux Démétrius recevait en Pologne et des mouvemens hostiles des Cosaques, imagina une ruse pour perdre l'imposteur. Il publia que cet homme n'était autre que le moine Otrepief; mais il ne dit pas un mot de l'agent qui soulevait les Cosaques. Plus tard, l'identité du faux Démétrius avec Otrepief étant devenue comme un article de foi en Russie, on voulut expliquer la présence simultanée d'un Otrepief sur le Don et celle d'un prétendant en Pologne, en supposant que le véritable moine avait donné son nom à un de ses complices en passant la frontière. Explique qui pourra les motifs d'un pareil changement. Au reste, assez long-temps après la mort du véritable Démétrius, le véritable Otrepief avait reparu dans sa ville natale, et il ne paraît pas que, parmi les contemporains, l'invention de Boris ait trouvé la moindre créance.

Le prétendu tsarévitch, ayant levé quelques troupes en Pologne, entra en Russie, fut reçu à bras ouverts par les paysans et surtout par les Cosaques, battit une armée de Boris, fut battu à son tour; mais, sans perdre courage, il continua la guerre pendant plus d'une année et fit si bien qu'il séduisit les troupes de son ennemi, et les attira sous ses drapeaux. Boris eut le bonheur de mourir quelques jours avant cet événement décisif. Son fils Fëdor fut déposé par les Moscovites, puis étranglé par quelques boyards pleins de zèle pour le nouveau maître, qui entra triomphant dans sa capitale.

Il régna un an. Dès son arrivée, il montra une aptitude singulière pour les affaires, une activité prodigieuse, et porta la pourpre avec l'aisance d'un prince né sur le trône. Cet imposteur était un grand homme. Il voulut réformer les abus et civiliser son pays; mais il n'avait que vingt-trois ans, et, sans mesurer la grandeur des obstacles, il prétendit faire tout à coup et de primesaut tout ce que Pierre-le-Grand fit plus tard, graduellement et avec une prudente lenteur. L'imposteur était naturellement doux et humain, et les règnes d'Ivan-le-Terrible et de Boris avaient habitué les Moscovites à n'obéir qu'à un maître toujours entouré de bourreaux. En pardonnant à des rebelles qui avaient comploté contre sa vie, il encouragea les conspirations. D'ailleurs, bien qu'il ne se mît nullement en peine de tenir les promesses faites au pape et au roi de Pologne, il scandalisa les dévots et les bons patriotes par des plaisanteries déplacées contre les superstitions et les coutumes nationales, et par une imitation irréfléchie des habitudes élégantes de la cour polonaise. Il s'habillait en hussard; il manquait à saluer les images des saints; il donnait des bals et des mascarades; il avait sa musique; il mangeait du veau. Le pire fut qu'il épousa Marine Mniszek, Polonaise et catholique, et qu'il attira quantité de ses compatriotes à Moscou. Marine, jeune personne capricieuse et fu-

tile, exagéra toutes les imprudences de son mari. Les gentilshommes de sa suite commirent mille insolences et traitèrent les Moscovites en peuple conquis. Une insurrection éclata, et le tsar fut assassiné le 27 mai 1606.

Aucun aventurier n'a obtenu un pareil succès avec des ressources en apparence si méprisables. Avec une verrue sur la joue et une croix en diamans, celui-ci conquit un trône et l'aurait gardé sans doute, s'il eût été un peu moins imprudent. Il fit quantité de dupes, mais il n'eut point de complices, pas un seul confident, et il n'avait pas vingt-cinq ans lorsqu'il mourut. J'ai entrepris d'écrire l'histoire de cet illustre fourbe et de son successeur, car il en eut un, fort médiocre, comme tous les imitateurs d'un grand homme. A cet effet, j'ai lu avec beaucoup d'attention tous les mémoires contemporains et un grand nombre de pièces officielles, trop négligées peut-être par les annalistes russes et polonais. Je crois avoir fait mon possible pour démêler la vérité et substituer à des hypothèses plus ou moins invraisemblables une explication plausible d'un problème historique, à mon avis, fort digne d'intérêt. Je ne saurais trop inviter les personnes curieuses de s'instruire à lire mon petit volume, qui vient de paraître chez M. Michel Lévy, éditeur. Cependant je ne veux pas faire un secret de ma solution aux lecteurs de la *Revue*, et dès à présent, je veux bien leur dire que le faux Démétrius était, selon moi, un Cosaque de l'Ukraine.

On demandera peut-être comment l'idée d'une imposture si hardie entra dans la tête d'un jeune homme de vingt ans, de basse extraction, selon toute apparence, et élevé parmi des barbares. Je réponds qu'un Cosaque nourri dans sa *sietche* (1), où le courage et l'éloquence menaient aux honneurs, où le commandement se donnait au plus brave et au plus rusé, pouvait concevoir un projet d'usurpation qui eût effrayé un gentilhomme polonais ou russe. Dans le siècle dernier, n'a-t-on pas vu Pougatchef, simple Cosaque, mettre l'empire en danger avec une imposture encore plus grossière?

Pendant que j'étudiais le caractère du faux Démétrius, je dus passer quinze jours du mois de juillet dernier dans un endroit où je n'étais nullement incommodé du soleil et où je jouissais d'un profond loisir. J'en profitai pour me pénétrer de mon héros, si je puis ainsi parler, et, à force de lire sa correspondance et tout ce que les contemporains ont dit de ses habitudes, je finis par me persuader que je l'avais deviné et que je le connaissais.

Cette persuasion où je suis arrivé, qu'il me soit permis de le dire à ma gloire, après une étude consciencieuse de tous les témoignages historiques, me conduisit à me demander si, au lieu d'initier le lecteur à mes investigations, il ne vaudrait pas mieux lui en présenter tout d'abord le résultat, lui offrir mes convictions au lieu de mes doutes. Je me disais que bien des gens qui ne me sauraient aucun gré de discuter le mérite de vieux bouquins russes trouveraient peut-être quelque plaisir à la peinture d'un caractère original que ces bouquins révèlent à qui sait les lire.

En même temps je comparais la méthode historique des anciens et la nôtre. Hérodote, Plutarque, ont fait, je pense, de grandes recherches pour analyser,

(1) Village ou campement permanent des Cosaques. Le même mot avait encore la signification de horde ou tribu.

contrôler, discuter les traditions et les témoignages de leurs contemporains et de leurs devanciers. Persuadés qu'ils avaient enfin découvert la vérité, ils ont employé leur art inimitable à la rendre plus évidente et plus intelligible. Il ne leur a pas suffi de dire : Un tel fit telle action; ils ont voulu montrer encore pourquoi il l'avait faite, quels sentimens l'y avaient conduit, quel but il s'est proposé en la faisant. Je ne crois pas qu'ils aient eu tort. L'essai que je présente ici est tout bonnement renouvelé des Grecs. C'est une seconde édition du travail historique que je viens d'achever. Si le langage et même quelques-unes des actions que je prête à mes personnages sont imaginaires, j'ose dire que les caractères que j'ai esquissés ne sont point d'invention, mais le résumé et comme le dernier mot de l'étude très sérieuse que je recommandais tout à l'heure à mes lecteurs et qu'on peut trouver rue Vivienne, n° 2, au prix de 3 francs.

I.

Une clairière dans une forêt. Il est nuit. Entrent, à cheval, deux Cosaques zaporogues; l'un âgé de soixante ans, GHERAZ EVANGHEL, est blessé et couché sur l'arçon de sa selle; le second, âgé de vingt ans, YOURII, conduit son cheval par la bride. Tous les deux sont couverts de poussière et de sang.

GHERAZ. — Où me mènes-tu? Je ne puis aller plus loin. Autant vaut mourir ici qu'ailleurs.

YOURII. — Courage, père ataman (1)! nous sommes en sûreté. Les païens ont perdu la piste. Le Dieu des Russes est grand (2)... Et celui des Zaporogues donc! (Il saute légèrement à terre, dépose Gheraz Evanghel sur le gazon et débride les chevaux.)

GHERAZ. — Sauve-toi, enfant, et laisse-moi... Pourquoi t'embarrasser d'un vieillard qui n'a pas une heure à vivre?... Emporte seulement la masse d'armes (3)... Que les Tartares ne la pendent pas dans la mosquée d'Islam-Kerman!

YOURII. — Oui dà! Tant que je vivrai, les Tartares n'emporteront ni la masse d'armes ni la tête de l'ataman Gheraz Evanghel. Allons, réjouis-toi, père. Tu n'as plus à galoper avec une flèche dans le ventre. Demain, il fera jour. Nous reverrons le grand camp du Dniepr... Souffres-tu? Veux-tu boire? J'ai encore un peu d'eau-de-vie dans ma gourde... Pour du pain... c'est autre chose.

GHERAZ. — Je ne reverrai plus notre île verte du Dniepr... Toi, dès que les chevaux auront soufflé, reprends ta course... Tu diras aux chefs...

YOURII. — Merci de la commission. Crois-tu que j'aurais le front de dire aux atamans et aux anciens : Bien des complimens de la part de l'ataman

(1) *Ataman*, capitaine, chef parmi les Cosaques.

(2) Proverbe russe.

(3) La masse d'armes plaquée d'argent (*boulava* ou *nasedka*) était alors l'insigne du commandement chez les Cosaques.

Gheraz Evanghel. Je l'ai laissé dans un bois avec une flèche tartare entre les côtes. — Nos vieillards ne disent-ils pas : « Celui qui abandonne un camarade dans la peine, celui-là aura la mort d'un chien? »

GHERAZ. — Je ne t'ai fait que du mal... et pourtant tu es resté seul auprès de moi!

YOURII. — C'est vrai que tu as la main lourde, et parfois il me semblait que tu m'avais pris en haine; mais aussi n'est-ce pas toi qui m'as appris à mener un cheval, à tirer de l'arquebuse, à couper une tête de Tartare?... (Il examine ses armes et sa corne à poudre.) Encore trois coups à tirer. Les anciens disent que, quand on a trois charges de poudre, on peut en employer une à tuer un lièvre pour son dîner... Ah! si j'avais un lièvre!... Je voudrais pouvoir manger de l'herbe comme nos chevaux. — Il faut serrer son ceinturon d'un point. (Il se couche sur le gazon.) Bah! nous avons eu de pires bivouacs.

GHERAZ. — Je t'aimais pourtant, Yourii. Ah! si tu savais...

YOURII. — Qui aime bien châtie bien. Souvent j'ai trouvé que tu m'aimais trop.... Regarde donc comme nos chevaux mangent après cette longue course... Ah! les braves nogaïs (1)!... Ils donneraient de l'appétit à un mort... Est-ce que le sang coule toujours?

GHERAZ. — Bientôt il ne coulera plus.

YOURII. — Je voudrais bien savoir la chanson de l'ataman Korela qui arrête l'hémorrhagie.

GHERAZ. — Oh! ce n'est pas un sorcier..... c'est un prêtre que je voudrais auprès de moi. Oh! si j'avais un prêtre!

YOURII. — Malheureusement je n'en connais pas à cent verstes d'ici. Mais à quoi bon? Un Zaporogue ne meurt pas pour une flèche... Et si tu mourais, tu sais que, pour le Cosaque qui meurt dans la guerre sainte, les portes du paradis s'ouvrent à deux battans..... Allons, allons, père ataman, patience! Le Tartare qui t'a blessé, n'en sois pas en peine. Le chien qui voulait te manger ne mordra plus. Je lui ai cassé ma lance sur la poitrine, mais le fer sortait par le dos... Que veux-tu? nous sommes tous mortels... Mais il ne faut pas s'abandonner... Voyons, serre les dents, garde ton souffle... ou bien, jure un peu, cela soulage. Bats-moi, si tu veux, comme tu faisais quand ton humeur noire te prenait...

GHERAZ. — Ah! Démétrius, Démétrius! je suis un grand coupable!... Pardonne-moi !

YOURII. — Démétrius n'est pas ici, père ataman. Dmitri Terechenko, pauvre diable! il est mort là-bas. C'est Iouchka (2), ton porte-arquebuse, qui est auprès de toi. Ne me reconnais-tu pas, mon petit père?

GHERAZ. — Yourii... dis-moi, tu es un clerc. Tu étudiais au séminaire quand je t'enlevai en Ukraine... Tu dois savoir cela : — Peut-il échapper à l'enfer celui qui a versé le sang innocent?

YOURII. — Belle demande! Que faisons-nous donc tous les jours? Et cepen-

(1) *Bakhmat* ou chevaux de guerre des Tartares nogaïs, dont la race était en grand honneur parmi les Cosaques.

(2) *Iouchka* est le diminutif familier de *Yourii* ou George.

dant le père Gelase, notre pope, dit qu'en notre qualité de Zaporogues, nous entrerons au paradis tout bottés.

GHERAZ. — Des Russes... orthodoxes... j'en ai tué... mais en guerre... Des païens de la Pologne ou des Tartares... ce n'est pas cela qui m'effraie... Mais, Yourii, tu as été tonsuré...

YOURII. — Oui, je serais peut-être moine ou jésuite à l'heure qu'il est, si tu n'avais mis le feu au séminaire, coupé le cou au régent qui me fouettait et rôti mes camarades... Est-ce là ce qui te chagrine?... Ma foi! je te remercie de m'avoir fait Zaporogue. Tu pouvais me laisser dans le feu avec les autres...

GHERAZ. — Ah! Yourii, si tu étais moine, tu pourrais m'absoudre peut-être... ou prier pour moi... Ne peux-tu?... Ah! le voilà!... la gorge ouverte, qui palpite comme une colombe... Il me poursuivra donc toujours!...

YOURII. — Qui? le Tartare... Je t'ai dit qu'il est à bas... Ce n'est pas lui qui viendra te chercher ici.

GHERAZ. — Mon cher Yourii... il faut que je t'ouvre mon cœur... mais tu me diras après si je dois espérer encore... Oh! non, tu me diras que c'est impossible!...

YOURII. — Serre ta ceinture sur la plaie, au lieu de parler et de te démener ainsi.

GHERAZ. — Écoute-moi... Je suis un grand criminel... mais, ô mon Dieu! il y a un plus grand coupable que moi... Boris! Boris! je t'attends en enfer... je t'y reverrai, et ce sera ma consolation.

YOURII. — Boris, le tsar de Moscou?... j'espère bien qu'il ira en enfer. Il nous vend la poudre et l'eau-de-vie au poids de l'or; il nous fait la guerre, ou bien il avertit le Tartare de nos expéditions.

GHERAZ. — Ah! si tu le connaissais, cet infernal trompeur!... C'est lui qui fut l'assassin, non pas moi.

YOURII. — Tous les Moscovites nous disent qu'il a fait assassiner à Ouglitch Démétrius, le fils du Terrible; mais que les Moscovites s'entre-tuent, que nous importe à nous autres Zaporogues?

GHERAZ. — Oui, c'est Boris, c'est lui!... Mais, moi... Je n'aurai jamais la force de le dire.

YOURII. — Tu t'épuises à parler, et demain il faudra remonter à cheval.

GHERAZ. — Demain... Il n'y a plus de lendemain pour moi... Oui... un lendemain terrible! Mon fils, donne-moi ta main... C'est moi, moi... séduit par l'or de Boris, qui ai enfoncé le couteau dans la gorge de l'innocent. — « Regarde donc, Evanghel, mon beau collier, » disait-il en écartant sa veste (1)... Je l'ai frappé, là, au cou... un enfant de dix ans, qui ne m'avait jamais fait de mal... Tu retires ta main... Ah! je meurs maudit... et Boris! il règne et prospère.

YOURII, après un silence. — Un enfant de plus ou de moins... Quand nous mettons le feu à un village, que deviennent les enfans?... Et puis, par compensation, tu as tué bien des Tartares.

GHERAZ. — Le sang chrétien! le sang des tsars! le dernier rejeton des

(1) Telle est la tradition populaire consacrée par les annalistes russes.

saints!... Non, jamais... Je le vois toujours, ce malheureux enfant... Tiens, tiens, là-bas... le vois-tu?

Yourii. — C'est ma capote blanche. Il n'y a pas d'enfant ici.

Gheraz. — Il m'aimait, le pauvre innocent!... Il jouait toujours avec moi... Il avait tes yeux bleus... tes cheveux blonds... il avait ce signe que tu as sous l'œil droit. C'est pour cela, vois-tu, que je t'ai sauvé des flammes... Je t'ai adopté... j'ai voulu racheter mon crime... je voulais t'appeler Dimitrii... je n'ai pas osé.

Yourii. — Iouchka, Dimitrii, qu'importe? Seulement je ne sais quel nom mettre après. Mon père a toujours négligé de se faire connaître.

Gheraz. — Tu lui ressemblais... Souvent j'étais tenté de tomber à tes genoux et de te demander grace... D'autres fois je te croyais un démon acharné après moi... Ta vue me rappelait l'innocent... Vingt fois j'ai été sur le point de te tuer...

Yourii. — Merci de ne l'avoir point fait.

Gheraz. — C'était ma pénitence de t'avoir sauvé, pour revoir sans cesse auprès de moi le fantôme qui me torturait... Quel âge as-tu?

Yourii. — Vingt ans, je crois. N'avais-je pas douze ans quand tu m'as enlevé?

Gheraz. — Il aurait vingt ans. Il régnerait aujourd'hui!... Oh! je suis damné! damné! Je le sens bien, il n'y a pas de miséricorde pour moi... Au moins dis partout que c'est Boris qui l'a tué... Il m'a donné une bourse d'or, puis il a voulu me faire mourir aussi... Oh! que ne puis-je publier mon crime... me confesser à un évêque et mourir absous!

Yourii. — Il vaut mieux ne pas mourir. Allons, calme-toi, père ataman; essaie de dormir.

Gheraz. — Dormir!... Il y a long-temps que je ne dors plus... Le soir, au pied de mon lit, dans nos bivouacs, quand les feux s'éteignent et que le brouillard tombe sur la steppe, il vient auprès de moi... Maintenant encore il me fait signe... là, contre cet arbre... tout blanc...

Yourii. — C'est un bouleau. Rassure-toi. S'il y avait un revenant, nos chevaux auraient peur.

Gheraz. — Yourii, je souffre horriblement... je vais mourir... Dans ma selle, il y a cent vingt ducats cousus entre deux cuirs... Tiens, prends encore ceci... c'est sa croix de baptême (1)... Il y a quelque chose écrit dessus... son nom sans doute... Je n'ai jamais osé la vendre... Toi, tu le peux. Il y a du sang sur cette croix, mais tu ne l'as pas versé... Si tu la vends, tu seras riche. Tu feras dire des prières pour moi...

Yourii. — Assurément.

Gheraz. — Maintenant, adieu... Prie pour moi, si tu en as le courage..... récite les prières que tu sais.

Yourii. — C'est que je ne m'en souviens guère... Voyons cependant: — Notre père, que votre volonté soit faite...

Gheraz. — Que votre volonté soit faite!

(1) Tout enfant né dans la religion gréco-russe reçoit de son parrain une croix à l'occasion de son baptême, et l'usage est de la porter toujours suspendue au cou.

YOURII. — Pardonnez à un misérable pécheur...

GHERAZ. — A un misérable pécheur.

YOURII. — Qui va comparaître devant vous... (Il s'endort.)

GHERAZ. — Il dort!... il peut dormir... Oh! mon Dieu! mon Dieu!... il me semble que tout l'enfer est déchaîné... Ils s'abattent sur la forêt comme une nuée de corbeaux, et *lui, lui* est toujours là!... Yourii... Youchka! réveille-toi! défends-moi!

YOURII se réveille en sursaut et saisit son arquebuse. — Où sont-ils?..... Qui vive?

GHERAZ. — L'enfant! l'enfant!... Il me saisit... il m'entraîne!... Grace! (Il meurt.)

YOURII. — Eh non! personne... Pardon, ataman Gheraz Evanghel... Je m'étais un peu assoupi... voilà qui est passé... et le jour se lève... Nous allons nous remettre en route, au petit pas. Allons! courage. Finissons la gourde... hein? Ne vous laissez pas abattre... Une fois que je vous aurai mis en selle, vous verrez que tout ira bien... du courage! Le Dieu des Russes... Hé! Gheraz Evanghel!... ataman!... Ho! ho! il est ma foi mort! Comme il serre les dents... c'est fini. Ce diable d'enfant lui tenait au cœur! Qui se serait douté qu'un vieux Zaporogue eût de ces scrupules? Au fond, c'était mal. Un enfant, et un tsarévitch!... Singulier père nourricier que le destin m'envoya!.... Pauvre Gheraz Evanghel! c'était un brave pourtant... un vieux routier de guerre... et une mauvaise flèche dans le côté vous le rend plus faible qu'un poisson hors de l'eau... Me voilà seul au monde; ma horde... A l'heure qu'il est, je suis le seul, je pense, pour répondre à l'appel. Les autres ont maintenant leurs têtes sur les créneaux d'Islam Kerman, et leurs corps dans la steppe pour le festin des corbeaux... Cent vingt ducats dans cette selle. C'est une fortune. Ah! puis cette croix; c'est de l'or, et des pierreries qui brillent, ma foi, comme des yeux de loup. (Il lit) : « A Démétrius, fils du tsar Ivan, son parrain, le prince Ivan Mstislavski. » Je suis riche. De plus, deux bons chevaux... Qu'irai-je faire au camp du Dniepr? Les anciens de l'île me trouveront trop jeune pour être lieutenant. Si j'allais à Moscou, Boris me ferait peut-être capitaine de strelitz... Ah! Boris... il a fait fortune aussi. Pourtant on dit que son grand-père était un Tartare... Ma foi! vive Moscou! Projet conçu à l'aube réussit, dit-on... Si j'avais un morceau de pain pour déjeuner!... Pauvre Gheraz Evanghel, avec tous ses défauts, c'était pourtant la meilleure lance du Dniepr. Adieu, mon vieil ataman. Tu dors, et tu ne rêves plus d'enfans égorgés, j'espère. Je ne veux pas que les loups dispersent tes os... Mettons-lui sa masse d'armes entre les mains, comme il convient à un ataman... Diable! comme il est raide... Jetons de la terre sur son corps... Voilà un poignard qui est excellent pour cela. C'est peut-être avec ce poignard... Je me rappelle qu'il ne voulait jamais s'en servir pour couper son pain. (Il chante en creusant la terre.)

« Un brouillard est sur la mer bleue, un noir chagrin me tient au cœur. Je vois là-bas, dans la campagne, un petit bois de chênes verts, auprès du bois une colline, sur la colline un petit feu, auprès du feu blanche capote, sur la capote est un guerrier. Tout près du cœur une blessure, d'où le sang coule à gros bouillons. Autour de lui, ses camarades viennent lui faire leurs

adieux. — Nous partons pour sainte Russie, que dirons-nous à tes parens? — Chers compagnons, sainte Russie, hélas! je ne la verrai plus. Faites mes adieux à ma mère, mes adieux à tous mes amis. Vous direz à ma fiancée qu'elle cherche un nouvel amant (1). » (Entre Choubine, menant en bride un cheval chargé de sacoches.)

CHOUBINE, à part. — De fièvre en chaud mal! J'échappe aux Tartares, et je tombe sur un Zaporogue! Saint Nicolas, ayez pitié de nous!

YOURII, l'apercevant et le couchant en joue. — Halte-là! Qui es-tu? Que viens-tu faire ici?

CHOUBINE. — Ah! seigneur ataman (2), ne tuez pas un chrétien orthodoxe! Hier les païens ont failli me prendre. Notre petite caravane s'est dispersée, et je me suis perdu dans cette forêt en fuyant.

YOURII. — As-tu de quoi manger?

CHOUBINE. — La moitié d'un pâté et quelques galettes.

YOURII. — Vite, déjeunons de ce que le bon Dieu nous envoie. Vous autres Moscovites, vous marchez prudemment, toujours bien approvisionnés. (Il mange avec avidité.)

CHOUBINE. — Tu enterrais un mort, et tu manges sans te purifier.

YOURII. — L'eau est à plus de trois verstes d'ici, et il y a deux jours que je n'ai mangé. Allons, mange; il y en a pour deux.

CHOUBINE. — Mon père ataman, ne fais pas attention à moi.

YOURII. — Tu as vu les Tartares, de quel côté vont-ils?

CHOUBINE. — Vers le sud, mon petit père. Je les ai aperçus de loin, et me suis hâté de fuir. Hier, j'ai traversé un champ de bataille couvert de cadavres sans tête. C'étaient des chrétiens sans doute?... Malheur sur nous!

YOURII. — Oui, ils nous ont surpris, les chiens! Dix contre un; mais qu'y faire? Tiens, voilà ce qui reste du plus brave ataman qui ait porté la masse d'argent.

CHOUBINE. — Que le Seigneur lui ouvre son paradis... Pourquoi ce sourire? Serait-ce un païen?

YOURII. — Les morts sont morts. Maintenant il est temps de partir.

CHOUBINE, à part. Il ne me demande pas la bourse ou la vie. (Haut.) Seigneur ataman... je suis un pauvre marchand d'Ouglitch... égaré dans ce bois...

YOURII. — Ouglitch! c'est là que le fils du tsar Ivan fut assassiné?

CHOUBINE. — Assassiné! je n'ai pas dit cela... Il est vrai qu'il y est mort.

YOURII. — Tout le monde sait qu'il a été assassiné par l'ordre de Boris.

CHOUBINE. — Boris est notre glorieux tsar, que le Seigneur le protége et la sainte Russie!... Ne parle pas mal de lui, mon père.

YOURII. — As-tu peur que ces arbres ne lui répètent qu'il est un meurtrier?... A ce que je vois, vous autres Moscovites, vous vous êtes laissé couper la langue par votre glorieux tsar. Nous autres, libres enfans de la steppe, nos lèvres et notre cœur parlent à la fois.

CHOUBINE. — J'estime les Cosaques. Ils sont orthodoxes et font la guerre

(1) C'est la traduction presque littérale d'une ancienne chanson cosaque.
(2) On donne par courtoisie le titre d'*ataman* à de simples Cosaques.

aux païens... Seigneur ataman, permets au pauvre marchand de marcher dans ton ombre. Elle le protégera dans toute mauvaise rencontre.

YOURII. — Où vas-tu?

CHOUBINE. — A Ouglitch, s'il plaît à Dieu.

YOURII. — Ma foi, il me prend envie de t'y accompagner.

CHOUBINE. — Mon petit père, si tu me fais cet honneur, ma pauvre maison sera la tienne... Mais sauras-tu te reconnaître parmi ces bois et ces marécages?

YOURII. — Ne crains rien... Un Cosaque est-il jamais dans l'embarras là où il y a de la mousse ou de l'herbe (1)?... Aide-moi seulement à recouvrir ce cadavre de terre et de pierres... (Après un silence.) Combien y a-t-il qu'il est mort?

CHOUBINE, étonné. — Mais tu le sais mieux que moi.

YOURII. — Je parle du tsarévitch Démétrius.

CHOUBINE. — Il est décédé en 7099 (2)... il y a douze ans... le 15 mai.

YOURII. — Décédé... d'un coup de poignard dans la gorge.

CHOUBINE. — Dieu le sait... Je n'y étais pas. Puisse-t-il être en paradis, l'innocent!

YOURII. — Tu l'as vu ce Dmitri?

CHOUBINE. — Plus de cent fois. C'est moi qui lui ai vendu son dernier collier de perles... des noisettes, veux-je dire.

YOURII. — Tu es joaillier?

CHOUBINE. — Monseigneur... je ne possède rien... je suis un pauvre marchand.

YOURII. — Crois-tu qu'un Zaporogue dépouille le voyageur avec qui il vient de partager le pain et le sel? Rassure-toi. Il est inutile de tenir ta ceinture à deux mains. Je ne suis pas curieux de voir ce qu'il y a dedans... Le tsarévitch était blond, m'as-tu dit?

CHOUBINE. — Oui, approchant de ta couleur... (Il le regarde avec attention.) Ah!...

YOURII. — Pourquoi me considères-tu ainsi avec tant d'attention?

CHOUBINE. — Rien, père ataman... C'est que ce signe que tu as sous l'œil droit...

YOURII. — Eh bien! je l'ai de naissance. Allons! en route.

CHOUBINE. — Quoi! tu ne mets pas une croix sur cette fosse?

YOURII. — Tu as raison. Je l'oubliais. Tiens, deux bâtons et un bout de ficelle feront l'affaire... C'est une belle ville qu'Ouglitch?... Voilà qui est bien. Gheraz, Gheraz! dors en paix, si l'on dort au pays où tu es allé... A cheval, monsieur le marchand de noisettes. (Il sort en chantant.) Embarquons-nous, ami, sur Don Ivanovitch (3), le brouillard nous protége et la lune est couchée...

CHOUBINE, à part. — Il a l'air d'un honnête jeune homme..... Singulière ressemblance! (Il sort.)

(1) On dit que les Cosaques, en examinant de quel côté certaines mousses ont cru sur des troncs d'arbre ou en comparant entre eux les brins d'une touffe d'herbe, savent s'orienter avec la plus grande précision.

(2) C'est-à-dire en 1591, selon l'ère des Russes à cette époque.

(3) Les Cosaques, dans leurs chansons, personnifient le Don et l'appellent je ne sais pourquoi *fils de Jean.*

II.

La maison de Choubine à Ouglitch. AKOULINA, sa femme, surveille les apprêts d'un dîner. Entre GRÉGOIRE OTREPIEF.

GRÉGOIRE. — Loué soit Dieu! Mieux vaut arriver au commencement d'un dîner qu'à la fin d'une bataille. De la rue on sent le parfum de la soupe aux choux, et je te vois le flacon à la main. Bonjour, Akoulina Pëtrova, bonjour, ma commère.

AKOULINA. — Sois le bienvenu, Grégoire Bogdanovitch. Qui se serait attendu à te voir ici? Nous te croyions au monastère de Saint-Nicolas.

GRÉGOIRE. — Que veux-tu, ma commère?... Tantôt je ne puis vivre avec mon abbé, tantôt c'est mon abbé qui ne peut vivre avec moi. Cette fois, c'est d'un commun accord que nous nous séparons. Je suis venu faire un tour par ici, en attendant que mon oncle Smirnoï arrange mon affaire, et me trouve un abbé plus humain. Il est tout-puissant là-bas. Espion de Boris, ou secrétaire, ou pourvoyeur, je ne sais lequel...

AKOULINA. — Ah! Grégoire, mon petit père, encore des fredaines, je parie. Quand donc te corrigeras-tu?

GRÉGOIRE. — Quand Boris distillera de l'eau-de-vie si mauvaise que les honnêtes gens n'en pourront plus boire... Parbleu, je pense que ce sera la semaine prochaine. Il est honteux, pour des chrétiens, d'endurer cela. Dire qu'un gentilhomme ne peut plus avoir un alambic pour lui et ses amis!... Mais vous êtes en fête, à ce que je vois? Est-ce un nouvel enfant que tu as fait, ma commère?

AKOULINA. — Fi donc, Grégoire Bogdanovitch! Le maître est revenu de voyage. Il a couru de grands dangers, le cher homme, et il serait peut-être à cette heure prisonnier des Tartares sans un jeune Cosaque zaporogue qui lui a servi de guide et l'a accompagné jusqu'ici. Il est notre hôte, Dieu le bénisse!

GRÉGOIRE. — Morbleu! il y a long-temps que je le dis, la fin du monde approche. Voilà les miracles qui commencent. Qui jamais a vu un Cosaque aider un marchand, sinon pour le débarrasser de son fardeau?... Hé mais, c'est notre brave Choubine! (Entrent Choubine et Yourii.)

CHOUBINE. — Ah! te voilà, Grichka. Que fais-tu à Ouglitch, mauvais sujet? Mon cher hôte, je te présente le vénérable Grégoire Bogdanovitch Otrepief, du couvent de Saint-Nicolas, prieur peut-être aujourd'hui...

GRÉGOIRE. — Pas encore, pas encore... Il faut que notre cafard de patriarche me colloque d'abord à ma fantaisie. Et toi, compère, toujours gaillard...

CHOUBINE, à Yourii. — Mon cher hôte, daigne honorer cette humble table. Femme! de l'eau-de-vie. A ta santé, seigneur ataman... A propos, je ne sais pas encore ton nom ni celui de ton père (1).

(1) Lorsqu'on adresse la parole à quelqu'un en russe, on l'appelle toujours par son nom de baptême suivi du nom de baptême de son père, dont on fait un adjectif terminé en *ovitch* ou *evitch*, si l'on parle à un gentilhomme, en *of* ou *ef* à un marchand ou à tout individu qui n'est pas noble.

YOURII. — Mon nom? (Après un silence et en riant.) Dmitri Ivanof.

CHOUBINE. — A ta santé, Dmitri Ivanof! Cette eau-de-vie est de l'année 7099.

YOURII. — L'année que le tsarévitch est mort.

GRÉGOIRE. — L'année qu'il fut félonement occis..... Encore un verre. A sa santé!

CHOUBINE. — Chut, Grégoire! Prends place, mon cher hôte... Mets-toi là, Grichka. Ce serait à toi, Grichka, de dire la prière; mais la loi veut que ce soit le père de famille. (Debout, et les mains jointes :) « Mon Dieu, nous te prions pour le salut du corps et de l'ame de Boris, notre tsar, l'unique monarque chrétien de l'univers, que les autres souverains servent en esclaves, dont l'esprit est un abîme de sagesse, et le cœur rempli d'amour et de magnanimité. Amen (1)! »

GRÉGOIRE. — Amen, et buvons!

YOURII. — Quelle diable de prière est-ce là? Boris est-il fou pour se croire l'unique monarque chrétien de l'univers?

CHOUBINE. — Mon cher hôte, mon respectable sauveur, qu'il te souvienne, je t'en prie, que nous ne sommes point aux bords du Dniepr, dans l'honorable camp des Zaporogues. Nous sommes dans la sainte Russie, où il est dangereux de mal parler du tsar, notre père... Bien qu'il n'y ait ici que des chrétiens orthodoxes, incapables de te dénoncer... Mais mangeons.

GRÉGOIRE. — C'est bien dit. D'ailleurs nous sommes ici pour nous réjouir, et, quand on parle de Boris, on a moins envie de rire que de pleurer.. Savez-vous qu'on meurt de faim à Moscou? Et le tsar au Kremlin fait bombance, et il dit : Qu'ils crèvent les Moscovites! Ce sont des séditieux qui ne m'aiment pas. Vrai, il empêche les convois de grains d'arriver.

CHOUBINE. — Bois donc, Grégoire, et ne sois pas mauvaise tête.

GRÉGOIRE. — Il n'y a pas de domestiques ici, donc pas d'espions, et ces murs sont épais. Il faut bien de temps en temps se soulager le cœur. — Depuis qu'on a su qu'il avait fait mourir le tsarévitch, il n'est sorte de ruse infernale qu'il n'invente pour faire oublier son crime. Croiriez-vous, mon frère Dmitri, qu'en 7099 il a fait mettre le feu aux boutiques des marchands de la grand'place? — Cela les empêchera de causer, a-t-il dit.... C'est sa manière.

CHOUBINE. — Oh! Grégoire!

GRÉGOIRE. — Je les ai vus brûler... Mais ce n'est rien. Ensuite il écrit au khan Kassim Ghereï qu'il vienne nous rendre visite avec cent mille Tartares, pillant et détruisant tout sur leur passage. — Bon! dit-il, les Tartares les empêcheront de penser au tsarévitch Dmitri.

CHOUBINE. — Oh! Grégoire!

GRÉGOIRE. — La preuve que c'est Boris qui les a appelés, c'est qu'il a envoyé notre armée manger des pastèques à Kazan, tandis que les Tartares ont passé l'Oka. Suffit!... Enfin saint Nicolas et saint Serge ont tant fait, que Kassim Ghereï s'en est allé comme il était venu... Que fait mon homme? Il n'avait qu'à se tenir tranquille. Il était régent... Le pauvre tsar Fëdor lui

(1) Cette prière avait été composée par Boris, et chaque père de famille devait la réciter à l'heure des repas.

laissait tout faire à sa fantaisie... N'importe, il tenait la place..... Un potage bien accommodé envoie Fëdor rejoindre son frère Dmitri et son père le Terrible.

Choubine. — Oh! Grégoire!

Grégoire. — Laisse-moi donc parler. J'ai vu, moi qui vous parle, j'ai vu le tsar Fëdor exposé sur son lit de parade... C'était bien; ce n'est pas pour dire... Des cierges par milliers, du brocart, du drap de Prusse, de l'eau-de-vie à discrétion après les offices..... Nous avons fait ce jour-là une glorieuse buverie... si bien... Qu'est-ce donc que je disais?...

Yourii. — Tu disais que tu avais vu le tsar Fëdor...

Grégoire. — Ah! oui. Eh bien! il était gonflé, tout vert, plus vert que ces choux! Je ne parle que de ce que je sais..... Ah! Et puis le prince Jean de Danemark...

Choubine. — Il va épouser la tsarevna Xénia, la fille de Boris.

Grégoire. — Oui, c'est beau, en effet, de donner une chrétienne à un prince païen?... Mais Boris a changé d'avis... Le prince Jean a dîné chez lui... on l'a rapporté ivre, disait-on.... Il ne s'est jamais dégrisé.

Choubine. — Que veux-tu dire?

Grégoire. — Qu'il avait bu du vin que Boris garde pour ses bons amis... N'a-t-il pas au Kremlin trois sorciers finnois qui passent les nuits à distiller des herbes, oui, des herbes qu'ils vont cueillir, au décours de la lune, dans le cimetière de Serpoukhof?

Choubine. — Comment! le prince de Danemark est mort!

Grégoire. — Un moine qui arrive de Moscou vient de me l'apprendre... Et ce qui n'étonne personne, le tsar a défendu d'embaumer le corps, comme le voulait le médecin du Danois. Non, a dit Boris, on verrait ce qu'il a dans l'estomac (1).

Choubine. — Mais c'est impossible! Le tsar l'aimait autant que son propre fils Fëdor.

Grégoire. — Aussi est-il inconsolable... Il pleure comme le crocodile qui a mangé un petit enfant,... parce qu'il voudrait bien en manger un autre... Ah! il voyait bien que les Russes l'aimaient tous, ce bon prince Jean... Savez-vous qu'il allait se faire baptiser?... Le père Alexis me l'a dit. Il le tenait du sommelier du prince... C'est lui qui en avait de la bonne eau-de-vie de Prusse!.... Et Boris a eu raison.... car enfin tout le peuple aurait dit à Jean, une fois qu'il eût été baptisé : « Soyez notre tsar et délivrez-nous. »

Choubine. — Quel malheur, grand Dieu! et moi qui venais d'achever le collier de perles pour le mariage de la tsarevna!

Grégoire. — Bah! elle trouvera un autre mari qui t'achètera ton collier. Par ma foi, mes amis, si Boris manquait de gendre, je m'offrirais volontiers; la tsarevna est jolie comme un ange. Seulement, quand le beau-père m'inviterait à dîner, je dirais : « Excusez-moi, je n'ai pas d'appétit. » Dans le temps où nous vivons, mes camarades, il faut faire attention où l'on dîne et s'assurer de la digestion. — Mais, seigneur zaporogue, à vous voir manger du

(1) Toutes ces accusations absurdes portées contre Boris sont empruntées aux annalistes russes.

bout des dents, on dirait que vous avez quelques doutes sur la cuisine de notre hôte. Rassurez-vous. Ici on ne connait pas la recette des breuvages qui se distillent au Kremlin.

CHOUBINE. — Oh! Grégoire!

YOURII. — Je n'ai plus faim, et je prends grand plaisir à t'écouter.

GRÉGOIRE. — A votre santé, mon brave. On ne peut pas toujours manger, mais on peut toujours boire, comme disait l'abbé de Tchoudof.

AKOULINA, regardant à la fenêtre. — Ha! le prince de Suède... Par ma foi, il entre dans notre cour.

GRÉGOIRE. — Le diable emporte les princes qui viennent au milieu d'un diner!

CHOUBINE. — Tais-toi; je cours à la boutique le recevoir. (Il sort.)

YOURII. — Un prince de Suède à Ouglitch!

GRÉGOIRE. — Oui; un drôle de prince que le prince Gustave. Ses sujets l'ont chassé... Un singulier prince. Il était né pour être apothicaire... C'est un alchimiste,... un grand savant... C'est même pour cela que Boris l'a recueilli;... vous m'entendez, pour qu'il lui distillât des breuvages... Mais ce prince Gustave, bien qu'il soit un peu timbré,... c'est un brave homme... Je ne veux pas, a-t-il répondu. Là-dessus on l'a envoyé à Ouglitch... Il a, ma foi, de la chance. Veux-tu que je te dise la vérité?... Gustave s'est tiré d'affaire avec ses Suédois, qui ont voulu le noyer... Son oncle, le roi de Suède actuel, a voulu bien des fois l'empoisonner... Il lui a fait tirer des arquebusades;... il lui a envoyé des assassins... Mais Gustave a des livres *noirs*, tu m'entends,... qui lui disent de quel côté vient le danger. C'est ce que nous appelons un astrologue, et des plus malins... Mais s'il échappe à Boris, il sera plus fin que je ne le crois... A sorcier, sorcier et demi. Un jour, Gustave recevra une bouteille de vin d'Espagne... comme Boris en envoya l'an passé au tsar Siméon Bekboulatovitch. Il boit. Bon. Le voilà aveugle (1). (Entrent Choubine et Gustave, tenant un in-folio sous le bras. Tous se lèvent.)

GUSTAVE. — Je ne veux pas que tu te déranges, ami Choubine. Je viens pour causer avec toi, et je ne prétends pas priver tes hôtes de ta présence. (Il s'assied.) Mes amis, asseyez-vous; continuez.

CHOUBINE. — Monseigneur, nous connaissons notre devoir.

GUSTAVE. — Non, asseyez-vous, je le veux ainsi. Akoulina Pëtrova, donne-moi un verre. A votre santé, mes amis! A son costume, ce jeune homme est étranger?

CHOUBINE. — C'est un brave Cosaque d'au-delà des rapides (2) qui m'a accompagné dans mon voyage, et je lui dois d'avoir sauvé ma vie et des pierreries qui valent bien davantage. Dmitri Ivanof, baise la main de monseigneur.

GUSTAVE. — Dmitri? Tu as un nom cher à la Russie. Puisque tu as rendu service à mon ami Choubine, tu es un brave homme et je fais cas de toi. — Mon cher Choubine, j'ai appris que tu revenais d'Astrakhan, et je suis aussitôt accouru pour que tu m'expliques une petite difficulté qui m'embarrasse. C'est un point de science.

(1) Cette histoire ridicule est sérieusement rapportée par Margeret.
(2) Les rapides du Dniepr, d'où les Zaporogues tiraient leur nom.

CHOUBINE. — Moi, monseigneur! Votre altesse sait tout, et moi je ne sais rien.

GUSTAVE. — Oui, mais tu es un homme sincère et tu viens d'Astrakhan. Tu vois bien ce livre : c'est la relation d'un voyage en Russie que fit, il y a quelque cinquante ans, le noble baron d'Herberstein, auteur estimé, estimable, mais qui rapporte peut-être à la légère, et sur des témoignages non contrôlés, des faits fort étranges. Voici ce qu'il nous dit d'Astrakhan.... c'est page 105..... Comme tu ne sais pas le latin, je vais te traduire le passage en russe.

CHOUBINE. — Et votre altesse sait encore le latin! Elle sait donc toutes les langues?

GUSTAVE. — Quelques-unes seulement, mon ami, quelques-unes..... Ah! voici: « ... Aux bords du Iaïk, près d'Astrakhan, on trouve une graine ronde, un peu plus grosse qu'une semence de melon. Si on la met en terre, il vient quelque chose de tout point semblable à un agneau, qui croît à la hauteur de cinq palmes. Cela a une tête, des oreilles et toute l'apparence d'un agneau nouveau-né. Le poil en est d'une merveilleuse finesse, et l'on s'en sert pour couvrir les bonnets des grands. Cette *plante*, s'il est permis de l'appeler ainsi, a du sang, et, au lieu de chair, une espèce de pulpe comme celle des écrevisses. Elle tient à la terre par une grosse racine qui part du nombril de l'agneau, et, quand il a mangé toute l'herbe aux environs, ladite racine se dessèche et meurt. Ladite plante a un goût délicieux, et les loups en sont très friands (1)... » Dis-moi, Choubine, as-tu entendu parler de cette plante merveilleuse?

CHOUBINE. — Oui, monseigneur, on m'a proposé même de me la faire voir; mais il fallait aller aux bords du Iaïk, près des Calmouks, et le voisinage de tels païens m'a effrayé.

YOURII. — C'est un conte de vieille que nos Cosaques font aux Moscovites, prince Gustave. Il y a deux ans, j'accompagnai l'ataman Evanghel dans une guerre aux bords du Iaïk. J'ai vu les moutons des Calmouks, qui donnent de si belles fourrures. Souvent nous leur avons enlevé ces beaux moutons, et j'en ai mangé mainte fois; mais, crois-moi, ils trottent par la steppe comme les nôtres et ne tiennent pas à la terre par une racine. L'auteur du livre que tu tiens est un menteur ou un imbécile. Un agneau-plante est chose impossible.

GUSTAVE. — Je te crois, puisque tu as vu et mangé les moutons des Calmouks; mais, mon enfant, ne dis jamais qu'une chose est impossible. Qui connaît toutes les forces de la nature? Qui sait les limites du pouvoir créateur? Tous les navigateurs hollandais te diront qu'on trouve sur les rivages de la mer des Indes des arbres dont les fruits, tombant dans les flots, se changent en poissons.... Impossible! Rien n'est impossible, mon brave. Je vis, je vous parle, mes amis, tout me semble possible après cela. Quand mon malheureux père fut détrôné, mon oncle commanda qu'on me jetât dans la mer. J'avais un an alors; personne pour me défendre. On me mit dans un sac, on

(1) Tout ce passage est traduit mot à mot de la relation très curieuse du baron de Herberstein : *Rerum Moscoviticarum Commentarii, Basileae*, s. d. (1551).

attacha un boulet au sac, et l'on me porta sur le rempart pour me précipiter..... Eh bien! qui m'aurait vu passer porté par mes bourreaux aurait dit qu'il était impossible que je leur échappasse. Pourtant me voici causant avec vous dans la bonne ville d'Ouglitch.... Mon fils, il faut dire : Ce que Dieu permet est possible, ce qu'il défend est impossible.

YOURII. — Et votre oncle, vit-il? Avez-vous pu lui rendre la pareille?

GUSTAVE. — Il est mort roi. Jamais l'idée de lui faire du mal ne m'est venue à l'esprit. Souvent, du fond de mon cœur, je le remercie de m'avoir procuré un bonheur que le sort semblait m'avoir refusé.

YOURII. — Quel bonheur donc?

GUSTAVE. — Le bonheur d'être libre et de poursuivre en paix des études qui font mes délices. Sans cet oncle, je serais roi à présent, accablé d'affaires, maudit par les uns, trahi par les autres. Cherchant à faire le bien..... Oui, je l'aurais cherché toujours..... Mais un roi, malheureusement, n'a pour voir que les yeux de ses ministres, et il se trompe souvent. Roi, j'aurais pu faire le mal..... tandis que, pauvre exilé, je n'ai pu nuire à personne. J'ai acquis, à la sueur de mon front, quelques connaissances qui, un jour, seront utiles à mes semblables. Dans toutes mes fortunes, mes bons amis, j'ai loué le Seigneur.... Je n'ai jamais été plus heureux, je crois, que lorsque je suivais, à Thorn, les leçons du docte professeur Rudbeckius. Je n'avais pas un sou, et, pour gagner mon pain.... j'en ris encore, je m'étais fait garçon d'écurie. La nuit, je pansais les chevaux dans une auberge; le jour, j'allais à l'école..... Je me sentais alors plus libre que mon oncle Jean sur son trône à Stockholm..... Je lui pardonnais alors, comme je lui pardonne aujourd'hui.

YOURII. — Je n'ai pas suivi les leçons du professeur dont parle ton altesse..... Ma joie la plus vive, à moi, c'est quand j'ai rapporté au camp du Dniepr, au bout de ma lance, la tête d'un mourza tartare qui m'avait piqué de sa flèche. — Prince Gustave, si j'étais ataman des Zaporogues, je voudrais te ramener dans ton pays avec dix mille de nos vieilles lances du Dniepr.

GUSTAVE. — Grand merci de ta générosité, mon camarade. Puisse ma pauvre Suède ne voir jamais tes Zaporogues! Je ne veux pas être roi.

YOURII. — Il est beau pourtant de dire *je veux* et d'être obéi.

GUSTAVE. — Tu n'as que vingt ans, je pense?

YOURII. — Je ne suis qu'un pauvre Cosaque et je n'ai jamais commandé qu'à mon cheval, mais c'est déjà quelque chose. Je fais siffler mon fouet; aussitôt il se lance au milieu des flèches et des arquebusades. Il me craint plus que la mort... Et c'est à des hommes qu'un roi dit : Faites-vous tuer!

GUSTAVE. — Tristes illusions, jeune homme. Faire tuer des hommes, c'est chose facile : leur férocité naturelle n'a pas besoin qu'on l'excite. Mais, dis-moi, n'est-ce pas une bien plus belle mission, celle de persuader, de montrer aux hommes la route du salut, de les consoler dans leurs misères, de les éclairer par son savoir?.... Ne trouves-tu pas cela vraiment beau? Mets en comparaison la gloire de ces pieux apôtres qui ont apporté dans ce pays les lumières du christianisme et la gloire des guerriers qui l'ont agrandi par leurs conquêtes....

YOURII. — Si j'étais tsar... ah! ah! ah!

GUSTAVE, souriant. — Pourquoi pas?.... Ne disions-nous pas tout à l'heure

qu'il n'y a rien d'impossible?... Je suis né prince royal.... je suis un pauvre philosophe alchimiste présentement. Tu vis dans un pays où l'on a vu des particuliers devenir souverains.

YOURII. — Je ne sais ni manier le poignard ni distiller des poisons...

CHOUBINE. — Mon cher hôte!...

GUSTAVE. — Un trône coûte toujours plus cher qu'il ne vaut... Laissons cela. (Il se lève.) Dmitri, tu viendras me voir; tu me parleras du Iaïk et des animaux que tu as chassés dans la steppe.

AKOULINA. — Monseigneur, daignez prendre en grace mon humble prière. Voici mon fils, pauvre petit, que j'ai sevré le mois passé; daignez lui regarder dans la main et me dire quelle destinée il aura dans ce monde.

GUSTAVE. — Il faut demander cela aux Finnois et aux Bohémiens, ma bonne. Jadis, il est vrai, je me suis un peu occupé d'astrologie; mais ces études-là sont des chimères, je crois.

AKOULINA. — Ah! monseigneur, vous êtes si savant! vous avez prédit que la lune s'obscurcirait, et elle s'est obscurcie juste à l'heure que vous aviez marquée. Vous avez prédit que les cerisiers gèleraient, et ils ont gelé. N'avez-vous pas dit à Michel Rakof qu'il serait exilé, et il est à Pelim, en Sibérie. Par charité, monseigneur, dites-moi quelle sera la fortune de cet innocent.

GUSTAVE. — Allons, il faut bien faire ce qu'une femme s'est mis en tête. Voyons sa main. Nous allons opérer selon les règles de la chiromancie, c'est-à-dire la divination par l'inspection des lignes de la main. Oh! rien qu'à la manière dont le petit luron serre les poings, on voit bien qu'il ne laissera pas perdre les ducats du père Choubine. Vrai marchand, bon joaillier, qui ne prendra pas un grenat pour un rubis, ni une perle de Venise pour une perle d'Orient. Tiens, petite mère, vois toi-même cette ligne dans sa menotte, comme elle monte droit sans un pli qui la traverse : vie heureuse, vie tranquille; de l'argent, pas de soucis, pas de gloire... (Il embrasse l'enfant.)

AKOULINA. — Soyez béni, monseigneur. Il sera heureux! (Elle baise la main de Gustave.)

YOURII. — Et moi, monseigneur, ne me direz-vous pas mon horoscope? (Il présente sa main ouverte.)

GUSTAVE. — Ta main m'étonne .. Qui es-tu, et d'où viens-tu?

YOURII. — J'ai été Zaporogue... mais que serai-je ensuite?

GUSTAVE. — Tu es le fils d'un ataman, sans doute?

YOURII. — Fils d'adoption. Je n'ai jamais connu mes parens.

GUSTAVE. — Ta ligne de vie est courte... mais glorieuse. En vérité!... La chiromancie, après tout, est une science qui n'est fondée sur rien de solide; mais... c'est étrange! Tu es un Zaporogue? Si tu étais fils de roi, je te dirais... Folies que tout cela!

YOURII. — Courte et glorieuse, c'est la vie que j'ai rêvée.

GUSTAVE. — Regarde-moi. L'audace de ton regard... Tu as l'œil du lion.

YOURII. — Je voudrais en avoir la griffe.

GUSTAVE.—Tu es bien jeune, et tu as des rides déjà. Je devine que tu as beaucoup souffert. Je ne me trompe pas à ces signes. J'ai connu la misère de près.

YOURII. — Souffert? Non, je n'ai rien souffert. La faim, la fatigue... qu'est-ce que cela?

GUSTAVE. — Tu as connu d'autres souffrances; les souffrances de l'ame : vouloir et ne pouvoir point.

YOURII. — Oh! oui.

GUSTAVE. — Et cependant dans tes yeux et sur ta bouche, qui n'a pas encore de moustache, je lis une résolution que rien n'arrête. Les gens de ta trempe, Dmitri, peuvent ce qu'ils veulent. Tu n'as commandé qu'à ton cheval; quand tu voudras, tu commanderas à des hommes.

CHOUBINE. — Il sera un jour un riche ataman, ou bien un capitaine de strelitz gros et gras.

GUSTAVE. — Ataman? est-ce assez pour lui? L'île qui renferme votre grand camp du Dniepr te paraît petite, n'est-ce pas?

YOURII. — Nous avons la steppe au-delà.

GUSTAVE. — Tu me plais, et tu me fais peur... Enfant, tu méprises les hommes; tu les méprises trop, et pas assez. Tu les crois bien lâches; mais peut-être ne sais-tu pas combien ils sont méchans. Trop de confiance peut te perdre... As-tu étudié les lettres?

YOURII. — Quelque peu, autrefois au séminaire. Je sais lire et écrire; je sais le polonais, quelques mots de latin; je puis parler à nos esclaves tartares dans leur langue.

GUSTAVE. — Et pourquoi, ayant commencé à étudier, n'as-tu pas continué? Pourquoi as-tu quitté l'école?... Mais, je comprends, tu aimes mieux commander qu'obéir. Un sabre te paraît plus beau qu'un livre. Prends garde! un autre sabre peut briser le tien.

YOURII. — Nos anciens disent : Frappe le premier, on ne te frappera pas.

GUSTAVE. — Mais l'Écriture dit que celui qui frappe du glaive périra par le glaive.

YOURII. — Qu'importe? ne faut-il pas mourir un jour?

GUSTAVE. — Oui, mais en mourant il faut pouvoir se dire : Le bien que j'ai pu faire, je l'ai fait.

YOURII. — Sans doute; je veux dire cela à l'heure de ma mort, mais je veux ajouter : Ce qu'il était possible à mon cœur d'entreprendre, à mon bras d'exécuter, je l'ai fait.

GUSTAVE. — Que le Seigneur te conduise, enfant! *Fata viam invenient.* Je voudrais que tu fusses né sur le trône à ma place. Si tu t'arrêtes à Ouglitch, viens voir quelquefois l'alchimiste exilé. Adieu, mes bons amis. (Il sort reconduit par Choubine.)

AKOULINA. — Quel grand maître et quel bon seigneur!

GRÉGOIRE. — Ma foi, mon cher camarade, je vous fais mes complimens; vous serez l'ataman des Zaporogues, si vous n'êtes pas tsar un jour à la place de Boris. En tout cas, je me recommande très humblement à votre grandeur, si elle a besoin d'un aumônier. Vous me paraissez aimer les messes courtes, vous serez servi à souhait. Je bois à vos succès sur le Dniepr ou sur la Moskva. Vous ne me faites pas raison, mon gracieux prince?... L'horoscope de Gustave l'a rendu muet... Il ne voit ni n'entend... Morbleu! mon camarade, je bois à ta santé... Eh bien! pourquoi me regardes-tu fixement? Suis-je un Tartare, pour que tu prennes cette mine féroce?

YOURII. — Son oncle voulait l'assassiner... il a toujours échappé?

GRÉGOIRE. — Qui?

YOURII. — Le prince Gustave; comment a-t-il échappé?

GRÉGOIRE. — Je n'en sais rien; n'est-il pas philosophe, alchimiste, nécromancien? Tous ces gens-là ont le diable pour valet... Eh bien! vous ne buvez pas?... Comme vous voudrez, noble seigneur. A ta santé, Akoulina Pëtrova!

CHOUBINE, rentrant. — Remettez-vous à table, mes chers hôtes, et ne vous occupez pas de moi. Mon fourneau est allumé, et j'ai une fonte à faire. Le bon prince que le prince Gustave! il vient me voir souvent comme cela dans ma boutique. (Il choisit en parlant de vieux bijoux pour les fondre.)

GRÉGOIRE. — Tous ces étrangers s'abattent sur notre Russie comme des corbeaux sur un cadavre. Gustave, le prince de Danemark... Tenez, sans aller si loin, Boris n'est-il pas un Tartare? Son grand-père s'était converti, dit-on. Pour moi, je crois qu'il est demeuré païen comme son petit-fils.

CHOUBINE. — Laisse donc là notre glorieux tsar, Grégoire. Tu ne feras pas ton chemin à Moscou, crois-moi, si tu ne mets un frein à ta langue maudite.

GRÉGOIRE. — Voilà le frein que j'aime à sentir dans ma bouche. (Il boit.)

YOURII. — Reste-t-il encore quelques-uns des serviteurs du tsarévitch?

CHOUBINE. — Non; la plupart ont été exilés avec ses oncles, les Nagoï, ces bons seigneurs, pour avoir massacré des officiers du tsar qu'ils accusaient d'avoir égorgé l'enfant. Dieu ait pitié d'eux! C'est un terrible pays que la Sibérie, dit-on. Il n'y a plus ici que la nourrice du tsarévitch, une pauvre vieille femme qui vit de la charité des bons chrétiens.

YOURII. — Quel est son nom?

CHOUBINE. — Orinka Jdanova. Elle est folle, la pauvre femme... elle ne peut se persuader que son nourrisson soit mort... Tiens, voici une relique du tsarévitch; c'est le sceau dont on scellait pour lui ses lettres... Il est d'or fin, et pèse près de deux onces... Je ferais aussi bien de le fondre : je ne sais pas pourquoi je l'ai gardé.

YOURII. — Montre-le-moi. (Il lit.) Démétrius Ivanovitch... c'est mon nom aussi. Vends-moi ce sceau, Choubine; quand je serai l'ataman des Zaporogues, il me servira...

CHOUBINE. — Mais il y a les armes de Russie gravées sur ce sceau...

YOURII. — Qu'importe? Voici des ducats de Pologne; prends ce qu'il te faut. Ce bijou me plaît.

CHOUBINE. — Mais...

GRÉGOIRE. — Achète-toi plutôt un cafetan, ou bien un bonnet d'agneau noir; que feras-tu de cette babiole?

CHOUBINE, bas à Yourii. — Au fait... si vous voulez ce sceau... il est à vous. Je suis heureux de vous le donner.

YOURII. — Je prétends le payer.

CHOUBINE. — Et moi je le donne.... Il ne m'a pas coûté cher.... Je le tiens d'un pauvre secrétaire du tsarévitch, qui me le vendit, partant pour la Sibérie...

YOURII. — Comment se nomme-t-il?

CHOUBINE. — Ivan Fëdorovitch Lenskoï.

YOURII. — Enfin combien cela vaut-il?

CHOUBINE. — Daignez l'accepter comme un humble don de votre hôte.

YOURII. — Prends le cheval de l'ataman; je t'en fais présent.

CHOUBINE. — Hélas! je ne saurais le monter.... Il n'y a qu'un Cosaque qui puisse se faire obéir d'une bête si méchante.

YOURII. — Ainsi tu ne veux rien de moi?

CHOUBINE. — Rien, sinon que vous daigniez vous souvenir de votre hôte d'Ouglitch.

YOURII.—Je m'en souviendrai. (Il lui serre la main.) De quel côté est l'église? N'est-ce pas à droite?

CHOUBINE. — Hé mon Dieu! c'est l'église du Sauveur (1) que vous voulez dire... mais le tsar l'a fait raser... Saint-Serge est à gauche, quelques maisons plus bas.

YOURII. — Bien, bien. (Il sort.)

GRÉGOIRE. — Pauvre niais qui donnes deux onces d'or à un Zaporogue, tandis que tu aurais pu en avoir un beau cheval nogaï et la moitié de ses ducats! C'est pain bénit que d'attraper un Zaporogue... D'ailleurs il ne me plait guère, ton hôte. Il est trop silencieux. Il ne boit non plus qu'un Tartare. Il m'a l'air d'un sournois... Es-tu bien sûr que ce n'est pas un espion de Boris?

CHOUBINE. — Oh! pour cela non!.... C'est un noble jeune homme..... Mais c'est bien extraordinaire... Je voudrais voir Orinka Jdanova..... Quelle chose étrange!

GRÉGOIRE. — Que diable as-tu, compère? Tu as un air mystérieux comme ton Zaporogue.

CHOUBINE. — Moi, je n'ai rien... c'est-à-dire... Mais on ne peut te rien dire, à toi... Tu répètes dans les cabarets tout ce que tu entends...

GRÉGOIRE. — Comme si je ne savais pas garder un secret... A qui donc ai-je dit que tu avais gardé une demi-livre d'or sur le vase que Boris...

CHOUBINE. — Oh!...

GRÉGOIRE. — Voyons, de quoi s'agit-il? Ta femme est sortie, le Zaporogue est allé prier à l'église, le cafard... Voyons, parle, parle donc!

CHOUBINE. — Mais ce n'est qu'une idée... une fantaisie...

GRÉGOIRE. — Enfin cette idée?...

CHOUBINE. — Eh bien!... La Jdanova, la folle, croit que le tsarévitch n'est pas mort... Si nous étions des fous, nous autres?

GRÉGOIRE. — C'est toi qui es un fou. Comment! tu te figures...

CHOUBINE. — Chut! pas si haut... Mais ce signe que le tsarévitch avait sous l'œil droit...

GRÉGOIRE. —Quoi! le Zaporogue!

CHOUBINE. — Et Maria Fëdorovna sa mère; tu sais qu'elle est brune comme une femme du sud...

GRÉGOIRE. — Lui est noir comme un Calmouk... mais il a les cheveux blonds.

CHOUBINE. — Ivan-le-Terrible, notre glorieux tsar, était blond.

(1) Ce fut à l'église du Sauveur que sonna le tocsin qui ameuta les habitans d'Ouglitch contre les officiers du tsar soupçonnés d'avoir assassiné le jeune Démétrius. Boris punit très sévèrement cette rébellion. Un grand nombre d'habitans d'Ouglitch furent envoyés en Sibérie. L'église du Sauveur fut rasée, et sa cloche transportée à Tobolsk.

GRÉGOIRE. — C'est vrai que quand il fronce les sourcils...

CHOUBINE. — As-tu remarqué ses yeux quand il a aperçu le sceau?

GRÉGOIRE. — Il a sauté dessus.

CHOUBINE. — Pendant toute la route, il n'a cessé de me faire des questions sur le tsarévitch, sur Boris, sur ce qui s'était passé dans notre malheureuse ville en l'année 7099.

GRÉGOIRE. — Et à moi, il n'a parlé d'autre chose.

CHOUBINE. — Et comme il a parlé familièrement au prince Gustave,... et tout ce que le Suédois lui a dit... tu l'as entendu?

GRÉGOIRE. — Bah! bah! nous sommes des fous!... Il est clair que Démétrius est mort. Le prince Basile Chouiski est venu faire ici une enquête trois jours après l'assassinat... Tous les gens d'ici ont vu le tsarévitch exposé sur un lit de parade dans la cathédrale.

CHOUBINE. — Il est vrai; mais le lit avait douze pieds de haut et des strelitz tout autour. Qui aurait vu le visage de l'enfant?

GRÉGOIRE. — Mais la tsarine sa mère, qui est maintenant en religion...

CHOUBINE. — Ne sais-tu pas que la mère du prince Gustave a dit aussi que son fils était mort pour le faire évader plus sûrement?... Moi, il y a une chose qui m'a toujours étonné,... c'est que, son fils mort, notre glorieux tsar, que le ciel le protége, l'ait forcée de se faire religieuse.

GRÉGOIRE. — Parbleu! l'aventure serait plaisante.

CHOUBINE. — Pas trop.

GRÉGOIRE. — Comment cela?

CHOUBINE. — Si celui-ci réclamait...

GRÉGOIRE. — Son trône? Mais c'est bien cela qui nous amuserait. Oh! je voudrais voir la mine de Boris quand il apprendra cette nouvelle.

CHOUBINE. — J'espère bien qu'il ne l'apprendra pas... Au moins, Grichka, sois honnête homme... Quel qu'il soit, il est mon hôte.

GRÉGOIRE. — Non, c'est impossible;... car enfin, si Démétrius n'était pas mort...

CHOUBINE. — Mais ce signe sous l'œil,... ce signe!

GRÉGOIRE. — En effet, il y a là quelque chose de singulier;... mais...

CHOUBINE. — Je vais dire à ma femme de me faire venir la Jdanova... Parfois elle parle comme une personne raisonnable... et... silence sur tout ce que je t'ai dit! (Il sort.)

GRÉGOIRE, seul. — Ce n'est peut-être qu'un hardi filou. Un Bohémien vous teint un cheval, lui plante une queue postiche et lui fait des dents neuves... On peut faire de même un faux tsarévitch... Si je contais la chose à Boris ou à son cousin Semen Godounof!... Une centaine de roubles peut-être... Oui, et peut-être aussi un coup de couteau le soir en rentrant au couvent..... Il n'aime pas qu'on souffle sur les cendres de cette affaire d'Ouglitch, ni qu'on se mêle de ses secrets d'état... D'un autre côté, si ce prétendu Zaporogue court le pays de la sorte, c'est qu'il a sans doute un parti puissant... Il a ses poches pleines d'or... S'il réussissait, il ferait la fortune de ceux qui l'auraient aidé... Il faut étudier cet homme-là... Bon! le voici. (Entrent Yourii et Choubine.)

YOURII. — Oui, mon cher Choubine, je pars et tout de suite. Nous autres gens des steppes, nous ne respirons pas à notre aise dans vos villes.

CHOUBINE. — Je voudrais vous posséder long-temps, mon hôte vénéré; mais je n'ose vous retenir dans mon humble maison. Puis-je savoir où vous allez?

YOURII, souriant. — C'est une question à laquelle un Zaporogue répond rarement; mais je n'ai pas de secrets pour un hôte et pour un ami. Je vais à Moscou.

CHOUBINE. — A Moscou!

GRÉGOIRE. — A Moscou.

YOURII. — Adieu donc, mon cher Choubine. Si nous nous retrouvons jamais à Moscou ou bien sur le Dniepr, tu sais que tu as en moi un ami. Adieu aussi, Grégoire Bogdanovitch. Puisses-tu devenir un riche abbé!

GRÉGOIRE. — Puissent les prédictions du Suédois s'accomplir, Dimitrii Ivanovitch! Daignez vous souvenir alors du pauvre moine, votre humble serviteur. (Yourii sort, reconduit par Choubine. — Grégoire regarde dans la cour par la fenêtre.) Bon voyage!... Comme il est leste!... Le voilà en selle... C'est vrai qu'en le regardant avec plus d'attention, on découvre en lui je ne sais quel air... oui, un air de prince... Voyez, il n'ôte même pas son bonnet à ce marchand qui a ses coffres pleins de perles... Oui, mais entre la fierté d'un prince et la rudesse d'un Zaporogue on peut se tromper..... Ah! ah! voici notre vieille folle... (Rentrent Choubine et Akoulina, amenant Orina Jdanova.)

CHOUBINE. — Tu as l'air bien gaie, ma mère, et tes yeux brillent comme lorsque tu dansais avec les garçons dans la cour du feu tsarévitch... Veux-tu un verre d'eau-de-vie?

ORINA. — On peut danser encore,... et on dansera... A ta santé, petit père... (Bas.) A *sa* santé.

CHOUBINE. — A la santé de qui?

ORINA. — Tu sais bien, du petit... J'en étais sûre;... mais je l'ai revu...

CHOUBINE. — Oui dà? tu l'a revu.

AKOULINA. — Qui donc? qui donc?

CHOUBINE. — Son danseur d'autrefois.

ORINA. — Quelqu'un... quelqu'un qui fera danser les autres.

CHOUBINE. — Dis-moi donc, Orinka Jdanova, quand ce malheur,... tu sais bien,... quand ce malheur est arrivé... Tu étais là,... lorsque le tsarévitch...

AKOULINA. — Bon! vas-tu lui faire raconter encore la même histoire?

CHOUBINE. — Laisse-moi, femme... Quand le tsarévitch est mort, tu...

ORINA. — Il n'est pas mort!... C'est un mensonge de nos ennemis.

CHOUBINE. — Tu as bien vu comment cela s'est passé...

ORINA. — Si je l'ai vu! Saint Michel était là avec son bouclier d'or qu'il a mis devant le couteau, et saint Nicolas est venu qui m'a dit : « Orinka Jdanova, ne pleure pas, ne t'inquiète pas. Je réponds de tout. Je le mets dans mon baquet, et je le porte dans une île de la Mer-Bleue jusqu'à ce qu'il ait l'âge. »

GRÉGOIRE. — Et qu'as-tu dit à saint Nicolas?

ORINA. — Je lui ai dit : « Monseigneur, sauf votre respect, comment est-ce que fera cet enfant sans moi? C'est moi qui lui chante des chansons pour l'endormir et qui lui donne son manger, parce que vous savez bien qu'à présent que la tsarine est au couvent, il ne faut pas que la Volokhof, la gouvernante, touche seulement à une casserole... La tsarine l'a défendu d'abord...»

CHOUBINE, bas. — La voilà partie!... (Haut.) Mais enfin comment les autres ne se sont-ils pas aperçus qu'il était échappé?..

ORINA. — Les méchans, les meurtriers, tu veux dire. Oh! voilà... Il est entré un homme,... un Cosaque,... non; je m'étais bien doutée que c'était un Tartare;... un Cosaque est chrétien... Il avait donc son couteau à la main... L'enfant était là, saint Michel à sa droite, saint Nicolas à sa gauche, et lui, le petit, cassait des noisettes... L'homme vient,... il me pousse;... attends donc... Il s'appelait Gheraz.... il avait encore un autre nom...

CHOUBINE. — Très bien, je comprends;... mais comment l'enfant s'en est-il allé?

ORINA. — Je vous l'ai dit cent fois. Saint Nicolas l'a pris en croupe sur un beau cheval blanc, et saint Michel a mis un agneau à sa place.

GRÉGOIRE. — Oui, oui, comme au sacrifice d'Abraham.

ORINA. — Abraham était là aussi.

CHOUBINE. — N'as-tu pas rencontré aujourd'hui dans la rue un jeune homme avec un cafetan rouge et un bonnet d'agneau noir?...

ORINA. — Chut! nous avons causé une heure ensemble.

CHOUBINE, bas à Grégoire. — Hein? (Haut.) Ah! vous avez causé? Encore un verre, Orinka.

ORINA. — Oui, j'étais, comme toujours, assise sur la pierre du seuil de son palais... la seule pierre qui reste de ce beau palais... Oh! le monstre qui a tout détruit, tout ce qui appartenait à ce cher enfant! Que toute sa postérité soit maudite!.... Tous les jours je vais là filer ma quenouille. Il me semble le voir encore, ce pauvre petit, qui saute dans l'herbe, et qui mêle mes pelotons...

CHOUBINE. — Ce jeune homme t'a donc parlé?...

ORINA. — Il avait son bonnet enfoncé sur les yeux, et le collet de son cafetan relevé. Il s'est assis auprès de moi, et m'a dit : — Bonne mère.... Tenez! je me suis sentie comme frappée d'un coup.... J'ai cru que mon cœur changeait de place... N'est-ce pas là qu'était le palais du tsarévitch? — Oui, dis-je, et que Dieu le conserve, et confonde ses ennemis! — Amen! a-t-il dit. Puis il m'a dit cent choses..... Si je connaissais le tsarévitch..... et puis la tsarine... dans quel couvent ce scélérat de Boris l'avait enfermée... et puis ses oncles... Grégoire Nagoï aime-t-il toujours bien l'eau-de-vie vieille? — Et Ivan Lenskoï vit-il encore? — Et puis nous avons parlé du palais... Quel beau palais! La grande salle de madame, et l'estrade avec le tapis de Perse, qu'il a gâté en répandant des confitures... Enfin nous ne nous lassions pas de parler de ce temps-là.

CHOUBINE, bas à Grégoire. — Elle n'est pas folle maintenant.

GRÉGOIRE. — Et ce jeune homme?...

ORINA. — Enfin il s'est levé. — Tiens, Orinka Jdanova, dit-il, prends ces dix ducats. Adieu. — Et il m'a embrassée, ce cher enfant! Oh! qu'il est beau!

CHOUBINE. — Et tu l'as reconnu?

ORINA. — Dès que je l'ai aperçu.

GRÉGOIRE. — Qui est-il?

ORINA. — Personne ne le saura jamais... c'est-à-dire vous le saurez bientôt... Et toi, moine, si tu es parent ou ami de ce monstre de Tartare qui est

à Moscou, dis-lui qu'il se convertisse, car avant un an je tiendrai sa tête dans mon tablier..... Aussi vrai que je m'appelle Orina Jdanova, je la ferai rouler dans le ruisseau de la grand'rue... Il m'a promis de me la donner...— Mon cher nourrisson, je ne vous demande que la tête de ce maudit Tartare... Ah! messieurs les Moscovites! Tas de rebelles! Juifs et païens! Vous baisez la croix devant Boris, et vous prenez pour empereur un Tartare! On vous remettra dans le droit chemin, Juifs! Le temps approche! Choubine, mon petit père, encore un verre d'eau-de-vie. (Elle boit.) A la santé de notre glorieux tsar Dimitrii Ivanovitch! (Elle s'enfuit.)

AKOULINA. — Toujours folle, pauvre femme!

CHOUBINE, bas à Grégoire. — Ce qui est certain, c'est qu'elle l'a reconnu tout de suite.

GRÉGOIRE. — Que diable va-t-il faire à Moscou?

CHOUBINE. — Surtout, garde-toi bien d'en souffler le mot!

III.

Le Kremlin. Une salle dans le palais de Boris.

LE PRINCE FEDOR MSTISLAVSKI, LE PRINCE BASILE CHOUISKI, PLUSIEURS BOYARDS, UNE DÉPUTATION DES COSAQUES DU DON.

FEDOR. — Le tsar reste bien long-temps dans son cabinet aujourd'hui.

BASILE. — Il est enfermé avec le noble Semen Godounof, et tu sais que Semen en a toujours long à dire.

FEDOR. — Toujours trop long pour les Russes.

BASILE. — Semen est un habile ministre, zélé pour le bien public... Il sait tout ce qui se passe dans ce vaste empire... Il est l'oreille de notre glorieux tsar.

FEDOR. — Plût au ciel que notre glorieux tsar eût une oreille moins avide à recueillir les dénonciations!

BASILE. — Semen est un noble seigneur... C'est plaisir de savoir en si bonnes mains la police de cet empire. Quel bonheur pour notre sainte Russie que tant de talens divers, et tous prodigieux, se trouvent réunis dans l'illustre famille des Godounof!

FEDOR. — Toujours louangeur, Basile Ivanovitch! Que pensais-tu de Semen, il y a trois mois, lorsque tu quittais ton beau palais de Moscou pour la Sibérie? N'est-ce pas Semen Godounof qui a voulu te perdre?

BASILE. — Excès de zèle de sa part. Tout homme est sujet à l'erreur.

FEDOR. — Je te croyais plus de mémoire, Basile.

BASILE. — Moi? Personne n'en eut jamais moins!... A quoi d'ailleurs cela peut-il servir dans le temps où nous vivons?

FEDOR. — Je suis fâché que tu n'aies point de mémoire. J'aurais eu quelque chose à te demander, mais il s'agit du règne de Fëdor Ivanovitch, et sûrement tu l'as oublié.

BASILE. — Que voulais-tu me demander?

FEDOR. — Lorsque tu as présidé l'enquête tenue à Ouglitch en 7099, tu as vu le corps du tsarévitch...

BASILE. — Sans doute, sans doute. Tout ce que j'ai vu alors, tout ce qui s'est fait à Ouglitch a été consigné dans un rapport que mes collègues et moi nous adressâmes au tsar... Mais pourquoi souris-tu, et qu'est-ce que ce papier que tu tires de ton sein?

FEDOR. — Une énigme à laquelle je ne comprends rien. Hier soir, cette lettre m'a été remise par un inconnu.

BASILE, lisant. — « Au prince Fëdor Mstislavski, premier boyard du conseil. Nous, Démétrius Ivanovitch, par la grace de Dieu... » Qu'est-ce que cela?

FEDOR. — Regarde donc le sceau. Dieu me pardonne, c'est celui du feu tsarévitch.

BASILE. — Tu vas remettre cette lettre au tsar?

FEDOR. — Le dois-je, à ton avis?

BASILE. — Tu aurais dû lui porter cette lettre hier, si tu l'as reçue hier... Tiens, j'ai reçu celle-ci ce matin, moi.

FEDOR, lisant. — « Au prince Basile Chouiski. Nous Démétrius... »

BASILE. — La même lettre. Il dit... L'imposteur ose dire qu'il est vivant... que le prince Dimitrii est vivant, échappé à tous ses ennemis...

FEDOR. — C'est étrange! Et qui a porté cette lettre?

BASILE. — A l'église, quelqu'un, sans que j'y prisse garde, l'a mise dans mon bonnet. Folies que tout cela..... Mais il faut se hâter d'en avertir le maître.

FEDOR. — Il est impossible que le tsarévitch soit vivant, car...

BASILE. — Il est dangereux, il est coupable, Fëdor Ivanovitch, de discuter la question.

FEDOR. — Qui diable a pu écrire cette lettre?

BASILE. — Je ne sais... quelqu'un peut-être pour nous éprouver.

FEDOR. — Gageons que c'est...

BASILE. — Certainement non. Semen est un noble seigneur, à qui notre fidélité est bien connue... Mais regarde donc ces sauvages là-bas, ces atamans du Don, accroupis sur leurs talons comme des Tartares. Ils m'ont l'air de s'impatienter. Écoutons ce qu'ils disent.

PREMIER ATAMAN. — Frère Panteleïko, est-ce que tu n'as pas faim? Je regrette d'avoir laissé à l'arçon de ma selle mon sac de farine et ma gourde... Voulez-vous que je vous dise, frères atamans... on se moque de nous.

DEUXIÈME ATAMAN. — M'est avis que tu dis vrai. Il est plus de midi, et le tsar ne vient pas.

TROISIÈME ATAMAN. — Je disais bien aux anciens qu'il était inutile d'aller à Moscou.

PREMIER ATAMAN. — Cela ne se passait pas ainsi au temps du Terrible... J'étais de la députation que l'armée du Don lui envoya en 7080, avec ton père, Panteleïko, et le tien, Seriojka. A peine avions-nous mis pied à terre que le tsar nous reçut. « Nos Cosaques, dit-il, sont à l'avant-garde de nos armées. Ils doivent passer les premiers partout. » Il y avait là des ambassadeurs du pape de Rome et du roi païen (1). Il fallait voir leur grimace quand nous passâmes devant eux... Ah! c'était un bon maître qu'Ivan-le-Terrible!

(1) Le roi de Pologne.

DEUXIÈME ATAMAN. — C'est pitié qu'il n'ait pas laissé de fils à ce pays.

TROISIÈME ATAMAN. — Pitié qu'on ne lui ait pas laissé de fils.

PREMIER ATAMAN. — Silence, frères, nous sommes dans la steppe du Tartare. Croyez-le, enfans, le sang de Monomaque et de saint Dimitrii n'est pas épuisé. Qui vivra verra. (A Chouiski qui l'observe.) Seigneur boyard, ne pourriez-vous me dire si le tsar se montrera bientôt?

BASILE. — Bientôt, je l'espère, mon oncle (1). — Vous venez de l'armée du Don? Tout y est tranquille?

PREMIER ATAMAN. — Quand on a son cheval sellé, son arquebuse chargée, son sabre au côté, quand les enfans sont en sentinelle dans la steppe, qui empêche de se reposer un peu?

BASILE. — Entre le tsar notre glorieux maître et le khan, il y a paix et amitié.

PREMIER ATAMAN. — En effet, amitié!

BASILE. — Vous avez un beau pays, un beau fleuve, de beaux troupeaux, bien à boire et à manger... que vous faut-il de plus?

PREMIER ATAMAN. — Oui, tu as soif, voilà Don Ivanovitch.

BASILE. — Outre l'eau du Don, petit père, vous avez du kvas, de l'eau-de-vie...

PREMIER ATAMAN. — De l'eau-de-vie, petit père? On ne veut plus que nous en buvions.

BASILE. — Au contraire, le tsar la fabrique exprès pour vous.

PREMIER ATAMAN. — Est-ce de l'eau-de-vie du tsar que tu bois, père, quand tu veux te mettre en gaieté?

BASILE. — Vous voudriez bien avoir vos distilleries comme autrefois?

PREMIER ATAMAN. — Chacun tient à ce qui lui a appartenu.

BASILE, bas à Fédor. — Les marauds sont mécontens. (Haut.) Eh bien! mes amis, adressez-vous au tsar; sans doute, il vous accordera tout ce que vous lui demanderez, et, quand vous aurez obtenu de distiller votre eau-de-vie, nous irons en boire chez vous et manger des esturgeons.

FEDOR. — Si Semen Godounof nous accorde la permission de faire le voyage.

PREMIER ATAMAN. — Il vous faut une permission pour aller où vous voulez?

BASILE. — Assurément. Nous prends-tu pour des gens de rien?

PREMIER ATAMAN. — Vois-tu, petit père, je ne changerais pas ma peau de mouton contre ta pelisse de renard noir, s'il me fallait l'user dans le Kremlin... Mais n'est-ce pas le patriarche qui entre? A genoux, enfans, et demandons-lui sa bénédiction. Je me trompe fort, ou c'est là tout ce que nous rapporterons au camp. (Entre le patriarche Job, suivi de Yourii en robe de moine.)

LES ATAMANS. — Très saint père, bénissez-nous, pauvres pécheurs!

JOB, à Yourii. — Vois, mon fils, l'humilité de ces gens de guerre Ce sont de vrais chrétiens orthodoxes, crois-moi, ces Cosaques dont tu as si peur. Je t'ai fait lire hier la légende du centenier qui fut sauvé pour avoir cru. Le Seigneur aura ces braves atamans en sa garde.

FEDOR, bas à Chouiski. — Et qu'il lui plaise de les bien garder!

(1) Manière affectueuse d'adresser la parole.

JOB. — Prince Fëdor Ivanovitch, vous avez donné un grand scandale.

FEDOR. — Moi! très saint père!

JOB. — Vous avez séduit Maria Alexandrovna, fille d'un honnête gentilhomme de cette ville. Toute sa famille en pleurs est venue me demander justice...

FEDOR. — Ne leur ai-je pas donné de l'argent, des fourrures et des pièces de brocart?

JOB. — Oui; mais l'honneur de la famille, prince, qui effacera la tache que vous y avez faite? Ne saurez-vous donc jamais commander à vos passions?

FEDOR. — Je suis jeune, très saint père, et vous savez que le tsar ne permet pas que je me marie (1).

BASILE. — Les mêmes défenses existent pour moi; mais je respecte le sixième commandement. — Qui est ce jeune homme que vous avez là, très saint père?

JOB. — Un jeune enfant de l'Ukraine que les Latins ont persécuté pour l'obliger d'embrasser l'hérésie. Le Seigneur l'a inspiré. Il s'est enfui et est venu implorer un asile auprès de moi. S'il plaît à Dieu, quand il sera plus instruit, il fera honneur à l'église orthodoxe. Il a une belle main, et m'est utile pour mes écritures; il sait le polonais, et, par son moyen, je compte envoyer la lumière parmi nos frères opprimés par le roi païen.

BASILE. — Il a l'air intelligent.

JOB. — Surtout il est pieux et docile. (Entrent Boris et Semen Godounof.)

FEDOR, à Basile, bas. — Le tsar a l'air sombre et soucieux. Malheur à nous!

BORIS, bas à Semen. — Tu disais que Smirnoï Otrepief serait ici aujourd'hui. Il n'est point arrivé.

SEMEN. — Il me mandait qu'il quittait Ouglitch, et que son courrier ne le précéderait que de quelques heures. Tout est tranquille de ce côté, crois-moi, seigneur. Voici une députation du Don, je crois qu'il serait bon de la recevoir, surtout d'après ce que tu sais de leurs dispositions.

BORIS. — Qu'ils approchent.

SEMEN. — Atamans, prosternez-vous au pied du trône de votre maître, le tsar veut bien vous accorder cette grace.

PREMIER ATAMAN. — Notre père miséricordieux, les atamans, les anciens et toute l'armée du Don nous ont envoyés pour battre du front devant toi. L'armée du Don, tu le sais, est la sentinelle de la Russie contre le Tartare; elle a toujours fidèlement gardé ton trône; elle le garde et le gardera. Depuis peu, notre père, certains officiers sont venus dans nos villages, qui se prétendent envoyés par toi. Ils disent que les vieilles coutumes de nos pères sont mauvaises, et qu'il faut les changer; ils disent que le Cosaque ne doit plus distiller l'eau-de-vie qui le soutient dans la guerre sainte; qu'à des marchands privilégiés il appartient de la vendre. Nos anciens, notre père, disent tous que ces choses-là ne se faisaient point au temps de tes glorieux prédécesseurs. C'est pourquoi nous venons humblement te supplier qu'il te plaise conserver à ta fidèle armée du Don les franchises dont elle a joui de temps immémorial.

(1) Boris voulait éteindre toutes les grandes maisons, et défendait aux princes du sang de Rurik de se marier sans son ordre.

SEMEN, après avoir conféré quelque temps à voix basse avec Boris. — Le seigneur tsar et grand prince de toutes les Russies, votre seigneur et maître, Boris Fëdorovitch a entendu la requête de son armée du Don. Il répond que ses lois doivent être humblement observées par tous les sujets de son vaste empire; que les Cosaques abusent des priviléges qui leur ont été accordés; que récemment encore, et malgré ses ordres exprès, ils ont fait une incursion sur les terres du khan des Tartares, allié et vassal du tsar. Le tsar veut que les prisonniers soient rendus et les coupables punis.

PREMIER ATAMAN. — Notre père, lorsque Ivan Vassilievitch, qui maintenant est dans la gloire, recevait les députés des atamans du Don, il n'empruntait pas la langue d'un serviteur pour leur répondre. Cet homme qui parle en ton nom ne t'a pas entendu quand, à ton avénement, tu as promis de conserver à ta fidèle armée du Don tous ses antiques priviléges. Cet homme n'a jamais sans doute combattu contre les Tartares; il ne sait pas que ces maudits n'ont pas plus de foi que des chiens, et que si nous avons pris les armes, c'est parce que les Nogaïs nous avaient enlevé six chevaux, deux enfans et une femme, sauf le respect qui t'est dû. Et pourquoi le Cosaque, qui tous les jours verse son sang pour la religion, serait-il obligé d'acheter à des marchands voleurs l'eau-de-vie?...

BORIS. — Assez, ataman. Je ne demande pas à un Cosaque des leçons pour gouverner mes états. Quel est ton nom?

PREMIER ATAMAN. — Je me nomme Korela, et des premiers j'entrai dans Kazan et j'y arborai la croix et l'aigle à deux têtes. Devant Moscou, en 7099, j'ai servi sous tes ordres. Tu étais le régent de l'empire alors, et tu disais que sans les Cosaques l'empire était perdu.

BORIS. — Korela, je pardonne à l'ignorance d'un vieux soldat. Retourne à ta horde et fais-lui connaître mes commandemens. Dis à tes Cosaques qui voudraient distiller de l'eau-de-vie que je puis pardonner à un brigand et à un assassin, mais jamais à un fraudeur (1). Que si les Tartares violent les trêves, c'est à moi qu'il faut demander justice. Je ferai respecter les frontières de l'empire. Que tout le monde se retire, excepté les boyards du conseil. (Les Cosaques sortent en murmurant à voix basse.)

JOB, à Yourii. — Reste, enfant. (A Boris.) Seigneur, permets-moi de te présenter cet humble ver de terre (2), un pauvre orphelin de l'Ukraine échappé aux embûches des Latins, qui voulaient le contraindre d'abjurer la religion orthodoxe. La Providence a permis qu'il découvrit un complot.

BORIS. — Un complot!

JOB. — Contre ta vie, peut-être, et assurément contre le repos de ton empire. Ce matin, dans la chaire de la cathédrale, ce garçon, qui est mon secrétaire, allait porter les saintes Écritures, lorsqu'il a trouvé ce papier avec le sceau pendant, dont il va te donner lecture. Il y a long-temps que ma vue affaiblie ne me permet plus de lire les manuscrits.

YOURII, lisant. — « Au patriarche Job, pour être lu dans la cathédrale après l'office. Démétrius Ivanovitch, tsarévitch et prince de toutes les Russies, sa-

(1) Mot de Boris.
(2) *Bednii tcherv*, expression autrefois en usage dans les placets adressés aux tsars.

voir faisons : la divine Providence nous ayant fait échapper à la mort et aux embûches des méchans, nous avons... »

BORIS, lui arrachant le papier. — Qu'est-ce que cet écrit abominable? Donne.

BASILE. — Seigneur, un écrit non moins abominable, envoyé sans doute par quelque grand criminel, m'a été adressé, et j'étais accouru pour te le communiquer, afin que justice soit faite des coupables.

FEDOR. — J'en ai reçu un tout semblable... Le voici.

BORIS. — Semen! Semen! trahison de toutes parts! Tu les croyais à Ouglitch, c'est à Moscou même que sont les traîtres... Est-ce ainsi que tu me sers?...

SEMEN. — Seigneur! j'atteste le ciel... Je découvrirai les coupables... (Il sort.)

BORIS. — Mon Dieu! les traîtres ne se lasseront-ils jamais? Faut-il donc toujours frapper?... Contre moi ils veulent ressusciter les morts...

BASILE. — Une imposture si grossière...

BORIS. — Une perfidie si noire... Vous avez tous vu, boyards, quelle fut ma douleur quand le tsarévitch Dimitrii se donna la mort dans un accès d'épilepsie. Basile... le prince Chouiski vous a dit cent fois les circonstances de cette mort déplorable. Je vous avais chargé, prince Chouiski, de châtier les coupables, de ne pas laisser à Ouglitch un seul de ces factieux toujours acharnés à la perte de la Russie. Qu'avez-vous fait? Vous avez frappé quelques serfs obscurs, transporté en Sibérie quelques centaines de malheureux imbéciles; mais les traîtres, les véritables ennemis de mon trône et de notre sainte Russie, vous les avez laissé vivre. Ils relèvent audacieusement la tête; ils ont suscité un fantôme! Un imposteur s'est montré à Ouglitch, des misérables ont prétendu le reconnaître, et voilà que dans Moscou même on appelle mon peuple à la révolte!

BASILE. — Que mon maître permette à son esclave de se justifier! grand Dieu! qu'il te souvienne des châtimens terribles infligés à Ouglitch il y a quatorze ans. Deux cents têtes exposées sur la grande place, trois mille familles envoyées à Pelim t'ont prouvé mon zèle. J'ai détruit jusqu'aux souvenirs matériels de la rébellion. La cloche qui ameuta les factieux n'est-elle pas en Sibérie maintenant avec les insensés qui osèrent se lever contre tes officiers? Il y a quatorze ans que je n'ai vu les murs d'Ouglitch. Si cette ville maudite a produit une nouvelle génération de rebelles, parle, et je suis prêt à en purger ton empire.

JOB. — Que s'est-il donc passé à Ouglitch?

SEMEN, rentrant, à Boris. — Enfin Smirnoï Otrepief est arrivé; il attend tes ordres.

BASILE. — Qu'il entre. Eh bien! Smirnoï, quelles nouvelles?

SMIRNOÏ. — Seigneur, Ouglitch est tranquille. Une heure m'a suffi pour arrêter quelques insensés qui pouvaient séduire une populace crédule. Tout se réduit à des contes de vieilles qui te feront sourire. Un marchand a reçu dans sa maison un jeune Cosaque zaporogue dans lequel il s'est imaginé revoir les traits du feu tsarévitch Dmitri. Une vieille nourrice du prince, folle, à ce qu'il paraît, prétend l'avoir reconnu... Un jeune moine... a tenu des propos ridicules dans un cabaret...

BORIS. — Ridicules?

SMIRNOÏ. — Coupables, veux-je dire. La nourrice, le marchand et quelques ivrognes sont déjà en route pour Pelim... Le moine a reçu un châtiment sévère par les soins de l'abbé de Saint-Serge...

BORIS. — Et le Zaporogue?

SMIRNOÏ. — On n'a pu encore le découvrir. En quittant Ouglitch, il a dit qu'il se dirigeait vers Moscou; mais ses pareils, tu le sais, ont toujours l'habitude de mentir pour cacher leurs mouvemens. Pour moi, je soupçonne qu'il cherche à gagner la Lithuanie ou le pays des Zaporogues; mais la frontière est bien gardée, et c'est là que je l'attends.

BORIS. — Quel est le nom de ce marchand?

SMIRNOÏ. — Un certain Choubine.

BORIS. — Un homme que j'ai comblé de bienfaits! — Et le moine?

SMIRNOÏ. — C'est un étourdi... à qui le vin fait dire mille sottises...

BORIS. — Son nom, son nom?

SMIRNOÏ. — Hélas! maître... que ton courroux épargne un insensé... C'est mon neveu Grégoire.

BORIS. — Qu'importe? point de faiblesse.

SMIRNOÏ. — Deux cents coups de verges... le cachot de pénitence... son repentir touchant... maître, n'est-ce point assez pour désarmer ta colère?

BORIS — Non, je veux voir cet homme. Pourquoi n'est-il pas ici?... Patriarche! quel est cet enfant que vous avez amené? Dans quel séminaire a-t-il été nourri? Depuis que je suis entré dans cette salle, je rencontre toujours ses yeux brillans comme des yeux de loup attachés sur les miens... Veut-il me fasciner à la manière des sorciers finnois? Jeune homme, ne sais-tu pas qu'en présence de ton maître tu dois baisser les yeux et courber ton front vers la terre?

JOB. — Seigneur très miséricordieux...

YOURII. — Seigneur, mes yeux n'avaient jamais vu un souverain. En présence du seul monarque chrétien de l'univers, du protecteur de la foi orthodoxe, mes yeux se tournent involontairement vers toi comme ceux d'un mourant vers la porte du paradis.

JOB. — C'est un orphelin pieux et dévoué, seigneur, dont la discrétion est au-dessus de son âge.

BORIS. — Jeune homme, en quittant ce palais, mets un frein à ta langue, si tu veux la conserver. Semen, patriarche, et vous, prince Chouiski, vous aussi, prince Fëdor, suivez-moi dans mon cabinet.

YOURII, à part. — Pauvre Choubine! — Bah! une bonne cause doit avoir ses martyrs.

IV.

Un couvent en Lithuanie sur la frontière de Russie.

YOURII, UN MOINE LITHUANIEN.

LE MOINE. — Ici tu n'as rien à craindre, mon fils, si tu as quitté la Russie contre ta volonté. Tu es sur la terre lithuanienne. Ton abbé te réclamerait en vain. Tu es jeune; fasse le ciel qu'arrivant en pays catholique tu sois tou-

ché de la grace! Vos abbés sont des tyrans, dit-on. Tu verras le nôtre, et tu compareras. En attendant, repose-toi; tu as l'air d'avoir fait une longue traite.

YOURII. — Grand merci, mon père... Là-bas, c'est la Russie, je pense?

LE MOINE. — Ce ruisseau marque la frontière. Au-delà, c'est la terre moscovite.

YOURII, se parlant à lui-même. — Je le repasserai.

LE MOINE. — Que dit-on et que fait-on au pays d'où tu viens?

YOURII. — Je suis un pauvre diacre, et je ne sais rien de ce qui se passe dans le monde.

LE MOINE. — On croit ici que votre Boris veut recommencer la guerre, et qu'il prétend nous reprendre la Livonie; mais qu'il ne se frotte pas aux lances de nos hussards.

YOURII. — Je croyais Boris ami du roi de Pologne.

LE MOINE. — Son ami! Loin de là. Il le craint et le hait, mais ne perd aucune occasion de lui nuire. Un beau jour sa majesté perdra patience.

YOURII. — Sigismond est-il un prince guerrier?

LE MOINE. — Aussi guerrier qu'il est pieux. Crois-moi, il ne se passera pas bien des années avant qu'il ne fasse des conquêtes pour la plus grande gloire de la religion et de sa couronne. Que Boris ne le provoque pas... D'ailleurs son temps approche.

YOURII. — Que voulez-vous dire?

LE MOINE. — Oui, le terme du pacte qu'il a fait avec le diable est près d'arriver.

YOURII. — Il a fait un pacte avec le diable?

LE MOINE. — Tu es, je crois, le seul Moscovite qui ne sache pas cela. Oui, il y a douze ans de cela... plus de douze ans, il consulta des magiciens finnois pour savoir sa destinée. — « Sept ans tu gouverneras, sept ans tu régneras, répondit le diable, que ces magiciens avaient évoqué. — Qu'importe? dit Boris, sept jours seulement, pourvu que je sois tsar (1)!... » Tu remarqueras, mon fils, qu'il a été sept années régent sous Fëdor, et voilà cinq ans qu'il est tsar. Il a encore deux ans.

YOURII. — Dans deux ans, j'aurai vingt-quatre ans.

LE MOINE. — Et moi soixante-dix. — Nous avons ici un moine russe qui en raconte de belles sur votre Boris. Il vint hier tout éclopé demander l'hospitalité à la porte de ce monastère. Il s'est enfui d'un cachot où on l'avait mis, tu ne devinerais jamais pourquoi.

YOURII. — Comment le pourrais-je?

LE MOINE. — Boris l'a fait bâtonner rudement, puis jeter dans un cul de basse fosse, seulement parce qu'il avait dit qu'un certain jeune homme ressemblait au feu tsarévitch Dimitrii.

YOURII. — Ce serait un indice que Boris croirait que le tsarévitch n'est pas mort.

LE MOINE. — On dit que Boris l'a fait assassiner ou empoisonner lorsqu'il était tout enfant.

YOURII. — C'est une affaire fort obscure, à ce que j'ai ouï dire.

(1) Cette prédiction et ce mot de Boris sont rapportés par les annalistes russes.

LE MOINE. — Bah! si le tsarévitch était vivant, il se serait montré quelque part.

YOURII. — S'il était vivant... Pour moi, je ne connais rien à ces choses, mais il me semble que, Boris étant le tyran sanguinaire que l'on dit, le jeune prince ferait bien de se cacher... Qui sait s'il serait en sûreté, même en Pologne?

LE MOINE. — En Pologne! sainte Vierge! Eh! qui oserait faire tomber un cheveu de la tête d'un prince qui demanderait un asile à la république et au roi?

YOURII. — Si Boris offrait de faire quelque concession au roi, peut-être livrerait-il le prince qui se serait mis sous sa protection.

LE MOINE. — Tu parles comme un Moscovite, mon ami. En Pologne, on a des sentimens plus généreux. Tiens, à Brahin, près d'ici, un gentilhomme russe vint implorer la protection de notre palatin, le prince Adam Wiszniowiecki. Pendant deux mois, le prince le fit manger à sa table et le traita magnifiquement, bien que Boris lui offrît des monceaux d'or pour que le proscrit lui fût rendu.

YOURII. — C'est un noble seigneur que ce prince Adam. Je compte passer par Brahin, et je le verrai sans doute.

LE MOINE. — Le pauvre qui s'arrête devant sa porte trouve toujours du pain et un pot de bière, et, quoique bon catholique, le prince ne demande pas à l'étranger quel est son Dieu avant de le secourir. On n'en fait pas autant en Russie, n'est-ce pas?

YOURII. — C'est ce que font partout les honnêtes gens.

LE MOINE. — Bien dit, jeune homme. Voici l'heure de vêpres, et je te quitte, à moins que tu ne veuilles entendre l'office. Quelquefois des hérétiques ont été touchés en entendant notre orgue.

YOURII. — Une autre fois, mon père.

LE MOINE. — Bien. Adieu. Si notre moine russe est encore ici, je vais lui dire que nous avons un de ses compatriotes.

YOURII, seul. — Deux ans encore!... Oui, il me faut bien encore deux ans... Son astre est sur son déclin... et moi... Un sceau d'or, une croix de diamans et trente-cinq ducats, voilà toutes mes ressources... Mais... Gustave l'a dit, vouloir, c'est pouvoir. (Entre Grégoire Otrepief.)

GRÉGOIRE. — Par ma foi!... Non... si fait... quoi! vous ici!...

YOURII. — Sois le bienvenu en Lithuanie, Grichka Bogdanovitch. J'ai de la joie à te revoir.

GRÉGOIRE. — Je voudrais pouvoir vous faire le même compliment....

YOURII. — Tu as souffert pour moi, et tes souffrances sont enregistrées dans ma mémoire.

GRÉGOIRE. — Avez-vous inscrit deux cents coups de verges, trente jours au cachot, pain noir, eau claire?...

YOURII. — Sais-tu le proverbe des Zaporogues? — « Oublie une injure, tu restes impur. » — As-tu perdu le souvenir des mauvais traitemens de Boris?

GRÉGOIRE. — Quant à cela, je pense que de six mois je ne pourrai m'asseoir sans penser à lui et le maudire.

YOURII. — Laisse les malédictions aux prêtres et aux femmes. Un homme agit et se venge.

GRÉGOIRE. — Je ne demanderais pas mieux; mais...

YOURII. — Sers-moi, et je te vengerai. Demain, pars pour l'île des Zaporogues. Je te donnerai des lettres pour leurs atamans; je t'en donnerai d'autres pour les atamans du Don. Tu leur diras qu'ils sellent leurs chevaux, qu'ils affilent leurs lances et que tu m'as vu.

GRÉGOIRE. — Cela n'est pas difficile à dire... mais... s'ils me demandent... oui, s'ils me demandent qui vous êtes... que répondrai-je?

YOURII. — Que tu as vu l'homme que Boris hait le plus au monde, qu'il craint le plus, le libérateur que tous les opprimés attendent. Ils me verront bientôt à leur tête avec mes alliés de la Pologne.

GRÉGOIRE, bas. — Ses alliés!

YOURII. — Jusque-là, pas un mot qui me fasse connaître. Souviens-toi de cet ordre, Grégoire; je veux être obéi. (Il lui tend la main.)

GRÉGOIRE, après un instant d'hésitation, lui baise la main. — Monseigneur, disposez de votre esclave.

V.

Brahin. — Le château du prince Adam Wiszniowiecki. — Une terrasse élevée donnant sur une cour.

MARINE MNISZEK, STANISLAS MALUSKI.

MALUSKI. — Sa majesté me fit l'honneur de me dire que je m'étais bien acquitté, et qu'à bon droit on nommait les gentilshommes polonais les meilleurs gendarmes du Nord. Il me présenta lui-même à Mme de Verneuil, qui me fit la grace de me demander le nom de la dame dont je portais les couleurs.... Vous devinez, belle Marine, quelle fut ma réponse.

MARINE. — Ah! pane (1) Maluski, que vous êtes indiscret!

MALUSKI. — La marquise me fit l'honneur de me dire qu'elle désirait fort vous faire les honneurs de Fontainebleau.... c'est un palais du roi — et vous voir danser à la polonaise.

MARINE. — Est-elle bien belle, cette marquise de Verneuil?

MALUSKI. — Les Français ne la nomment que la belle marquise, et, tant que je suis resté en France, je l'ai crue en effet la plus belle de son sexe... mais depuis mon retour...

MARINE. — On le voit, pane, vous avez profité de votre séjour en France. Vous nous rapportez la galanterie du Louvre. Mais parlez-moi des conquêtes que vous avez faites. Combien de portraits rapportez-vous dans votre cassette?

MALUSKI. — Un seul, pana, que j'avais apporté de Pologne gravé au fond de mon cœur.

MARINE. — Vous êtes devenu tout-à-fait Français, pane Maluski... Mais voici mon père qui revient avec le prince Adam et mon beau-frère Constantin. Ils sont allés voir ce terrible cheval. On voit bien que les voyages forment les hommes, pane Maluski; avant d'aller à Paris, vous n'auriez pas manqué de me laisser là pour voir cette merveille de sauvagerie.

MALUSKI. — Quelle merveille, pana?

(1) Titre dû à un gentilhomme. *Pane*, monsieur; *pana*, madame ou mademoiselle.

MARINE. — Un cheval admirable, mais si méchant que personne ne peut le monter, et le prince Adam n'en sait que faire.

MALUSKI. — On s'y sera mal pris.

MARINE. — Non. Constantin Wisniowiecki a été jeté par terre si rudement qu'il en a le bras foulé, et le veneur de son frère, vieux Cosaque fameux par son adresse, a eu la jambe cassée : on le dit estropié pour la vie.

MALUSKI. — Vous me donnez une grande envie de monter ce cheval.

(Entrent Mniszek et les princes Adam et Constantin Wiszniowiecki.)

MNISZEK. — A votre place, prince Adam, je lui ferais tirer une arquebusade; vous n'en ferez jamais rien.

MARINE. — Père, le pane Maluski veut monter le cheval.

MNISZEK. — Quelle folie!

LE PRINCE ADAM. — Demandez à Constantin s'il est facile.

MALUSKI. — Enfin je voudrais l'essayer. Il y a un an, M. de Rosny me fit l'honneur de me permettre de monter un grand cheval de ses écuries que personne n'avait pu réduire, et j'en vins à bout très facilement.

CONSTANTIN. — Vos chevaux français, je les monterai tous; mais ce tartare-là, je vous en défie.

LE PRINCE ADAM. — Parbleu! pane Maluski, je vous le donne, si vous le montez.

MNISZEK. — Maluski, n'essayez pas; hier, il a failli tuer un homme.

MALUSKI. — Laissez-moi faire.

MARINE. — Pane Maluski, songez-y : vos dentelles françaises... à quel risque vous les exposez!

MALUSKI. — J'ai eu l'honneur de prendre des leçons de manége à Paris dans la grande écurie, et je me flatte de ne pas les avoir oubliées.

CONSTANTIN. — Prétendez-vous qu'on monte mieux à cheval à Paris qu'en Pologne? Gageons vingt ducats que vous ne ferez pas le tour de la cour sur son dos.

MALUSKI. — Tope! (Entre Yourii, qui les observe sans qu'on fasse attention à lui.)

MNISZEK. — Vous allez le faire tuer.

LE PRINCE ADAM. — C'est son affaire. — Qu'on amène le tartare au bas de la terrasse.

MALUSKI. — Et si je le monte, la pana me donnera la rose qui est à son corset et dansera ce soir un menuet avec moi.

MARINE. — Et si vous vous cassez la jambe, qui me fera danser? Tenez, je vous donne cette rose, si vous renoncez à votre pari.

MALUSKI. — Cette fleur me sera encore plus précieuse quand je l'aurai gagnée.

YOURII, s'avançant. — Nobles panes, prenez pitié d'un malheureux étranger. Je viens de Russie, et on m'a dit à Smolensk que jamais un infortuné n'avait passé devant le château du prince Adam sans recevoir des marques de sa générosité.

MNISZEK. — Je vous le disais bien, prince Adam, tous les mendians vous connaissent, et vous les attirez de vingt lieues à la ronde.

LE PRINCE ADAM, à Yourii. — Tu es un moine grec et schismatique, je crois. N'importe, je ne démentirai pas ma réputation. Tiens. (Il lui donne un ducat.) Vas à la cuisine, on te donnera à manger.

MARINE. — Quelle figure de réprouvé!

MALUSKI. — Il a plus l'air d'un bandit que d'un moine.

LE PRINCE ADAM. — Eh bien! tu restes? Que demandes-tu encore?

YOURII. — Prince Adam, un de ces nobles panes s'apprête à monter un cheval difficile; me permettras-tu de le voir?

LE PRINCE ADAM. — Voilà le premier moine qui préfère un noble spectacle à la vue d'une marmite. Ce garçon-là est bâtard de quelque gentilhomme. Ah! voici le cheval.

CONSTANTIN. — Eh bien! pane Maluski, qu'en dites-vous?

LE PRINCE ADAM. — Il est encore temps de se dédire.

MNISZEK. — Allons! allons! annulez cette gageure ridicule.

MALUSKI, ôtant sa pelisse, à Marine. — Permettez-moi, pana, d'ôter cette pelisse et de la déposer à vos jolis pieds. Je souffre de les voir sur ce gazon humide.

MARINE. — Dieu me préserve d'oser fouler du velours de France!

CONSTANTIN. — Trêve de galanteries françaises, Maluski. A cheval!

MALUSKI. — Très volontiers. (Il descend dans la cour.)

MNISZEK. — Petite folle, tu seras cause qu'un brave gentilhomme se rompra un bras ou une jambe.

MARINE. — Il dit qu'en France...

MNISZEK. — Eh! que nous importe ce qui se fait en France?

LE PRINCE ADAM, regardant dans la cour, à Maluski. — Voulez-vous me donner vingt ducats?

CONSTANTIN, de même. — Oui, prends-y garde... (Aux palefreniers qui amènent le cheval.) Tenez donc cette maudite bête, que monsieur se mette en selle!... Maluski, Maluski, vous avez plus de chance que moi... le sable est épais, et vous allez tomber comme sur un matelas.

YOURII, regardant dans la cour. — Tournez-lui la tête vers le soleil. Vous voyez bien qu'il a peur de son ombre.

CONSTANTIN. — De quoi te mêles-tu, moine?

MNISZEK. — Le Moscovite a raison. Maluski! faites-lui tourner la tête vers le soleil.

MARINE. — Ne montez pas, pane Maluski, vous me faites peur. Revenez. Ah!

CONSTANTIN. — Pile ou face?... Allons, allons! Il se relève. Ce n'est rien. Mais les dentelles et le velours français sont rudement traités...

MALUSKI, dans la cour. — Maudite bride polonaise!... N'auriez-vous pas ici un mors français?

MNISZEK. — Allons, allons! revenez; vous boitez. C'est assez de folies.

YOURII. — Prince Adam, permets que j'essaie ce cheval.

LE PRINCE ADAM. — Toi?

YOURII. — Pourquoi pas?

MARINE. — Oui, oui, prince. Cela nous amusera de le voir rouler sur le sable.

LE PRINCE ADAM. — Allons, mon révérend, voyons comment vous faites la culbute. (Yourii descend après avoir jeté sa robe.)

MALUSKI, qui revient en boitant légèrement. — C'est ma faute! J'ai l'habitude du harnachement français.... Si j'avais pensé.... Tenez, prince Constantin, voici vos vingt ducats.

CONSTANTIN. — Vous êtes-vous fait mal?

MALUSKI. — Rien, rien.

MARINE. — Regardez donc, le moine a l'air de causer avec le cheval... Mais c'est que cette vilaine bête l'écoute vraiment... Il lui tient la tête et l'embrasse tendrement..... Ne trouvez-vous pas, messieurs, que ces deux mines farouches vont bien ensemble?...

CONSTANTIN. — Sur ma parole, le drôle le charme. Il sait la chanson des Bohémiens.

MNISZEK. — C'est peut-être un Bohémien. Regardez comme il est noir.

CONSTANTIN. — Le cheval ne couche plus les oreilles... Il veut le prendre par la douceur... mais rien n'y fera... Oh! le voilà en selle.... Ah!... il se tient... Oh! oh!... il est ferme... c'est le diable...

YOURII, dans la cour. — Hoyda! hoyda!

LE PRINCE ADAM. — Il part comme une flèche. C'est un Tartare que ce moine. Il a poussé leur cri.

CONSTANTIN. — C'est aussi le cri des Zaporogues (1)... De toute façon, c'est un hardi coquin... Comme il est lancé... Quel train!

MALUSKI. — Il file, il file tout droit..... Prince Adam, je parie, le diable m'emporte, que le moine vous emmène votre cheval, et vous laisse sa robe en échange.

MNISZEK. — Non, ma foi. Il revient. C'est un fier écuyer.

MALUSKI. — Oh! pouvez-vous dire cela, pane Mniszek? Regardez-le. Il est affourché sur la bête comme un singe ou un Tartare qu'il est... Ah! si vous aviez vu à Paris, dans la grande écurie du roi, comme nous manégions devant Mme de Verneuil et...

CONSTANTIN, à Yourii. — Très bien, mon brave. Si c'est l'abbé de ton couvent qui t'a appris à monter à cheval, il était digne d'être le pope des Zaporogues.

YOURII, revenant. — Maintenant il est dompté, à ce que je crois.

CONSTANTIN. — Tiens, moine, prends ces vingt ducats. Tu les as bien gagnés.

LE PRINCE ADAM. — Et moi, je te donne ce cheval. Mon veneur est estropié. Si tu veux rester ici, je te donne sa place. Crois-moi, jette là ton froc.

YOURII. — Le proverbe dit vrai : généreux comme un Wiszniowiecki. (A Marine.) Ces deux nobles seigneurs m'ont fait leurs présens. Pana, ne me ferez-vous point le vôtre? Donnez-moi la rose qui est à votre corset. (Il se met à genoux.)

MARINE. — A toi, moine?

MNISZEK. — Au fait, c'est le prix du tournoi.

MARINE. — Tiens! (Elle lui jette la rose.) Est-ce qu'il faudra que je danse un menuet avec lui?

MALUSKI. — Moine, donne-moi cette fleur. Voici vingt ducats encore.

YOURII. — Excusez-moi, noble pane. Je suis au service du prince Adam, et je n'ai plus besoin d'argent. (A un palefrenier.) Tiens, ami, porte ces vingt ducats au pauvre veneur estropié.

(1) Les Cosaques imitaient en tout les Tartares. Leur nom même est emprunté à la langue turque. *Cazak* signifie éclaireur, partisan.

Mniszek. — Tu te dis moine et Russe, et tu refuses de l'argent!

Yourii. — Que veux-tu que j'en fasse?

Le prince Adam. — Qui es-tu, et d'où viens-tu? Tu n'es pas moine.

Yourii. — On a voulu faire de moi un moine, mais je n'avais pas la vocation, et de ce froc on peut faire une couverture au cheval que je viens de monter. Je suis un pauvre orphelin, fort maltraité de la fortune jusqu'à présent, heureux aujourd'hui d'être admis sous le toit hospitalier d'un illustre palatin.

Le prince Adam. — Quel est ton nom?

Yourii. — Dmitri Ivanof.

Maluski. — Croyez, belle Marine, que c'est quelque prince déguisé... Un prince tartare, s'entend... Il en a les traits.

Marine. — Lui prince! Quelle folie!

Le prince Adam. — Qui que tu sois, Dmitri Ivanof, reste chez moi. Si tu sais chasser aussi bien que tu montes à cheval, je ferai ta petite fortune.

Yourii. — Je te baise les mains. (Aux palefreniers.) Allons, enfans, montrez-moi l'écurie, et laissez-moi donner pleine mesure d'avoine au bon cheval qui me vaut cette aubaine.

Mniszek. — Je parierais que c'est quelque fils de gentilhomme qui, à la suite d'une méchante affaire, court le pays déguisé.

Marine. — Rentrons, le pane Maluski boite tout bas, et moi je gagne à cela que je ne danserai pas ce soir.

VI.

L'île des Zaporogues sur le Dniepr.

DEUX COSAQUES.

Premier cosaque. — Comment! le tsarévitch Dimitrii, le fils du Terrible?

Deuxième cosaque. — Lui-même, et bien vivant. Comment il s'est échappé, je ne l'ai pas trop bien compris, car c'est au milieu du dîner que le moine nous a expliqué la chose; mais cela n'est pas douteux, puisqu'il nous écrit, et à sa lettre il y a un sceau qui pend, rouge et large comme la paume de ma main.

Premier cosaque. — Un sceau de cire rouge?

Deuxième cosaque. — Rouge, avec toutes sortes de caractères alentour. C'est en bonne forme, va. Et son envoyé, par ma foi! depuis l'ataman Pachkof, à qui Dieu donne le paradis, je n'ai pas vu son pareil. C'est un moine, mais il en vaut dix. Il a bu à la santé de chacun de nos atamans, pleine rasade, coup sur coup et d'un seul trait; ce n'est que lorsqu'il en est venu à l'ataman Tchika, qu'il s'est arrêté un instant pour respirer à moitié de son gobelet.

Premier cosaque. — Quel gaillard!

Deuxième cosaque. — Le dîner fini, n'en pouvant plus, moi je m'étais allé coucher sur du foin; mais on m'a dit qu'il s'est plongé la tête dans un seau d'eau, et il n'y paraissait plus, si bien qu'il s'est mis à chanter des psaumes,

et c'était plaisir de l'entendre... Mais tiens, le voilà qui sort avec nos anciens. C'est aujourd'hui que l'armée décidera ce qu'elle doit faire. Vois, on plante déjà les *bountchougs* (1) et les timbales nous appellent. (Entrent Grégoire Otrepief, l'ataman supérieur des Zaporogues, les anciens, foule de Cosaques. Ils forment un grand cercle au milieu duquel se placent l'ataman supérieur et Grégoire.)

L'ATAMAN SUPÉRIEUR, une masse d'argent à la main, ôtant son bonnet. — Braves atamans (2), j'ai fait réunir le camp pour lui communiquer les nouvelles qui viennent de nous arriver de Pologne. Le tsarévitch Démétrius Ivanovitch nous écrit qu'il n'est point mort, comme on l'avait cru. Il est vrai que Boris a voulu l'assassiner, mais il a manqué son coup. Le tsarévitch, qui est devenu grand, a résolu de se venger de Boris, comme il est juste, et nous prie de l'aider. Si quelqu'un de vous a quelque chose à dire là-dessus, qu'il parle. (Il remet son bonnet.)

GRÉGOIRE. — Chrétiens mes frères... c'est-à-dire braves atamans, je ne vous raconterai pas comment le tsarévitch a échappé aux embûches de ses ennemis; l'histoire serait longue, et je sais que vous n'aimez pas les longs discours. Qu'il vous suffise de savoir que le prince Dmitri est vivant et qu'il m'a chargé de vous assurer de son estime. Je n'ai pas besoin de vous dire, braves atamans, quel homme est Boris, qui se dit tsar à Moscou, fils de Tartare, lui-même plus Tartare que chrétien. Vous savez qu'il est l'ami intime de Kassim Ghereï, le khan de Crimée, et tous deux complotent votre ruine. Quand un de vos régimens est surpris par les Tartares, comme il advint l'an passé à Gheraz Évanghel, aujourd'hui en paradis, je l'espère, croyez, mes chers amis, que les païens sont avertis de vos mouvemens par Boris, et qu'il leur paie 5 roubles par oreille de Zaporogue qu'ils rapportent...

PLUSIEURS VOIX. — Il dit vrai! Boris nous trahit.

GRÉGOIRE. — Mon légitime seigneur, le tsarévitch Démétrius, touché des maux que vous a faits ce tyran, et d'ailleurs ayant son compte particulier à régler avec Boris, m'a chargé de vous dire, braves atamans, que sous peu il déploiera sa bannière aux bords du Dniepr aussitôt qu'il aura rassemblé une armée que le roi de Pologne a promis de lui donner. Il ira droit à Moscou, et, si vous voulez les oreilles de Boris, il est prêt à vous en faire présent. Mon maître espère que vous vous joindrez à lui pour cette expédition. C'est à quoi il vous convie par cette lettre écrite sur parchemin, notez-le bien, comme il écrit au roi de Pologne et au sultan, afin de vous mieux témoigner sa considération particulière. Vos atamans ont lu la lettre, et vous pouvez tous voir qu'elle est munie du sceau impérial. (Il élève la lettre au-dessus de sa tête.)

VOIX. — Guerre à Boris!... A Moscou! Vive le tsarévitch!

UN ZAPOROGUE. — Braves atamans, je reconnais que le moine a parlé bien, et je ne doute pas que son tsarévitch ne fasse un jour un glorieux tsar. Je leur souhaite, à l'un et à l'autre, toutes sortes de prospérités; mais rappelez-vous qu'il y a deux mois à peine vous avez reçu un subside de Boris et juré paix avec lui. Si nous lui faisons la guerre sans provocation, que dira-t-on

(1) Queues de cheval au haut d'une lance, étendards des Cosaques.

(2) *Atamany molodsi*, formule consacrée de tout orateur parlant à une assemblée de Cosaques.

de nous? Nos anciens ont baisé la croix en témoignage de leur sincérité, et, sauf le respect que je dois à toute la compagnie, il n'est pas bien de rompre si tôt un serment prêté.

VOIX. — Il a raison. Nous avons juré... C'est dommage.

GRÉGOIRE. — Permettez-moi, messieurs, de vous dire encore un mot. Le serment dont je viens d'entendre parler ne signifie rien, et moi qui m'y connais, puisque je suis d'église, je vous garantis qu'il ne vous oblige pas. Vous avez baisé la croix en promettant de ne pas guerroyer contre le tsar ou les hommes du tsar de toutes les Russies. N'est-ce pas là votre serment?

L'ATAMAN. — En effet, j'ai baisé la croix pour tout le camp, et quatre atamans avec moi.

GRÉGOIRE. — Si vous manquez au serment que vous avez prêté au tsar de toutes les Russies, vous craignez d'être excommuniés, je pense?

QUELQUES VOIX. — Nous nous soucions peu des excommunications.

GRÉGOIRE. — Doucement, nos amis; soyons chrétiens et orthodoxes: ne badinons pas avec les excommunications. Examinons un peu l'affaire. Vous avez un traité avec le tsar, observez-le. Mais qui est le tsar, s'il vous plaît? Est-ce ce Tartare qui est à Moscou? Nenni. Celui-là est un usurpateur et un assassin. Le tsar légitime, c'est Dimitrii Ivanovitch; il n'est pas sacré encore, mais c'est le seul seigneur de toutes les Russies, et c'est avec lui que le serment prêté vous engage.

VOIX. — Le moine dit vrai! Boris est un traître, et nous ne le reconnaissons pas pour le tsar de Russie.

GRÉGOIRE. — Boris est non-seulement un assassin, mais un voleur. Il pille le pauvre peuple pour donner sa substance à sa race maudite, les Tartares Godounof. Tout ce qu'ont pillé ces hommes, m'a dit mon noble maître le tsarévitch Dimitrii, tout ce qu'ils possèdent, je le partagerai à mes serviteurs.

VOIX. — Vive le tsarévitch! Guerre à Boris!

GRÉGOIRE. — En ce moment, je ne suis pas riche en argent comptant, a dit encore mon seigneur le tsarévitch; mais j'ai un trésor à Moscou, et dès que j'en aurai la clé, je veux le partager à mes fidèles. Croyez-moi, braves atamans, je connais bien le prince qui parlait ainsi, et, sans vanité, je puis dire que sans moi il ne serait pas échappé aux embûches de Boris. De plus généreux, je n'en connais point. Quand il a des ducats dans sa ceinture, il les trouve trop pesans et les jette par poignées.

VOIX. — Vive Dmitri! vive le tsarévitch!

L'ATAMAN. — Braves atamans, si vous voulez faire la guerre à Boris, je ne m'y oppose point; mais il est puissant, il a de nombreuses armées, beaucoup de canons, et peut nous faire beaucoup de mal. Ne serait-il pas bon d'attendre que le tsarévitch et les Polonais entrent en campagne? Jusque-là, faisons provision de poudre et aiguisons nos sabres.

VOIX. — Bien parlé! L'ataman a raison.

AUTRES VOIX. — Nous avons plusieurs de nos régimens en campagne. Attendons leur retour.

VOIX. — Nouvelles! nouvelles! Une députation de l'armée du Don. (Entrent plusieurs Cosaques qui prennent place dans le cercle.)

UN COSAQUE DU DON. — Les atamans, les anciens et l'armée du Don saluent les atamans, les anciens et l'armée du Dniepr. Ils vous disent ceci, braves atamans : Boris a juré de détruire tous les privilèges des Cosaques; il veut nous donner pour atamans des Juifs de Moscou; il nous défend de distiller de l'eau-de-vie; ses officiers ont brisé les alambics de notre frère Vachka Lykof. Dans un moment de colère, il a tiré son arquebuse et a couché par terre un de ces coquins; mais les autres, étant les plus forts, l'ont garrotté et mené au secrétaire du tsar, Massalski. On lui a fait son procès, et il a été pendu le lendemain. Quand l'ataman Korela a su la chose, il a juré de ne pas boire d'eau-de-vie avant d'avoir vengé notre frère. Aussitôt dit, aussitôt fait. Nous partons soixante, et nous surprenons une troupe de ces coquins dans leur distillerie. — Voyons si leur eau-de-vie brûle, a dit Korela. Nous jetons alors du feu sur le toit, et tout a brûlé, eau-de-vie et distillateurs impériaux. L'armée du Don, instruite de l'aventure, a dit que Korela avait agi en brave; elle m'envoie vous conter ces nouvelles et vous demander assistance au cas que les Moscovites attentent à nos franchises. Les Cosaques du Don comptent sur vous comme vous compteriez sur eux, si vous étiez en semblable conjoncture.

L'ATAMAN. — Diable! cela change l'affaire. Les franchises des Cosaques sont choses sacrées, et si l'on s'en prend à l'armée du Don, Dieu sait ce qu'on médite contre celle du Dniepr.

VOIX CONFUSES. — Guerre, guerre aux Moscovites! Vive l'armée du Don et le prince Dmitri!

L'ATAMAN. — Enfans, je suis trop vieux pour vous mener à la guerre. Nommez un ataman de campagne (1), et que Dieu vous conduise! Voici la masse d'armes que je suis prêt à lui remettre. Qui choisissez-vous?

VOIX. — Reste notre ataman.

AUTRES VOIX. — Non, prenons Ivachko Zarutski!

AUTRES VOIX. — Non, Iaropolk Bezobrazof!

AUTRES VOIX. — Cosma Sergeïef! (Après quelques momens de tumulte, différens groupes se forment autour de chaque candidat.)

L'ATAMAN. — Je crois que Cosma est nommé ataman de campagne. Sa troupe est la plus nombreuse. Est-ce l'avis des anciens?

VOIX. — Oui, oui! Cosma Sergeïef!

L'ATAMAN. — Cosma, l'armée te nomme son ataman de campagne. Voici la masse, porte-la avec honneur.

COSMA. — Enfans, c'est aujourd'hui mardi. Aujourd'hui, nous fêterons nos hôtes; après-demain, nos régimens rentreront dans leurs villages; samedi matin, nous montons à cheval. Que chaque homme ait vingt charges de poudre et de la farine pour huit jours. Je vous mènerai où il y aura honneur et butin.

GRÉGOIRE, à part. — Morbleu! le feu est aux étoupes; il ne s'éteindra pas facilement. Je ne me savais pas tant d'éloquence. Ah! Boris, Boris! tu me paieras ces coups de bâton! Allons dîner. (Il jette son bonnet en l'air.) Vive le tsar Dimitrii!

(1) *Ataman kotchevoï*, général nommé pour commander une expédition.

VII.

Brahin. — Le château du prince Adam Wiszniowiecki.

MARINE MNISZEK, THÉRÈSE WISZNIOWIECKA, sa sœur, SOPHIE MNISZEK, sa belle-sœur.

SOPHIE. – Il est vrai qu'il a le nez un peu long; mais, comme il prend soin de nous le dire, « le grand roi de France a le nez long aussi... » Vieille famille alliée aux meilleures de Pologne et de Lithuanie. Il a du bien, et à la mort de son oncle il sera très riche. Il héritera de ce beau château sur la Vistule dont ta sœur peut te parler. Enfin, pour moi, je ne vois pas de parti plus sortable.

MARINE. — Mais c'est que je le vois toujours roulant sur le sable, après s'être tant vanté de dompter ce cheval;... puis il n'est pas palatin...

SOPHIE. — Mais moi, j'ai bien épousé ton frère Stanislas, qui n'est que staroste de Sanodzk.

MARINE. — Non, je veux un palatin comme ma sœur.

THÉRÈSE. – Mais moi, je suis ton aînée.

SOPHIE. — Palatin et jeune, c'est un mari difficile à trouver. Sa majesté fera peut-être Maluski palatin.

THÉRÈSE. — S'il te faut un palatin, que n'épouses-tu le vieil hetman de la couronne (1) Zolkiewski? Il est palatin de Kiovie et n'a pas encore soixante-dix ans. Il t'admirait fort, à la cour, au bal qui se donna pour l'ouverture de la diète.

MARINE. — Pourquoi pas, s'il voulait de moi? Je serais Mme la générale de la couronne, et j'aurais le pas sur vous deux.

THÉRÈSE. — Et un beau mari, boiteux par-dessus le marché.

MARINE. — Oui; mais il est hetman de la couronne, et le roi ouvrirait le bal avec moi.

SOPHIE. — Voyez-vous l'ambition? Savez-vous, chère princesse, pourquoi Marine ne veut pas du pane Maluski? C'est qu'elle a ses vues sur le prince tartare.

THÉRÈSE. — Quel prince tartare?

SOPHIE. — Ce jeune veneur que votre beau-frère a pris à son service. Nous avons décidé que c'est un prince tartare déguisé, le fils de Kassim Ghereï pour le moins.

MARINE. — Ah! madame la starostine, la plaisanterie est devenue bien vieille depuis que tu l'as inventée.

SOPHIE. — Pour Tartare, cela est incontestable; il n'y a pas de mourza plus noir. Prince, je ne dis pas; mais tu as fait sa conquête.

THÉRÈSE. — Fi donc! si mon beau-frère m'écoutait, il y a long-temps que j'aurais chassé ce jeune drôle. Savez-vous qu'il m'effraie toutes les fois que je le regarde!

SOPHIE. — Qu'a-t-il donc de si effrayant?

(1) Général de l'armée de Pologne. Un autre général commandait l'armée de Lithuanie. C'étaient les deux grandes charges de la république.

MARINE. — Pour moi, je ne regarde pas ces gens-là.

THÉRÈSE. — Comment! ignorez-vous ce que l'intendant du prince Adam nous a dit? Ce Tartare, ce Cosaque écrit des lettres tous les soirs...

MARINE. — Il écrit? un Cosaque!

SOPHIE. — Des vers peut-être.

THÉRÈSE. — Des lettres, des lettres adressées à Dieu sait quelles gens au-delà du Dniepr. Il reçoit des paquets mystérieux. L'autre jour, un Cosaque lui apporta une lettre;... hier c'est un Bohémien qui lui en a remis une. Pour moi, je ne doute pas qu'il ne soit affilié à quelque bande de voleurs et qu'il n'écrive à ses amis pour qu'ils viennent une nuit brûler ce château et nous voler nos bijoux.

SOPHIE. — Mais vraiment vous me faites peur! Et le prince Adam est-il instruit de tout cela?

THÉRÈSE. — Certainement; mais il dit que ce sont des folies de ses gens. Pourtant j'ai obtenu de lui qu'il parlât à ce jeune bandit et qu'il mît la main sur ces lettres mystérieuses.

MARINE. — Oh! nous les lirons, et cela nous amusera.

SOPHIE. — Eh bien! qu'a-t-il trouvé?...

THÉRÈSE. — Il est monté chez cet homme, et nous les rapportera sans doute.

SOPHIE. — Voyons, chère Marine, que répondrai-je au pane Maluski?

MARINE. — Tu lui répondras que si son ami le roi Henri IV lui...

LE PRINCE ADAM, entrant tout éperdu avec son intendant et quelques domestiques. — Ma femme!... ma femme!... Où est-elle?

MARINE. — Qu'avez-vous, prince?

THÉRÈSE. — Qu'y a-t-il, beau-frère?...

LE PRINCE ADAM. — Ah! mon Dieu!... le tsarévitch!... Qu'on prépare à dîner... Le fauteuil rouge... et la coupe d'or!... Le tsarévitch de toutes les Russies!... Vite, vite, qu'on aille avertir ma femme! .. Toi, apporte bien vite la pelisse de renard noir et le sabre à poignée d'or... Michel, Michel! fais mettre mon plus beau tapis de Perse dans le carrosse... et les six chevaux gris pommelés... Ah! mon Dieu!... Ma femme!... Où est-elle?

SOPHIE. — Mais, au nom du ciel! prince, dites-nous ce qui est arrivé.

LE PRINCE ADAM. — Courez vite vous habiller, folles que vous êtes... Le tsarévitch dîne ici... Piotrowski, tu as été long-temps en Russie, qu'est-ce que mange un tsarévitch?

PIOTROWSKI. — Monseigneur...

MARINE. — Le tsarévitch dîne ici!... Comment est-ce possible?

THÉRÈSE. — Contez-nous donc comment?

SOPHIE. — Mais, mon cher prince?...

LE PRINCE ADAM. — Oui, oui. Habillez-vous vite, je n'ai pas le temps de vous entendre. (Il sort avec ses gens.)

MARINE. — Le tsarévitch dîne ici! Courons vite nous habiller...

THÉRÈSE. — C'est Fëdor Borissovitch, le fils du tsar de Moscou, qui voyage apparemment... Comment lui parle-t-on?... Votre altesse, je pense...

SOPHIE. — Voilà un mari pour notre belle Marine; qu'en dites-vous, princesse? Le tsarévitch Fëdor, comme les héros de roman, voyage pour trouver une femme.

THÉRÈSE. — Bon! Constantin disait encore hier que Fédor n'a que quatorze ans.

MARINE. — C'est égal, c'est un tsarévitch. Habillons-nous. Quel bonheur que ma robe de Paris soit arrivée! Vous en voudriez bien avoir de semblables, vous autres, je pense. (Entre Constantin Wiszniowiecki.)

THÉRÈSE. — Constantin! Constantin! A quelle heure arrive le tsarévitch?

CONSTANTIN. — Comment! Il est ici.

MARINE. — Il est ici, et nous ne sommes pas habillées, mon Dieu!

CONSTANTIN. — Quoi! vous n'avez pas vu mon frère?

THÉRÈSE. — Nous l'avons vu; mais il ne nous a rien dit... Eh bien! le tsarévitch?...

CONSTANTIN. — Le tsarévitch? C'est notre veneur Dmitri.

TOUTES. — Dmitri!

CONSTANTIN. — Le propre fils d'Ivan Vassilievitch. Vous avez toutes vu de quelle façon ce jeune homme est venu dans ce château... La singularité de ses manières, des messages mystérieux qui lui étaient apportés par des inconnus, les lettres qu'il écrivait sans cesse dans le grenier où il était logé, tout cela avait excité la curiosité, et, s'il faut le dire, les soupçons de mon frère. Nous montons à sa chambre; Piotrowski était avec nous. Nous le trouvons assis devant une petite table, scellant une lettre avec un sceau d'or. Devant lui étaient plusieurs papiers qu'il semble vouloir cacher en nous voyant. J'en saisis un; c'était une lettre adressée au tsarévitch Dimitrii Ivanovitch par le conseil des atamans du Don. — De quel droit, s'écrie-t-il d'un ton furieux, de quel droit prétendez-vous connaître mes secrets? — Alors mon frère, vous connaissez sa vivacité : — Je veux savoir qui tu es, dit-il, et d'où tu viens? Parle. — L'inconnu, j'en frémis encore, pâlit, serra les dents. J'ai cru qu'il allait se porter à quelque violence, quand tout à coup, d'un ton plus calme : — « Eh bien, je dirai la vérité, s'écria-t-il; aussi bien cette vie de misère a lassé ma patience. Prince Adam, tu vois devant toi Démétrius, le fils d'Ivan-le-Terrible. Boris a tenté de me faire assassiner. Sauvé par un serviteur fidèle, j'ai long-temps erré de province en province, tantôt trouvant un asile dans un cloître, tantôt sous la tente enfumée d'un Cosaque. Si tu veux mériter les faveurs du tyran de Moscou, livre-moi à ses satellites. » A ces mots, entr'ouvrant son cafetan, il nous fit voir sa croix de baptême en diamans qu'il porte encore selon l'usage moscovite.

THÉRÈSE. — Une croix en diamans!

CONSTANTIN. — Tout d'un coup, Piotrowski, qui nous avait suivis, tombe à genoux : — « Maître, dit-il, j'ai été prisonnier des Moscovites, et long-temps j'ai vécu à Ouglitch. C'est bien là le fils du Terrible. Je reconnais ce signe qu'il a sous l'œil droit. »

THÉRÈSE ET SOPHIE. — Il a un signe sous l'œil droit! et nous ne l'avions pas remarqué!

MARINE. — Moi, je l'avais bien vu.

CONSTANTIN. — Jugez de notre embarras, de notre confusion, de nos excuses... Mais lui, avec une bonté inouie, nous a donné sa main à baiser, en nous assurant qu'il n'oublierait jamais notre hospitalité.

THÉRÈSE. — Quelle aventure, grand Dieu!

MARINE. — Allons nous habiller. Ah! mon Dieu, le voici! (Entrent Yourii magnifiquement habillé à la polonaise, le prince Adam, la princesse Wisniowiecka, Mniszek, suite.)

LA PRINCESSE. — Que votre altesse daigne nous excuser... Si nous avions eu le temps de nous préparer à l'honneur que nous recevons...

YOURII. — Je ne demande à la Providence qu'un jour pour reconnaître votre généreuse hospitalité.

LE PRINCE ADAM. — J'aurais voulu pouvoir vous offrir un costume plus digne de vous, monseigneur... (Lui présentant un sabre.) Nous autres Polonais, nous portons le sabre en tout temps, et, puisque vous avez bien voulu revêtir aujourd'hui le dolman de hussard, permettez-moi de vous offrir un sabre. Je le tiens de mon père, à qui le roi Étienne le donna sur le champ de bataille de... (Il s'arrête interdit.)

YOURII. — Cette arme, dans les mains d'Étienne Batthori, a été fatale à mon père et à mon pays, prince; mais c'est le sabre d'un héros, et je suis fier de le porter. Fasse le ciel que je ne le tire jamais que contre les ennemis du nom chrétien!

CONSTANTIN. — Monseigneur, permettez-moi de vous présenter ma femme.

THÉRÈSE. — Monseigneur...

YOURII. — Nous sommes parens, princesse. Le sang des Jagellons s'est mêlé à celui de Rurik.

SOPHIE ET MARINE, bas à Mniszek. — Mon père, présentez-nous au tsarévitch.

MNISZEK, bas. — Est-ce bien un tsarévitch?

LA PRINCESSE WISNIOWIECKA, présentant Sophie. — La starostine Sophie Mniszek, la belle-fille du palatin de Sendomir.

YOURII. — Il faut que le roi ait donné quelque mission à votre mari, madame, pour qu'il se soit séparé de vous, même pour quelques jours.

SOPHIE. — Il est à Cracovie, monseigneur, mais nous l'attendons.

LA PRINCESSE, présentant Marine. — La pana Marine, la fille cadette du palatin de Sendomir.

YOURII. — La pana n'a pas besoin d'être présentée. Nous sommes de vieilles connaissances, et j'ai déjà reçu des présens de sa main. Je les conserve précieusement. (En ouvrant sa pelisse pour montrer la rose sèche que lui a donnée Marine, il laisse voir sa croix de diamans.)

MARINE. — Oh! la belle croix, monseigneur!

YOURII. — C'est ma croix de baptême. Voulez-vous la voir?

MARINE. — Oh! que monseigneur est bon!

YOURII. — Plus d'un de mes compatriotes craindrait de voir toucher cette croix par un Latin; mais de si belles mains font des reliques de ce qu'elles touchent.

MNISZEK, bas à la princesse Wiszniowiecka. — Sont-ce des diamans véritables?

LA PRINCESSE, bas. — Admirables. (Haut.) Je ne lis pas vos caractères russes, monseigneur. Qu'y a-t-il écrit sur cette croix?

YOURII. — Mon nom, Démétrius, et celui de mon parrain, le prince Ivan Mstislavski.

MARINE. — Quel joli nom que Démétrius!

MNISZEK, bas au prince Adam. — Piotrowski sait le nom de sa nourrice. Tâchez donc de le faire dire à votre tsarévitch?

LE PRINCE ADAM, de même. — Allons donc! Pouvez-vous douter encore?

MNISZEK, de même. — Non; mais une preuve de plus... (Haut.) Vous eussiez été attendries, mesdames, si vous eussiez entendu raconter à son altesse comment elle échappa aux poignards des meurtriers apostés par Boris..... La présence d'esprit de votre médecin... le dévouement de votre nourrice... Ce sont des noms qu'il faudrait écrire en lettres d'or. Siméon, c'était le nom de votre médecin, je crois?

YOURII. — Il était Valaque, et de plus vertueux et de plus savant, il n'en exista jamais. Et ma pauvre nourrice!... que sera-t-elle devenue? quand pourrai-je?...

MNISZEK. — J'ai le pressentiment, monseigneur, que votre altesse pourra lui témoigner un jour sa reconnaissance. Elle s'appelle..... j'ai oublié son nom.....

YOURII, souriant. — Orina Jdanova..... Voulez-vous m'éprouver, palatin Mniszek?

MNISZEK. — Monseigneur, gardez-vous de croire...

LE PRINCE ADAM, bas. — Eh bien?

MNISZEK, bas. — Je ne me risque plus.

PIOTROWSKI, au prince Adam. — Monseigneur, le voiévode russe de Tchernigof est en bas, qui demande à vous parler en secret pour une affaire pressante.

YOURII. — N'est-ce pas un certain Tretiakof, une créature du patriarche Job? Pourquoi passe-t-il la frontière?

LE PRINCE ADAM. — Qu'importe? je ne puis le recevoir en ce moment.

YOURII. — Allez le voir, prince.

LE PRINCE ADAM. — Avec la permission de votre altesse.

YOURII. — Pane Mniszek, le prince Kourbski est-il toujours en Pologne?

MNISZEK. — Monseigneur, il est mort il y a trois ans.

YOURII. — Ce fut un ennemi acharné de mon père... Mais je le regrette, et si j'étais sur le trône, je n'aurais pas laissé dans l'exil le guerrier qui a donné Kazan à la Russie.

MNISZEK, bas. — Il sait l'histoire de son pays.

YOURII. — Prince Constantin, combien de hussards levez-vous sur vos terres?

CONSTANTIN. — Cent cinquante, monseigneur. Dans la dernière confédération (1), j'en avais jusqu'à deux cent vingt.

YOURII. — Et le roi a signé les conditions que la confédération lui a imposées?

CONSTANTIN. — La confédération, monseigneur, ne demandait rien que de juste.

YOURII. — Demander justice, les armes à la main, à son roi!...

MNISZEK. — Vous savez, monseigneur, nos coutumes républicaines...

YOURII. — Parmi vos coutumes, il y en a que j'admire et que je voudrais introduire en Russie... mais vos confédérations...

(1) *Rokosz*, insurrection, autorisée par la constitution, de la noblesse contre le roi.

CONSTANTIN. — Si votre altesse remonte sur le trône de ses pères, ses peuples, je pense, ne nous envieront jamais le droit de confédération.

YOURII. — Et ils ne l'auront jamais!

LE PRINCE ADAM, haut à la princesse. — Marie, servez le prince. (Bas à son frère.) Constantin, fais armer nos heiduques, lever le pont-levis; deux ou trois hommes sur le donjon et quelques Cosaques pour battre les bois d'alentour. La retraite du prince est découverte. — (La princesse Wiszniowiecka offre de l'eau-de-vie à Yourii.)

CONSTANTIN, bas. — Ah! grand Dieu!

YOURII. — Qu'avez-vous, prince, vous semblez ému?

LE PRINCE ADAM. — Rien, monseigneur.

YOURII. — Ce voiévode vous a porté quelque message étrange?

LE PRINCE ADAM. — Un message surprenant, en effet.

YOURII. — Peut-on l'apprendre?

LE PRINCE ADAM. — Le voiévode de Tchernigof m'avertit de la part du tsar... de Boris, veux-je dire, qu'un étranger dangereux est dans ce château, et que si je veux le livrer...

YOURII. — Boris est bien servi par ses espions. Je croyais les avoir complétement déjoués. (A la princesse.) Voilà de l'eau-de-vie excellente, madame.

MNISZEK. — Quelle infamie!

YOURII. — Offre-t-il une forte somme pour ma tête?

LE PRINCE ADAM. — Ah! monseigneur, m'offrît-on tous les trésors de l'univers!...

YOURII, à la princesse. —Veuillez prendre ma main. (Il fait un pas pour sortir.)

MNISZEK. — Monseigneur, nous sommes ici à quelques milles de la frontière, et ces misérables pourraient trop facilement tenter un crime... Si vous daigniez vous rendre avec moi dans ma ville de Sambor en attendant que sa majesté prenne des mesures pour que vous soyez reconnu dans ce pays...

LE PRINCE ADAM. — Mniszek a raison, monseigneur, nous irons tous à Sambor.

MARINE et LA PRINCESSE. — Oh! monseigneur, partez! allons à Sambor.

YOURII. — Pas avant dîner, je pense. Qu'ai-je à craindre quand je suis sous la garde de gentilshommes polonais? (Il sort donnant la main à la princesse. Tous le suivent.)

A partir de ce moment, l'histoire du faux Démétrius n'a plus de mystères, et j'ai déjà dit où l'on pourrait trouver la suite de ses aventures. Mes quinze jours de loisir étaient expirés, et je craignis de continuer ce drame, me rappelant le marquis de Mascarille, qui voulait mettre toute l'histoire romaine en madrigaux.

PROSPER MÉRIMÉE.

LA

LITTÉRATURE JAUNE.

II.

I. — LITTÉRATURE DE MŒURS ET MŒURS LITTÉRAIRES.

Les comédies patriotiques et satiriques de Dupré et l'opéra de Juste Chanlatte (1) ne nous ont fait connaître qu'un des moindres aspects du mouvement intellectuel d'Haïti; il nous reste à l'étudier dans ses trois autres manifestations, à commencer par la littérature de mœurs proprement dite. Cette littérature a de nombreux obstacles à vaincre pour se faire jour en Haïti, et le principal de tous, c'est la proximité et l'abondance même des matériaux qui lui sont offerts. Dans ce pénible travail de fusion qui met, depuis un demi-siècle, aux prises la minorité presque française des sang-mêlés avec la prépondérance numérique des Africains, et les réminiscences nègres de ceux-ci avec d'incessantes et naïves contrefaçons de la civilisation européenne, tout doit être excentrique et fortement accentué; mais, par cela seul que l'excentricité est ici la règle, le fait normal, elle frappe difficilement l'attention des écrivains qui vivent dans ce milieu, et surtout d'un public qui ne comprend pas de manière d'être différente de la sienne. Les perspectives morales, aussi bien que les autres, ne peuvent être embrassées que dans un certain lointain, et encore, pour bien saisir

(1) Voyez sur Chanlatte et Dupré la première partie de cette étude dans la *Revue* du 1er septembre.

chaque détail en particulier, faut-il que les détails ne soient pas trop nombreux. Un arbre arrête mieux le regard dans une lande que dans une forêt : les individualités typiques ne se détachent jamais mieux non plus que sur le fond terne et nivelé des sociétés vieillies. Si Dupré a nettement dessiné dans ses comédies certains ridicules nationaux, c'est que, contemporain de la domination française, il trouvait dans sa mémoire les oppositions morales propres à les faire ressortir. Soit instinct, soit calcul, le comique haïtien a même presque toujours soin de placer ces contrastes révélateurs sous les yeux de son public. Il y a quinze ou seize ans, quand le feuilleton essaya de reprendre le crayon satirique de Dupré, c'est encore aux mœurs européennes qu'il voulut demander des ombres. Malheureusement la plupart des écrivains de la nouvelle génération ne connaissaient la France que par ouï-dire, d'autres n'avaient pu en rapporter que quelques souvenirs de collége, de sorte que l'ombre manquait souvent de vérité. Exemple : dans un feuilleton, d'ailleurs très passablement écrit, où l'auteur a voulu mettre en présence la fashion française et la fashion haïtienne, une jeune fille du plus beau monde parisien arrive à Port-au-Prince, et cette belle demoiselle, non contente de débarquer en magnifique toilette de douairière, s'écrie à tout propos : « Ah! dame! oh! *c'te idée!* » absolument comme dans le monde des étudians et des grisettes. « Foi de gentilhomme! » riposte à certain endroit son interlocuteur haïtien, qui veut, lui aussi, se mettre à la hauteur des belles manières françaises.

Dans le champ si fécond et si accidenté des croyances africaines, la moisson semble, au premier abord, beaucoup plus facile; la minorité lettrée, qui ne les partage que peu ou point, se trouve en effet placée, pour les observer, dans les mêmes conditions de perspective que le serait un voyageur d'Europe; mais ici autre empêchement. Bienveillant, l'écrivain craindrait d'encourir le soupçon de crédulité et par suite les railleries de ses lecteurs; car les lettrés du pays se croient tenus d'afficher entre eux des allures d'esprit fort. Sceptique, l'écrivain s'exposerait à un danger beaucoup plus sérieux, celui d'être tôt ou tard dénoncé aux susceptibilités des vaudoux, des *ghions* et des *saints*. Aussi les rares attaques que le feuilleton s'est permises de ce côté se sont-elles presque toujours limitées aux superstitions bourgeoises, à celles qui ne se lient pas intimement aux rites africains, et encore fait-il patte de velours. Tel journal, le plus hardi cependant des journaux haïtiens, devra recourir, par exemple, aux précautions oratoires de l'apologue pour insinuer que le vieux fer à cheval cloué à la porte de presque toutes les boutiques de Port-au-Prince n'est pas un talisman infaillible. Un autre consacrera plusieurs colonnes à établir, avec le sérieux et la timide obstination qu'aurait mise un élève de Galilée à nier devant le saint-

office l'immobilité de la terre, qu'une lorgnette est un inoffensif instrument d'optique, et que les dames de Port-au-Prince ont tort de se croire déshabillées par le simple regard du curieux qui les lorgne au spectacle, à l'église ou dans la rue. — Il n'y a pas jusqu'au terrain neutre de l'amour qui ne soit hérissé de casse-cous pour le feuilleton. Si la classe lettrée, comme on l'a vu ailleurs, condamne déjà en principe les *placemens*, elle les autorise encore en fait et par son propre exemple, — d'où il suit que l'écrivain de mœurs qui oserait aborder librement la question serait placé dans l'alternative de violer de deux choses l'une : ou la bienséance théorique, ou la bienséance pratique; de manquer soit à lui-même, soit à son public.

Eh bien! ces obstacles (et j'en passe) ont été plus ou moins habilement surmontés. Il s'est trouvé çà et là quelques écrivains tout à la fois assez observateurs pour ne pas être offusqués par la multiplicité et par l'extrême voisinage des points de vue, — assez courageux pour braver le respect humain qui leur interdisait toute excursion amicale dans le domaine des idées nègres proprement dites, — assez adroits enfin pour ne pas éveiller les susceptibilités ou les scrupules qu'ils coudoyaient chemin faisant. C'est à deux anciens journaux de Port-au-Prince, *le Républicain* et *l'Union*, qui lui succéda, que revient principalement l'honneur de cette tentative. Les esquisses de mœurs qu'ils publiaient de loin en loin offriraient à une plume exercée, sinon des modèles, du moins des données d'une vérité précieuse. Dans leur préoccupation affichée de frayer les voies à une littérature exclusivement haïtienne (et sauf certaine inexpérience qui, faute de savoir trouver des équivalens français aux idiotismes et au fantasque décousu de l'expression créole, lui substitue trop souvent la phrase compassée des manuels de rhétorique), les auteurs de ces esquisses se sont bornés à copier, avec la froide exactitude d'un daguerréotype, les caractères et les incidens locaux qu'ils étudiaient. Si ce procédé est peu favorable à l'effet pittoresque, s'il laisse parfois au premier plan d'insignifians détails qu'un crayon artiste dédaignerait ou reléguerait dans l'ombre, il a l'incontestable mérite de n'en négliger aucun d'essentiel et surtout de n'admettre aucun trait d'emprunt. Ajoutons qu'en se condamnant systématiquement au rôle de copiste ou d'écho, en laissant ses personnages penser, parler et agir pour leur propre compte, l'auteur était dispensé de se prononcer sur les points scabreux et échappait ainsi aux alternatives embarrassantes dont nous venons de parler. Il ne fallait, par exemple, rien moins que ce parti-pris de vérité passive pour faire accepter dans les colonnes d'un journal (1), entre la reproduction d'un discours de M. de Lamartine et une annonce légale de notaire, les har-

(1) Dans *l'Union* du 10 mai 1838.

diesses de cette pastorale haïtienne; c'est une conversation que tiennent à la fontaine de jeunes villageoises des environs de Port-au-Prince :

« .... On prétend que Marie est sur le point de se *placer* avec Alexandre.

« Un rire général accueillit d'abord ces derniers mots.

« — Vous riez? répliqua la nouvelliste; certainement on rappelle Alexandre, qu'on avait éloigné; il arrive incessamment. Qu'en pensez-vous, Adèle?

« — Sur cette question, j'aurais, ce me semble, les mêmes réserves que nos mères. Cependant, s'il s'agissait de ma fille à moi; si, après mes remontrances et mes conseils, elle s'obstinait dans la même voie, si la passion la dominait, comme dans ce cas, par exemple, eh bien! je n'hésiterais pas entre les devoirs d'un chrétien et l'amour d'une mère, car certainement *mes entrailles me feraient mal à voir mon enfant souffrir, à la voir malheureuse et triste à mourir.* »

Donc (et ceci n'est que le commencement) ces ingénues de village se prononcent net pour le concubinage public. — Du moment, direz-vous, où Alexandre est aimé de Marie et où la famille de celle-ci consent à rappeler Alexandre, pourquoi, au lieu de les *placer*, ne pas les marier purement et simplement à l'église? A force de feuilleter (1) et le hasard aidant, j'ai trouvé plus haut (dans *l'Union* du 12 octobre 1837) le mot de l'énigme : Marie est la propre sœur d'Alexandre. Ces innocentes demoiselles philosophent tout bonnement sur l'inceste. Faites-en donc encore des tragédies!

La mère des deux amoureux éprouve bien quelques scrupules, mais juste ce qu'il en faut pour tenir l'intérêt suspendu et parce qu'il est de règle que les grands parens contrarient toujours un peu l'inclination des jeunes cœurs. Les scrupules maternels servent d'ailleurs à amener l'intervention du personnage traditionnel de tout roman villageois, du « bon curé » de la paroisse, et voici ce qu'en pense ce respectable curé. On va comprendre qu'ici encore je suis forcé de citer textuellement; c'est une conversation entre la mère et le frère des deux amans :

« .... — Enfin, qu'en penses-tu? Cet amour est par trop illégitime.

« — Pour vous répondre, ma mère, je rapporterai ici les paroles de l'excellent prêtre de notre commune : « Il faut, disait-il à une femme qui était venue solliciter son intervention dans une pareille situation, il faut tolérer *le moins possible* ces penchans, qui *quelquefois* peuvent être heureusement combattus; mais *généralement* leur progrès est si rapide, que, de leur naissance au plus haut degré de passion, il n'y a guère d'espace. *Or*, lorsque ces inclinations naturelles ont pris de profondes racines dans le cœur et qu'on ne peut les extirper qu'au préjudice de la vie de l'individu, la mère qui hésiterait encore, la mère qui, *aveuglée par sa religion*, ne reculerait point devant le sacrifice de la vie de son enfant à un précepte religieux, *précepte auquel l'on*

(1) Par un dernier scrupule du journal haïtien, et comme pour détourner l'attention du lecteur chatouilleux, l'histoire des amours d'Alexandre et de Marie ne se poursuit que par fragmens publiés à de longs intervalles et enchâssés, qui plus est, dans des sujets différens.

peut remédier par des dispenses et force pénitences, cette mère, dis-je, est cruelle, elle n'a point d'entrailles. *Dieu, dans sa colère, fera descendre sur elle* une longue suite de maux qui couvrira sa maison de deuil et de gémissemens! » Oui, voilà ce qu'a dit un bon prêtre dont l'autorité sacrée était heureusement intervenue entre le fanatisme d'une femme et l'amour d'une fille.

« — Et qu'a-t-elle fait, cette femme? demanda Bonite attendrie.

« — Elle s'est soumise, parce qu'elle avait senti toute la sagesse d'un pareil langage.

« — Quel que soit le prix, dit la mère, qu'on exigera de moi pour le bonheur de ma fille, je ne saurais trop chèrement l'acheter. Tu iras demain à la *Croix-des-Bouquets,* tu diras à ce prêtre que je vouerai toute ma vie à la pénitence, tu lui diras que j'accomplirai à la lettre sa volonté, qui est celle de Dieu, et que je paierai la dispense de toute ma fortune; mais j'exige de toi une chose : c'est de n'en rien dire à Marie jusqu'à l'expiration de quarante-huit heures.

« — Ma pauvre sœur! repartit Jean avec une joie mêlée de pleurs, et vous, ma mère.... ah! vous êtes bien digne! Maudit soit l'enfant qui n'aime point sa mère! Alexandre et Marie sont exemplaires par leur travail et l'aménité de leur caractère; aussi le bonheur les accompagnera-t-il partout. »

On pourrait soupçonner l'auteur d'avoir voulu accumuler ici, comme par gageure, les monstruosités et les invraisemblances; mais nous sommes encore une fois dans un monde à part, et, pour qui voudra bien se rappeler comment se recrute le clergé haïtien, la casuistique du « bon curé » ne pèche nullement contre la couleur locale. Le soin que prend l'auteur de préciser sans nécessité visible chaque date, chaque nom de personne et de lieu, prouve même, avec quelques autres indices, que son récit est plus que vraisemblable, et qu'il est rigoureusement, prosaïquement vrai. La vérité y règne si tyranniquement, qu'elle vient changer fort mal à propos le dénoûment naturel de ces excentriques amours. Dans les quarante-huit heures que la mère s'est réservées pour marchander d'avance auprès du vertueux curé le rachat de l'inceste, Marie, qui ne soupçonne pas ce complot de l'amour maternel, Marie est allée promener son désespoir dans les bois, et un vagabond qui la rencontre par hasard la viole et la tue. A l'idée que son enfant a quitté ce monde en emportant un mauvais souvenir d'elle, la mère se reproche en sanglotant sa résistance momentanée à un amour « légitime peut-être, » et demande pardon à la morte des angoisses que sa « misérable intolérance » lui a fait souffrir. Désespéré de n'avoir pu devenir le père de ses neveux, l'amant ne survit pas à l'amante; Paul va retrouver Virginie, et, dans ce nouveau deuil qui la frappe, la mère voit encore un châtiment providentiel de sa dureté. La morale vulgaire reprend d'ailleurs un moment ses droits par la bouche d'un curé du voisinage, « M. Paul Lory, » qui est venu assister aux funérailles, et qui adresse aux pères de famille, entre deux exor-

cismes du papa vaudoux, d'excellens conseils, dont voici malheureusement la conclusion : « Cette mort violente, cet assassinat imprévu, le doit-on au pur hasard, au désespoir? ou plutôt ne serait-ce point la récompense du crime? car si c'était là le prix de la vertu, mes frères, *j'y renoncerais, et vous y renonceriez tous*, etc. » — Dieu merci, ce brave curé ne vient pas, comme son confrère, prôner l'inceste et la simonie : il n'est que matérialiste.

Dans un autre récit du même journal et sous ce titre emprunté à la phrase favorite du principal personnage : *Comment peut-on être meilleur fils?* apparaît un type d'un réalisme plus brutal encore. Un paysan nègre néglige depuis long-temps, pour sa vieille mère infirme, ses ignames et ses bananes. Il ne se préoccupe pas, à la vérité, de pourvoir à la guérison de celle-ci; mais en revanche voilà un an qu'il a fait coudre son suaire, voilà un an qu'il s'est procuré « les cabris, les porcs, les poulets, les dindes » destinés au repas des funérailles, un an que (suivant l'usage du pays) il amasse une collecte pour les frais de l'enterrement, et, se jugeant surabondamment en règle avec ses devoirs de fils, il insinue, avec une jovialité mêlée d'humeur, à la pauvre vieille, qu'elle ne pourrait pas mieux reconnaître de si tendres soins qu'en quittant au plus tôt ce bas monde. La malheureuse mère le maudit. Prières et récriminations du fils, à qui cette malédiction ne cause pas moins d'étonnement que de terreur, car enfin « comment peut-on être meilleur fils? » Quel autre se mettrait plus soigneusement en mesure d'enterrer sa mère? « J'ai supporté, » ajoute-t-il dans l'amertume de son cœur filial aigri par tant d'ingratitude, « j'ai supporté bien des privations à cause de vous; tout autre, ma mère, moins religieux, vous eût laissée tranquillement couchée sur votre natte à crier miséricorde à Dieu, à tourner et retourner sans cesse vos jambes emmaillottées. Il eût peut-être mieux fait : *en guise* d'aller vous nicher comme une madone dans un bord de *sac à paille* (1) et mettre des pierres dans l'autre, il se serait muni d'une charge assortie d'ignames, de mirlitons, de bois-pin et d'huile. Au fait, qu'est-ce que je gagne à vous mener ainsi par les grands chemins? Tout le monde se prend à rire à vous voir assise avec peine dans votre voiture. Sur ma foi, on me tient pour un étrange marchand qui s'en va vendre la vieillesse en plein marché! » Dans le tumulte de la cavalcade qui revient du marché, la vieille est atteinte d'un vigoureux coup de bâton, et, au cri de douleur qu'elle jette, le fils se réveille dans la brute; — mais, s'apercevant que l'involontaire agresseur est une jolie fille, il prend presque parti contre sa mère, qu'il engage à dissimuler ses souffrances

(1) Double panier disposé sur des bêtes de somme de façon à ce que les deux parties se fassent réciproquement contre-poids. C'est le *cacolet* des muletières basques.

pour ne pas chagriner « la pauvre enfant. » Ce n'est qu'au cabaret, où il a mené le compagnon de la jeune fille pour cimenter la réconciliation, qu'il pense de nouveau aux souffrances de la « pauvre maman. » Sous l'influence croissante du tafia, il déploie à ce sujet, devant son compère, des trésors de tendresse filiale, pendant que l'infirme, abandonnée à la grace de Dieu sur les chemins, fait une chute mortelle. Le cri lointain de l'agonie qui arrive distinctement jusqu'au cabaret vient jeter son glaçon dans la béate chaleur de l'ivresse. — « Oh! pour cette fois, » dit le fils, qui, se trouvant bien à table, cherche à se démontrer à lui-même l'inutilité d'un dérangement, « pour cette fois, ce cri-là nous vient de trop loin. Je gage ma tête que ce n'est pas ma pauvre maman qui crie de la sorte... Ce cri-là annonce une poitrine autrement ferme que la sienne. » Et il s'endort sur ce raisonnement. Au réveil, ce même cri retentit cependant comme un glas de mort au fond de sa conscience, et passant, avec cette mobilité d'impressions qui caractérise le nègre, de l'indifférence bestiale à la tendresse, il se met à la recherche de sa mère, suppliant la Vierge et les saints de la lui faire retrouver saine et sauve. Comme il approche de sa maison, le bruit des chants et des danses funèbres lui annonce la vérité, et ses appréhensions filiales cèdent aussitôt à une autre crainte: c'est que le festin mortuaire commence sans lui. Il y prend place sans s'émouvoir des imprécations que soulève sa négligence parricide, et, pour se disculper vis-à-vis des assistans, pour prouver de nouveau à sa manière qu'on ne peut être meilleur fils, il célèbre, huit heures durant, la larme à l'œil, le verre et la fourchette en main, les vertus de la défunte. — On pourrait trouver chez nous un type approchant : celui du paysan qui plaint plus les remèdes à son père mourant qu'à son bœuf malade; mais le cumul sérieux et si sincèrement naïf de cette sordide dureté avec toutes les prodigalités que comporte aux colonies la religion de la famille, le contraste de ces impatiences parricides avec de sincères prétentions au sentiment filial, voilà qui est essentiellement nègre.

Les récits dont nous venons de parler sont anonymes. Deux contes (1) signés Ignace Nau nous font entrevoir ce monde étrange par des côtés moins pénibles et, disons-le, beaucoup moins exceptionnels. L'intervention constante du merveilleux dans la vie nègre, les pratiques tour à tour bienfaisantes et malfaisantes de la sorcellerie africaine, les baroques mélanges du rituel chrétien et du rituel congo, le tableau si animé de l'atelier colonial, la sournoise impassibilité du *samba* au milieu des bruyans transports d'hilarité et d'enthousiasme que provoquent

(1) *Un Épisode de la Révolution*, inséré dans *le Républicain*, et *Isalina, esquisse haïtienne*, publiée dans la *Revue des Colonies*.

ses improvisations, sont rendus par M. Ignace Nau avec un certain sentiment littéraire qui manque, il est vrai, d'initiative, qui ne sait pas pressentir et amener le trait pittoresque, mais qui le saisit assez bien au passage. Dans ses récits de sorcellerie nègre, l'auteur a de plus trouvé le diapason véritable, une bienveillance contenue qui sait constamment se tenir à égale distance des deux ridicules entre lesquels gravite l'écrivain de mœurs haïtien : l'affectation de scepticisme et l'affectation d'engouement. Il faut aussi lui savoir gré des efforts parfois heureux qu'il a faits pour conserver au dialogue sa physionomie créole.

Dans les scènes de mœurs bourgeoises, cette dernière condition est moins difficile à remplir, car ici les idiotismes locaux se rapprochent beaucoup plus, comme forme et comme fond, du langage écrit. Le feuilleton haïtien a même poussé assez loin sous ce rapport les hardiesses de la couleur locale. Telle élégante demoiselle y appelle, par exemple, son chapeau « mon *bibi,* » et répond à son élégant interlocuteur : « Par Dieu ! » ou « que diable ! » tout en rougissant par excès de timidité. Un galant marivaudage de salon, où l'auteur met fort spirituellement en scène ce mélange de laisser-aller virginal et de coquetterie audacieusement savante qui caractérise les très jeunes filles créoles, aboutit à ce dicton de cuisine : « Allons, la paix, monsieur ! Quoique ce soit un jour gras, faisons maigre de paroles. » De son côté, la fashion masculine jure et sacre à l'occasion en toutes lettres.

Le feuilleton s'égayait volontiers, il y a douze ou quinze ans, sur les contrefaçons européennes de ces demoiselles, dont la noire beauté. si piquante sous le madras, s'était malencontreusement affublée du *bibi,* c'est-à-dire du chapeau, sous ce prétexte assez déplacé que le chapeau protége mieux le teint contre les ardeurs du soleil. Il ne faisait pas non plus grace au dandysme peu éclairé de ces messieurs, qui, si j'en juge par quelques traits épars çà et là, croyaient sincèrement se mettre au dernier goût parisien de 1838 en cumulant, avec la passion échevelée de 1830, les oreilles de chien de 1810 et les graces sautillantes de 1780. A côté du camp français, c'était le camp anglais, où l'on ne se saluait que de la main en écorchant *how do you do,* et où d'économes *sportmen* affectaient de reporter sur leurs chevaux (un des luxes les moins dispendieux du pays) la part de préoccupation que la dureté des temps ne leur permettait pas d'accorder à leur chaussure. Il est un point où les deux dandysmes rivaux faisaient cause commune : c'est celui des prétentions gentilhommières, et la page d'annonces, cet irrécusable miroir de la manie régnante, nous l'apprendrait à défaut du feuilleton. Un industriel de Port-au-Prince, épicier et confiseur « sous la sanction, approbation et appui de toutes les hautes autorités, ambassadeurs, jurisconsultes, etc., » y recommande, par exemple, « à l'attention particulière des *gentilshommes,* » son « tabac à chiquer. »

Un autre s'adresse spécialement aux *gentlemen* pour leur offrir de remettre les vieux habits à neuf, « sans que l'ami le plus intime puisse reconnaître que ce sont des habits restaurés. » Voilà un épicier qui savait prendre les chalands par leur faible, et voilà un dégraisseur qui devrait écrire le roman de mœurs haïtien. — Les orgueilleux ou pudiques raffinemens de cette jeunesse dédorée s'alliaient du reste parfois avec des façons de galanterie qui sentaient moins la cour que la basse-cour. Aux jours de messe solennelle, son divertissement favori consistait, par exemple, à se ranger en haie épaisse sur le passage des dames de la ville de façon à les forcer de défiler une à une sous le feu croisé de ces agaceries rustiques :

« . . . . . Quels seins! disait-on à voix basse, mais assez élevée pour être entendue d'elle; quelle gorge ronde et ciselée! — Regardez ces pieds, ils sont souples et *potelets* comme la main d'un nouveau-né! — Ah! oui, c'est dommage qu'elle ait la bouche fendue d'une oreille à l'autre. — La bouche n'est pas mal, camarade; mais ce sont ces dents qui sont taillées et disposées comme les *marchepieds* d'un escalier disloqué par la vieillesse. Elle a des yeux de singe, etc. (1). »

Les diverses nuances d'orgueil, de joie rougissante, de colère, de bouderie qui se succèdent en pareil cas sur le visage de ces dames, leurs invisibles efforts pour garder l'aplomb d'une allure qu'elles étudient depuis quinze jours, les muettes luttes de préséance que se livrent à l'église les parures inédites; les livres de messe lus à rebours, les larmes de dépit qui percent des cils abaissés par une apparente dévotion; les évanouissemens et les crises de nerfs provoqués çà et là par le succès des rivales, combiné avec la pression excessive des corsets et l'abus des parfums irritans; la féroce sublimité d'égoïsme féminin avec laquelle les voisines forment le vide autour de la malade, plus préoccupées de mettre leur toilette à l'abri de ses convulsions que de la secourir, — tous ces microscopiques détails dont la vanité créole a fait de véritables drames entremêlés de triomphes et de sanglots sont reproduits, dans le feuilleton anonyme que je cite, par un pinceau peu expérimenté, mais dont l'incorrection ne manque pas de finesse et de grace. J'y découpe au hasard une silhouette où plus d'un colon septuagénaire reconnaîtrait encore, j'imagine, ces jaunes sirènes dont l'effrayante et large prunelle incendia jadis tant de sucreries :

(1) Ce spécimen des mœurs fashionables de 1840 était après tout un progrès sur le passé encore récent où les bals du beau monde haïtien avaient pour inévitable intermède des coups de canne ou de cravache. C'était un progrès plus marqué encore sur l'époque de Dessalines, où le colonel Germain Frère, favori de l'empereur,—voulant mettre en train de gaieté le futur président Pétion et sa « compagne, » M[lle] Joute, qui, dans une des orgies officielles dont le monarque égayait deux ou trois fois par semaine les matinées de Port-au-Prince, se tenaient tous deux à l'écart,—vint répandre sur la parure de celle-ci un verre de vin.

« ... Pourtant ces avides spectateurs trouvent quelquefois certaines jeunes commères dont le front et l'insouciance inconcevables font baisser leurs regards hardis et effrontés. Celles-ci, une fois jetées dans ce défilé vivant, où des milliers de regards plus ardens que des boulets rouges sont dirigés contre elles, s'arrêtent un instant, croisent leurs deux mains sur *le poignet* de l'ombrelle que leur marche lente et mesurée fait balancer comme qui dirait le poids d'une pendule; puis, pinçant leurs lèvres et fronçant leurs sourcils, elles serrent le pas et se dandinent lentement comme un vieux tambour-major rompu au métier. Leurs mantelets garnis et transparens flottent librement comme pour narguer les spectateurs; *leurs* ailes fines et dentelées passent légèrement sur *leurs* visages ou s'accrochent parfois à quelques jabots plissés et raidis d'amidon.... Alors le sein se découvre tout entier, — il est *bondissant* comme la gorge d'un pigeon; le cou étale des colliers de perles précieuses dont l'agrafe est un cœur percé d'une flèche empoisonnée. A travers les fines mailles des gants blancs, on peut compter jusqu'à dix ou douze bagues, conquêtes de l'amour. Leurs anneaux à cheveux, à part l'idée affligeante que chaque brin appartient à des têtes différentes, sont d'un travail exquis et tranchent délicieusement avec des oreilles fines et veloutées. Rompus par des études soutenues, les nerfs de ces habiles praticiennes sont devenus plus élastiques que la gomme elle-même, et le corps par conséquent obéit merveilleusement à leur impulsion. Leurs regards fixes ne se reposent sur nul objet. A ces ondulations de corps et de hanches, les spectateurs ébahis reculent, baissent les yeux ou toisent obliquement les belles dédaigneuses, dont les mille contorsions clouent la langue des médisans à leurs palais *amers*. »

A l'heure qu'il est, la politesse est mieux comprise dans le beau monde de Port-au-Prince. Outre que les emprisonnemens, les bannissemens, les fusillades, ont singulièrement éclairci cette impertinente haie de curieux, — les grandes dames du jour trouveraient dans la considération dont jouissent leurs dangereux époux, et au besoin dans leur propre poignet fortifié par les salutaires exercices de la vie des champs et des halles, un porte-respect suffisant. Quant aux nouveaux gentilshommes, — des gentilshommes pour tout de bon cette fois, — ils se prennent assez au sérieux (1) pour donner l'exemple du savoir-vivre à ceux des bourgeois qu'ils ont bien voulu laisser vivre. Tels ivrognes du Morne-à-Tuf (2), qui poussaient naguère le culte de l'égalité démocratique jusqu'à forcer à coups de poing l'entrée des salons mulâtres, n'ont plus maintenant à la bouche que les cérémonieuses appellations de *baron* et de *baronne*, soit qu'ils daignent promener leur affabilité plus ou moins désintéressée dans les boutiques et les cabarets de la ville, soit que, négligemment accroupis sur leur porte, ils échangent les nouvelles de la cour en se grattant la plante des pieds.

(1) Ils tiennent beaucoup plus à leur titre nobiliaire qu'au grade qui le leur a conféré. Saluer, par exemple, un commandant nègre par son titre de commandant, c'est s'exposer presque à coup sûr à cette verte réplique : « Moi pas commandant, moi baron! »

(2) Autrefois le faubourg Saint-Marceau de Port-au-Prince, et par conséquent le faubourg Saint-Germain d'aujourd'hui.

Il y a tel dignitaire qui, pour mieux constater son droit au respect des autres, pousse la précaution jusqu'à s'accorder à lui-même les marques du plus profond respect. L'un d'eux, par exemple, Hilaire Cayemitte, duc de la Grande-Anse, dans son rapport officiel (1) sur la cérémonie de la proclamation de l'empire à Jérémie, où il commandait, ne parle qu'à la troisième personne de son propre individu, qu'il a soin d'appeler à chaque ligne : « Sa grace monseigneur le duc, » et à qui il prodigue ces sincères coups d'encensoir : « ... Sa grace monseigneur le duc, par une voix haute et éclatante, a ensuite prononcé une *courte et sublime* allocution qui a fait *tressaillir d'enthousiasme* tous les assistans, en terminant par ces paroles *pleines de véhémence :* « Je jure de mourir « l'épée à la main pour maintenir les droits de l'empire!... Vive la li- « berté! vive l'égalité! vive l'impératrice, et vive à jamais l'empe- « reur (2)! » — Ce n'est pas mal pour un début, surtout si l'on songe que le peuple du sud-ouest avait été élevé dans une sainte horreur des formes courtisanesques, et que la tradition du fastueux cérémonial de Christophe était perdue jusque dans le nord. Au retour de l'empire, il en restait si peu de traces, même parmi les dignitaires survivans de l'aristocratie du Cap, que, pour recomposer un code d'étiquette, il fallut faire appel aux souvenirs d'un nommé Jean-Baptiste Fauresse, jadis garçon de peine chez l'orfévre du roi, et qui, en cette qualité, avait eu souvent l'occasion de porter des paquets à la cour. Fauresse retrouva et se borna à copier, sauf quelques indispensables variantes, le règlement de Christophe, mélange assez compliqué du cérémonial de la cour de Versailles et de celui de la cour de Saint-James. A Saint-James comme à Versailles, on n'avait naturellement pas jugé nécessaire de consigner qu'un duc doit éviter de sortir pieds nus, ou qu'un baron déroge en montrant certaine partie de sa personne au public, et c'est ce qui explique, soit dit en passant, pourquoi tant de dignité dans les sentimens s'allie encore ici à tant de sans-façon dans la tenue. Le Dangeau de la nouvelle cour, devenu à cette occasion M. le baron de Jean-Baptiste Fauresse, donne tout le premier l'exemple d'un regrettable laisser-aller. Les personnes qui ont affaire à l'auguste Adelina, à laquelle il est attaché comme secrétaire des commandemens, le trouvent, aux heures les plus solennelles, couché sur le ventre, négligemment coiffé d'un madras, en manches de chemise et sans souliers. — La littérature de mœurs trouverait en somme là autant et plus à récolter que dans le beau monde du régime mulâtre; mais elle n'abor-

(1) *Moniteur haïtien* du 20 octobre 1849.

(2) Certains orateurs s'épargnent encore moins. L'un d'eux, faisant au corps législatif une motion contre le trafic du dimanche, débute ainsi : « Pour la dignité et la sainte cause de l'empire, l'heureuse idée des vertus dont je suis inspiré m'imposait l'obligation de présenter à la chambre une proposition dont le but me fait honneur parmi les citoyens animés de patriotisme et de moralité. » (*Moniteur haïtien* du 11 mai 1850.)

dera pas de long-temps, et pour cause, ce périlleux chapitre. On aurait mauvaise grace à rire en sachant d'avance qu'on ne rira pas le dernier.

Un autre terrain, beaucoup moins dangereux parce qu'il n'est pas le domaine exclusif de la nouvelle aristocratie nègre, s'offre, à défaut de celui-là, à l'observation comique : nous voulons parler de la manie oratoire. *L'Union* s'en est encore emparée dans une boutade où est crayonné avec assez d'*humour* le type essentiellement local de l'ami spéculant sur la maladie de ses amis pour placer une oraison funèbre inédite. Souvent le contraire a lieu, et c'est le mort qui prend au dépourvu l'orateur; mais celui-ci n'en a pas le démenti, car, plusieurs mois et même des années après, apparaît dans les journaux le « *discours* qui *aurait dû être* prononcé par le citoyen N. sur la tombe de N. » Si la grammaire et le sens commun ont beaucoup à souffrir de ces débordemens d'éloquence sépulcrale, où le vocabulaire chrétien, le vocabulaire maçonnique et le vocabulaire mythologique s'enchevêtrent dans des phrases d'une lieue, — l'humanité y trouve en revanche son compte. Les morts ont sauvé plus d'un vivant; lors des massacres de 1848, plus d'un mulâtre dut principalement la vie à ce que les puissans du jour avaient eu ou comptaient avoir l'occasion d'utiliser ses connaissances calligraphiques pour donner à leurs oraisons funèbres l'orgueilleux accompagnement du « papier-parlé. » L'orateur nègre met en effet son point d'honneur à simuler la lecture, comme l'orateur blanc à simuler l'improvisation. Les plus raffinés ajoutent au luxe du « papier-parlé » celui des citations latines dont leur auditoire est grand amateur. Voici un échantillon du genre; c'est le début d'un discours prononcé en chaire par un nommé Louis Daphnet lors du service solennel célébré, en 1831, à Jérémie, à l'occasion de la mort de l'abbé Grégoire :

« *Quidquid* disait : l'abbé Grégoire *mortuus est?*.... Non, frères et amis, l'abbé Grégoire n'est pas mort, *non mortuus est*. Il s'est seulement envolé sur les ailes séraphiques des chérubins vers l'Élysée où les philanthropes reposent dans le sein du grand architecte, etc. »

Ce *quidquid* et ce *mortuus est* avaient laissé de si profondes traces dans l'admiration populaire, qu'après les événemens d'avril 1848 Soulouque, qui la partageait, s'empressa d'appeler l'orateur à la rédaction en chef du *Moniteur haïtien*. A peine installé, Louis Daphnet alla mystérieusement annoncer de porte en porte qu'il était temps de réformer le journalisme jusque-là dévoyé par ces « petits mulâtres, » et, pour première réforme, il suspendit le *Moniteur* pendant trois mois, au bout desquels il mit au jour cette monstruosité caractéristique (1).

(1) *Moniteur haïtien* du 8 juillet 1848.

« Le pays ayant fait époque, nous avions cru devoir innover dans le journalisme officiel et faire entendre au monde l'expression sacramen*tale* d'un nouvel organe du peuple.

« Nous avons donc présenté en manuscrit le prospectus d'une feuille qui emprunte de nos jours les élémens de sa force, le principe de son existence à venir et le relief de son caractère moral et politique.

« Ce programme, qui fut en son genre honoré de quelques accueils, nous laissait la perspective d'une masse homogène qui comprend déjà sa position dans les intérêts généraux du pays; mais voilà qu'une observation nous arrête par rapport à la matière et nous conseille de reprendre *pur et simplement* le *Moniteur* dans ses anciens erremens, jusqu'à de nouvelles approbations sur des idées qu'ont émises les circonstances... Cet avis n'étant que dilatoire au projet et les actes du gouvernement devant être en effet publiés, nous nous y déférons avec d'autant plus d'espérances, que nous ne renoncerons pas à ce tableau vivant et perpétuel des vérités qu'il faudra bien gravir pour rassurer à chacun le sentiment de son devoir, la conscience de ses actes et les avantages qui en dérivent. »

C'était pour le coup trop fort, et Soulouque, qui, dans le fond de son cœur, tenait encore énormément à la considération de la classe lettrée, et qui ne venait même de la fusiller que par excès d'estime, parce qu'il croyait avoir à redouter ses dédains, Soulouque se débarrassa au plus vite de son rédacteur en chef en l'envoyant à la cour de cassation, dont il est aujourd'hui le plus bel ornement. Le *Moniteur haïtien* est resté confié depuis à un simple idéologue, M. Thomas Madiou, écrivain de talent déjà connu de nos lecteurs et dont la pruderie grammaticale doit être d'ailleurs soumise à d'assez rudes épreuves. Vu la pénurie de journaux qu'ont occasionnée les bannissemens et les fusillades (1), le *Moniteur* est, en effet, devenu le principal réservoir de l'éloquence funèbre des comtes et des ducs de la nouvelle cour, et comme il serait plus qu'imprudent à M. Madiou de vouloir imposer des corrections à ces formidables collaborateurs (2), certaines colonnes du journal offi-

(1) Il n'en reste plus, avec le *Moniteur*, que deux autres : la *Revue des Tribunaux*, qui paraît quand elle peut, et la *Feuille de Commerce*, fondée par cet ex-sénateur Courtois que le sénat, sous la pression des baïonnettes de Soulouque (voir la *Revue* du 15 décembre 1850), condamna à trois mois de prison pour avoir blâmé les menaces de massacre et de pillage lancées contre la bourgeoisie par le favori d'alors, Similien, et dont Soulouque voulait à toute force *commuer* l'emprisonnement en peine de mort. L'imperturbable *Feuille de Commerce* n'en a pas moins conservé son épigraphe, dont la facture est aussi audacieuse que l'à-propos :

L'arbitraire est de toute impossibilité,
Tant qu'il existera libre publicité.

(2) Faustin I[er] ne pousse pas aussi loin l'amour-propre d'auteur. M. Madiou, qui cumule, avec la direction du *Moniteur*, le titre de *rédacteur des actes du gouvernement*, est ostensiblement chargé de développer et d'embellir les nombreuses harangues que le journal officiel met dans la bouche de Soulouque, dont les tentatives oratoires sont rarement allées au-delà de ces nobles, mais courtes paroles : « Moi, trop content; vive la liberté! vive l'égalité! vive l'empire! » Dans les épanchemens semi-officiels, semi-in-

ciel semblent encore rédigées par le panégyriste de l'abbé Grégoire. Les cinq ou six fêtes civiques que chôme annuellement Haïti, et notamment la fête de l'agriculture (1), sont, après les enterremens, la principale source de ce flux de rhétorique nègre (2) et des tribulations du journaliste officiel. Les curés plus ou moins authentiques du pays prennent eux-mêmes part à cet assaut de publicité, et la comparaison ne nuit pas autant qu'on pourrait le croire à leurs nobles et prolixes concurrens. Je lis entre autres tel sermon dont l'auteur consacre à l'éternité deux ou trois phrases qui en sont la trop sensible image, car elles n'ont ni commencement ni fin. Le panégyrique de « l'illustrissime empereur » et de son « excellente épouse » est le mot de passe par lequel ces excentriques curés forcent l'entrée du *Moniteur*. Ils y épuisent dans l'espace de quelques lignes les formules les plus disparates du cérémonial, depuis l'*honorable* Faustin jusqu'à l'*auguste* Faustin en passant par le *glorieux et invincible* Faustin. Ils parlent aussi quelquefois de Dieu, qu'ils appellent par bienséance l'*Être suprême* ou le *sublime architecte* (3). — Encore une bonne page qu'offrent là les mœurs littéraires à la littérature de mœurs!

Naguère florissait une autre variété d'éloquence officielle, celle des pompeux bulletins dont les quelques centaines de généraux chargés de traquer les quelques douzaines de communistes du parti Acaau se croyaient en conscience obligés de doter l'histoire. Vu le nombre des concurrens, les victoires et conquêtes de ces bulletins se réduisent

times de ses jours d'audience, sa majesté trouve des formules aussi concises, mais beaucoup plus imprévues. Pour donner, par exemple, à quelqu'un un témoignage tout particulier d'estime, elle lui dira à brûle-pourpoint : « Vous êtes plus grand qu'Annibal! »

(1) A l'occasion de cette fête, la principale autorité de l'arrondissement monte sur l'autel de la patrie pour raconter à la foule enthousiaste comme quoi un ancien empereur de Chine labourait un champ de ses propres mains; puis on couronne de fleurs artificielles les lauréats du travail, qui vont naïvement s'enivrer en l'honneur de l'empereur de Chine. La chose est, bien entendu, aussi artificielle que le symbole, et la banane, qui ne coûte au cultivateur que la peine de la laisser mûrir, continue de tenir le premier rang dans ce concours officiel de végétaux.

(2) Un général de division (je choisis presque au hasard) dit, par exemple, à l'occasion de l'anniversaire de l'indépendance :

« Mes concitoyens, avant l'époque de notre position actuelle, mille opinions d'inquiétudes s'encombraient dans tous les cœurs par l'absence de garanties civiles et politiques qui sont naturellement la sûreté des sociétés; et dès que nous nous sommes trouvés dans l'état présent, ces embarras ont disparu tels que les gouffres de nuages qui enveloppent le ciel pendant un temps obscur, et qui se dissipent aux premiers éclats du feu céleste dont les rayons dorés s'étendent dans les appartemens de l'immense voûte de l'univers, etc. » Un général de brigade s'élève de son côté à ces apocalyptiques hauteurs : « Haïti, jadis courbée sous le joug de ses oppresseurs, le front abattu comme ces roseaux des marais, rêvait à cette indépendance et cette liberté qu'elle ne faisait qu'entrevoir. Relevée de son insomnie, *saisissant la trame sanglante et de ses valeureux fils la triple énergie*, elle rompit ses fers, etc. »

(3) La plupart des curés du pays sont francs-maçons.

d'ordinaire à un homme blessé, à une vache enlevée, à « la prise des papiers et du gilet de Petit-Jean (un des chefs d'insurgés); » mais la modestie du sujet y est rachetée par la pittoresque exactitude des détails. Ces généraux ne font grace d'aucune de leurs impressions de voyage. Voici ce qu'écrit, par exemple, l'adjudant-général Jeanbart, tout en s'excusant sur l'excès de ses occupations de ne pas envoyer un rapport plus détaillé. Qu'on nous pardonne encore cette citation qui, comme échantillon de prolixité guerrière et comme physiologie de cette guerre, rentre doublement dans la littérature de mœurs (1):

« Je suis parti d'ici avant-hier, à quatre heures du matin, passant par Lamonge, pour me rendre au camp Proux par un chemin *impraticable*. Je fus forcé de faire trois lieues à pied; *aussi j'ai les cuisses meurtries*... Là étant, nous avons pris un repos de deux heures, pendant lesquelles l'ennemi n'a cessé de manœuvrer et de nous invectiver de sottises en dénonçant tous les personnages; ce qu'il y a de plus étonnant, c'est que les officiers du 15e ont été personnifiés comme moi. Après quoi, j'ai marché sur le rempart fait avec embrasure; arrivé à une distance qui laissait entre nous quarante pas environ, je n'avais aucun moyen d'attaquer qu'un défilé. J'ai fait tout ce qui *avait* dépendu de moi pour trouver un autre *issus* pour placer le 17e, afin de donner dans deux endroits; mais, vains efforts! c'est alors que M. John Boulard m'a *compté mon chapelet en sottises*. (Ne voulant pas se commettre plus longtemps avec des gens si mal appris, le valeureux adjudant-général se décide à battre en retraite sans coup férir.) Cette manœuvre, ajoute-t-il fièrement, cette manœuvre, pratiquée *pour le salut de ma colonne*, faisait la *terreur de l'ennemi*... J'ai été *me coucher* à Boutellier, et dès-lors j'ai commencé à organiser les choses, et je suis venu *me coucher* ici, etc. »

Suivent de longs détails tout aussi héroïques. Un dédaigneux post-scriptum nous apprend enfin que, tandis que l'adjudant Jeanbart oubliait dans les bras du sommeil la meurtrissure de ses cuisses et « le chapelet de sottises » qu'on lui avait « compté, » le poste qu'il était chargé de défendre a été pris, *sans tirer un coup de fusil*, par l'irrévérencieux John Boulard.

Cette époque si féconde en graine d'épinard et dont les créations surchargent tellement encore les cadres de l'état-major, que Soulouque, pourtant bien accommodant sur l'article, s'écriait naguère en apprenant qu'une épidémie survenue dans je ne sais quelle garnison du sud sévissait particulièrement sur les officiers : « C'est bon Dieu qui a pitié de nous! » — cette époque, dis-je, a eu son écrivain satirique dans l'avocat Mullery, l'auteur du pamphlet rimé (2) qui contribua à la chute d'Hérard. L'effroyable curée d'emplois où se rua le puritanisme vainqueur, la levée en masse servant de conclusion au programme de la réduction de l'armée, la dictature, premier et dernier mot de ces

(1) *Moniteur haïtien* du 18 juillet 1846.
(2) Voyez, dans la *Revue* du 15 mai dernier, *la Littérature nègre*.

mêmes hommes qui venaient de renverser le gouvernement personnel, toutes ces mille palinodies, ces perpétuelles oppositions de principes et de faits qui sont en quelque sorte la fatalité des révolutions démocratiques, ont été relevées par M. Mullery dans une série de dialogues où le bon sel ne se fait pas trop chercher. Je n'y pourrais malheureusement faire saisir le demi-mot et l'allusion qu'en les expliquant, c'est-à-dire en les alourdissant. Ce n'est là que la moindre spécialité satirique de M. Mullery : son journal, la *Revue des Tribunaux*, a pour thème de prédilection les âneries judiciaires et les *lapsus* de dignité où tombe de temps à autre la « Thémis famélique » d'Haïti. Thémis envoie assez souvent en prison M. Mullery, qui, à peine relâché, se hâte de rattraper le temps perdu, et qui n'attend même pas toujours sa mise en liberté pour recommencer de plus belle, car on lui passe beaucoup. Le secret de cette tolérance, c'est que le journal de M. Mullery est presque exclusivement consacré aux procès de M. Mullery, procès qu'il perd neuf fois sur dix, ce qui a l'avantage de prolonger indéfiniment pour lui le privilége de mauvaise humeur accordé par l'usage au plaideur malheureux. Quoiqu'elle ne se gêne pas avec les mots, la *Revue des Tribunaux* recourt aussi parfois à l'allusion hiéroglyphique. Un œil grand ouvert, placé en vignette au-dessous de l'exposé de telle affaire non encore jugée, y avertit, par exemple, les juges qu'ils n'ont qu'à marcher droit. D'autres vignettes, figurant une balance, y commentent les jugemens rendus. Si par hasard M. Mullery n'a pas à se plaindre de l'arrêt, la balance est en parfait équilibre; s'il n'est qu'à demi satisfait, le fléau dévie plus ou moins de l'horizontale, et si enfin M. Mullery ou ses cliens sont condamnés en dernier ressort, les plateaux apparaissent sens dessus dessous. Cette constante préoccupation de l'intérêt ou des rancunes de son rédacteur donne aux plus sérieux comptes rendus de la *Revue des Tribunaux* une verve de commérage fort amusante, et qui sème çà et là par douzaines, sans chercher ni trier, sans la moindre préoccupation d'effet, les croquis et les pochades grotesques. Nous sommes, par exemple, à l'épisode le plus solennel, au moment décisif d'un procès en conspiration :

« ..... Ici des juges dorment sur leur siége, là des défenseurs dorment au barreau; d'un côté, des accusés dorment sur la sellette; de l'autre côté, les greffiers, exténués de fatigue, s'assoupissent sur leur bureau; partout les factionnaires dorment l'arme au bras; mais le président fait preuve d'une force extraordinaire; lui seul, toujours agissant, avait pu maîtriser le sommeil; il avait un surcroît d'attributions, c'était de réveiller de temps en temps les juges dormans. Le vice-président et l'accusateur militaire ne font que céder parfois à un faible assoupissement; des officiers de service, faisant la ronde à tour de rôle, surprennent et réveillent à coups de plat de sabre les sentinelles dormantes..... »

Une autre fois ce n'est plus le sommeil, c'est le tambourin d'une

procession vaudoux qui vient suspendre l'audience en retenant le président du jury dans la rue et en attirant précipitamment la cour aux fenêtres. Les adversaires, ainsi que les avocats, les avoués, les huissiers des adversaires de M. Mullery, ne sont pas, bien entendu, plus ménagés par la *Revue des Tribunaux* que les juges qui condamnent M. Mullery, et ils ont d'autant plus à redouter la lutte, que celui-ci a bec et ongles dans l'acception la plus littérale du mot, témoin ce *fait divers* d'un autre journal haïtien (1); c'est bien encore là, si je ne me trompe, de la littérature de mœurs :

« ..... Le citoyen Mullery se croyant en foire, quand bien certainement il était dans l'enceinte du palais de justice, sans avoir égard au *respect* qu'on doit à ce local et à un officier ministériel dans l'exercice de ses fonctions, pénétra dans le banc même de son adversaire, écartant, par une poussée, M[e] Saint-Amand, qui se trouvait sur son passage, et jusque sous le nez de l'officier ministériel, lui cracha à la face le mot *polisson*, qui lui valut un coup de code à la figure.

« Il y eut alors quelque chose de vraiment féroce.

« Le citoyen Mullery saisit son adversaire au collet, l'attira à lui, et, faisant usage des armes du tigre et autres carnivores, le happa avidement au visage, le traîna à la remorque dans cette douloureuse position tout autour du banc, tint furieusement bon, et ne lâcha sa proie que quand la chair, enlevée par ses dents, ne leur opposait plus la moindre résistance.

« A voir, d'un côté, M[e] Richet blême, malade, baigné de sang, ayant un lambeau de chair de la largeur d'une gourde pantelante sur la joue, et, de l'autre, le citoyen Mullery la bouche écumante de boue et de sang, l'on *affirme* qu'ils faisaient l'effet, l'un d'un homme échappé à la fureur de quelque bête féroce, l'autre d'un *cannibal*, d'un anthropophage, d'un chien enragé. Jusqu'à ce moment, on voit empreint sur le banc où était M[e] Richet un morceau de chair humaine au milieu de nombreuses taches de sang.

« Malgré la double atteinte que ce fait portait au *respect* dû au tribunal et à un officier ministériel dans l'exercice de ses fonctions, doyen, juges, ont froidement assisté au dénoûment de ce massacre sans faire la plus légère réquisition contre le délinquant, etc. »

A la fin cependant, le soldat de garde est requis d'arrêter M. Mullery; mais ce militaire juge prudent d'imiter la réserve des magistrats et livre respectueusement passage au vainqueur de M[e] Richet.

En résumé ce ne sont pas les élémens, on le voit, qui manquent au futur roman de mœurs haïtien. Ce qui lui manque, c'est le public. Un livre de cette nature ne trouverait certainement pas à s'adresser, dans notre ancienne colonie, à plus de trois ou quatre cents lecteurs, et, roman pour roman, ceux-ci préféreraient acheter les nôtres, qui joignent à une supériorité de forme bien explicable la recommandation capitale pour le pays d'une consécration européenne. Les quelques essais de ce genre qu'ont faits les écrivains de Port-au-Prince n'ont

(1) *Le Manifeste* du 18 juillet 1841.

donc eu jusqu'ici pour refuge que les journaux de l'endroit, et l'insuffisante périodicité de ces feuilles, la courte existence de la plupart (1), interdisaient toute œuvre de longue haleine. Le théâtre, qui substitue aux lecteurs la catégorie beaucoup plus nombreuse des auditeurs, le théâtre est, encore une fois, le véritable débouché local de la littérature de mœurs haïtienne. On verra cependant plus loin par quelle autre transformation elle pourrait s'ouvrir, dès à présent, la publicité moins éphémère du livre et redemander sous cette nouvelle forme à la France elle-même l'appoint de lecteurs que lui enlève la concurrence des livres français.

II. — LES POÈTES.

Toutes les prétentions et tous les instincts littéraires sans débouché ont une tendance bien naturelle à se réfugier dans la poésie, qui les condense sous la forme à la fois la plus attrayante pour la vanité de l'écrivain et la plus commode pour la publicité soit écrite, soit orale. Aussi Haïti fourmille-t-il de poètes que lit et qu'applaudit, — à charge de revanche, — un public de poètes; car, parmi les Haïtiens lettrés, il en est bien peu qui n'aient fait quelque excursion plus ou moins audacieuse dans le champ de la prosodie. Cette société d'admiration mutuelle est venue remplacer fort à propos pour les rimeurs du crû un genre de stimulant qui fait complétement défaut ici : je veux parler des lectrices, dont tout poète avouera, en s'interrogeant bien, qu'il se préoccupe un peu plus que des lecteurs. L'instruction des Haïtiennes est si généralement et si complétement négligée, que tout ce qui s'élève au-dessus du terre-à-terre des commérages créoles est pour elles lettre close. Ajoutons que le commerce de détail, qui est, en Haïti, l'unique moyen d'existence de la bourgeoisie, y roule exclusivement sur les femmes, de sorte que le beau sexe, qui accapare souvent ailleurs toute la poésie du ménage, n'y représente ici que le côté aride et affairé. Pour ces dames trop positives, — bien que littéraires à leur façon, car elles cultivent le *carabinier* (2), — le plus enthousiaste imitateur des *Méditations* ou des *Orientales* n'est, en un mot, qu'une manière de grand fainéant, que l'abus du « papier parlé » et le manque de gaieté, la rareté du mot pour rire, distinguent seuls, non à son avantage, du *samba* vagabond qui fait la joie et l'orgueil des *tonnelles* (3). L'un d'eux (M. Ignace Nau) se lève une nuit, en sursaut, du lit conju-

(1) De 1812 à 1842, vingt journaux ont successivement paru en Haïti, les uns hebdomadaires, les autres bis-hebdomadaires, mensuels et parfois bi-mensuels. Ces journaux mouraient, non pas précisément faute d'abonnés, mais parce que les abonnés, ce qui revient à peu près au même, ne payaient que peu ou point.

(2) Voyez la *Revue* du 15 mai dernier.

(3) Espèces de guinguettes.

gal en s'écriant : « Je le tiens! — Qui donc? demande avec inquiétude sa moitié. — Ce vers qui me manquait! — *Ver là ba-nous bananes.* — Ce vers-là nous donnera-t-il des bananes (1)? » dit la plaintive épouse en se rendormant. Les bananes, et rien que les bananes (car l'universelle stagnation des affaires ne permet guère ici de viser au-delà), voilà, en effet, le cri de l'esclave qui vient relancer au milieu de leurs triomphes rêvés les vocations poétiques du pays. Il y en a peu qui tiennent ferme jusqu'au bout. Usés et ennuyés par cette inféconde lutte de tous les jours avec les préoccupations d'une vie besoigneuse, auxquelles ne font contre-poids ni ces jouissances intellectuelles que tout centre de civilisation offre au pauvre comme au riche, ni les encouragemens de la renommée qui se distribuent trop loin d'eux, la plupart des poètes haïtiens finissent par abandonner la bouteille à l'encre pour la bouteille de tafia, et ils y trouvent souvent, hélas! leurs meilleurs poèmes, — séduisans poèmes, où les casse-cous de la raison et de la rime ne viennent plus gêner le galop de l'imagination :

Imagination, mon agile cavale,
Quel beau soleil à l'horizon!
Viens, mon amour, partons pour nos kiosques d'opale :
Il fait si triste à la maison!

Vers la fraiche oasis de mes jeunes années
Dirige ton rapide essor :
Quoi! plus d'arbres ni d'eau! rien que des fleurs fanées!
Mais leur parfum m'enivre encor.

Et voilà, par parenthèse, un poète qui n'en est certainement pas encore à la période du tafia. Puisse-t-il, quel qu'il soit (la pièce est simplement signée *un Haïtien*), puisse-t-il en éloigner long-temps son verre! Il boit l'inspiration à la bonne source. Je ne sais, en effet, si je me fais illusion et si, au sortir de ce champ d'orties et de citrouilles où j'ai pris la liberté de promener le lecteur, la moindre fleur s'embellit à mes yeux du contraste; mais il y a dans cette poésie, à défaut de véritable originalité, je ne sais quelle grace à la fois pimpante et rêveuse qui ne me semble pas d'un imitateur vulgaire, et nous ne croyons pas nous réfuter en citant encore les dernières stances de la pièce :

. . . .
Rèves de ma jeunesse, adieu!

Adieu, ciel où brillaient tant d'étoiles aimées,
Mer bleue où tremblaient leurs rayons;

(1) *Banane* s'emploie aux îles dans le sens proverbial de *pain*. Les nègres disent de quelqu'un de connaissance dont ils apprennent ou annoncent la mort : *Pauvre diable! li quitté bananes!*

Brises aux doux soupirs, fraîches et parfumées
D'espérance et d'illusions.

Enchantemens divins qui d'une aile légère
Fuyez pour ne plus revenir,
Ah! ceux que vous quittez devraient dans leur misère
Perdre au moins votre souvenir.

Imagination, mon agile cavale,
Ce beau soleil à l'horizon
Éclaire les débris de nos kiosques d'opale :
Allons gémir à la maison.

Il y a certes loin de ces vers aux bucoliques jeannoteries du librettiste de Christophe; il y a juste la distance qui sépare, chez nous, la poésie de 1840 de la poésie de 1800. Toutes les évolutions accomplies dans cette période par l'école française ont été en effet rigoureusement suivies par les poètes haïtiens, — à bien des pas en arrière, s'entend, mais point si en arrière qu'on pourrait le supposer. Si l'opéra de Chanlatte n'est presque partout que la sérieuse et confiante parodie des plus célèbres naïvetés de nos livrets, on y rencontre pourtant çà et là un ou deux morceaux qui ne valent ni plus ni moins, en somme, que les nombreux couplets taillés chez nous sur le patron de *Partant pour la Syrie* ou de *Vive Henri IV*. J'ai eu l'occasion de citer une épigramme de Dupré que des littératures arrêtées ne désavoueraient pas; — ôtez encore à ses hymnes patriotiques certaines chevilles, certains lieux communs qui s'en seraient détachés d'eux-mêmes au premier frottement de la critique, et vous aurez aussi bien, souvent mieux, qu'aucune des chansons contemporaines qui aient jamais engraissé « les champs » du sang des « tyrans. » La première classe de l'Institut a avancé le fauteuil à des fabulistes qui auraient assurément signé quelques-unes des trop nombreuses productions que Milscent confiait à son recueil — *l'Abeille haïtienne*. Ce qu'on remarque surtout dans ses fables, c'est une certaine élégance sobre, aisée et correcte qu'on ne s'attendrait guère à trouver au milieu des pousses enchevêtrées et désordonnées de cette littérature en friche. Milscent était vraisemblablement moins poète que tels de ses collaborateurs dont les arborescentes métaphores bravent le plus naïvement du monde la serpe et le cordeau de la grammaire; mais il eût très bien fait sa partie dans ces salons du dernier siècle où le talent de rimer agréablement le petit vers était en quelque sorte un accessoire de toilette (1). Veut-on de la poésie didactique? Elle s'essaie d'abord par petits fragmens coupés de prose dans les « réflexions sur

(1) Milscent avait été élevé en France et a péri, il y a une douzaine d'années, lors du tremblement de terre qui renversa le Cap. Par une innovation qui venait suppléer fort à propos à la pénurie des moyens de publicité et au contrôle insuffisant d'un public fort peu lettré, *l'Abeille* faisait parfois suivre les morceaux qu'elle insérait d'une appréciation critique.

le chef-d'œuvre de la création, par le citoyen Alexandre, notaire haïtien, » et, quelques numéros plus loin, elle inaugure, sous forme d'épître, le début littéraire de M. Lhérisson. M. Lhérisson se pose en vers cette question : Suis-je poète? Tout en se tuant de dire non, il fait de son mieux pour qu'on lui réponde oui, et passe à cette occasion en revue les divers genres de poésie en imitant successivement, d'après un procédé plus ou moins heureusement renouvelé de Boileau, le style propre de chacun. L'*humour* du futur chansonnier créole commence d'ailleurs à percer dans ce trait final :

Porterai-je mes pas loin du sacré vallon,
Et, las de fatiguer la lyre d'Apollon,
Pourrai-je enfin me taire?... Hélas! peut-être non.

Le culte de la périphrase, la pudique horreur du mot propre étaient, bien entendu, rigoureusement observés par les poètes de cette école. Ainsi, l'un d'eux dit de je ne sais plus quel héros de la révolution mort pendu, qu'*il meurt dans l'atmosphère*. — Veut-on de la poésie légère? voici venir dans toute sa grace vieillotte, non loin d'une « thèse en faveur de l'existence du Grand-Être par Louvet, professeur au lycée de Port-au-Prince et citoyen du monde, » voici venir, dis-je, le mythe favori du directoire et de l'empire, l'amour qui place et puis qui cueille un équivoque bouton de rose sur le jeune sein d'une éternelle Iris :

C'était Iris qui reposait
Sur la tendre verdure;
Un blanc jupon, un bleu corset,
Telle était sa parure.
L'amour lui mit (*bis*) pour ornement
Un bouton sur son sein charmant, etc.

Après *l'Abeille haïtienne*, c'est le *Voyage dans le nord d'Haïti* (1), de M. Hérard-Dumesle, qui nous fournit les plus nombreux spécimens de la poésie du temps. Ce voyage n'est, à proprement parler, que l'histoire des horreurs commises depuis la première révolution jusqu'à et y compris Christophe, et cette histoire a pour patron les *Lettres à Émilie sur la Mythologie*. Le récit d'un égorgement y est agréablement coupé par un madrigal à Rose-Estelle (l'Émilie de M. Dumesle), par une ode à la nature, un quatrain à la raison ou une tirade sur l'égalité, qui,

Proscrite à son berceau par l'ambitieux Christophe,
Eut le sort des vaincus aux champs d'Ismaïlofe,
Quand le Scythe guerrier, infestant ses remparts,
Des sujets du croissant offrit les corps épars
A la Sémiramis que vit naître l'Ukraine, etc.

(1) Aux Cayes, de l'imprimerie du gouvernement. 1824.

Et tout cela, bon Dieu! parce que M. Dumesle n'avait trouvé qu'*Ismaïlofe* pour rimer à *Christophe*. M. Dumesle s'essaie aussi à l'épopée nationale dans une centaine de vers qu'il consacre au nocturne conciliabule d'où sortit l'insurrection noire de 1791 :

A travers les sillons par la foudre tracés,
Où brille la lueur de cent feux *éclipsés*,
Des groupes d'opprimés s'assemblent en silence;
Ils prosternent leurs fronts, invoquant l'assistance
Du Dieu qui réveilla, chez un peuple vaillant,
L'illustre Spartacus, etc.

Et une fois dans la donnée latine, il oublie le Morne-Rouge pour « l'Attique » et « l'Ausonie, » transformant impitoyablement le papa vaudoux en sacrificateur antique, les sorcières en pythies, et l'ouragan, ce fatidique ouragan qui vint couvrir de ses fureurs complices les mugissemens précurseurs de cette tempête humaine, en jeux de Borée que gronde la nymphe épouvantée. De toute la fantasque et lugubre mise en scène des mystères vaudoux, — longue plainte des lambis, rondes magiques, chants incompris, brusques et mornes silences qu'interrompaient seuls de leur cabalistique dialogue le glas espacé des tambours, le cri aigre des coqs blancs et le miaulement des chats noirs, — de tout ce qui est enfin le sujet même, pas un mot; cela ne rentrait pas évidemment dans le genre noble. — Injuste et mauvaise chicane que je fais là pourtant! En voudrions-nous au ménétrier de village, dont l'initiation s'est bornée à la routine lentement et péniblement acquise de la contredanse classique, de ne pas deviner d'emblée le *Freischütz?* Dans la mesure des talens, il faut tenir compte du point de départ aussi bien que du point d'arrivée, et si l'on songe que M. Dumesle appartient à cette période d'isolement intellectuel absolu dont j'ai raconté déjà les misères et les expédiens, si l'on songe qu'il a dû se former tout seul, sans autre guide que sa confiante vénération pour les quelques tomes dépareillés de littérature tragique, philosophique et mythologique échappés à l'auto-da-fé de 1804, ce n'est pas de ses baroques pastiches, c'est de ses rares velléités d'originalité et d'inspiration personnelle qu'on aura droit de s'étonner. Ici même, le poète tente un moment de s'insurger contre l'imitateur. Par un naïf compromis entre la tradition classique et le sens commun, il refait sous forme de note, en vers créoles, le discours en vers français qu'il vient de mettre dans la bouche du chef Boukman, et réduit là, bon gré mal gré et faute de modèles, à s'inspirer du sujet seul, il trouve des couleurs pleines de vérité et d'énergie. Une remarque analogue pourrait s'appliquer à son contemporain M. Lhérisson, charmant poète créole, qui devient flasque et commun dès qu'il aborde l'alexandrin français.

Un moment, au début de la présidence de Boyer, la politique essaya d'infiltrer un sang nouveau dans les métaphores décrépites qui défrayaient la poésie du temps. L'honneur (très périlleux comme on va voir) de cette tentative revient à un jeune Darfôrien amené en France par un des officiers de l'expédition d'Égypte, et qui imagina un beau jour d'aller utiliser dans la presse haïtienne le peu de lecture et d'écriture qu'il avait appris. Parfaitement accueilli par Pétion et Boyer, qui lui fournirent les moyens d'imprimer un journal, Darfour, c'était le nom du publiciste nègre, n'employa le papier du gouvernement qu'à démontrer en vers et en prose la nécessité de renverser ce gouvernement. L'*abus du pouvoir* était le thème favori de ses articles, qu'il résumait, dans le même numéro, en couplets comme celui-ci :

Il faut de l'abus du pouvoir
Abhorrer, saper l'arbitraire;
Il faut écraser l'encensoir
Sur la tête du mercenaire.

On ne cassa que sa propre tête. Un matin qu'il avait lancé un appel aux noirs contre la classe de couleur, Boyer le fit juger et fusiller sommairement. La chanson politique se le tint pour dit, et les « fils d'Apollon » revinrent prudemment jouer aux bouts-rimés dans le « sacré vallon, » n'en sortant que de temps à autre, quand leur « philosophie,

..... Éprise du théisme
Que cultiva Géblin, qu'embellit l'Écossisme, »

éprouvait le besoin d'aller « au temple où règne la Raison, » c'est-à-dire dans la salle à manger des loges maçonniques, contempler face à face

..... La céleste lumière
Que Voltaire invoqua vers son heure dernière!

L'ordonnance de Charles X, qui allait chasser de la poésie haïtienne ces rances miasmes du directoire et de l'empire en l'ouvrant au souffle matinal de la nouvelle école, valut par compensation aux poètes de cette première période un redoublement momentané de verve. Quoi qu'on ait dit depuis, ce coup de théâtre d'une escadre de guerre apportant subitement la paix provoqua à Haïti un véritable délire d'enthousiasme qui éclatait, quarante-huit heures après, en d'innombrables couplets où l'indépendance sert de prétexte au refrain : « Vive Haïti ! vive la France! » Je remarque entre autres une chanson du général Chanlatte sur l'air de *Soldats français, chantez Roland* :

Quel est ce roi dont la bonté
Tarit les pleurs de l'Amérique?
Quel est ce roi dont l'équité
Reluit sous le brûlant tropique?

Veut-il, sur ces bords, désormais,
Enchantant une république,
Par le doux lien des bienfaits,
Tout fixer à son sceptre unique? etc.

et un hymne de M. Romane sur l'air : *Peuple français, peuple vaillant :*

Le monde a salué tes fils,
Soleil, c'est aujourd'hui ta fête.
Vois Haïti mêler les lis
Aux palmes qui couvrent sa tête, etc.

La poésie latine se mit elle-même de la partie dans une pièce en distiques où abondent, ma foi! les bons vers, — les premiers vers latins, selon toute apparence, qui aient célébré la valse allemande :

Teutonicos gyros... vacua atria circum,

ou la chaîne anglaise, *anglica vincla,* ou la garde nationale défilant par deux l'arme au bras :

Urbanæ pubis ferreus ordo duplex,

sans compter la danse mimique du *carabinier* (*numeros haïtiacos*), dont les différens épisodes sont minutieusement et gracieusement décrits, et qui plaisait beaucoup, paraît-il, à nos jeunes enseignes :

Alipedes stupuit Francus vidisse puellas...

L'éruption se termina par une *Épître à Charles X* de M. Romane, épître qui débute avec une certaine largeur :

D'augustes souverains chaîne immense et sacrée,
O Bourbons, etc...

et où d'assez beaux vers se heurtent malencontreusement aux chevilles et aux lieux communs de l'écolier. — M. Romane était un écolier au pied de la lettre, « un jeune aiglon du Pinde » âgé « de trois lustres à peine, » bien qu'il n'en fût pas à son début poétique, et qu'avant de se laisser désarmer par la générosité de Charles X il se fût diverti à épouvanter les rois :

Mon vers armé d'un foudre épouvantait ces rois
Qui jamais aux sujets n'allégèrent leur chaîne :
Tu tonnais sous mes doigts, lyre républicaine
Qui rends des sons de mort pour l'effroi des tyrans
Et leur lances ta haine en accords foudroyans;
Mais un roi, *de nos jours,* digne du nom de sage,
A peine sur le trône, a forcé mon hommage...

Je n'ai pas découvert que le « jeune aiglon » fût devenu aigle; l'*Épître à Charles X* ne fait pas moins époque dans l'histoire littéraire du

pays. Suivant les us de l'école, M. Romane nous introduit dans les conseils d'en haut, où il fait décider en séance solennelle la chute de Napoléon et le retour des Bourbons, qui doivent donner la paix à Haïti; mais, par une innovation souverainement hardie pour le pays et pour l'époque, l'olympe de la fiction ne tressaille qu'à la voix du Dieu chrétien. Les dieux s'en vont; le souffle nouveau commence à pénétrer là. — A ce souffle avait éclos, moins de dix ans après, tout un volume de poésies dont se ferait honneur la librairie parisienne, un volume qui est encore à éditer, et dont la première page m'offre cette fraîche et délicate vignette :

A UNE ENFANT.

Sur sa natte de jonc qu'aucun souci ne ronge,
Ses petits bras croisés sur un cœur de cinq ans,
Alaïda sommeille — heureuse! et pas un songe
Qui tourmente ses jeunes sens!

Ce cœur sans souvenirs, cette ame que ne ride
Nulle pensée humaine, et ce tendre souris
Que l'ange eût envié, cet air pur et candide,
Ces douces, ces paisibles nuits

Sont aux enfans! L'enfance est l'onde bleue et claire
Qui dort au pied d'un roc dans son bassin d'argent.
Que font à l'humble flot les vents et le tonnerre,
Et les soupirs de l'Océan?

La même inspiration douce, facile et sereine, se retrouve dans la pièce suivante. Si je multiplie les citations, c'est qu'il s'agit, encore une fois, du premier véritable poète que je rencontre ici, et d'un poète entièrement imprévu; car son nom, — rare bonheur pour lui, — n'a pas même été défloré par l'écrasante admiration des négrophiles :

Le vent frais de la nuit fait palpiter les voiles,
Le marin sur les mers t'appelle, Amélia!
Vois comme ton esquif est couronné d'étoiles,
Dieu te ramènera.

O vague! ne soyez qu'une mourante lame
A la nef qu'embellit la brune qui s'en va;
La nef l'emporte en vain : ame, sœur de mon ame,
Dieu te ramènera.

Hélas! adieu! Saint Marc, étonné de ses charmes,
La prendra pour un ange et se prosternera!
Moi, je reste et je pleure. Oh! pourquoi tant de larmes?
Dieu la ramènera.

Après les amoureuses sérénades, la tristesse, — cette vague tristesse de poète qui, comme le demi-brouillard d'automne, amplifie et idéa-

lise chaque objet à l'horizon. La mélancolique figure de Pétion, que le poète évoque en passant, se détache avec une certaine grandeur de ce cadre de rêverie :

Quand le ciel se dorait d'un beau soleil couchant,
Quand il voyait le soir aux brises d'Orient
Jeter les premiers plis de son écharpe noire,
Et qu'au pied du palmier quelques soldats assis,
Quelques vieux compagnons d'infortune et de gloire
Contaient leurs peines, leurs soucis;
Il s'approchait alors, toujours pensif et sombre,
Recueillait leurs aveux, se mêlait à leur nombre,
Et parlait à chacun comme à son propre enfant.
Puis il s'en retournait triste et mélancolique;
Puis, quand la nuit venait, il la passait rêvant
Aux destins de la république.
. . . .
. . . .
Comme un astre pâli se plonge à l'horizon,
Il abîma son cœur en des flots d'amertume!
Et lorsqu'après sa mort on écarta l'écume,
On vit le désespoir au fond.

Rien de factice et de maniéré d'ailleurs dans ces tendances élégiaques de mon inconnu. On lui avait conté, m'a-t-on dit, que le jour même de sa naissance la mort visitait sa maison, et qu'un papillon noir s'était posé sur son berceau, double présage qu'avait soigneusement noté la crédulité créole, et qui, dans cette ame ouverte à toutes les poésies, à toutes les superstitions, était devenu un tenace pressentiment. — En effet, à vingt ans, il perdait successivement son premier né et sa jeune femme. Entre ces deux morts et la sienne, survenue peu après (1835), se placent ces vers, les derniers qu'il ait écrits :

. . . . Oui, l'existence humaine
Est bien nue à mes yeux.
Pas une île de fleurs dans cette mer immense!
Pas une étoile d'or qui la nuit se balance
Au dôme de mes cieux!
. . . .
Le démon tend mes nuits d'un voile de ténèbres.
Si je rêve, en rêvant j'entends des glas funèbres
Ou les soupirs d'un mort;
Un ange ne vient point me bercer et me dire
Ces paroles du ciel qui me feraient sourire
Comme l'enfant qui dort.
Non, de tout cela rien! Vivre ou mourir, qu'importe?

Vivre jusques au jour où la tombe l'emporte,
Jusqu'à ce que le cœur
Plonge sans remonter et se noie et s'abîme;
Alors c'est le repos éternel et sublime,
Alors c'est le bonheur.

Il s'appelait Coriolan Ardouin. Dans ces échos perdus de Millevoye et de Lamartine, où est, dira-t-on, l'originalité? où est le cachet local? — En vérité, je ne les y ai même pas cherchés. Coriolan Ardouin n'avait pas encore eu le temps de demander des impressions à la nature extérieure; sa poésie est restée jusqu'à la fin essentiellement intime, et si elle ne trouve que des notes déjà entendues, c'est qu'apparemment le cœur bat à peu près de même à Port-au-Prince et à Paris. J'avais, en un mot, la prétention de montrer ici un poète haïtien et non pas la poésie haïtienne.

Patience cependant : la voici chez Ignace Nau, un poète de la même époque, à peu près du même âge, mort prématurément comme Coriolan Ardouin, mais qui a eu dix ans de plus que lui pour interroger les filons inexplorés de la littérature locale. En vers comme en prose (1), c'est aux paysages, aux mœurs, aux passions, aux rêves, aux rugissemens, aux silences, aux murmures, aux ombres crues et aux ruisselans soleils de la zone torride qu'il demande des inspirations; car, si sa poésie franchit parfois la mer des Antilles, c'est pour aller guetter sur les grèves africaines quelqu'une de ces sombres ou gracieuses silhouettes qui passent et repassent dans *les Orientales*. J'ai nommé le péché d'Ignace Nau; mais ici du moins l'imitation n'est plus ni gratuite ni à contre-sens : elle est en quelque sorte amenée par le sujet même. Tant pis pour le poète des *Orientales* s'il a si admirablement deviné ce que voit, ce qu'entend, ce que touche le poète de *l'Union*, qui, après tout, est bien chez lui, et qui s'y comporte, du reste, en maître de maison fort respectueux. Ignace Nau fait réellement son possible pour ne pas coudoyer ce dangereux hôte, cherchant dans les mille combinaisons du rhythme et de l'image un petit coin où se garer. Ce n'est pas toujours sans succès. Il y a, par exemple, une certaine hardiesse d'imprévu à faire passer dans la froide et rigide sculpture du sonnet ce chaud frisson des nuits tropicales :

O ma belle de nuit, ferme, ferme ta robe,
Car la lune est bien pâle à l'horizon du soir;
Retiens les doux parfums de ton pur encensoir,
Le matin est éclos dans les regards de l'aube.

(1) Outre ses essais de littérature de mœurs, M. Ignace Nau a publié dans son journal *l'Union* de remarquables articles où il prêche en théorie les tentatives littéraires qu'il prêchait ailleurs d'exemple.

Le rayon du soleil est pour toi trop brûlant;
Humble fleur, cache-toi sous l'épaisse ramée
Jusqu'à ce que la nuit et sa brise embaumée
Ramènent dans le ciel le timide croissant.

Alors tu reprendras ta pourpre nuancée,
Tu reverras briller entre tous tes amans
La mouche voyageuse aux yeux de diamans.

Quels baisers, quels soupirs, heureuse fiancée,
Lorsqu'en ton lit d'amour tes charmes disputés
Rassembleront ce soir l'essaim des voluptés!

Je pourrais citer d'Ignace Nau des vers meilleurs absolument parlant, et surtout plus colorés; mais il n'a pas, comme Coriolan Ardouin, le privilége de l'inédit (1). Ignace Nau et Coriolan Ardouin ont eu des imitateurs plus ou moins heureux, entre autres M. Émile Nau, que ses articles de critique et d'intéressantes recherches d'antiquités locales classent beaucoup plus honorablement que ses vers, M. Saint-Rémy, que j'aime moins à trouver dans la poésie que dans l'histoire, sa véritable vocation, et M. Ogé Longuefosse, dont le vers déclamatoire et incorrect s'éclaire cependant çà et là de certaines lueurs grandissantes. C'est, je crois, M. Ogé Longuefosse qui a le premier rompu ce silence que, par un tacite accord, mulâtres et noirs faisaient depuis vingt ans autour du nom de Dessalines :

Pourquoi sur ton astre voilé
Un sombre reflet de vengeance?...

Le poète donne le *parce que* de son *pourquoi*, et, par une naïveté caractéristique, ce qu'il reproche au premier empereur des nègres, ce n'est pas tant d'avoir proscrit, spolié et égorgé, c'est d'avoir osé détruire la forme républicaine, ce qui, après le reste, n'était cependant, on l'avouera, qu'un fort mince détail :

Qui releva ton front rampant dans la poussière?
Qui dit : Sois, et tu fus?... C'était la liberté!...
Tu voulus étouffer sa céleste lumière,
Et la foudre t'a dévoré.

. . . .
Espoir de ton pays, riche de son amour,
Maître de l'avenir dont *l'hommage pudique*
Aurait tressé pour toi la couronne civique,
Tu sacrifias tout à l'orgueil d'un seul jour.
Mais, en place des lois, s'il voit l'omnipotence,
Le peuple sur l'airain sait graver sa douleur,

(1) La plupart de ses poésies ont été publiées soit dans les journaux de Port-au-Prince, soit à Paris, dans la *Revue des Colonies*.

Et lègue à ses neveux le problème vengeur
De son horreur et du silence, etc.

Bref, et pour concilier ses convictions républicaines avec ses admirations patriotiques, le poète conclut : 1° que le peuple doit faire tomber la tête des despotes; 2° qu'après cette opération préliminaire, il doit leur dresser des statues.

Le vœu implicite de M. Ogé Longuefosse a été plus tard repris et réalisé. Depuis 1848, Haïti compte une fête nationale de plus, la fête de Dessalines, et, par un châtiment providentiel de ce crime de lèse-humanité, la barbarie, qu'on croyait morte, est venue inopinément revendiquer le bénéfice de sa réhabilitation. Cette même année qui inaugurait le souvenir de Dessalines dans le calendrier civique a vu inaugurer sa politique dans le gouvernement. Les mulâtres, qui avaient les premiers r'ouvert cette tombe maudite, s'y sont les premiers engloutis. La muse nouvelle, qui avait jeté ce nom comme une avance à la faction ultra-noire, n'a pas même eu le temps de le chanter : la faction ultra-noire, comme si elle craignait que la muse s'en dédît, s'était empressé de lui tordre le cou. Elle est en effet bien morte. De toutes les fraîches fleurs de poésie, roses sauvages ou camélias de serre, qu'elle sema, de 1834 à 1848, dans ce coin des Antilles, rien, plus rien; le chou colossal du dithyrambe s'étale seul à la place sur le champ d'azur de l'empire. Par une fatalité comique, le second empereur d'Haïti est exactement chanté dans le même style que le premier :

De l'illustre Faustin voilà le jour du sacre :
Qu'Apollon dans ses vers le chante et le consacre.
. . . .
Il rappelle à la fois César et Marc-Aurèle;
Il est grand à la guerre, à la vertu fidèle.
Achève, grand Faustin, tes glorieux travaux :
Ils te voient, nos aïeux, du fond de leurs tombeaux.
Patrie et liberté, grandeurs nationales,
Étoile de l'honneur, aigles impériales,
Civilisation, triomphe au champ de Mars, etc.

Toute la pièce est à l'avenant, et à l'avenant sont toutes les autres pièces que chaque solennité officielle fait surgir. Pierrot, le bonhomme Pierrot, le vieux nègre stupide que mulâtres et noirs chassèrent en riant de la présidence, et dont Soulouque a fait « son altesse monseigneur le prince impérial *de* Pierrot, » est lui-même exposé aux rudes accolades de la poésie officielle :

O toi qu'Athène et Rome eût mis au rang des dieux,
Reçois le pur encens que t'offrent tes neveux...

... Aux yeux de l'univers Pierrot est un grand homme;
Jadis il eût pris part au Panthéon de Rome, etc.

On conviendra qu'il est tout-à-fait temps que je tire l'échelle.

III. — LES HISTORIENS ET LES PUBLICISTES.

Nous voici à la principale branche de la littérature haïtienne, à celle qui, tout à la fois, a le plus produit et promet le plus : — l'histoire. Un livre purement littéraire ne pourrait s'adresser ici qu'à la classe instruite, qui, déjà trop peu nombreuse pour couvrir les dépenses d'impression, donnerait presque toujours, je l'ai dit, la préférence aux produits analogues de notre librairie. Une histoire au contraire, une histoire locale s'entend, a des conditions spéciales d'intérêt qui, non-seulement lui assurent sans partage la clientelle de la minorité lettrée, mais qui lui recrutent encore de nombreux acheteurs dans la majorité illettrée. Le flot social a été tellement agité par les tourmentes qui se succédèrent de la première insurrection noire à la chute de Christophe, tant de noms ont successivement paru à la surface, que dix familles sur cent retrouveraient leurs archives domestiques dans les archives nationales, et peu d'entre elles, même et surtout dans la classe ignorante, résistent, le cas échéant, à l'envie de posséder dans leur armoire le « papier parlé » qui témoigne de leur passé historique. C'est en usant et en abusant du nom propre qu'un des plus récens historiens d'Haïti, M. Thomas Madiou, est parvenu à placer dans ce public, qui n'a jamais pu couvrir les frais d'impression d'une nouvelle, d'un journal ou d'un recueil de poésies, trois énormes volumes in-4°, et son succès aurait pu ne pas se borner là. Si l'histoire de M. Madiou et celles qui l'ont précédée étaient moins détestablement imprimées (et il est aisé d'y parvenir), nul doute que ce même intérêt de spécialité qui les recommande au public haïtien (1) ne leur eût encore ouvert l'accès de la librairie européenne.

Par une coïncidence heureuse, l'histoire, qui est pour le moment le seul véhicule possible de la littérature haïtienne, pourrait en devenir aussi la plus complète concentration. Vers les dernières années de la présidence de Boyer, le journalisme avait fait çà et là surgir de réels talens, aujourd'hui condamnés au silence : n'ont-ils pas un débouché

(1) Soulouque (car il n'y a qu'à savoir le prendre) favoriserait probablement lui-même ces sortes de publications. Quelque bonne ame lui ayant fait comprendre, il y a quelques mois, qu'un empereur doit protéger les lettres, il donna immédiatement l'ordre de faire venir de Paris les *Classiques* de Panckouke, ce qui dénoterait chez lui une violente révolution intellectuelle, s'il n'avait eu malheureusement l'idée, je tiens le fait de bonne source, de faire ajouter à la liste la *Clé des Songes* et le *Petit Albert*.

tout ouvert dans l'étude du passé national, d'un passé dont presque tout, hommes et choses, intérêts de nation et intérêts de classe, est encore actuel, vivant, saignant, et où les nécessités reçues du cadre historique garantissent jusqu'à un certain point l'irresponsabilité, le franc-parler de l'écrivain? Les vocations poétiques qui survivent ou qui peuvent surgir dans le pays n'ont-elles pas encore là une perspective plus séduisante que les tortures inédites de la rime et de l'alexandrin? Où trouver, en effet, plus de sombre, fantasque et terrible poésie que dans cette exceptionnelle histoire qui, à ne parler que de la première période, débute comme le sabbat de *Faust* pour finir comme une nuit de Tibère? Quant à la littérature de mœurs, je n'ai pas besoin d'expliquer qu'elle y serait tout-à-fait chez elle. — Oh! les curieuses pages de Cooper et les bons proverbes de Cervantes que nous ont gâtés là, par parenthèse, la plupart des dix ou douze historiens d'Haïti! Toute cette histoire qui pourrait être faite en dictons et en images, on nous l'a délayée en discours à la façon de Tite-Live et en systèmes à la façon de l'abbé Raynal.

Ce n'est point, par exemple, la faute des chroniqueurs de la première période (celle qui finit au livre de M. Dumesle), si nous ne prenons pas les chefs de l'insurrection noire de 1791 pour autant de Spartacus développant en style humanitaire, à quelque cent mille nègres imbus des principes de l'*Encyclopédie*, la théorie des droits de l'homme. Substituez à la théorie les dictons de l'atelier, remplacez Spartacus par le premier *samba* gouailleur qui, au bruit des coups de fouet, chantonna sournoisement ce refrain : *Bâton qu'a batte chien noir batté chien blanc* (1), ou par le premier esclave mécontent qui entonna au bruit des haches, dans quelque coupe d'acajou, cet autre refrain : *Pitit hache coupé grand bois*, et vous aurez, avec la vérité de plus, une version qui vaut bien l'autre. Les deux refrains devinrent proverbes, et l'imprudence de la population blanche, qui, en faisant intervenir les esclaves comme auxiliaires dans ses sanglans démêlés, leur permit de vérifier ces deux proverbes avec les armes et dans le sang même des blancs, — fit le reste. Après le brusque revirement qui livra l'autorité coloniale aux influences abolitionistes, qu'est-ce qui retint la plupart des insurgés, malgré les offres d'amnistie qui leur étaient faites, dans le camp espagnol, c'est-à-dire sous le drapeau de l'esclavage? Encore un proverbe, par lequel le chef Biassou entretenait habilement leur défiance du pardon : *Quand ous mangé pitit tige, pas droumi dur* (2). Leur objectait-on que la discipline du camp de Biassou (lequel ne procédait guère avec ses subordonnés qu'à coups de pistolet et de sabre)

(1) « Le bâton qui bat le chien noir peut battre aussi le chien blanc. »

(2) « Quand vous avez mangé le petit du tigre, ne dormez pas dur (tenez-vous sur vos gardes). »

était bien autrement dure que celle de l'atelier, — ils opposaient à cela l'inappréciable avantage de n'être battus et estropiés que par des esclaves comme eux, c'est-à-dire en famille : *Chien pas jamais mode petite li jouque dans zios* (1). La sagesse nègre, qui, plus tard, avait si bien jugé les scrupules libéraux dont s'était inspiré le commissaire de la convention Polverel dans son règlement du travail libre (*commissai Polverel, li bête trop*), caractérisait d'une façon plus pittoresque encore la candide et enthousiaste sécurité de négrophile avec laquelle l'autre commissaire, Sonthonax, livrait peu à peu à Toussaint-Louverture tous les fils de l'autorité coloniale : *Cé chate ous mettez pour garder zavocats* (2).

Encore un type bien défiguré par la plupart des historiens locaux que ce Toussaint. Dans presque tous les récits qui le concernent, les harangues désordonnées qu'il débitait en chaire ou des fenêtres du palais du gouvernement contre la caste jaune deviennent des discours en quatre points, que rien ne distingue de la flasque et irréprochable éloquence du *Moniteur* de l'époque. C'est un parfait contre-sens. L'unique recherche classique de Toussaint consistait à semer çà et là quelques bouts de phrases latines, ou soi-disant telles, pour commander le respect à ses auditeurs : à part cet innocent artifice, c'est aux boutades imagées et décousues des proverbes créoles qu'il demandait ses plus perfides insinuations, sans oublier surtout celui-ci, qu'accueillait invariablement un sourd et universel frémissement de haine : *Quand mulâte gagné youn viou chouval, yo dit négresse pas maman yo* (3). — Universel n'est pas le mot : la compassion ou le bon sens des nègres protestait parfois et dans le même style contre ces appels de mort. Un jour (je tiens la scène d'un témoin oculaire), un vieux jardinier sortant de la foule demande et obtient, par un privilége que les noirs de tout rang ne refusent jamais à l'âge, la permission d'interrompre le gouverneur : « Je suis jardinier, dit-il, et, comme je suis vieux, j'ai semé beaucoup de pois. (Tirant une poignée de graines de sa *macoute* :) Justement en voici; est-ce qu'ils ne se ressemblent pas tous? (Marques d'assentiment.) S'ils se ressemblent tous, c'est qu'ils sont de la même famille. Eh bien! gouverneur, quand je les sème, les uns deviennent des pois blancs, les autres des pois noirs, les autres des pois rouges, et les pois rouges sont aussi bons que les pois noirs et les pois blancs... » — « Bien, bien, vieux père, » dit vivement Toussaint, qui devinait la conclusion de cet apologue et tenait à la prévenir, » je vous écouterais

(1) « Le chien ne mord jamais ses petits jusqu'aux os (un père frappe toujours à côté). »

(2) « C'est à un chat que vous confiez la garde des *avocats* (fruit des colonies dont les chats sont très friands). »

(3) « Dès que le mulâtre possède un vieux cheval, il dit : La négresse n'est pas ma mère. »

avec bien du plaisir, si vous vouliez venir causer ce soir au palais du gouvernement; n'y manquez pas, vieux père. » — « Je n'y manquerai pas, car je sais comment on entre au palais du gouvernement. On y entre par deux portes : l'une, petite et cachée, par où passent ceux qui ont de mauvaises choses à dire; l'autre, grande et en vue, par où passent ceux qui n'ont que de bonnes choses à dire; moi je passerai par la porte d'honneur, parce que je veux que tout le monde sache ce que je vais vous dire. » — Toussaint dépité s'empressa de lever la séance. Ne dirait-on pas d'une scène des *prairies*, sauf que le cadre est ici à la fois plus sombre et plus vivant?

Pour être plus courtes, les métaphores de Dessalines valent bien celles de Toussaint. C'est Dessalines qui disait, avec accompagnement de coups de cravache, à un comptable accusé de tondre de trop près le troupeau de cet étrange pasteur des peuples : « Plumez la poule, mais gare qu'elle crie! » C'est lui qui résumait en ces deux mots la science politique : « *Boulé caye, coupé tête* (brûler les maisons, couper les têtes). » C'est encore lui qui, voulant désarmer par une plaisanterie le mécontentement de son armée, à qui l'on promettait en vain, depuis deux ou trois ans, des pantalons, lui décochait cette harangue: « Vous êtes nus comme des bouteilles. » Dans un autre ordre d'idées, il eut un beau mot de despote certain jour que ses favoris lui conseillaient de créer une noblesse impériale : « Moi seul je suis noble, » dit-il sèchement.

Sous Boyer, l'application du code rural fit surgir un dicton qui nous en apprend plus qu'un gros livre sur la force d'inertie qu'opposera le paysan noir à tout essai d'organisation du travail volontaire. Les cultivateurs s'empressaient bien, à la vérité, de contracter des engagemens pour profiter des exemptions qui y étaient attachées; mais au beau milieu des travaux ils décampaient sans prétexte et sans mot dire, et, quand l'autorité locale les faisait comparaître pour les rappeler à l'observation du contrat, ils se bornaient obstinément à répondre, en montrant le bas du papier : « *Ou signé nom moué, ou pas signé pié moué* (vous avez signé mon nom, vous n'avez pas *signé* mes pieds). » — Je multiplierais à l'infini ces sortes de traits; mais c'est assez pour faire un peu comprendre quels élémens nouveaux d'intérêt offre à l'historien qui saura en profiter cette perpétuelle juxtà-position du pittoresque et du positif. Après avoir essayé de dire ce que pourrait être l'histoire haïtienne, voyons brièvement ce qu'elle est.

Elle débute, à l'avénement même de Dessalines, par les *Mémoires pour servir à l'Histoire d'Haïti* de Boisrond-Tonnerre (1), mémoires

(1) Paris, 1851, chez France, quai Malaquais, précédés, d'une étude critique fort remarquable de M. Saint-Rémy (des Cayes), et suivis de lettres fort curieuses de Paulette Bonaparte (depuis Mme Leclerc) à Stanislas Fréron et à son frère *Néapoleone*.

qui embrassent la période comprise entre l'arrivée de Leclerc et l'évacuation de l'île, « sanctifiée, dit l'auteur, par le sacrifice de tout ce qui y portait le nom français, » c'est-à-dire par le massacre des soldats malades laissés dans les hopitaux sur la foi de la capitulation et des malheureux colons, hommes, femmes et enfans, qui étaient rentrés dans leurs propriétés sur la foi des pressantes invitations de Dessalines. L'historien était en tout point digne de l'histoire. C'est lui qui, assistant à la lecture du projet de manifeste que Dessalines, après la retraite des Français, avait chargé l'adjudant-général Charairon de rédiger, et qui était conçu, dit-on, en termes fort dignes, s'écria au milieu des hoquets de l'ivresse : « Tout ce qui a été fait n'est pas en harmonie avec nos dispositions actuelles; pour dresser l'acte de l'indépendance, il nous faut la peau d'un blanc pour parchemin, son crâne pour écritoire, son sang pour encre, et une baïonnette pour plume! » — « Dessalines, dit M. Saint-Rémy, Dessalines, frappé de ces odieuses paroles, qui répondaient parfaitement aux sentimens de vengeance sauvage qui lui gonflaient le cœur, chargea Boisrond-Tonnerre de la besogne de Charairon, en lui disant : *C'est ça, mouqué, c'est ça même mon vlé! C'est sang blanc mon besoin* (1). » Le lendemain matin, au moment de la cérémonie, il fallait enfoncer la porte de Boisrond-Tonnerre, cette fois ivre mort, et l'on trouvait sur sa table, à côté d'une chandelle encore allumée, cette proclamation qui fut le signal de six semaines de massacres, proclamation qui faisait dire entre autres choses à Dessalines : « Ces généraux qui ont guidé vos efforts contre la tyrannie n'ont point encore assez fait... Le nom français *lugubre* encore nos contrées! » — C'est de la même inspiration et probablement du même baril de tafia que sont sortis les *Mémoires*. « Avant de retracer le tableau des scènes d'horreur exécutées à Saint-Domingue par cet amas d'immondices connus sous les dénominations de capitaine-général, de préfets, de sous-préfets, d'ordonnateurs, de vice-amiraux français, je dois prévenir, etc... » Voilà l'*arma virumque cano* de cette Énéide de l'assassinat, qui, la donnée et le personnage admis, se recommande d'ailleurs, littérairement parlant, pour la rapidité et la verve brutale du récit. Le néologisme y a presque toujours pour prétexte, je n'ose dire pour excuse, un calcul de concision.

La haine des blancs, le parti pris cyniquement niais d'ensevelir sous les fleurs du sentiment et de l'idylle les abominations commises par les noirs, les violentes accusations qu'échangeaient les deux gouvernemens de Port-au-Prince et du Cap, la théorie de l'égalité des blancs

M. Saint-Rémy n'a pu recomposer cette rareté bibliographique que par un patient assemblage des fragmens mutilés qui restaient de l'unique édition haïtienne.

(1) « C'est cela, monsieur, c'est cela même que je veux! C'est du sang de blanc qu'il me faut! »

et des noirs, voire celle de la prééminence physiologique et civilisatrice du noir sur le blanc, ont fourni aux écrivains de la cour de Christophe la matière d'assez nombreux écrits de forme et de fond plus ou moins historiques. Je ne connais le *Cri de la Nature* de Juste Chanlatte (le librettiste et le journaliste de la cour) que par les éloges un peu suspects de l'abbé Grégoire, qui le compare à Tacite ni plus ni moins. Je devrais encore m'en rapporter à M. Hérard-Dumesle pour dire que le général Prévost, dans son *Histoire du Couronnement*, est un narrateur agréable, et que « des réflexions fines dont Christophe offre en tout l'application, alors même que l'écrivain a l'air de lui adresser la louange, annoncent que son cœur ne guidait pas sa plume. » Quant aux nombreux écrits du *baron de* Vastay (baron de la fabrique de Christophe), le peu que j'en ai retrouvé (1) allie avec les défauts et les ridicules de l'époque (l'abus de l'invocation, de la prosopopée et de la ritournelle philosophique) des qualités de style qui seraient appréciées de tout temps. Si elle manque souvent de nerf, sa phrase est claire et correcte, et, mérite capital pour l'époque, elle s'arrête à point, ne perdant jamais haleine. Ajoutons que Vastay émet des idées politiques et économiques fort saines dans les rares occasions où il peut oublier son double mot d'ordre de caste et de parti.

Après la mort de Christophe, Juste Chanlatte s'empressa de racheter, par la violence de ses diatribes républicaines, les robustes hyperboles qu'il avait mises, dix années durant, au service de celui-ci, et, par un tour de force au moins égal aux licences poétiques de son parallèle d'Henri I[er] et d'Henri IV, il réussit presque, Dieu me pardonne, à calomnier le tyran nègre du Cap. A Chanlatte finit la génération des historiens et des publicistes qui s'étaient formés dans le milieu français, et c'est à M. Hérard-Dumesle que commence la seconde, celle qui dut tout apprendre d'elle-même. Dans sa pénurie de livres français, M. Hérard-Dumesle a dû plus d'une fois chercher des modèles parmi ses devanciers haïtiens; aussi le culte de la prosopopée s'allie-t-il chez lui à une véritable passion de néologisme. Il s'extasie sur le verbe *lugubrer*, inventé par Boisrond-Tonnerre, dénonce, pour son propre compte, les *reptilités* du général Leclerc, appelle les blancs des *cocytides*, et se pose la question de savoir si « la religion bénite qui s'est élevée sur les ruines des superstitions américaines a rendu plus humains et plus justes les peuples *théophages*. » Les anecdotes, souvent très cu-

(1) Vastay a publié, outre une *Histoire des Guerres civiles*, une *Dissertation sur les noirs et les blancs*, *le Cri de la Conscience*, des *Réflexions politiques*, etc. La plupart des écrits de ce temps sont introuvables. Les Haïtiens n'ont jamais poussé bien loin ni le courage civil ni la fixité politique. Après chaque réaction, les livres et les journaux du parti vaincu disparaissent comme par enchantement, soit par le fait des détenteurs, qui craignent de se compromettre, soit par le fait des écrivains eux-mêmes, qui veulent prendre leurs précautions contre l'accusation éventuelle de palinodie.

rieuses, dont fourmille le *Voyage au nord d'Haïti* n'ont entre elles d'autre lien que l'itinéraire de l'auteur, lequel rencontre toujours et à point nommé « un guerrier » ou un « sage vieillard » empressés à le renseigner sur les souvenirs historiques des lieux qu'il traverse. Malgré l'irresponsabilité que ce procédé implique, la bienséance cause, chemin faisant, à M. Hérard-Dumesle d'assez cruels embarras. Se souvenant, par exemple, au milieu du récit des horreurs de 1792, qu'il parle à une dame (j'ai dit que ce livre était fait sur le patron des *Lettres à Émilie sur la Mythologie*), il s'interrompt pudiquement par cette parenthèse : « Hélas! mon amie, que n'avons-nous pour exprimer la mort les périphrases dont se servaient ces instituteurs de l'univers, ces Grecs si polis! Elles eussent adouci les termes qui se rencontrent si souvent sous ma plume et diminué les sensations pénibles que produit en nous l'idée de l'anéantissement de tant d'êtres créés pour le bonheur; mais que votre sensibilité, cédant à la force de votre raison, m'entende jusqu'à la fin : je poursuis. » — Et il poursuit, pour ouvrir, quelques paragraphes plus loin, une seconde parenthèse, cette fois en vers. A travers ces naïvetés caractéristiques apparaissent çà et là des demi-pages et des pages entières très vigoureusement frappées, et qui font regretter que le *Voyage au nord d'Haïti* n'ait pas paru une douzaine d'années plus tard, quand le souffle littéraire de la France avait déjà épuré et mûri le talent de l'auteur (1).

Il faut arriver jusqu'à M. Beaubrun Ardouin pour trouver le seul travail véritablement irréprochable qu'ait produit en ce genre la seconde génération littéraire. La *Géographie de l'île d'Haïti* (2), titre beaucoup trop modeste pour le cadre, résume en moins de deux cents pages, dans un style dont l'aisance et la sobriété tranchent de la façon la plus imprévue sur la pénible emphase des écrivains antérieurs, tout ce qu'offrent de plus saillant le passé et le présent de la nationalité haïtienne. M. Beaubrun Ardouin est plus qu'un écrivain élégant et plus qu'un esprit lucide : c'est à sa façon un penseur hardi qui, vers la fin de la présidence de Boyer, alors que, dans la presse et dans les chambres du pays, on ne jurait que par les plus excentriques théories de l'extrême gauche française, sut trouver dans son seul bon sens, fortifié d'ailleurs par une expérience personnelle des affaires, deux vérités bien nouvelles et bien audacieuses pour le moment, à savoir qu'Haïti n'est pas la France, et qu'un gouvernement ne paie pas ses employés pour conspirer contre lui. J'aurais à relever, dans plusieurs écrits de

(1) Dans la lutte parlementaire qui détermina la chute de Boyer et qui le plaça lui-même, avec son cousin Rivière-Hérard, à la tête du gouvernement, M. Dumesle s'est signalé par des discours et des articles de journaux où il ne reste plus de traces de ces inexpériences littéraires.

(2) Port-au-Prince, 1832.

M. Beaubrun Ardouin, les exagérations d'un nationalisme violent; mais ne réveillons pas un débat que les écrivains du pays sont aujourd'hui les premiers à regretter. — Son frère, le général Celigny Ardouin, a aussi apporté sa pierre à l'édifice historique en publiant dans le journal *le Temps* (qui parut vers la fin de la présidence de Boyer) de nombreux fragmens anecdotiques, plus une remarquable série d'études sur le régime de la propriété territoriale haïtienne.

Cet édifice, est-ce M. Madiou qui l'a élevé? Voilà bien des matériaux entassés dans les trois énormes volumes de son *Histoire d'Haïti* (1); mais, en y regardant bien, ce ne sont encore, hélas! que des matériaux. Il n'y a là ni proportions ni équilibre. Les plus minces détails, les noms les plus secondaires y occupent parfois le premier plan. La confusion n'est guère moindre dans l'idée que dans la forme. Pour éviter, par exemple, de paraître exclusif, M. Madiou s'est laissé souvent aller à adopter, à quelques chapitres de distance, les extrêmes les plus opposés, hommes et choses, principes et événemens. Son éclectisme devient ainsi pure contradiction, et son impartialité ressemble, à s'y méprendre, à de la belle et bonne indifférence morale. C'est là, en un mot, toute une histoire à refaire, mais que je voudrais voir refaire par M. Madiou lui-même, car le premier (et c'est de bon augure pour les tendances historiques de cette troisième génération littéraire à laquelle il appartient) il a su conserver aux types et aux épisodes des révolutions haïtiennes leur coloris local.

Il y a aussi beaucoup de ce coloris, mais mélangé d'un certain lyrisme de convention que je regrette, dans la *Vie de Toussaint-Louverture* de M. Saint-Rémy (des Cayes) (2). La bonne foi de l'auteur finit du reste par le soustraire et comme à son insu à la convention. A mesure que nous avançons dans cette intéressante biographie, le Spartacus un peu guindé des premiers chapitres redevient le vrai Toussaint, le *papa* Toussaint, ce terrible maître en diplomatie nègre qui, avec les deux seules armes de la faiblesse, la câlinerie de l'enfant et la force d'inertie de l'esclave, sut évincer Français et Anglais et grandir sa fortune au point de pouvoir dire, un jour qu'un officier de marine le pressait (pour cause) de venir visiter la France : « Votre vaisseau n'est pas assez grand pour m'y porter. » Quelques néologismes qui sont sans excuse dans un livre écrit et imprimé à Paris, certaines incorrections évidemment calculées pour donner à la phrase un cachet créole, déparent le style clair, rapide et vibrant de M. Saint-Remy, qui s'est corrigé d'ailleurs de ces affectations puériles dans l'écrit plus récent dont il fait précéder les mémoires de Boisrond-Tonnerre.

(1) Port-au-Prince, 1848; imprimerie de Joseph Courtois.
(2) Paris, 1850; Moquet, libraire-éditeur, rue de la Harpe.

Il me reste à mentionner un écrivain qui résume assez bien en lui les progrès et les aptitudes de la littérature jaune, un écrivain qu'aucune inexpérience de forme ne rattache à ses devanciers, et qui, s'il ne signait pas Linstant (d'Haïti), se classerait honorablement parmi les bons publicistes européens. J'ai là de lui deux livres qui, sans se rattacher directement à l'histoire locale (1), pourraient lui servir, l'un de préface, l'autre de conclusion. Le premier est un *Essai sur les moyens d'extirper les préjugés de couleur* (2) (protestation doublement heureuse, car cet écrit a été couronné par la société française pour l'abolition de l'esclavage); le second traite de *l'Émigration européenne dans ses rapports avec la prospérité future des colonies* (3).— Le préjugé de couleur, qui, après avoir rebondi de gradin en gradin du maître à l'esclave, est remonté du nègre au mulâtre, du nègre illettré au nègre lettré, voilà bien, en effet, le germe et comme le sanglant avant-propos de l'histoire haïtienne, de cette histoire qui commence aux massacres de Toussaint pour aboutir aux massacres de Soulouque. — L'immigration blanche, voilà bien encore la suprême, l'unique planche de salut à jeter sur ce torrent de barbarie qui, depuis 1848, a totalement envahi la plus belle des Antilles. Par une réticence significative, M. Linstant, dont la thèse se rapporte pour le moins autant à Saint-Domingue qu'aux îles anglaises, espagnoles et françaises, ne nomme pas une seule fois son pays. C'est M. Saint-Rémy qui aura eu le premier l'honneur de rompre cette longue conspiration du silence sous laquelle s'abrite, depuis Dessalines, l'article constitutionnel de l'exclusion des blancs. Il a à ce sujet, dans son essai historique sur Boisrond-Tonnerre, une page véritablement éloquente et devant laquelle l'hypocrisie la plus invétérée, la défiance la plus ombrageuse, seraient forcées d'avouer que le cri de la civilisation n'est ici que l'écho d'un ardent patriotisme. Ce cri sera-t-il spontanément répété à Port-au-Prince? Soulouque aimera-t-il mieux attendre qu'il soit vomi par les sabords de quelque pirate annexioniste courant des bordées entre Cuba et Puerto-Rico? Là est toute la question.

GUSTAVE D'ALAUX.

(1) L'histoire proprement dite doit du reste à M. Linstant un travail précieux, le *Recueil général des lois et actes du gouvernement d'Haïti*. (Paris, 1851, chez Durand, rue des Grès.) Beaucoup de ces lois et actes n'avaient pas été classés dans les archives de l'état, et d'autres en avaient disparu par le fait même du gouvernement, désireux d'effacer la trace de certaines fausses mesures.

(2) Paris, 1842; Pagnerre, éditeur.

(3) Paris, 1850; France, éditeur.

LA PRESSE

AU DIX-NEUVIÈME SIÈCLE.

I.

LA PRESSE EN ANGLETERRE.

SES ORIGINES, SES LUTTES ET SON ÉTABLISSEMENT.

***The Fourth Estate : Contributions towards a history of newspapers and of the liberty of the Press*, by F. Knight Hunt; 2 vol., London, David Bogue.**

« Mon enfant, tu as fait fortune, dit un personnage de comédie, il est temps d'avoir des ancêtres. » Depuis que les journaux sont devenus une puissance, on leur a créé toute une généalogie. Le moyen-âge même a paru pour ces parvenus une origine trop récente, et c'est à Rome, en attendant la Grèce, qu'on a placé leur berceau. Au premier jour, quelque érudit, renchérissant sur ses devanciers, retrouvera dans des inscriptions de prétendues traces des journaux de Sparte et d'Athènes. Malgré l'autorité du docteur Johnson, malgré l'autorité plus considérable encore d'un des hommes les plus savans et les plus ingénieux de notre temps, on ne saurait voir des journaux dans les *acta diurna* de l'ancienne Rome. C'est avec aussi peu de fondement qu'on a fait naître les journaux à Venise : cette opinion repose uniquement sur l'étymologie du mot gazette, qui est incontestablement un mot vénitien. Au temps des guerres contre les Turcs, le gouvernement de Venise, pour satisfaire la légitime curiosité des citoyens, fai-

sait lire sur la place publique un résumé des nouvelles qu'il avait reçues du théâtre de la guerre, et on donnait une petite pièce de monnaie, appelée *gazetta*, pour assister à cette lecture, ou pour prendre connaissance de ce qui avait été lu. De là, disent les étymologistes, le nom de gazettes appliqué aux feuilles volantes contenant des nouvelles, lorsque ces feuilles furent imprimées et livrées au public. Rien ne semble plus naturel et plus satisfaisant qu'une pareille conjecture; par malheur, on ne trouve en Italie aucune trace de ces feuilles imprimées. Quant aux lectures faites par ordre du gouvernement sur la place publique de Venise, elles avaient lieu probablement dans toutes les républiques italiennes, et certainement à Florence, ainsi que l'atteste une collection de documens manuscrits conservée dans la bibliothèque de cette ville.

Ces documens, pas plus que les *acta diurna*, n'ont aucun rapport avec les journaux. De tout temps et en tous pays, les gouvernemens ont eu besoin de porter leurs lois et leurs actes à la connaissance du public. Ici on a fait publier des bans au son du tambour et par l'office du crieur public, ailleurs on a fait à des époques régulières des lectures à haute voix; ailleurs encore on a eu recours à des inscriptions, tantôt gravées sur la pierre, tantôt tracées sur des tablettes mobiles. Depuis l'invention de l'imprimerie, on se sert presque uniquement d'affiches apposées sur les murs. Les moyens ont différé, le but a toujours été le même. Inscriptions, proclamations, lectures publiques, ne sont que des voies diverses employées par les gouvernemens pour mettre la multitude au courant de ce qu'il était indispensable qu'elle sût. Ce sont, si l'on veut, des publications officielles; ce n'est pas là ce qu'on entend par des journaux.

Le journal est fils de l'imprimerie : il est impossible sans elle. Rapidité de publication, périodicité régulière, faculté de se multiplier à l'infini, condensation d'une foule de matières dans un étroit espace, toutes ces conditions, qui sont l'essence même du journal, ne pouvaient être réunies quand l'imprimerie n'existait pas. C'est donc dans les temps modernes, et encore à une date assez récente, qu'il faut placer la naissance des journaux. Les Anglais ont de bonne heure revendiqué pour leur pays l'initiative de ce genre de publication; mais leurs prétentions reposaient sur une fraude d'érudit, dont personne ne peut plus être la dupe aujourd'hui. On conserve au *British Museum*, au milieu de la collection de vieux journaux la plus complète qu'il y ait au monde, trois feuilles imprimées avec ce titre *the English Mercurie*, portant les numéros 50, 51 et 54, et la date de 1588. Il est question dans l'une de ces feuilles du départ de l'invincible Armada, et dans une autre d'un engagement entre sir Francis Drake et la flotte espagnole, et de la capture du vaisseau *le Saint-François*, commandé par don Pedro de Valdez. A la fin du siècle dernier, Chalmers rencontra ces trois

feuilles dans les recherches qu'il faisait au *British Museum*, et ne conçut aucun doute sur leur authenticité. Dans la biographie d'un grammairien et d'un journaliste écossais publiée en 1794, il fit honneur de l'invention des journaux à l'Angleterre et au règne d'Élisabeth, et il expliqua, par la terreur profonde qu'avait inspirée l'Armada aux Anglais, le recours à un nouveau mode de répandre les nouvelles. Sur la foi de Chalmers, toutes les encyclopédies, tous les dictionnaires, tous les auteurs qui ont eu occasion de parler des journaux ont, depuis cinquante ans, fait remonter au règne d'Élisabeth l'apparition de la première feuille périodique. En 1839, un employé du *British Museum*, M. Thomas Watts, s'avisa enfin d'ouvrir le précieux volume qui contenait l'*English Mercurie*, et le premier coup d'œil le convainquit que le prétendu journal de 1588 était l'œuvre d'un faussaire. Les caractères d'impression étaient manifestement de la seconde moitié du XVIIIe siècle, et la distinction entre les u et les v, entre les i et les j, absolument inconnue aux imprimeurs du XVIe siècle, était partout soigneusement observée. A part même ces indices matériels, l'examen du texte ne pouvait laisser aucun doute. Le faux journal donne à sir Francis Vere le titre de chevalier plusieurs mois avant que cet officier l'eût reçu d'Élisabeth; il emploie des mots qui n'étaient point encore en usage au XVIe siècle; il fait remporter une victoire par Drake un jour où l'amiral anglais courut au contraire le plus grand danger d'être pris par les Espagnols. M. Watts, dans une brochure, démontra péremptoirement la fraude dont Chalmers avait été la dupe, et des recherches subséquentes lui ont permis d'attribuer au second lord Hardwicke la responsabilité de cette supercherie littéraire.

Le journal est né presque simultanément en Angleterre, en France, en Hollande, sous l'influence des mêmes causes. La controverse religieuse, si ardente au XVIe siècle, trouva dans l'imprimerie un instrument à la fois et un aliment. Les gros livres, trop longs à écrire, trop longs surtout à lire, firent place aux petits traités courans qu'il était facile de répandre. Les traités eux-mêmes furent supplantés par les manifestes, les proclamations, les satires, imprimés sur des feuilles isolées et habituellement d'un seul côté, qu'on obtenait à bon marché, qu'on se passait sous le manteau, et qu'au besoin on affichait pendant la nuit. Les partis, pour enflammer le zèle ou soutenir l'ardeur de leurs adhérens, faisaient imprimer et distribuer la relation des avantages qu'ils avaient obtenus. C'est par des circulaires de ce genre, cachées dans des selles de cheval, dans la doublure d'un manteau de voyage, que les protestans de France apprenaient les victoires de leurs coreligionnaires d'Allemagne, et ils usaient à leur tour du même moyen. L'usage devint bientôt général d'imprimer sur des feuilles séparées et de vendre à bas prix les relations de tous les événemens remarquables,

de tous les faits propres à affriander les lecteurs. On devait être naturellement conduit à réunir plusieurs événemens sur la même feuille ou dans le même cahier, et le jour où l'industrie d'un homme, encouragée par la curiosité croissante du public, donnerait un titre uniforme à ces feuilles volantes, établirait entre elles un ordre de succession, et leur assignerait un retour périodique, la gazette, le journal seraient créés.

I.

Si l'on s'attache à la question de priorité, les dates semblent être en faveur de la Hollande et de l'Angleterre. De très bonne heure, dès les dernières années d'Élisabeth et les premières de Jacques Ier, on trouve en Angleterre un grand nombre de feuilles volantes et de placards, intitulés *News* (nouvelles) et contenant le récit d'événemens qui s'étaient accomplis en Angleterre ou sur le continent. Dans ce dernier cas, le titre indique presque toujours que les nouvelles offertes au public sont traduites de l'original hollandais, et ce soin, de la part des éditeurs anglais, suffirait seul à décider à l'avantage de la Hollande la question de priorité. Si l'on songe aux rapports journaliers qui existaient alors entre l'Angleterre et la Hollande, à l'étroite alliance qui unissait les deux peuples depuis que les Pays-Bas s'étaient soulevés contre Philippe II, on ne sera pas surpris de voir un usage hollandais passer en Angleterre. A partir de 1619, un imprimeur du nom de Nathaniel Newberry fit paraître fréquemment des relations des pays étrangers sous le titre uniforme de *News;* la périodicité manquait seule à ces publications pour en faire des gazettes. Trois ans plus tard, ce progrès fut accompli : le 23 mai 1622, Nicholas Bourne et Thomas Archer mirent en vente une feuille intitulée *les Nouvelles hebdomadaires* (*the Weekly News*). Le titre complet était : *les Nouvelles hebdomadaires* d'Italie, d'Allemagne, de Hongrie, de Bohême, etc.; c'était un sommaire plus encore qu'un titre. Le second numéro, celui du 30 mai, et plusieurs des suivans portent la mention ordinaire, *traduit de l'original hollandais*, qui constate l'emprunt fait au pays voisin. Les numéros semblent s'être suivis régulièrement; mais si le nom de l'imprimeur ne change pas, celui des éditeurs change presque avec chaque numéro : c'est tantôt Nicholas Bourne et Thomas Archer, tantôt Nathaniel Newberry et William Sheffard. Il semble que plusieurs éditeurs se soient entendus pour faire, chacun à son tour, les frais de cette publication. Le 25 septembre 1622 paraît enfin le nom de Nathaniel Butter. Celui-ci était un ancien papetier dont les affaires avaient mal tourné, et qui, pour vivre, s'était mis à faire des brochures et à compiler des nouvelles. Ses premiers écrits remontent à l'année 1611. Peu à peu il

était devenu auteur de nouvelles à la main, c'est-à-dire que, moyennant salaire, il adressait par écrit aux gens le récit des événemens du jour : c'était alors une profession fort répandue. A partir du 25 septembre, le nom de Butter figure régulièrement et en première ligne sur chaque numéro des *Weekly News*, mais il est toujours joint au nom de quelqu'un des libraires dont nous avons parlé. Il est probable que les libraires faisaient les frais de la publication, et que Butter était chargé de la rédiger pour leur compte. Par un changement qui paraît aujourd'hui tout simple et qui était pourtant une révolution, Butter faisait imprimer ce qu'il s'était jusque-là borné à écrire; il mettait à la portée de tout le monde ce qu'il avait adressé à un petit nombre de personnes. Il est à remarquer qu'à partir du jour où le nom de Butter figure sur les *Weekly News*, les mots *traduit du hollandais* disparaissent du titre, ce qui constate l'originalité de la rédaction, et chaque exemplaire qui paraît de semaine en semaine porte, outre la date de sa publication, un numéro d'ordre, ce qui met hors de doute la périodicité du recueil.

Les *Weekly News* étaient donc un vrai journal dans le sens où nous prenons aujourd'hui ce mot. Ce premier-né de la presse anglaise était loin d'avoir les dimensions formidables des journaux actuels. Un seul numéro du *Times* ou du *Chronicle* contient plus de matière que les *Weekly News* n'en donnaient en une année. C'était une petite feuille in-quarto, imprimée sur un papier très grossier, qui contenait à la file les uns des autres et sans aucune liaison les événemens importans ou singuliers arrivés sur le continent : une victoire du comte de Mansfeld en Allemagne, un sacrilége à Bologne, un assassinat ou un empoisonnement à Venise, un grand incendie à Paris. Il n'est jamais fait la moindre allusion à se qui se passe en Angleterre, et les événemens du continent sont l'objet d'un simple récit, sans aucune réflexion. Sous ce rapport, les *Weekly News* ne diffèrent en rien des feuilles volantes qui les avaient précédées; mais c'était déjà une grande nouveauté que cet intérêt qui s'attachait aux nouvelles du dehors. Un siècle plus tôt, ce que nous appelons la politique extérieure était l'affaire des rois uniquement et de leurs ministres; les peuples y demeuraient absolument étrangers, et nul ne prenait souci en France de ce qui pouvait se passer en Angleterre ou en Espagne. Les guerres de religion mirent fin à cette indifférence mutuelle; il y eut désormais, à part les rivalités des souverains, un intérêt commun entre les nations. La querelle qui se vidait par les armes en Hollande ou en Allemagne était la querelle de tous les protestans et de tous les catholiques : chaque bataille, chaque prise de ville mettait une moitié de l'Europe dans la joie et l'autre moitié dans la douleur. Les nouvelles, même des pays les plus lointains, furent dès-lors pour toutes les classes l'objet d'une ar-

dente curiosité; la propagation rapide et régulière de ces nouvelles devint un besoin public, surtout dans un pays comme l'Angleterre, placée à l'extrémité de l'Europe et isolée du continent par la mer. Il n'est donc pas surprenant que l'époque de la guerre de trente ans soit aussi celle de la naissance des journaux.

C'est en 1631 que parut le premier journal français, la *Gazette* de Théophraste Renaudot. On sait quelle est sur l'origine de la *Gazette* la tradition généralement admise. Que Renaudot ait ou non commencé par écrire des nouvelles à la main, il eut le premier en France l'idée de remplacer l'écriture par l'imprimerie. Richelieu, à qui Renaudot demanda l'autorisation de publier et de vendre ses nouvelles, s'empressa de l'accorder; il fit même de l'impression de la *Gazette* un privilége, ce qui garantissait Renaudot de toute concurrence, mais ce qui mettait aussi son journal dans la dépendance directe du gouvernement. Le premier numéro de la *Gazette* parut le 1er avril 1631, et ce recueil, rédigé après Renaudot par le fils de celui-ci, s'est continué sans interruption jusqu'à la révolution. Le succès de la *Gazette* fut immense. Le caractère officiel du recueil, l'exactitude et la variété de ses informations étaient autant de conditions de réussite. Paris et la province s'arrachèrent la *Gazette*, et il n'était hors de France aucun personnage considérable qui pût s'en passer. Le roi Louis XIII était un des lecteurs assidus de la *Gazette*, et on a même prétendu qu'il y avait écrit quelquefois. Par malheur, ce recueil, qui dut plusieurs années d'éclat à la protection de Richelieu et à la direction d'un homme d'esprit, demeura unique en France. La France, à qui nulle nation ne peut disputer l'honneur d'avoir créé les *revues* littéraires, n'a produit, avant la révolution, aucun journal politique; c'est une initiative qui devait appartenir à deux pays libres : la Hollande et l'Angleterre. Revenons à Nathaniel Butter.

Le pauvre Butter n'avait point de roi parmi ses lecteurs, point de ministre dans sa clientelle : il glanait péniblement et au jour le jour les maigres nouvelles dont il remplissait son petit carré de papier. Il les donnait toutes sèches, sans se permettre la moindre réflexion, se gardant de tout commentaire comme d'un délit qui aurait attiré sur lui les foudres de la chambre étoilée. Le vrai journal se faisait alors par correspondance. En Angleterre, comme sur le continent, les grands personnages avaient des correspondans, et cet usage y avait aussi introduit l'industrie des lettres-circulaires et des nouvelles à la main. Butter en avait long-temps vécu. La noblesse des comtés, qui venait rarement à la cour, n'avait guère d'autre moyen d'information que ces lettres-circulaires, et les établissemens publics, les cafés, qui commençaient à s'établir, avaient soin d'en recevoir quelqu'une, afin de se créer, par l'appât de la curiosité, une clientelle plus élevée. Il fallut un

long intervalle de temps pour que la feuille imprimée se substituât complétement à la gazette manuscrite des nouvellistes. Les raisons en sont bien simples. Les libraires qui employaient Butter étaient fort mal informés, et quiconque approchait un peu les grands était mieux instruit qu'eux. Les *Weekly News* s'aventuraient rarement à parler des affaires intérieures; les nouvellistes en faisaient le principal sujet de leurs lettres, et non-seulement ils racontaient les faits, mais ils y joignaient des jugemens, des appréciations qu'ils n'eussent pas osé imprimer. Les *Lettres de Nouvelles* (*News-Letters*), comme on les appelait, étaient donc beaucoup plus intéressantes que le journal imprimé, et pendant un demi-siècle elles lui demeurèrent fort supérieures en circulation et en importance.

Le journal faisait de son mieux pour soutenir la concurrence, mais les esprits ne s'habituaient point à l'idée qu'on pût faire commerce public de nouvelles; une gazette imprimée était une nouveauté si surprenante et qui faisait tant de bruit, que Ben Jonson, revenant au théâtre après un long silence, crut voir là un excellent sujet de comédie. Il fit jouer en 1625 *l'Approvisionnement de Nouvelles* (*the Staple of News*), dans lequel il ridiculisait Butter et son entreprise. Butter y est appelé maître Cymbal; mais son vrai nom, qui signifie *beurre* en anglais, revient à chaque instant dans la pièce sous forme de calembour. Ben Jonson lui donne pour collaborateurs réguliers quatre coureurs de nouvelles ou émissaires chargés de recueillir tout ce qui se dit à la cour, au cloître de Saint-Paul, rendez-vous des badauds de Londres, à la Bourse, et enfin à Westminster, où siégeaient les tribunaux. Ben Jonson ajoute à ces quatre nouvellistes un mauvais poète, un docteur en médecine, et, comme rédacteur irrégulier, Lèche-ses-Doigts, cuisinier-poète, qui consacre ses loisirs à faire des devises et autres vers de confiseur. Le personnel administratif se compose de maître Cymbal, d'un secrétaire qui enregistre les nouvelles à mesure qu'elles arrivent, de deux commis et d'une foule de cartons avec de grandes étiquettes. Une brave paysanne se présente au bureau de maître Cymbal et demande pour deux liards de nouvelles, afin d'en faire présent à son curé : on la prie d'attendre quelques instans, parce que, si elle était servie à la minute, le public pourrait croire qu'on fabrique les nouvelles, au lieu de les recueillir.

Ben Jonson n'est pas le seul poète qui ait tourné en ridicule l'entreprise de Butter : Shirley, dans *les Ruses de l'Amour*, représentées en 1625, met aussi en scène la grande nouveauté du jour, et fait un portrait peu flatteur des marchands de nouvelles. « Ces gens-là, dit Shirley, avec une heure devant eux, vous décriront une bataille dans quelque coin de l'Europe que ce soit, et pourtant ils n'ont jamais mis le pied hors des tavernes. Ils vous dépeindront les villes, les fortifications, les

généraux, les forces de l'ennemi; ils vous diront ses alliés, ses mouvemens de chaque jour. Un soldat ne peut pas perdre un cheveu de sa tête, ne peut pas recevoir une pauvre balle, sans avoir quelque page à ses trousses, format in-quarto. Rien n'arrête ces gens-là que le défaut de mémoire, et, s'ils n'ont point de contradicteur, ils ne tarissent pas. » Nous pourrions pousser la citation plus loin, car cette scène de Shirley est une première édition très complète de toutes les satires qu'on a pu faire du journalisme, et, à ne regarder que le fond des choses, certaines déclamations contemporaines n'ont pas moins de deux cent vingt-cinq ans de date.

Il paraît que les *Weekly News*, la première vogue passée, n'eurent qu'un succès médiocre. Des correspondances de France, d'Allemagne et d'Italie, quelques mots sur les affaires religieuses du dehors, n'excitaient pas suffisamment la curiosité du public. Butter se plaint d'ailleurs d'être gêné par la censure, qui taille à tort et à travers dans ses nouvelles étrangères, et leur ôte tout intérêt. Le recueil éprouva de temps à autre des interruptions; il prit quelquefois en sous-titre le nom de *Mercurius Britannicus*, pour recueillir un peu de la popularité des *Mercures* du continent, mais le public demeura toujours assez froid pour lui. On en perd toute trace après le mois de janvier 1640 : il semble donc que Butter ou soit mort, ou ait abandonné la partie au moment où les événemens politiques allaient ouvrir une vaste carrière au journalisme.

C'est à cette époque, en effet, que la chambre étoilée succomba dans la lutte qu'elle soutenait depuis si long-temps contre les pamphlétaires. Le fanatisme religieux et politique des puritains triomphait des rigueurs de ce tribunal exceptionnel, qui avait inutilement employé contre les écrivains les supplices les plus cruels, les mutilations les plus barbares, la prison, l'exil et les confiscations. Les procès mémorables de Prynn, de Wharton, de Lilburn, venaient de mettre le comble à l'irritation populaire : Charles Ier, au commencement de 1641, abolit la chambre étoilée. Dès le 3 novembre de la même année, le parlement laissa publier régulièrement le compte rendu de ses séances sous ce titre : *Diurnal Occurrences in Parliament*. Cette publication se continua sans interruption jusqu'à la restauration des Stuarts. L'abolition de la chambre étoilée équivalait à la proclamation de la liberté de la presse, et on vit éclore aussitôt des milliers de pamphlets pour ou contre la royauté, pour ou contre l'église anglicane. Quelques journaux naquirent aussi, et firent un premier pas dans le domaine de la politique, en reproduisant les débats parlementaires; puis ils s'enhardirent à publier des nouvelles de l'intérieur et à discuter les affaires du pays. Ce n'est pas que ce droit leur fût reconnu, le parlement ne se montra pas plus tolérant que n'avait été la cour : il vou-

lut restreindre aux imprimeurs de son choix la permission de publier ses débats, il voulut assujettir les éditeurs à des formalités d'enregistrement et à une censure préventive; en 1647, sur la demande de Fairfax, qui voulait qu'on limitât à deux ou trois le nombre des journaux autorisés à paraître, on vit encore le parlement augmenter les attributions de la censure et multiplier les pénalités. Ce sont ces efforts du parlement pour exercer en son nom et à son profit l'autorité dont il avait dépouillé la chambre étoilée, qui donnèrent lieu aux célèbres pamphlets de Milton en faveur de la liberté de la presse; mais les journaux avaient dans les nécessités du temps un meilleur avocat que Milton. Le parlement et la royauté étaient en lutte ouverte, et des deux côtés on cherchait un appui dans l'opinion publique. On s'aperçut bientôt que les journaux étaient un instrument fort supérieur au pamphlet; chaque parti voulut avoir son organe, et on se fit la guerre à coups de plume autant qu'à coups de fusil. Les dix-neuf années qui s'écoulèrent de 1641 à la restauration des Stuarts virent naître et mourir près de deux cents journaux; sur ce nombre, une vingtaine ont porté le titre de *Mercure*, qui semble avoir été aussi populaire en Angleterre que celui de *Gazette* en France et celui de *Courrier* en Hollande. Toutes ces feuilles étaient in-quarto, et ne paraissaient qu'une fois par semaine, la plupart le mercredi, quelques-unes le samedi : c'étaient, à vrai dire, des diatribes hebdomadaires, des pamphlets en raccourci plutôt que des journaux.

Quelques écrivains cependant arrivèrent par cette voie à la célébrité et même à la fortune. Du côté du parlement, le journaliste le plus fameux fut sans contredit Marchamont Nedham, dont l'histoire mérite d'être contée. Nedham n'était pas, comme le pauvre Nathaniel Butter, un malheureux nouvelliste vivant au jour le jour : c'était un véritable *gentleman*, qui avait fait ses études à Oxford et y avait pris ses degrés; il possédait à fond ses humanités et avait appris la physique et la médecine; il était curieux des choses de science, tournait fort agréablement les vers, et avait un esprit vif et caustique. Au sortir d'Oxford, il vint à Londres, et à l'âge de vingt-trois ans il occupait une place assez lucrative, à laquelle il devait joindre bientôt les produits de sa clientelle médicale, lorsqu'il fonda, en 1643, *le Mercure britannique*, qui fut l'adversaire le plus acharné de la cour et l'oracle du parti parlementaire. « Tout ce que Nedham disait ou écrivait, dit un de ses ennemis politiques, était regardé comme parole d'Évangile. » En 1647, ce même Nedham tomba au pouvoir des royalistes, et fut amené à Hamptoncourt en présence de Charles Ier, qui lui fit grace. Nedham créa alors et rédigea pendant dix-huit mois *le Mercure pragmatique*, dans lequel il fit la guerre aux presbytériens, et défendit avec verve et habileté la cause royaliste. Arrêté par les têtes-rondes et emprisonné à

Newgate, Nedham fut sauvé par Lenthall, président de la chambre des communes, et Bradshaw, président de la haute-cour de justice, tous les deux indépendans, qui voyaient avec défiance le parti presbytérien et étaient bien aises d'avoir une bonne plume à leur service. C'est alors que Nedham fonda, pour sa troisième opinion, son troisième journal, *le Mercure politique*, qu'il rédigea pendant dix ans avec toute la faveur de Cromwell, et dont il fit le journal le plus répandu et le plus influent de l'Angleterre. A la restauration des Stuarts, Nedham eut encore le talent de se tirer d'affaire; mais il renonça cette fois au journalisme, et se contenta d'exercer la médecine avec beaucoup de succès et de profit jusqu'à sa mort, arrivée en 1678. A côté du *Mercure politique* de Nedham, il faut mentionner un journal satirique et burlesque, entremêlé de prose et de vers, *le Mercure rustique*, rédigé aussi par un gradué d'Oxford, George Wither, qui avait abandonné le barreau pour se faire journaliste et soldat.

Du côté des royalistes, l'écrivain le plus distingué était John Birkenhead, ancien secrétaire de l'archevêque Laud, *fellow* et professeur à Oxford. C'était un homme de cour, de manières élégantes, brillant de saillie et de verve, qui jetait le ridicule à pleines mains sur les parlementaires. Il était aidé dans la rédaction du *Mercure de la Cour* (*Mercurius Aulicus*) par un autre homme d'église, Pierre Heylin, écrivain passionné, qui avait le talent de l'invective. Après la restauration, Birkenhead fut fait chevalier, devint membre de la chambre des communes, membre de la Société royale de Londres, dignitaire de l'université d'Oxford et maître des requêtes. Cette dernière place lui valait seule 3,000 livres sterling par an. Pierre Heylin devint sous-doyen de Westminster et se montra un prédicateur de mérite. Ces détails, qu'il serait facile de multiplier, marquent suffisamment quel chemin avaient fait les journaux et quelle importance ils avaient acquise. Ils tenaient sans doute encore beaucoup du pamphlet, mais ils tendaient à perdre ce caractère. Il y avait une polémique suivie entre les journaux de la cour et du parlement; on s'attaquait, on se répondait de part et d'autre, on se parodiait quelquefois, on s'injuriait très souvent. Le journal n'était plus un objet de commerce, c'était un instrument politique, et des libraires il était passé, comme on a pu le voir, aux mains de véritables écrivains, qui presque tous étaient des hommes instruits et de mérite sortis de l'église ou du barreau. Un autre progrès s'était accompli dans le mode de publication des journaux : sous Cromwell, qui ferma la bouche aux feuilles royalistes, et qui fut fort malmené par les feuilles républicaines, l'établissement du service des postes avait obligé les journaux à paraître avec ponctualité, afin de pouvoir être expédiés régulièrement chaque semaine dans les provinces.

La restauration des Stuarts, qui porta en apparence un rude coup

aux journaux, qui en diminua singulièrement le nombre, qui restreignit leur liberté, qui les persécuta même, assura en réalité l'existence de la presse anglaise en donnant à quelques feuilles une consécration officielle et une publicité lucrative. L'un des premiers actes du nouveau gouvernement fut d'interdire la publication des débats du parlement. Un ordre du conseil privé enleva à Nedham la rédaction du *Mercure politique* qu'il dirigeait depuis dix ans, transforma ce journal en *Mercure public et Nouvelliste du parlement*, et autorisa deux écrivains, Henri Muddiman et Giles Dury, à le faire paraître sous ce titre. On voit tout de suite quels droits l'autorité royale s'arrogeait sur les journaux. Muddiman et Dury firent place en 1663 à sir Roger Lestrange. Fils d'un grand propriétaire du comté de Norfolk, érudit, poète et soldat, Lestrange avait mené l'existence la plus aventureuse. Il avait combattu vaillamment pour la cause royale; pris et condamné à mort par les parlementaires, il avait dû la vie et la liberté à un hasard singulier; l'un des derniers à poser les armes, il avait été un des premiers à trouver grace devant Cromwell, et il avait donné le spectacle d'un ancien cavalier fort bien en cour sous le protecteur. Lestrange avait quitté alors l'épée pour la plume et s'était fait journaliste : il prit goût à ce nouveau métier, et le continua sous la restauration. Devenu propriétaire de l'ancien journal de Nedham, Lestrange en changea encore une fois le titre, et le fit paraître deux fois par semaine sous deux noms différens : le lundi c'était le *Public Intelligencer*, le jeudi c'étaient les *News*. Cela dura ainsi dix-huit mois ou deux ans; en 1665, Lestrange renonça à son journal sur la demande de la cour. Charles II voulait avoir en Angleterre le pendant de la *Gazette de France*, et à partir du 7 novembre 1666 parut, à Oxford d'abord, puis à Londres même, la *Gazette de Londres*, qui se publiait deux fois la semaine, les lundis et jeudis, mais en une demi-feuille in-folio. La *Gazette de Londres* fut une feuille officielle, placée sous la direction spéciale d'un sous-secrétaire d'état et rédigée par des écrivains à son choix. Elle s'est continuée sans interruption jusqu'à nos jours, et c'est dans ses colonnes que se font encore les publications officielles. Roger Lestrange reçut pour dédommagement les fonctions de censeur, et se mit à traduire l'historien Josèphe, ainsi qu'une partie de Sénèque et de Cicéron.

Malgré le patronage accordé par la cour au journal de Lestrange, malgré la publication de la *Gazette de Londres*, il existait encore un certain nombre de feuilles indépendantes, et si les journaux ne pouvaient plus publier les débats du parlement, ils continuaient à s'occuper de politique. Ainsi on voit en 1679 ce même Lestrange, tout censeur qu'il était, reprendre la plume et publier *l'Observateur* pour défendre la cour, qu'on accusait d'incliner au catholicisme; mais le

nombre des journaux alla en diminuant, et leur existence devint tout-à-fait précaire. Une page empruntée à la récente histoire d'Angleterre de M. Macaulay montrera quelle était à cette époque la situation des journaux.

« En 1685, il n'existait et ne pouvait exister rien de pareil à nos journaux quotidiens. On n'eût trouvé ni le capital ni le talent nécessaires. La liberté manquait également, condition aussi essentielle que le talent et le capital. La presse pourtant n'était pas à ce moment soumise à une censure générale. La loi sur la censure, votée peu de temps après la restauration, était expirée depuis 1679. Chacun pouvait donc à ses risques et périls imprimer, sans l'autorisation préalable d'un fonctionnaire public, une histoire, un sermon ou un poème; mais les juges étaient unanimement d'avis que cette liberté ne s'étendait pas aux gazettes, et que, d'après la loi commune de l'Angleterre, personne n'avait le droit de publier des nouvelles politiques sans l'autorisation de la couronne. Tant que le parti whig fut formidable, le gouvernement crut utile comme mesure de circonstance de fermer les yeux sur la violation de cette règle. Pendant la grande lutte du bill d'exclusion, on laissa paraître plusieurs journaux : le *Protestant Intelligencer*, le *Current Intelligencer*, le *Domestic Intelligencer*, les *True News*, le *London Mercury*. Aucun de ces journaux ne paraissait plus de deux fois par semaine; aucun ne dépassait en étendue une petite feuille simple. La quantité des matières que l'un d'eux publiait dans une année ne dépassait pas celle qu'on trouve souvent dans deux numéros du *Times*. Après la défaite des whigs, le roi n'eut plus besoin de montrer la même réserve dans l'exercice d'une prérogative que tous les juges de la couronne avaient déclarée être incontestable. A la fin de son règne, aucun journal n'avait permission de paraître sans son autorisation, et cette autorisation était accordée exclusivement à la *Gazette de Londres*. Celle-ci ne paraissait que les mardis et les jeudis. Elle contenait en général une proclamation royale, deux ou trois adresses au roi par des tories, deux ou trois promotions, le compte-rendu de quelque escarmouche sur le Danube entre les troupes impériales et les janissaires, le signalement de quelque voleur de grand chemin, l'annonce d'un grand combat de coqs entre deux personnes de qualité, et une annonce promettant une récompense pour le retour d'un chien égaré. Le tout faisait deux pages de grandeur moyenne. Tout ce qu'on avançait sur les sujets du plus haut intérêt était rédigé de la façon la plus sèche et la plus formaliste. Quelquefois cependant, quand le gouvernement était en humeur de satisfaire la curiosité publique sur une affaire importante, on publiait un placard qui donnait plus de détails qu'on n'en trouvait dans la *Gazette;* mais ni la *Gazette* ni les placards supplémentaires publiés officiellement ne contenaient jamais une nouvelle qu'il ne convînt pas à la cour de faire connaître. Les débats parlementaires et les procès d'état les plus importans dont fasse mention notre histoire étaient passés sous un profond silence. Dans la capitale, les cafés tenaient jusqu'à un certain point lieu de journal. C'est là que les habitans de Londres couraient en foule, comme jadis les Athéniens à la place du marché, pour savoir les nouvelles du jour.... Mais les personnes qui vivaient à distance du théâtre principal des luttes poli-

tiques n'avaient pas d'autre moyen d'information régulière que les nouvelles à la main. »

Il y a quelque exagération dans ce tableau de l'éloquent historien : à le prendre à la lettre, il semblerait qu'à partir des dernières années de Charles II il n'y ait plus eu en Angleterre d'autre journal que la *Gazette de Londres*. Or, *l'Observateur*, fondé par Lestrange en 1679, continua d'exister jusqu'en 1687, et en 1682 le *Loyal protestant Intelligencer* se publiait encore. Il n'en est pas moins vrai que si Jacques II avait triomphé, toute liberté de la presse, par conséquent tout journalisme eût cessé d'exister en Angleterre. La révolution de 1688 vint, suivant l'expression de M. Macaulay, mettre le gouvernement sous le contrôle de la presse. Non-seulement les journaux se multiplièrent, mais leur rôle s'agrandit tout à coup par suite de la liberté qu'un gouvernement faible fut obligé de leur laisser, et par suite de la rivalité de deux grands partis, qui, ne pouvant combattre toujours à main armée, luttèrent par la publicité. Jacques II avait à peine mis le pied sur la terre de France, que tous les partis fondaient à l'envi des journaux. Le nouveau gouvernement ne fut pas le dernier à recourir à ce moyen de défense, ainsi que le prouve la publication immédiate de l'*Orange Intelligencer*, dont le nom n'a pas besoin de commentaire. De 1688 à 1692, en quatre ans, on vit paraître vingt-six feuilles nouvelles, tandis que les vingt-six années de la restauration, de 1661 à 1688, n'en avaient vu naître que soixante-dix, qui presque toutes étaient mortes au bout de peu de temps. La loi qui soumettait les journaux à l'autorisation préalable existait encore, sans que Guillaume III eût osé faire usage du pouvoir qu'elle lui attribuait. Cette loi expirait en 1692 : elle fut prolongée pour un an; mais l'année suivante les tories, les jacobites et même les mécontens du parti ministériel se coalisèrent contre elle, et empêchèrent qu'elle ne fût renouvelée. Tous les journaux fondés depuis la révolution eurent alors une existence légale; toutefois la liberté extrême dont ils jouissaient était une tolérance plutôt qu'un droit. Le parlement s'arrogea même sur eux le droit de censure qu'avait perdu la royauté; il leur interdit de publier les débats des deux chambres, et il étendit en termes exprès cette interdiction aux auteurs de correspondances politiques. Un écrivain jacobite, du nom de Dyer, fut mandé à la barre des communes et réprimandé pour avoir, dans une de ses lettres, rendu compte d'une séance et nommé les orateurs qui avaient parlé. Ce fait prouve les prétentions du parlement et aussi la persistance des correspondances politiques soixante-quinze ans après l'apparition du premier journal. Cette industrie existait encore sous le règne suivant, car une feuille du temps, l'*Evening Post*, s'étonne que

bien des gens en province consentent à payer 3 et 4 livres par an pour recevoir une correspondance, lorsqu'un bon journal leur coûterait beaucoup moins. Plusieurs feuilles, pour faire concurrence aux nouvelles à la main, avaient pourtant imaginé de paraître avec deux pages imprimées et deux pages en blanc, afin qu'on pût se servir de son journal en guise de papier à lettre, et envoyer les nouvelles du jour à ses amis chaque fois qu'on leur écrivait. Ces journaux se vendaient 2 pence ou 4 sous le numéro.

« La publication de véritables journaux, consacrés en partie à la diffusion des nouvelles, en partie à la discussion des matières politiques, peut, en somme, être rapportée au règne de la reine Anne, époque à laquelle ces journaux eurent une grande circulation et devinrent les organes accrédités des diverses opinions; » — c'est Hallam qui s'exprime ainsi dans son *Histoire constitutionnelle de l'Angleterre*. Le règne d'Anne fut en effet une époque éminemment favorable au développement des journaux. La guerre de la succession d'Espagne, qui avait pour théâtre l'Europe presque tout entière, préoccupait tous les esprits, parce qu'il en pouvait sortir une contre-révolution en Angleterre : la curiosité publique était donc tenue sans cesse en éveil. Deux partis fortement organisés, les tories et les whigs, s'étaient formés et se disputaient le pouvoir avec acharnement. La lutte était engagée non-seulement à la cour et dans le parlement, mais devant l'opinion publique, à laquelle on en appelait des deux parts. Les journaux furent naturellement amenés à donner une place égale aux nouvelles et aux discussions politiques. L'activité intellectuelle qui a fait de cette époque l'âge d'or de la littérature anglaise ne fut pas non plus sans influence sur le développement et la transformation du journalisme.

Addison a fait mainte allusion à l'avidité de ses contemporains pour les nouvelles et à « l'aisance que cette curiosité générale procure à une demi-douzaine d'hommes d'esprit qui en vivent. » Le vent d'ouest qui empêchait la malle du continent d'aborder était considéré comme une calamité publique et plongeait dans un ennui profond la cour et la ville. La province était peut-être plus avide encore de journaux, car les gens de Londres avaient au moins la ressource des cafés, où la politique était le sujet de toutes les conversations, et où les nouvellistes de profession apportaient et recueillaient les bruits du jour. Aussi Exeter, Salisbury et quelques autres grandes villes virent-elles naître à ce moment les premiers journaux de province, dont la publication prouverait à elle seule la place que le journal tenait déjà dans les besoins de la population. Quant à Londres, il s'y publiait alors dix-huit feuilles politiques, c'est-à-dire sept de plus qu'en 1852. Tous ces journaux paraissaient au moins deux fois la semaine, les jours où partait la poste, et

l'année 1709 fut inaugurée par la création du *Daily Courant* (*Courrier Quotidien*), la première feuille quotidienne publiée en Europe.

On ne saurait passer sous silence un trait caractéristique de l'époque, et qui prouve mieux que tout le reste l'importance que les journaux avaient acquise : c'est l'intervention de grands personnages dans les luttes de la presse et le nombre d'écrivains éminens qui firent de la rédaction des journaux leur occupation habituelle. On vit un lord, un chef de parti qui devait être premier ministre, Bolingbroke, attaquer le gouvernement par une lettre signée dans l'*Examiner*, et être réfuté dans le *Tatler* par le lord-chancelier lui-même, lord Cowper. Ce même Bolingbroke, tombé du ministère, reprit la plume, fit dans le *Craftsman* des articles de polémique qu'il signait « un écrivain de circonstance » (*an occasional writer*), et publia dans le même journal, sous le titre de *Lettres sur l'Histoire d'Angleterre, par Humphrey Oldcastle*, une série d'articles qui furent fort remarqués et qui furent plus tard réunis en volumes. A côté de Bolingbroke ou contre lui écrivirent Swift, Steele, Addison. Ces noms rappellent un genre de journaux qui n'a eu qu'une existence momentanée, mais qui est resté célèbre, les journaux plus littéraires encore que politiques, où la morale, la philosophie, la peinture de la société, tenaient autant et plus de place que la polémique, et dont le *Spectateur* est demeuré le modèle. Ce fut la bonne fortune de cette époque de produire des journaux qui ont mérité de passer à la postérité, et qui sont lus encore comme des livres.

Le premier en date de ces journaux, et l'un de ceux qui sont le plus souvent cités, est le *Tatler* (*le Babillard*), fondé en 1709 et qui eut à la fois pour rédacteurs Swift, Addison et Steele; mais Swift le quitta bientôt pour passer à l'*Examiner*, qu'il rédigea de moitié avec Bolingbroke et dont il fit une feuille essentiellement politique. Il en céda plus tard la direction à Oldisworth, et ne rentra dans le journalisme qu'après un assez long intervalle, en collaborant en 1728 à l'*Intelligencer* et en y publiant les *Lettres de Drapier*, qui jouirent d'une grande réputation jusqu'au moment où les *Lettres de Junius* vinrent les détrôner et les faire oublier. Addison, de concert avec Steele, publia le *Tatler*, le *Spectator* et le *Guardian*. Il rédigea seul le *Freeholder*, et un peu plus tard *le Vieux Whig* (*the Old Whig*), feuilles toutes politiques qui avaient pour objet unique la défense du parti whig, dont les chefs étaient les amis personnels d'Addison. Steele, dont la plume était infatigable, collabora successivement au *Tatler*, au *Spectator* et au *Guardian*, et, tout en écrivant dans ce dernier recueil, il trouvait encore le temps de rédiger seul ou presque seul l'*Englishman*, qu'il fonda en 1713, et qu'il remplaça plus tard par le *Plebeian*, le dernier journal dans lequel il ait écrit. Deux écrivains, bien inférieurs aux précédens, mais de quelque

mérite, Thomas Gordon, le traducteur de Tacite, et Trenchard, écrivirent à la même époque dans le *British Journal* les *Lettres de Caton*, dont quelques-unes furent attribuées à Bolingbroke. Les feuilles que nous venons de nommer ne seraient plus aujourd'hui considérées comme des journaux; mais, à l'époque où elles parurent, elles eurent une publicité plus considérable que celle des vrais journaux et une influence beaucoup plus grande. Elles contenaient, outre les articles qui ont depuis été recueillis à part, une certaine quantité de nouvelles courantes et bon nombre d'annonces. Aucune d'elles n'eut une longue existence, parce qu'elles n'avaient qu'un ou deux rédacteurs, et la nécessité de donner un ou deux articles par semaine, en tournant dans un cercle très étroit, mettait promptement hors d'haleine les écrivains les plus féconds; il n'était pas d'auteur dont la verve ne s'épuisât en deux ou trois ans à un tel métier. Les feuilles quotidiennes, qui avaient toujours la primeur des nouvelles, s'emparèrent bientôt exclusivement de la politique, et les journaux qui avaient des prétentions littéraires restreignirent leur publicité au lieu de l'accroître, parurent une fois par semaine avec des caricatures, ou devinrent mensuels sous le nom de *magazine*. Le *Gentleman's Magazine* date du règne de George Ier.

L'influence considérable que la presse périodique avait acquise porta ombrage au pouvoir, et appela ses rigueurs sur les journalistes. Le pouvoir alors, ce n'était plus la royauté, c'était le parlement, et la chambre des communes, qui avait fait aux Stuarts un crime de leur chambre étoilée et de leurs persécutions contre la presse, refusa de subir à son tour ce contrôle de la publicité qu'elle avait elle-même imposé à la royauté; elle se transforma en une véritable chambre étoilée pour venger ses propres injures. Toute allusion à ses débats intérieurs, toute réflexion sur les discours prononcés dans son sein, toute désapprobation des mesures votées par elle, devinrent des délits punis par l'amende, l'emprisonnement, le pilori. Dans sa violence, elle ne respecta même pas le principe de l'inviolabilité parlementaire; en 1707, elle expulsa de son sein un de ses membres pour un livre qu'elle déclara injurieux à la religion chrétienne. On sait que l'existence du célèbre auteur de *Robinson Crusoé*, Daniel de Foe, ne fut qu'une longue lutte contre le parlement, et s'écoula à écrire des pamphlets, puis à les expier en prison. Quant aux journaux, il ne se passait guère de session qu'on ne vît quelque écrivain et quelque imprimeur traduits à la barre des communes et envoyés à Newgate. Steele lui-même, quoique membre du parlement, porta la peine des sarcasmes qu'il lançait contre la majorité; malgré l'appui de Walpole et du parti whig tout entier, qui prit fait et cause pour lui, il fut expulsé de la chambre en 1713 pour trois articles dans l'*Englishman*. Ce seul fait suffit à donner

une idée de l'acharnement des communes contre le pouvoir nouveau qui exerçait sur elles une surveillance importune et leur disputait la direction de l'opinion publique.

Las de s'en prendre aux écrivains, le parlement résolut d'attaquer directement l'existence de *Grub Street*, ainsi qu'on appelait collectivement et par ironie les journaux. Tous les ans, on mettait en délibération les moyens de réprimer la licence de la presse et de soustraire à sa malignité les affaires de l'état. Il fut d'abord question de remettre en vigueur la loi sur la censure, mais on craignit de réveiller des souvenirs odieux. On songea ensuite à exiger une signature au bas de chaque article. « Il était temps, dit l'auteur de la proposition, que les écrivains déposassent leur masque anonyme (*to drop the anonymous mask*) et signassent leurs œuvres de leur nom, » afin d'en porter la responsabilité : on voit qu'il n'y a rien de nouveau sous le soleil. Ce second moyen fut repoussé comme profondément ridicule. En 1712, quelques membres de la commission du budget s'avisèrent que « le moyen le plus efficace de supprimer les libelles serait de mettre un droit très lourd sur tous les journaux et toutes les brochures. » Cette proposition fut accueillie avec acclamations. La chambre des communes vota un droit de timbre d'un sou sur toute demi-feuille imprimée, de 2 sous sur chaque feuille entière, et de 24 sous sur toute annonce insérée dans un journal. Ces droits existent encore aujourd'hui, tels qu'ils ont été votés en 1712; seulement, sous George Ier, en 1726, on dut modifier la rédaction de la loi, parce que plusieurs journaux, qui avaient pris à dessein un format intermédiaire entre la demi-feuille et la feuille entière, prétendaient n'être pas compris dans la loi, et soutenaient qu'au lieu d'être assujettis au timbre, ils devaient être traités comme les brochures, qui payaient un droit fixe sur chaque édition, indépendamment du nombre des exemplaires. L'impôt du timbre et l'impôt sur les annonces, auxquels est venu se joindre depuis un impôt sur le papier, eurent dans le premier moment tout l'effet qu'on s'en était promis. Beaucoup de journaux furent tués du coup, plusieurs durent se fondre avec d'autres publications, d'autres perdirent une partie notable de leur clientelle par l'augmentation de leur prix, et périrent après avoir langui quelque temps. *Le Spectateur* fut du nombre. En 1709, il y avait à Londres dix-huit journaux; en 1733, on y comptait seulement trois journaux quotidiens, dix journaux paraissant trois fois par semaine, et quelques recueils hebdomadaires.

II.

Il serait inutile d'aller plus loin et de poursuivre en détail l'histoire de la presse périodique en Angleterre. A l'avénement de la maison de Hanovre, le véritable journal existait tel que nous le connaissons aujourd'hui, apportant régulièrement chaque matin au public son tribut d'articles politiques, de nouvelles de l'intérieur et de l'étranger, et d'annonces de toute sorte. Le timbre complétait la ressemblance. La seule différence sérieuse était dans l'organisation commerciale de la presse; les journaux n'étaient point encore des entreprises isolées, indépendantes de toute autre spéculation. Ainsi, en 1726, tous les journaux qui se publiaient à Londres appartenaient à des libraires, à l'exception du *Craftsman*, fondé avec l'argent de Bolingbroke. Il serait hors de propos de suivre dans leur existence éphémère des feuilles dont le nom même n'a pas survécu. Il suffira de glaner quelques faits dans le livre intéressant, mais malheureusement trop confus, que M. Knight Hunt, l'un des rédacteurs des *Daily News* de Londres, a consacré à l'histoire de la liberté de la presse et par conséquent à l'histoire des journaux dans son pays. Avec un peu plus d'ordre et de méthode, avec plus de sobriété dans les détails et un choix plus judicieux des faits, le livre de M. Knight Hunt aurait rendu ce travail superflu, mais l'auteur lui-même a de propos délibéré, et il a soin de nous en prévenir, réduit sa tâche à celle d'un collecteur de matériaux.

En 1746, l'auteur de *Tom Jones*, Fielding, à qui la rédaction d'un journal ministériel avait valu une place de juge de police, fonda le *Covent-Garden Journal*, et y introduisit une innovation qu'expliquent tout naturellement les fonctions du magistrat et le penchant du romancier pour les incidens dramatiques. Ce journal donna régulièrement l'analyse des séances des tribunaux correctionnels. Les autres journaux en firent autant; mais ils étendirent leur publicité à toutes les cours de justice, et aujourd'hui encore les comptes-rendus judiciaires publiés quotidiennement par les journaux de Londres contiennent plus de matière que notre *Gazette des Tribunaux*. Ce n'est guère que quinze ans plus tard qu'on vit paraître les premiers articles relatifs aux théâtres; encore se réduisirent-ils long-temps à l'annonce et à l'analyse des pièces nouvelles, sans commentaires, sans aucune appréciation du mérite des écrivains et du jeu des acteurs; c'est vers 1780 que le *Morning Post* imagina de publier régulièrement sur les pièces de théâtre de véritables articles critiques. Les *Lettres de Junius* tiennent trop de place dans l'histoire littéraire et politique de nos voisins pour n'être pas mentionnées ici. Ces lettres fameuses, qui remuèrent toute l'Angleterre, parurent dans le *Public Advertiser* du 28 avril 1767 au

2 novembre 1771, et elles augmentèrent de douze pour cent la vente quotidienne de ce journal. Il fallut tirer à part dix-sept cent cinquante exemplaires du numéro qui contenait la lettre de Junius au roi George II.

Les journaux avaient encore un droit à conquérir, celui de publier les débats du parlement. De nos jours, les membres des assemblées délibérantes quêtent de toutes façons la publicité; il en est même qui voudraient imposer aux journaux, par mesure législative, la tâche ingrate de recueillir leurs moindres paroles. Au XVIII[e] siècle, le parlement anglais maintenait avec une extrême rigueur l'interdiction prononcée autrefois par les Stuarts dans une pensée politique. On voit la chambre des communes renouveler périodiquement la déclaration, « que c'est une insulte à la chambre et une violation de ses priviléges d'oser donner dans un journal, manuscrit ou imprimé, aucun compte-rendu ou détail des débats ou délibérations de la chambre ou de ses commissions, et que les coupables seront poursuivis avec la plus grande sévérité. » La volonté du parlement se trouva un jour impuissante devant la curiosité publique. C'était le temps de la lutte du trop célèbre Wilkes contre le ministère et la majorité de la chambre des communes. Les séances de la chambre n'étaient qu'une suite de débats orageux, et du parlement l'agitation se communiquait au dehors. Un éditeur entreprenant, nommé Almon, se hasarda à publier trois fois par semaine dans son journal, le *London Evening Post*, les détails qu'il recueillait de la bouche de quelques députés. Pendant deux sessions, il ne fut point inquiété, et son succès encouragea d'autres journaux à l'imiter. La chambre des communes se crut bravée, et, dans la session de 1771, elle appela à sa barre les imprimeurs des journaux coupables. Ceux-ci ne comparurent pas; la chambre lança contre eux des mandats d'arrêt. Le lord-maire et Wilkes, qui était alderman, les firent remettre en liberté, comme arrêtés irrégulièrement et au mépris des priviléges de la Cité de Londres. La chambre des communes, après un débat des plus acharnés, réprimanda le lord-maire, qui était un de ses membres, et l'envoya à la Tour. Une dissolution survint, qui mit en liberté le lord-maire et les imprimeurs poursuivis, avant que la question légale eût été résolue. La nouvelle chambre des communes, soit qu'elle fût animée d'un esprit différent, soit qu'elle craignît un échec, ne renouvela pas la lutte, et laissa imprimer le compte-rendu de ses séances. C'est donc au prix d'un procès que les journaux anglais se sont mis en possession de publier les débats parlementaires; ils continuent à le faire, grace à la tolérance des deux chambres, mais non pas en vertu d'un droit reconnu et incontestable. Les défenses de la chambre des communes subsistent encore, mais on les laisse sommeiller; il n'est pas à craindre qu'on les tire jamais de l'oubli. Il échappa une fois à

O'Connell, dans la chambre des communes, des expressions blessantes pour les écrivains de la presse : les journaux de Londres, d'un commun accord, s'abstinrent de donner ses discours jusqu'à ce qu'il eût publiquement rétracté ses paroles. Tel est le changement que le temps amène dans les idées des hommes; le silence de la presse était un privilége il y a moins d'un siècle, c'est aujourd'hui un châtiment.

Un siècle après la révolution qui avait sauvé les libertés anglaises de la destruction naquit le journal qui tient aujourd'hui le premier rang dans la presse européenne : c'est au mois de janvier 1788 que fut publié le *Times*, qui est demeuré la propriété de la famille de son fondateur, l'imprimeur J. Walter. Le *Times* était moins un journal nouveau que la continuation d'une autre publication, le *London Daily Universal Register*, qui avait paru pour la première fois le 13 janvier 1785, et qui se transforma au bout de trois ans. Malgré ses soixante-cinq années d'existence, le *Times* est loin d'être le doyen de la presse anglaise. Sans parler de la *Gazette de Londres*, qu'il convient de mettre à part, le *Public Ledger*, qui n'est plus guère qu'une feuille d'annonces, remonte jusqu'à l'année 1760, c'est-à-dire près de trente ans plus haut que le *Times*. Le *Morning Chronicle* vient ensuite : il fut fondé en 1769 pour défendre le parti whig. Il eut à sa naissance pour imprimeur et pour directeur William Woodfall, frère de l'heureux éditeur du *Public Advertiser*, où paraissaient à ce moment même les *Lettres de Junius*. Le *Morning Post* date de 1772, et le *Morning Herald* du 1er novembre 1780. Des journaux du matin qui se publient aujourd'hui à Londres, le *Morning Advertiser* et les *Daily News* sont seuls plus récens que le *Times*. Cette longue existence des feuilles anglaises est une preuve que les journaux sont de bonne heure devenus en Angleterre une entreprise avantageuse. Au moment de la fondation du *Morning Chronicle*, le *Daily Advertiser*, créé dans la première moitié du siècle, avait déjà fait la fortune de plusieurs propriétaires, et ses actions s'adjugeaient aux enchères à des prix fabuleux. Le *Public Advertiser* d'Henri Woodfall se vendait à près de trois mille exemplaires par jour, chiffre énorme pour le temps. La circulation des journaux s'accroissait plus rapidement que leur nombre. En 1753, les journaux vendirent 7,411,757 feuilles; en 1760, 9,484,791; trente ans plus tard, en 1790, 14,035,739; en 1791, 14,794,153; enfin en 1792, 15,005,760. L'accroissement rapide de ces trois dernières années n'était que le prélude du développement que les journaux allaient devoir à l'agitation causée par la révolution française.

M. Knight Hunt a établi une curieuse comparaison entre les premiers numéros du *Times* et l'*Orange Intelligencer*, fondé un siècle auparavant par les partisans de Guillaume III. Le journal de 1688, publié deux fois par semaine sur une petite feuille in-quarto, est de beaucoup

dépassé par le premier journal quotidien, le *Daily Courant*, de 1709, qui n'est lui-même qu'un pygmée auprès du *Times* de 1788. Celui-ci pourtant n'était pas aussi grand que ses contemporains du *Herald* et du *Chronicle*, et n'était pas la moitié de ce qu'il est aujourd'hui. L'agrandissement continuel mieux encore que la multiplication des journaux montre quel a été d'année en année le développement de la curiosité publique, toujours plus exigeante et étendue à plus de sujets. Il marque aussi d'une façon indirecte les progrès de la puissance de la presse, dont cette curiosité générale est à la fois l'origine et le point d'appui. Ce n'est pas d'eux-mêmes que les journaux tirent leur force, mais de ce besoin universel d'informations que seuls ils peuvent satisfaire. Rendez la nation indifférente aux affaires publiques, et ni talent ni sacrifices d'aucune sorte ne pourront empêcher les journaux de languir. Il ne faut donc juger de la puissance réelle des journaux ni par leur nombre ni par la liberté dont ils jouissent. Nulle part ils ne sont plus nombreux et plus libres qu'aux États-Unis, nulle part peut-être ils n'ont moins d'influence; on a vu au contraire, en France, sous la restauration, deux ou trois feuilles lilliputiennes, sans cesse aux prises avec la censure, gouverner l'opinion publique. La presse anglaise est de nos jours encore celle qui a le plus de crédit sur les lecteurs auxquels elle s'adresse, aucune pourtant n'a eu à lutter contre des entraves plus fortes et une persécution plus longue.

Il y a soixante ans à peine que l'imprimeur d'un journal a subi encore à Londres la honte du pilori. A partir du commencement de la guerre d'Amérique, les poursuites contre les journaux devinrent presque quotidiennes en Angleterre, et, aussitôt que le contre-coup de la révolution française se fit sentir, elles prirent un tel caractère d'acharnement, que l'un des chefs du parti whig, Sheridan, crut devoir fonder une *Société des amis de la liberté de la presse*, pour venir en aide aux journaux menacés dans leur existence. On remplirait vingt pages avec la simple nomenclature des condamnations prononcées contre les journaux anglais dans les soixante années qui se sont écoulées de 1770 à 1830. Ce sont les procès de presse qui ont fait la réputation et la fortune politique d'Erskine, de Mackintosh, de Brougham et de la plupart des hommes distingués du barreau anglais. On n'a pas oublié le bill dit des six actes que lord Castlereagh fit voter en 1817 par le parlement. Ce bill ne contenait pas moins de six lois différentes contre la presse. En quelques mois, il peupla les prisons de journalistes; il contraignit un célèbre écrivain radical, Cobbett, à se réfugier aux États-Unis, et il réduisit toute la presse au silence. Il fut suspendu deux ans plus tard, et en vérité lord Castlereagh n'avait pas besoin de cette législation exceptionnelle, car la législation ordinaire, qui subsiste encore aujourd'hui sans modification aucune, était parfaitement suffi-

sante pour faire la guerre aux journaux. En 1812, les deux frères Hunt avaient été condamnés à un an de prison et à une amende qui, avec les frais, s'élevait à 50,000 francs, pour avoir imprimé dans l'*Examiner* que le *Morning Post* avait un peu outrepassé la vérité en appelant le prince de Galles, alors âgé de près de cinquante ans, un *Adonis*. En 1820, M. Francis Burdett fut condamné à trois mois de prison et à une amende de 50,000 francs, qui, avec les frais, montait à près de 80,000. Un document parlementaire constate que, de 1808 à 1821, le gouvernement anglais intenta cent un procès de presse et fit condamner quatre-vingt-quatorze journalistes, dont douze à la déportation pendant sept ans et les autres à des emprisonnemens plus ou moins longs. Ce n'est pas en 1821 que se termine ce martyrologe de la presse anglaise; M. Knight Hunt l'a poursuivi jusqu'en l'année 1833, qui vit encore prononcer plusieurs emprisonnemens. Il semble que, depuis cette époque, il n'y ait plus eu de poursuites ordonnées par le gouvernement. L'honneur en revient aux hommes qui ont été depuis quinze ans à la tête des affaires, mais non pas à la législation, qui n'a pas changé. Lord Palmerston disait, l'an passé, à Tiverton, qu'en Angleterre tout homme pouvait exprimer librement ses opinions, quelles qu'elles fussent; le ministre aurait dû ajouter pour être sincère : « Tant qu'il convient au gouvernement de ne pas le poursuivre. » A l'école d'une longue persécution et sous le joug d'une législation rigoureuse, la presse anglaise a appris la modération et la réserve; elle apporte dans sa polémique sur les affaires intérieures une grande mesure et beaucoup de dignité; s'abstenant de toute attaque violente contre les personnes et les institutions, elle donne à vrai dire peu de prise contre elle. L'abus inoui qui a été fait jusqu'en 1830 des poursuites judiciaires contre les journaux a mis du côté de la presse l'opinion publique, qui s'alarmerait et s'irriterait d'un retour à la violence des Liverpool et des Castlereagh. La politique a donc commandé au gouvernement de fermer les yeux sur quelques écarts accidentels, en même temps que la tolérance lui était rendue facile par la modération habituelle des journaux. Si donc il n'y a pas eu depuis quelques années de procès de presse en Angleterre, cela tient à l'état de l'opinion et aux mœurs publiques du pays, non à une législation plus libérale qu'ailleurs. Ce n'est pas, comme lord Palmerston semblait le faire entendre, que l'Angleterre concède aux opinions plus de liberté que les autres états : c'est qu'on y abuse moins de la liberté limitée, mais suffisante, qu'on y accorde. La limite imposée par les mœurs et les habitudes empêche seule de rencontrer et de voir la limite imposée par la loi.

La modération et la dignité dont la presse anglaise fait preuve en général proviennent moins encore de l'appréhension d'une législation qui sommeille que d'une juste fierté et du besoin instinctif de se rele-

ver du plus inique des préjugés. Si le journal est influent et populaire en Angleterre, il n'en est pas ainsi du métier de journaliste, auquel s'attache encore une certaine défaveur. Tandis qu'en France on fait fracas de sa collaboration au moindre journal, en Angleterre on ne voit personne s'en faire un titre. Il faut chercher l'origine de ce préjugé contre les journalistes dans les longues persécutions que la presse a eu à subir en Angleterre. Ce ne sont pas seulement les amendes et les emprisonnemens qu'on a prodigués aux écrivains de la presse, ce sont les peines afflictives et infamantes. Pendant toute la durée du XVIIIe siècle, on vit des journalistes pendus, marqués, mis au pilori, fouettés en place publique, emprisonnés avec les criminels, etc. Les écrivains sérieux, les hommes d'un réel mérite s'écartèrent à la longue d'un métier si périlleux, et la presse demeura livrée pendant long-temps aux gens aventureux que le danger n'effrayait pas, que l'emportement de la passion, l'appât d'un salaire ou l'esprit de spéculation entraînaient souvent à la diffamation et au scandale. Dès le commencement du XVIIIe siècle, Addison s'était plaint dans le *Freeholder* des excès de la presse; ces excès allèrent croissant à mesure que la lutte des partis s'envenimait. Toutes les opinions montraient la même intolérance, le même oubli de toute retenue, et ne voyaient dans les journaux, au lieu d'un puissant instrument de propagande, qu'un moyen de blesser et de déshonorer des adversaires. Il n'est pas surprenant qu'avec de telles habitudes un certain discrédit se soit à la longue attaché à la presse quotidienne, et les satires vengeresses d'Addison et de Crabbe, des moralistes et des poètes, durent paraître au public la plus juste et la plus méritée des sentences.

Le coup était porté, et quand, au commencement de ce siècle, les journaux, tombés aux mains d'hommes honorables et opulens, prirent un autre ton et d'autres allures, ce ne fut que par l'appât d'appointemens élevés qu'ils purent rappeler à eux les hommes de talent; mais ceux-ci, loin de songer à tirer vanité de leur collaboration, la dissimulèrent presque tous soigneusement. Les plus grands noms de la littérature et du barreau ont traversé presque incognito cette difficile école. Lord Brougham passe pour avoir continué à écrire dans les journaux lorsque sa fortune politique était déjà faite. Benjamin Disraëli a pris part à la direction d'un journal éphémère, *le Représentant*. Lord Campbell, qui occupe aujourd'hui un des siéges les plus élevés de la magistrature, a débuté par faire dans le *Morning Chronicle* les articles de critique théâtrale, et il occupait encore ce poste en 1810. Parmi les simples hommes de lettres, il suffit de nommer Coleridge, Charles Lamb, Hazzlitt, Leigh Hunt, Thackeray et le romancier Dickens, qui a commencé par sténographier les débats du parlement avant de prendre rang parmi les rédacteurs et parmi les écrivains.

Pendant que les hommes qui étaient les plus capables de faire évanouir un injuste préjugé n'osaient l'affronter et se cachaient d'écrire, une autre classe d'écrivains n'a jamais hésité à se mettre en avant. Ce sont les *raccoleurs de nouvelles*, les *reporters*, ou, pour leur donner le nom sous lequel ils sont populaires, les *penny-a-liners* (écrivains à deux sous la ligne), c'est-à-dire les employés subalternes que les directeurs de journaux envoient par la ville en quête des accidens, des incendies et des crimes. Ils se trouvent déjà dépeints sous le nom d'*émissaires* dans le tableau satirique que Ben Jonson trace du personnel employé par Nathaniel Butter : ce sont eux qui recueillent les faits du jour à Westminster, à Saint-Paul et à la Bourse. Sous le nom que leur a valu le taux de leur salaire, ils ont exercé la verve de tous les auteurs satiriques du XVIIIe siècle, et, au temps où les œuvres dramatiques n'étaient pas encore soumises à la censure de la presse, l'écrivain famélique qui fait un jour mourir un personnage pour avoir à dîner, et le ressuscite le lendemain pour gagner son déjeuner, qui verrait volontiers la moitié de Londres renversée par un tremblement de terre pour en raconter la destruction à l'autre moitié, le *penny-a-liner* tenait, dans le théâtre anglais, à peu près la place du parasite dans le théâtre antique. Ses mœurs n'ont pas changé. Une maison a-t-elle brûlé, un meurtre a-t-il été commis, un enfant a-t-il été écrasé, — au milieu de la foule accourue se fait bientôt remarquer un individu qui multiplie les questions, qui va d'une personne à l'autre s'enquérir des moindres détails de l'événement, qui prend des notes sur un carnet, et qui, si la foule est compacte ou si l'on repousse les importuns, tient bon, se fait faire place et se réclame de son titre en répétant qu'il est « un monsieur de la presse » (*a gentleman of the press*). Du nombreux personnel qui concourt plus ou moins à la rédaction d'un journal, le public anglais ne connaît que les *écrivains à deux sous;* mais il les rencontre partout et à toute heure : au bureau des hôtels où descendent les étrangers de distinction, à la porte des grands personnages malades, dans tous les rassemblemens, aux courses, aux combats de coqs, au pied de l'échafaud des criminels qu'on exécute. Si dans une voiture publique, dans un lieu de divertissement, à un spectacle en plein air ou à une pendaison, à un convoi ou sur le passage d'un cortége royal, un homme est plus communicatif que les autres, a le verbe un peu haut, se montre prompt à questionner et à répondre, paraît au courant de toutes choses, sait les bruits du jour dans le plus grand détail et a le mot pour rire en toute occasion, pour peu qu'il laisse percer un bout de papier ou un crayon, il est immédiatement atteint et convaincu d'appartenir à la presse. Ces hommes que rien ne rebute, qui pénètrent de gré ou de force, ouvertement ou par ruse, partout où il y a une nouvelle à glaner, et dont l'avidité peu scrupuleuse brave tous les obstacles, repré-

sentent seuls, aux yeux d'une portion du public anglais, les journalistes, avec lesquels ils n'ont pourtant presque point de rapports. C'est d'après eux qu'on juge tous les écrivains de la presse, et il n'est pas surprenant que, pour beaucoup d'esprits, le nom de journaliste rappelle ce mélange de suffisance, de prétentions ridicules et de mauvaises manières que quelques romanciers français ont attribué à la classe des commis voyageurs. Cette défaveur attachée à la presse politique est d'autant plus singulière qu'elle ne s'étend ni aux *magazines*, ni surtout aux *revues*. Gifford, Mackintosh, Jeffrey, Sydney Smith, Macaulay, Alison, non-seulement ont avoué leur collaboration aux *revues* anglaises, mais s'en sont toujours fait un titre d'honneur, et y ont trouvé un moyen de rapide élévation.

La législation de la presse anglaise et ses conséquences nous ont amenés jusqu'à l'époque actuelle; il est donc à propos de dire un mot des charges qui pèsent encore sur les journaux. L'impôt du timbre avait été continuellement éludé par les imprimeurs et les journalistes; néanmoins il fut un des premiers impôts que Pitt aggrava, lorsqu'il entreprit de rétablir les finances anglaises. Cet impôt devint alors tellement lourd, que la tentation de le frauder fut irrésistible pour les imprimeurs, dès qu'ils eurent la perspective d'une vente assez considérable. La révolution de juillet en France et le bill de réforme en Angleterre, en répandant une vive agitation dans tous les esprits, donnèrent une grande impulsion à la presse; le parti radical, qui se croyait triomphant, redoublait d'efforts, et inondait l'Angleterre de ses publications. Des hommes entreprenans imprimèrent journaux et brochures sur des feuilles non timbrées, les firent crier par les rues, distribuer à domicile, et, comme le droit sur chaque numéro de journal était alors de 4 pence ou 40 centimes, ils pouvaient, malgré des frais de toute sorte, donner leurs journaux à des prix trois ou quatre fois moindres que ceux des publications légales, et ils en vendaient un nombre prodigieux. En 1831, la vente d'un journal hebdomadaire de principes tout-à-fait révolutionnaires, le *London Dispatch*, qu'un écrivain radical, nommé Hetherington, rédigeait et vendait lui-même, et dont le prix avait été fixé à 4 sous seulement, atteignait le chiffre de 25,000 exemplaires par semaine. On évaluait à 150,000 feuilles par semaine la vente des publications non timbrées; des gens passionnés se faisaient un point d'honneur de favoriser la fraude, et, pendant quelques années, ce fut une lutte acharnée entre les adversaires du timbre et la police. Dans les trois premières années du ministère de lord Grey, il y avait eu 509 poursuites pour vente de journaux non timbrés; il y en eut 219 dans la seule année 1835, et ce nombre s'accrut encore en 1836. L'impuissance du gouvernement à réprimer la fraude était d'autant plus manifeste, qu'il y avait alors en vigueur, sui-

vant une remarque de M. Hume, dix-neuf lois ou parties de lois contre les imprimeurs, éditeurs et vendeurs de journaux non timbrés. Le ministère anglais prit le sage parti d'abaisser l'impôt du timbre de 40 centimes à 10; les journaux quotidiens diminuèrent aussitôt leur prix de tout ce qu'ils ne payaient plus au timbre, et avec cette réduction considérable disparut la différence de prix, qui seule faisait vivre les publications non timbrées. La fraude cessa d'exister dès qu'elle n'eut plus pour elle la séduction du bon marché.

La loi qui réduisait l'impôt du timbre fut mise en vigueur le 15 septembre 1836; elle eut pour conséquence immédiate un accroissement considérable dans la vente des journaux. Du 5 octobre 1835 au 5 avril 1836, les journaux avaient fait timbrer 14,874,652 feuilles; du 5 octobre 1836 au 5 avril 1837, ils en firent timbrer 21,362.148. L'augmentation immédiate fut donc d'environ 50 pour 100. Aussi la perte du trésor, qu'on avait évaluée aux trois quarts de l'impôt perçu en 1835, ne fut-elle que d'un peu plus de moitié, et ne tarda pas à être entièrement couverte. En effet, le nombre des journaux s'accrut, et la circulation s'en développa dans une proportion bien plus forte encore. Dans l'année 1842, les seuls journaux anglais firent timbrer 50,088,175 feuilles. En 1848, voici quel a été le nombre des timbres délivrés aux journaux :

	Timbres à 10 cent.	Timbres à 5 cent.
Angleterre. . . .	67,476,768	8,704,236
Écosse..	7,497,064	176,854
Irlande.	7,028,956	44,702

D'après un relevé officiel imprimé par ordre de la chambre des communes, les journaux publiés en 1850 dans la Grande-Bretagne, en comprenant sous ce nom, sans distinction de forme et de mode de publication, tous les recueils périodiques autres que les *revues* et les *magazines*, s'élevaient à Londres à 133, dans les comtés d'Angleterre à 250, dans le pays de Galles à 17, en Écosse à 113, en Irlande à 110, total 623. M. Knight Hunt, qui n'a compris dans ses calculs que les journaux s'occupant de politique, donne pour l'année 1849 les chiffres suivans : à Londres 113, dans les comtés d'Angleterre et le pays de Galles 234, en Écosse 85, en Irlande 101. En y ajoutant encore les quatorze journaux qui paraissent dans les îles de la Manche et de l'Océan, il arrive à un chiffre total de 547. Un recueil mensuel, le *Bentley's Miscellany,* a calculé que les feuilles imprimées par les journaux quotidiens dans les douze mois de l'année 1849 auraient suffi à couvrir une surface de 349,308,000 pieds, et qu'en y ajoutant les journaux de semaine et de quinzaine de Londres et des provinces, on couvrirait une surface totale de 1,446,150,000 pieds carrés. Quelle puissance pourrait

aujourd'hui ramener l'Angleterre à la chétive feuille, à demi remplie, où le pauvre Butter imprimait, il y a deux cent vingt-cinq ans, avec des caractères usés, « les nouvelles de France, d'Allemagne et d'Italie, d'après l'original hollandais? »

Les chiffres qui viennent d'être cités montrent que le nombre des journaux de province est considérable en Angleterre, mais l'importance de ces journaux n'est pas en rapport avec leur nombre. C'est à la fin du règne de la reine Anne et sous le règne suivant qu'on vit naître quelques feuilles provinciales; les grandes villes eurent peu à peu chacune la leur. Pendant toute la durée du XVIIIe siècle, ces journaux ne firent que végéter obscurément. Ils étaient tous la propriété de l'imprimeur du lieu, qui remplissait avec des nouvelles locales et quelques extraits des feuilles de Londres l'espace que les annonces laissaient disponible. « Les journaux de Londres, un peu de colle et des ciseaux, voilà, dit un auteur, quel était tout le matériel des journaux de province. » Pitt, le premier, essaya de tirer parti de ces feuilles et d'en faire un instrument politique. Un de ses agens se mit en rapport avec ceux des journaux de province qui avaient la plus grande publicité, et on leur envoya aux frais du gouvernement deux ou trois journaux de Londres où l'on marquait journellement à l'encre rouge les articles qu'on désirait voir reproduire. L'administration suivante perfectionna ce système; le clergé anglican fournit à tous les journaux de province des rédacteurs dévoués au gouvernement, et qui se firent de leurs services un titre à l'avancement. L'opposition, pour soutenir la lutte, fut obligée à son tour de se servir des mêmes armes, et d'opposer dans les comtés des feuilles libérales aux feuilles ministérielles : cette concurrence eut pour résultat de développer et de vivifier les journaux de province.

Néanmoins aucun de ces journaux n'a jamais pu arriver à une importance sérieuse, et l'établissement des chemins de fer les a condamnés pour toujours à l'insignifiance. Les journaux de Londres sont organisés de telle sorte que, dans toutes les occasions importantes, ils se vendent dans les grandes villes d'Angleterre, et même à Édimbourg, quelques heures à peine après l'heure à laquelle ils paraissent à Londres. Un journal d'Édimbourg, de Bristol ou de Liverpool aurait beau avoir à Londres un rédacteur chargé de recueillir les débats du parlement; la sténographie de ce rédacteur ne pourrait devancer d'une heure les journaux du matin, qui apportent les débats tout imprimés. Aussi les journaux de province ont-ils dû renoncer à une lutte impossible : soumis aux mêmes charges fiscales que les journaux de Londres, ils sont contraints de se vendre au même prix, et comme, à dépense égale, le public donnerait infailliblement la préférence aux feuilles métropolitaines, les journaux de province, loin de songer à de-

venir quotidiens, n'osent même pas entreprendre de paraître trois fois par semaine; ils sont presque tous hebdomadaires; un petit nombre seulement, et dans les plus grandes villes, publient deux numéros par semaine, par exemple le *Witness* à Édimbourg, l'*Examiner and Times* à Manchester. Lorsque plusieurs feuilles coexistent dans une localité, elles s'entendent pour ne pas paraître le même jour. Avec une publicité aussi restreinte, les journaux de province ne peuvent, pour la majorité des lecteurs, remplacer les journaux de Londres; aussi ne cherchent-ils point à se substituer à ceux-ci, mais à se conserver une clientelle à côté de la leur. Ils consacrent tout au plus une colonne aux nouvelles de l'étranger et une colonne et demie à un résumé des débats parlementaires qui ont rempli la semaine; ils sont également sobres sur la politique générale, hormis en temps d'élection; en revanche ils donnent une grande place à la discussion des intérêts locaux, et ils font de l'abondance et de l'exactitude de leurs nouvelles commerciales le but de tous leurs efforts. On doit reconnaître néanmoins que la plupart de ces journaux sont médiocrement écrits, parce qu'ils n'ont qu'un petit nombre d'abonnés et ne disposent pas de ressources suffisantes. Il existe à Londres, comme à Paris, des entrepreneurs qui se chargent de penser et d'avoir des opinions pour les journaux de province, et qui expédient à ceux-ci, à raison de 15 shillings la pièce, des articles de politique générale tout faits : c'est une économie considérable pour les journaux de second ordre, qui ne peuvent consacrer que de faibles sommes à leurs dépenses de rédaction; mais ils en ont pour leur argent. Les journaux des grandes villes, qui sont en état de faire des sacrifices et de rétribuer libéralement les écrivains qu'ils emploient, sont beaucoups mieux faits; ceux d'Édimbourg et de Glasgow affichent même des prétentions littéraires. Cependant la politique n'occupe qu'un rang secondaire dans les feuilles provinciales, et elle ne suffirait à en faire vivre aucune; mais, grace à la multitude et à la variété des renseignemens qu'ils contiennent, les journaux de Liverpool, de Manchester et de Birmingham sont indispensables à toutes les grandes maisons de commerce de Londres et des centres manufacturiers du royaume-uni aussi bien que des villes où ils se publient. Les annonces, qui sont très abondantes, et pour lesquelles les armateurs et les industriels traitent souvent non pas au jour ni au mois, mais à l'année, sont, comme en France, le revenu principal et même la raison d'être des journaux de province; la politique n'est que le prétexte de leur existence.

Les journaux irlandais sont dans une dépendance moins étroite de la presse métropolitaine. Depuis une quinzaine d'années, la collaboration de quelques écrivains de talent a élevé le niveau de la presse irlandaise, et a donné à celle-ci un certain éclat. La différence de reli-

gion suffirait seule à faire naître et à maintenir des journaux en Irlande à côté des grands journaux anglais; mais l'Irlande a son vice-roi, sa capitale, sa petite cour, son personnel administratif, sa gazette officielle, toute une organisation distincte de la hiérarchie administrative de l'Angleterre, et, dans l'intervalle des sessions, les nouvelles de Dublin sont pour le gros de la population plus intéressantes que celles de Londres. L'Irlande affecte de regarder ses intérêts comme distincts de ceux de l'Angleterre et souvent comme opposés; elle a une législation différente sur beaucoup de points, et, si les députés qu'elle envoie au parlement se divisent parfois en whigs et en tories, dans la plupart des questions ils agissent de concert, et prennent le rôle de défenseurs de la nationalité irlandaise contre la tyrannie saxonne. Ce sont là autant de sujets qui peuvent alimenter la polémique des journaux irlandais et leur créer une clientelle politique. Ajoutez-y deux circonstances favorables: un plus grand éloignement de Londres et l'interposition du canal de Saint-George; vous comprendrez pourquoi les journaux irlandais ont plus d'importance et de vitalité que les journaux provinciaux anglais, et pourquoi les journaux métropolitains ne pourront jamais aspirer à les supplanter.

Tel n'est pas non plus le but des journaux de Londres; ils ont assez à faire pour retenir le public qu'ils se sont créé et dont les exigences croissantes les tiennent toujours en haleine. Si le fondateur de la *Société des amis de la liberté de la presse,* si Sheridan, revenu au monde, demandait quels sont aujourd'hui les journaux les plus répandus de l'Angleterre, on lui citerait des noms fort connus de lui en 1790, le *Times*, le *Chronicle,* le *Herald,* le *Post;* mais, en gardant le même nom, quelle transformation tous ces journaux ont subie depuis soixante ans! Autrefois ils s'adressaient exclusivement à la classe politique, à la noblesse, à la *gentry,* à la grande propriété et aux oisifs des villes. Cependant, grace à l'influence bienfaisante du système protecteur, le commerce et l'industrie commençaient dès-lors à faire de grands progrès. La lutte contre la révolution française, en absorbant l'activité de l'Europe, laissa le champ libre à la bourgeoisie anglaise, et les premières années de ce siècle ont vu grandir avec une rapidité merveilleuse chez nos voisins une classe moyenne riche, éclairée, amie du luxe et des jouissances, faisant instruire avec soin ses enfans, les envoyant au loin et à grands frais compléter leur éducation, et désireuse par-dessus tout de l'influence politique qu'elle devait conquérir en 1831 par le bill de réforme. C'est à cette classe que le journal s'adressa quand il voulut élargir le cercle un peu étroit de ses lecteurs, et il suivit pas à pas chacun de ses progrès, qu'accompagnait une nouvelle exigence. C'est pour elle surtout qu'il écrit aujourd'hui, parce que sa faveur est un infaillible moyen d'influence et de fortune. Toutefois, avant de servir les idées

politiques des classes moyennes, le journal dut servir leurs intérêts. Voilà pourquoi il agrandit son format et relégua les discussions politiques à la seconde ou à la troisième page, afin de laisser libre une large surface où le commerçant pût étaler ses annonces. Il dut ensuite, pour l'industriel, enregistrer assidûment le prix des matières premières sur les marchés d'Angleterre, puis sur tous les marchés du monde, en annoncer, en commenter les moindres variations. Le banquier exigea le cours des fonds publics, la valeur de l'or et le prix du change dans toutes les capitales de l'Europe. L'exportateur voulut connaître par un témoignage impartial et désintéressé la situation vraie et les chances d'avenir de tous les pays avec lesquels il traitait. Chaque industrie, chaque négoce réclama sa part et l'obtint par le plus irrésistible des argumens. Voilà comment le journal anglais, à la fois contraint au progrès et enrichi par les classes moyennes, est devenu peu à peu un panorama du monde, une encyclopédie quotidienne, la lecture unique et indispensable de l'homme affairé, la distraction de l'oisif et le besoin le plus impérieux d'une nation de trente millions d'hommes.

Arrivée la première à l'influence et à la liberté, la presse anglaise a passé de bonne heure par toutes les phases que les journaux des autres pays ont dû subir long-temps après elle, ou qu'ils traversent encore. Son expérience leur a été profitable, et son histoire peut servir à éclairer la leur; aussi nous a-t-elle paru bonne à faire connaître, ne fût-ce que pour permettre d'établir des points de comparaison avec ce que nous avons sous les yeux. La presse est partout un instrument de publicité; mais le rôle qu'on lui fait prendre et surtout l'autorité qu'elle exerce ne sont pas les mêmes dans tous les pays. A quoi tiennent ces différences? A la condition des peuples pour lesquels les journaux écrivent ou à l'organisation même de ces journaux? Les journaux français, qui ont tout emprunté à la presse anglaise, prétendent l'emporter sur elle à certains égards, et un journal américain réclamait récemment la prééminence, sinon pour ses confrères, au moins pour lui-même. Décider entre ces prétentions rivales et dire à qui appartient réellement la supériorité, n'est-ce pas s'engager à dire quelle doit être, dans les pays libres, la tâche des journaux? Il y a là une grande question que l'histoire de la presse anglaise nous a préparé à débattre, mais que son rôle actuel, comparé à celui de la presse moderne dans d'autres pays, peut seul nous aider à résoudre.

CUCHEVAL-CLARIGNY.

LES QUATRE

LITTÉRATURES SLAVES.

RENAISSANCE DES LETTRES DANS L'EUROPE ORIENTALE.

Plus qu'aucune autre race en Europe, la famille des peuples slaves a reçu de Dieu un tempérament conservateur et ennemi des révolutions. A travers toutes les époques successives de son développement, depuis les premiers temps jusqu'à ce jour, nous voyons le génie slave, toujours pressé du besoin de concilier les extrêmes, toujours avide à la fois de conservation et de progrès, se jeter comme médiateur entre le passé et l'avenir de la civilisation, pour les sauvegarder l'un et l'autre. La manière même dont l'Évangile a été prêché et répandu en terre slave, le double caractère, en même temps grec et latin, moitié oriental et moitié occidental, de cette prédication forme le trait fondamental et indélébile de toutes les littératures slaves, qui reçoivent de cette circonstance leur couleur locale et leur direction historique. La lutte entre les deux églises et les deux civilisations grecque et latine, les accidens et les chances variées de cette lutte, voilà le fil conducteur à travers toutes les époques slaves. La fusion des deux civilisations rivales en une seule, fusion que l'époque actuelle semble plus qu'aucune autre destinée à accomplir, tel est donc le but qu'on entrevoit à travers le combat de plus en plus acharné des deux principes rivaux.

C'est surtout dans l'histoire littéraire que l'unité de tendances du slavisme se montre avec une clarté merveilleuse. Russe, polonaise,

illyro-serbe, bohême ou tchekho-slave, chacune de ces littératures isolément est incomplète. Pendant que l'une dort, l'autre travaille; quand l'une rétrograde, l'autre avance; ce que l'une a perdu, l'autre l'a conservé; ce que l'une ne peut plus faire, l'autre sait l'accomplir. Étudiées dans leur ensemble, elles forment un monde plein d'harmonies divines, harmonies qui cessent brusquement dès qu'on veut se renfermer exclusivement dans le cercle d'une seule nationalité. Pour s'en convaincre, il ne faut que jeter un coup d'œil sur les principales périodes de l'histoire littéraire des peuples slaves. Ce tableau d'ensemble est une introduction nécessaire à des études détaillées, où chacune des fractions de la race slave pourrait s'offrir à nous dans son génie propre et dans ses créations contemporaines.

I. — AGE CLASSIQUE DES LETTRES BOHÊMES ET POLONAISES.

Quel était le but originel et par conséquent quelle est la tendance innée, instinctive et permanente de la littérature des peuples slaves? Que voulaient les saints apôtres Cyrille et Méthode, les premiers écrivains slaves connus? Ils voulaient, en politique comme en religion, une conciliation des deux principes grec et latin; ils voulaient mettre fin au schisme qui venait de naître entre Rome et Byzance : en réalité, ils le firent cesser tout à coup et comme par enchantement. La littérature ecclésiastique ou *cyrillique*, fondée au IXe siècle, fut adoptée chez tous les Slaves. Elle était née, ainsi qu'on vient de le voir, d'une transaction. C'est de cette transaction que sont sortis, comme d'un centre commun et unique, tous les développemens postérieurs. Les monumens primitifs de cette littérature sacrée furent malheureusement presque tous détruits par les Allemands, qui organisèrent contre elle une persécution et des auto-da-fé analogues aux violences dirigées de nouveau, cinq siècles plus tard, contre la littérature hussite en Bohême.

Une fois cette littérature conciliatrice étouffée, l'esprit de neutralité et de médiation disparut momentanément du milieu des Slaves. Obéissant à leurs attractions géographiques, les uns, sur le bas Danube et la Mer-Noire, s'abandonnent au schisme grec; les autres, en Pologne et en Bohême, subissent l'influence latine au point de ne plus savoir écrire en slave. Il en résulte que, chez tous les Slaves occidentaux ou latinisés, le moyen-âge n'offre que très peu de vestiges d'une littérature nationale.

Malgré le germanisme, qui n'a jamais cessé de peser sur lui, l'idiome tchekho-slave ou bohême paraît avoir eu néanmoins une série non interrompue de poètes depuis les temps païens jusqu'à ce jour, comme le prouvent les rapsodies du fameux *manuscrit de Koeniginhof* (1). Ces

(1) Ce manuscrit est ainsi nommé parce qu'il fut découvert dans la ville bohême de

vieux monumens, bien qu'incomplets et mutilés, se montrent à nous pleins encore d'allusions au paganisme slave. L'olympe des dieux tchekhs domine visiblement l'inspiration qui a créé le poème de *Libucha*, première reine des Bohêmes, ainsi que le chant triomphal de *Zaboï et Slavoï*, consacré à raconter la victoire de ces deux héros sur l'armée germanique. Vers l'an 1240, le roi Venceslas Ier s'illustrait comme poète national. Un noble captif, Zavich Vitkovitch, ancêtre des Rosenberg, qui fut décapité en 1290, avait composé beaucoup de chants bohêmes dans son cachot. On possède encore de cette époque une chronique rimée, écrite sous le roi Jean, qui respire une haine ardente contre le teutonisme, et qui est restée pendant deux cents ans la lecture favorite des Bohêmes. Quand on parcourt quelques-uns de ces vieux monumens, on est frappé de la différence de style qui existe entre les poèmes tchekho-slaves et les romans de la chevalerie féodale du même temps. Les poèmes tchekhs s'inspirent des modèles grecs et latins; ils en adoptent jusqu'à la prosodie; ils sont tout classiques d'idéal comme de forme. Cette poésie présente, dès son début historique, un caractère de maturité qui étonne. On croirait qu'elle n'a pas eu d'enfance, si l'on ne savait d'ailleurs que cette période d'enfance avait commencé pour la littérature tchèque plus tôt que pour les autres littératures européennes.

Peu à peu les fruits succédaient aux fleurs, et les œuvres en prose aux œuvres de la lyre. L'esprit public faisait des progrès rapides. Aussi présente-t-on comme l'âge d'or de la littérature bohême le brillant règne de l'empereur Charles IV, qui, glorifiant au plus haut point l'idiome tchekh, l'éleva à l'état de langue diplomatique par sa fameuse bulle d'or de l'an 1356, dans laquelle il recommande comme indispensable l'étude de cet idiome à tous les électeurs d'Allemagne. C'est qu'en effet la connaissance du tchekh exerçait une influence souvent décisive sur le choix que la Bohême faisait entre les divers prétendans à son trône, et la couronne de Bohême garantissait alors à qui la portait, comme plus tard la couronne d'Autriche, une inévitable prépondérance dans tout le corps germanique.

Avec le XVIe siècle commença ce qu'on peut appeler l'*âge classique* de la littérature tchèque. De nombreux travaux philosophiques ou théologiques marquèrent cette période. La Bohême se faisait savante. Ses poètes cédaient la place aux orateurs de la chaire, aux jurisconsultes et aux philosophes. Il y a chez les Tchekhs un penchant inné vers les spéculations scientifiques. Le paysan le plus grossier parmi eux aime à se vanter de ses connaissances; il s'enorgueillit volontiers

Kœniginhof, par MM. Hanke et Iungmann, en 1817, au milieu d'un amas de vieilles armures hussites, dans une démolition d'église.

de son intelligence, et, ne pouvant pas pénétrer dans les vrais mystères de la science, il prétendra connaître au moins ceux de la magie. Voilà pourquoi la foi aux sorciers, aux fantômes, aux formules cabalistiques, à l'art divinatoire, à toutes les superstitions du vieux paganisme, s'est maintenue si long-temps en Bohême. Le rôle exagéré attribué par ce peuple aux puissances occultes de la nature et à l'intervention permanente des génies divins dans les affaires de ce monde a laissé trace dans les vieux codes mêmes de la Bohême, où les épreuves par les élémens sont bien plus fréquentes et plus décisives que dans aucun autre code slave. On conçoit qu'en recevant les notions d'une science positive, des esprits ainsi disposés pouvaient bien vite s'enflammer d'un sombre fanatisme, surtout quand aux questions de réforme religieuse venait s'ajouter, comme ce fut le cas pour les hussites, la question de renaissance politique et de lutte nationale contre des envahisseurs étrangers.

Jean Huss, de Hussinets, prêtre de l'église de Bethléem, aux environs de Prague, vint résumer dans sa personne cette brillante apogée de la littérature bohême. Par ses fougueux sermons et ses cantiques populaires, il pénétra les étudians de Prague d'une exaltation religieuse dont l'ardeur morale n'a pu s'éteindre que dans des flots de sang. L'ami de Huss, son cher et fidèle Jérôme, par sa suave et magnétique parole, complétait la fascination et attirait à son maître le cœur des plus indifférens. Ainsi naquit dans l'histoire littéraire des Tchekhs la période hussite. Cette période, qui s'ouvre avec le XVIe siècle, va jusqu'à l'an 1620; elle se termine par la bataille néfaste de la Montagne-Blanche.

Pendant que la Bohême voyait s'épanouir, dès le XIVe siècle, l'âge d'or de sa poésie, la Pologne n'écrivait et ne pensait encore qu'en latin. Ses savans, que l'Europe plaçait déjà pourtant au premier rang, ne daignaient s'exprimer que dans la langue de Cicéron. Le premier des Jagellons avait, il est vrai, fondé, en 1400, sur le modèle de l'université de Prague et à l'aide de professeurs bohêmes, la célèbre université de Cracovie; mais les cours continuaient de se faire en langue latine. Ce n'est qu'à l'époque de la dispersion des hussites que les dissidens bohêmes, réfugiés en Pologne, y continuèrent leur polémique en s'armant de la langue vulgaire. Sans doute, l'idiome polonais sous leur plume était encore à moitié tchekh, mais leurs disciples indigènes composaient, à leur exemple et dans une langue bien plus pure, de mordantes satires théologiques et des chansons nationales, reflets bien pâles encore de celles des trouvères et des troubadours d'Occident.

Durant plus d'un demi-siècle, les hussites se défendirent vigoureusement du haut des chaires contre le savant jésuite Pierre Skarga, surnommé le *Chrysostome* et le *Bossuet polonais*, et qui a laissé vingt-neuf ouvrages, dont les plus vantés sont ses admirables sermons en polonais. Aucun des deux partis ne put se proclamer vainqueur dans cette guerre

de dialectique; mais chacun apprit à s'exprimer avec aisance dans la langue vulgaire, qui commença à remplacer la latine. La Pologne offrit ainsi un spectacle exceptionnel dans l'histoire des littératures : une prose ardente et d'une extrême énergie précédant la poésie restée dans l'enfance. Les élèves de Socin remplacèrent bientôt à Cracovie ceux de Huss, et la noblesse polonaise, émancipée intellectuellement par tous ces sectaires, écrivait déjà sur la religion au XVIe siècle avec toute la liberté d'esprit dont s'enorgueillit le XIXe. Contemporain de Léon X, de Charles-Quint et de François Ier, le roi de Pologne Sigismond Ier accorda aux lettres une protection éclatante. A son exemple, les plus hautes familles tenaient à honneur d'encourager la science et de couvrir les savans de leur patronage. Tandis que, dans le reste de l'Europe, les écrivains, du moins les prosateurs, sortaient la plupart du tiers-état, en Pologne c'était la haute noblesse qui écrivait et répandait au loin les lumières. La langue nationale devenait la langue de la cour et des salons dorés, la langue des tribunaux et des diètes. A la haute tribune de Cracovie brillait le roi de l'éloquence polonaise au XVIe siècle, Lucas Gornicki. Par sa diction à la fois pure et vive et par la profondeur de ses pensées immortelles, il méritait d'être surnommé le *Cicéron de la Pologne*. La poésie aussi commençait à s'épanouir sous la plume de Jean Rybinski, que distinguait déjà une étonnante hardiesse d'images, et surtout grace aux créations de Jean Kochanovski, le père des muses polonaises, digne émule des génies de l'antiquité. Pourtant le latinisme continuait d'absorber toutes les intelligences et de dicter jusqu'aux tournures mêmes du style et de la phrase. Une foule d'écrivains restaient fidèles au latin. Le célèbre maréchal Tarnovski écrivit dans cette langue son livre sur l'*art de la guerre* (*Consilium rationis bellicæ*. Tarnov, 1558). Le Pindare de cette époque, Szymonovicz, dit *le Simonide* de Léopol, fait noble sous le titre de Bendonski, quoiqu'il ait écrit aussi de belles odes en polonais, composait surtout ses chefs-d'œuvre dans la langue d'Horace. Aussi fut-il couronné par le pape Clément VIII comme le plus grand poète latin de son temps. Une palme latine, telle était la seule couronne que la chrétienté de ces temps permît au génie slave de conquérir.

Vers le milieu du XVIIe siècle, le bon goût et les lettres commencèrent à décliner en Pologne, comme en Italie, en Espagne et en Angleterre. Cervantès et Shakspeare meurent en 1616; en 1618, la guerre de trente ans se propage de l'Oder jusqu'au Rhin, et dans l'année 1620, grace à Sigismond III, les jésuites deviennent les maîtres absolus de l'université de Cracovie. Cette fameuse société existait déjà depuis plus d'un siècle en Pologne, où l'avait introduite le roi Étienne Battory, qui n'en fut pas moins un des plus sages législateurs et des plus vaillans héros que la Pologne ait jamais eus. La décadence litté-

raire devient manifeste vers la fin du règne de Sigismond III, qui mourut en 1632. Quoique la nuit approchât, c'était pourtant encore un magnifique coucher de soleil. Formés sur les modèles précédens, les écrivains de l'époque de Sigismond III perfectionnaient même leurs modèles, dont ils outrepassaient l'atticisme et la finesse de style. C'est par cette élégance des formes, par cette recherche et ce raffinement de prosodie, que le polonais se distingue entre tous les idiomes slaves.

II. — AGE CLASSIQUE DES LETTRES RUSSES ET ILLYRO-SERBES.

Où placerons-nous l'âge classique de la littérature russe? A cette question vraiment embarrassante, le plus facile serait de répondre : Dans l'avenir. En effet, jusqu'à ce jour, tout ce qu'on est convenu d'appeler classique en Russie ne l'est qu'au point de vue négatif, au point de vue de l'imitation européenne. S'il s'est déjà révélé çà et là en Russie quelques types admirables, ils n'ont pu nulle part encore atteindre à une parfaite maturité. C'est ce que démontre la période incontestablement la plus brillante de la littérature russe, depuis l'avénement de Catherine II jusqu'à la mort du tsar Alexandre.

Inutile de prouver que le règne de Pierre-le-Grand, malgré son immense activité, ne favorisa que bien peu la vraie et belle littérature. A l'avénement de Pierre Ier, c'est à peine si on commençait à écrire le russe vulgaire, qu'on bigarrait à chaque phrase soit de mots polonais, soit d'expressions empruntées à la langue slavonne ou ecclésiastique. Dégager de tous ses *slavonismes*, en même temps que du *polonisme*, la littérature nationale, rappeler à la fois le russe vulgaire et le slavon sacré à leur pureté première, les faire rentrer l'un et l'autre dans leur sphère respective, — telle était l'œuvre gigantesque, l'œuvre vraiment cyclopéenne offerte à l'énergie du réformateur; mais Pierre-le-Grand n'était pas l'homme d'une telle œuvre, il n'en comprenait qu'à demi l'urgente utilité. Absorbé par l'immense tâche de la refonte morale de son empire, il s'inquiétait peu de la pureté du langage. En faisant traduire pour les besoins de ses sujets les ouvrages de science et d'art de l'Europe, il ne songeait guère à la beauté ni à l'élégance du style; il ne voyait en toute chose que le côté pratique. Pierre Ier créa ainsi, au lieu d'une langue compacte et régulière, une bizarre mosaïque de mots hollandais, anglais, allemands, français, mêlés au moscovite et au slavon, et cette mosaïque constitua la langue diplomatique et administrative de l'empire. C'était un chaos sans égal. Pierre-le-Grand n'avait soustrait la langue de son peuple au joug du polonisme que pour la jeter sous le joug de toutes les langues européennes à la fois. L'esprit slave, l'esprit national, n'avait donc rien gagné à ce brusque revirement.

Pierre-le-Grand prépara le sol russe pour les moissons de l'avenir;

mais il ne vit mûrir aucun des germes qu'il y avait semés. Un seul homme représenta avec une merveilleuse fidélité cette littérature prétendue nationale, au fond toute cosmopolite, des Russes du XVIIIe siècle. Ce fut le prince Kantemir. Issu de l'empereur mongol Gengiskhan, né chez les Turcs du prince grec Démétrius, lui-même prince de Moldavie, élevé à l'académie russe de Pétersbourg, ambassadeur à Londres en 1732 et à Paris en 1738, ami intime de Montesquieu, — ce type merveilleusement accompli du grand seigneur russe résume en lui tout le mouvement littéraire de son siècle. Au milieu du pêle-mêle d'idées où il vécut, Kantemir n'en sut pas moins se créer une langue pleine d'harmonie; il est le premier des grands écrivains russes. Parmi ses nombreux écrits, la première place est donnée à ses satires, rimées et mesurées en russe à la façon française, mais qui trop souvent rappellent celles de Boileau. On peut s'étonner de voir une littérature commencer par la satire; mais qui ignore que la satire fait le fond même de la vie russe, et que, long-temps avant Kantemir, les Russes se vengeaient déjà de leurs tyrans par des caricatures?

Kantemir toutefois ne fit pas école: l'anarchie alors était trop grande; chaque écrivain se créait sa propre orthographe. D'une grammaire régulière, personne n'avait l'idée. Tout en Russie trahissait la précipitation, la culture en serre chaude et presque l'avortement. C'est dans cette défaillance que se trouvait l'esprit russe, quand il fut sauvé de la ruine par le fils d'un pêcheur d'Arkhangel, Michel Vassilievitch Lomonosof. Pêcheur lui-même jusqu'à l'âge de seize ans sur les côtes de l'Océan glacial, Lomonosof, qui avait appris à lire, se dégoûta enfin de sa grossière existence; il s'échappa de la maison paternelle, et, reçu à titre d'orphelin dans les écoles de Moscou, il ne tarda pas à se signaler au point que le gouvernement lui-même l'envoya à ses frais se perfectionner en Allemagne. Ce fut Lomonosof qui publia la première grammaire russe non slavonne; il créa de même la prosodie russe et apprit à scander les vers par longues et par brèves. Créateur également hardi dans toutes les branches d'activité de l'esprit humain, il était même artiste, et l'on a conservé de lui un portrait de Pierre Ier en mosaïque, renommé pour l'exactitude du dessin et du coloris. Cet homme, qui fut à la fois l'Homère, le Pindare et l'Aristote de la Russie naissante, a laissé des modèles dans tous les genres de prose et de poésie. On a de lui une épopée inachevée, *la Pétride*, plusieurs tragédies et un grand nombre d'odes. Pourtant ce génie universel ne fut que bien peu apprécié de ses contemporains, et, quand il mourut en 1765, on ne rendit pas même un honneur public à sa mémoire. La modeste colonne, haute à peine de sept pieds, qui recouvre aujourd'hui ses cendres dans le grand cimetière de Pétersbourg, n'a été élevée que depuis peu par les soins du chancelier Romantsof.

La grande ou plutôt l'heureuse Catherine II inaugura enfin ce qu'on

a la complaisance d'appeler l'âge d'or de la littérature russe. Lasse de ses conquêtes lointaines en Asie et en Europe, elle cherchait à se distraire en encourageant les lettres; mais, plus cosmopolite que russe, elle protégeait également les savans de toutes les nations. Elle-même, à l'exemple de Pierre-le-Grand, écrivait en allemand et en français tout aussi volontiers qu'en russe. Esprit fort avant tout, Catherine II n'aimait que les productions des philosophes français du XVIIIe siècle. Ayant appris que la Sorbonne et l'archevêque de Paris venaient de mettre à l'index le *Bélisaire* de Marmontel, il lui prit fantaisie de le traduire elle-même en russe. Ce fut parmi ses courtisans à qui l'aiderait le mieux dans son travail. Orlof, Kositzki, Tchernichef, Volkof, Narichkin, Mestcherski, Chouvalof et plusieurs autres concoururent à cette fameuse traduction, qui fut ensuite distribuée à tous les grands de la cour, et dont Marmontel lui-même reçut un magnifique exemplaire. Un caprice moins frivole de cette princesse nous a valu ses fameux *Mémoires* sur l'histoire de Russie, qui ont imprimé leur élan aux historiens russes de l'époque.

Pendant que la cour de l'Ermitage s'enivrait à l'aise de toutes les frivolités philosophiques de Potsdam et de Versailles, le génie russe s'en allait en silence féconder à la frontière l'imagination d'un *mirza* tatar de Kazan, qui est devenu plus tard Gabriel Derjavin. Obscur soldat jusqu'à trente ans, Derjavin se risqua alors à envoyer à Catherine II un poème qu'il intitulait : *Felitsa, la tsarine des Kosaques Kirghises.* Felitsa était une personnification idéalisée de l'impératrice elle-même, qui n'eut pas de peine à se reconnaître dans ce portrait, tracé avec un ardent amour, mais en même temps avec une finesse d'éloges auxquels on ne savait rien objecter. L'œuvre d'ailleurs révélait un génie de premier ordre. Aussi, à l'insu de ses favoris, Catherine II s'empressa-t-elle d'envoyer au Tatar russe une tabatière ornée de son portrait, qui la représentait sous la forme idéale de *Felitsa,* en costume kirghise. Derjavin nous a laissé des chants d'amour et de table pleins de verve et de grace. Ses satires contre les abus de son temps sont parfois si mordantes, qu'on s'en étonne; à peine les aurait-on tolérées dans un pays complétement libre : ce qui ne l'empêcha pas de devenir sénateur et même, de 1802 à 1803, ministre de la justice. Il mourut, comme Goethe, accablé par l'âge en 1816.

Quoi qu'il en soit du nombre et du mérite de ses rivaux, Derjavin est resté incontestablement le premier lyrique russe et un des premiers lyriques du monde. Il semblerait vraiment qu'une des causes de son originalité profonde était son ignorance, si rare en Russie, de toutes les langues d'Occident. L'imagination de cet enfant de la nature du Nord était fantastique et luxuriante comme les forêts vierges de la Finlande et de la Sibérie. Son dithyrambe s'élançait, irrésistible comme

ces avalanches d'une longueur infinie que le soleil d'été précipite du pôle. Sa fougue lyrique dénotait l'énergie d'un Titan. Il n'a encore rien paru en Russie d'aussi profondément empreint du génie slave que les ouvrages du *mirza* de Kazan.

Malheureusement Derjavin n'était que poète, et la prose russe continua de rester asservie aux mille influences des littératures étrangèrer. Enfin Karamzin, le digne historiographe d'Alexandre, vint consolider dans la prose russe la domination jusqu'alors problématique du goût français. Ce Tite-Live de la Russie, en créant pour sa nation le langage de salon, le langage diplomatique, lui donna une structure définitivement française, c'est-à-dire éminemment anti-slave. Karamzin avait du génie : on lui pardonna tout; mais ses imitateurs ne prirent de lui que les gallicismes et achevèrent de dépouiller leur langue maternelle de ses restes d'originalité. La réaction contre Karamzin fut de bonne heure organisée par l'amiral Chichkof. Ce président de l'académie russe, qui avait rédigé, de 1812 à 1814, tous les manifestes contre la France, prétendait sauver aussi de l'invasion française sa littérature nationale et la replacer sur les vieilles bases slavones. Son parti finit par être vaincu. Le tsar Alexandre lui-même ne se disait-il pas aussi Français qu'un Bourbon?

La poésie seule a constamment conservé en Russie, depuis Derjavin, une certaine indépendance, même dans ses imitations. Aux gallicismes classiques de Dmitrief, élève de Karamzin, Jukovski vient substituer le romantisme allemand. Il semble copier Bürger, Schiller, Kœrner, Goethe : il est, quant aux formes, le plus allemand de tous les poètes russes, et pourtant c'est un patriote fanatique de la *sainte Moscou*. Toutes ses pensées, tous ses soupirs ont pour but la nationalité. Aussi, de retour dans son empire, après les événemens de 1815, l'empereur Alexandre le récompensa-t-il largement; il le chargea d'enseigner la littérature russe à la grande-duchesse, aujourd'hui l'impératrice Alexandra. Jukovski est principalement un lyrique, et, pour la verve entraînante de ses odes, il éclipse en Russie tous les contemporains. Pendant que cet heureux génie, plein de rancune contre la France, s'inspirait de la vie et des modèles du Nord, un autre guerrier des campagnes de 1812, Batiuchkov, installait sur le Parnasse russe le romantisme espagnol et italien. Sous sa plume, la langue moscovite prit une douceur, une suavité toutes méridionales. Un triste pressentiment le poussait sans cesse à chanter les douleurs du Tasse, que dans son plus beau poème il nous peint mourant. C'était sa propre destinée qu'il chantait à son insu, et Batiuchkov est devenu fou lui-même à la façon du Tasse, quoique dans un âge beaucoup plus avancé. La plus grande partie de ses ouvrages est malheureusement en prose. Le peu de poésies originales laissées par ce bouillant cham-

pion de toutes les grandes batailles de 1806 à 1814 restera chez les Slaves comme un impérissable modèle où la grace d'Anacréon s'unit à l'enthousiasme de Pindare.

La France ne pouvait tarder cependant à reprendre son empire sur les poètes russes. Avec le prince Viazemski et ses imitateurs, l'influence de notre littérature, rajeunie par Chateaubriand, Victor Hugo et Lamartine, règna de nouveau dans les salons de Pétersbourg. Nous ne poursuivrons pas plus long-temps ce tableau des marches et contremarches, des premiers progrès et des premiers tâtonnemens de l'esprit russe, perpétuellement imitateur, courant à tout ce qui est nouveau, sans avoir de système propre. Le sceptique Alexandre Pouchkin, ce Byron de la Russie, mort si tristement en 1837, offre en lui le résumé de la littérature russe avant la période actuelle; il en personnifie les inquiètes et vagues aspirations vers une originalité encore absente.

Le slavisme, on le voit, n'est que très imparfaitement représenté par la littérature russe. Les muses moscovites se sont laissé attirer, elles aussi, à l'instar des muses polonaises, dans le gouffre de l'imitation. Heureusement il existe chez les Slaves une littérature encore vierge, restée à l'abri de toute invasion étrangère, et qui, grace à son obscurité même, a pu se développer d'une manière normale et parfaitement naturelle : c'est la littérature des Slaves méridionaux ou Iugo-Slaves; désignation qui comprend à la fois les Illyriens de l'Adriatique et les Serbes du Danube turc et autrichien, c'est-à-dire les plus anciens Slaves historiquement connus. Elle cache dans ses profondeurs, que jusqu'ici nul savant n'a pu sonder, tous les élémens primitifs du slavisme, en même temps qu'elle en couve tous les élémens futurs avec une chaleur de patriotisme qu'aucune autre nation n'égale.

Entre les deux littératures russe et polonaise, expressions de deux idées exclusives acharnées à s'entre-détruire, vient se placer cette littérature à la fois antique et nouvelle, comme une médiatrice amie, comme le trait d'union destiné à les rapprocher un jour. La littérature des Iugo-Slaves a déjà prouvé par plus d'un fait éclatant qu'elle est en état de prêter à la cause de l'émancipation des peuples et à la conservation de l'ordre européen tout à la fois un puissant concours. Enfin, par sa fidélité, jusqu'à ce jour inaltérable, aux types et aux instincts primitifs de la race, cette littérature est incontestablement aujourd'hui la plus vraiment slave de toutes celles qui portent ce nom.

L'époque d'efflorescence des lettres illyro-serbes commence vers le milieu du XVe siècle et se prolonge jusque vers la moitié du XVIIe. Raguse, la république latine des Slaves du sud, devient alors leur Athènes. Sa grandeur date du jour où, après la fatale bataille de Kosovo (en 1389), toutes les sommités sociales de l'ancien empire serbe, proscrites et fugitives, cherchèrent asile dans ses murs contre la fureur des

Turcs. L'armée musulmane, enivrée de sa victoire, étant venue sous les murs de la ville exiger avec menaces l'extradition des vaincus, Raguse préféra se laisser assiéger. Cet acte de généreuse hospitalité obtint sa récompense. La présence et les exemples de tant de nobles proscrits inspirèrent aux Ragusains un admirable élan de patriotisme, et le xve siècle vit rapidement éclore chez eux les premières œuvres classiques de la littérature serbe.

Parmi les poètes de cette période qui ont survécu se distinguent l'aimable et tendre George Derjitj, vrai mystique d'Orient doué de la clarté et de la simplicité slaves; l'austère anachorète Mavro Vetranitj, qui a chanté dans sa cellule la vie du désert; André Tchubranovitj, auteur du gracieux petit poème de *Tsiganka* (*la Bohémienne*) et d'un assez grand nombre de ballades amoureuses, où respirent tout l'abandon et toute la gaieté primitive. A l'entrée du xvie siècle paraît Stephane Gotse, auteur d'un poème dramatique célèbre chez les Slaves, *la Dervisiade*. La vie des derviches et des sophis orientaux exaltait alors singulièrement les hautes intelligences dalmates et serbes : tous ces poètes, soit par leurs voyages si fréquens à Constantinople, soit par leur voisinage des provinces turques, avaient pu contempler le grand spectacle de la civilisation musulmane, alors à son apogée, et ils sentaient malgré eux la supériorité, sous plus d'un rapport, de cette civilisation essentiellement démocratique sur la civilisation incomplète et factice qui naissait en Occident des mœurs aristocratiques et féodales. De là le caractère tout oriental, sous le manteau latin, des poètes ragusains d'alors, je veux dire principalement des poètes lyriques, car à côté de ceux-ci il y avait, dès le xvie siècle, à Raguse, une autre école, celle des poètes dramatiques, qui s'inspiraient plutôt de l'Italie et de l'antiquité classique. Parmi ces auteurs, le plus ancien dont il nous soit resté des comédies en prose et en vers est Maroie Derjitj, mort en 1580. Ses inspirations sont encore bien plus didactiques que poétiques, et ses comédies ressemblent beaucoup aux allégories où le moyen-âge faisait dialoguer les Vertus et les Vices.

On conçoit que le théâtre ne pouvait atteindre à sa maturité chez les Serbes avant que l'épopée se fût épanouie. Elle sortit peu à peu des langes de la rapsodie, et se révéla dès la fin du xvie siècle sous la plume du célèbre Jean Gundulitj. Voulant donner aux Serbes leur épopée nationale, Gundulitj devait nécessairement choisir pour sujet leur lutte contre l'islamisme. Cette lutte avait été trop malheureuse pour qu'il ne cherchât pas à en cacher les côtés douloureux et sombres sous quelques triomphes éclatans, fussent-ils même étrangers : il adopta donc pour héros de son poème les guerriers polonais, alors en lutte avec le sultan Osman. Élargissant de plus en plus son cadre, il finit par faire en réalité de son *Osmanide* l'épopée générale de toutes les

nations slaves, qui semblent en effet avoir toutes plus ou moins reçu pour mission la lutte contre l'islamisme et son refoulement vers l'Asie.

Gundulitj, durant sa longue carrière, s'essaya dans tous les genres. On peut le regarder comme le véritable fondateur du théâtre slave, resté jusqu'à lui dans une complète enfance. Après avoir emprunté le sujet, quelquefois même la forme de ses drames à l'antiquité grecque, comme dans *Galatée*, *Cléopâtre*, *Cérès*, *Armide*, *l'Enlèvement de Proserpine*, *Sylvana et l'Amour*, il aborda hardiment l'histoire nationale et composa des drames inspirés des annales serbes, *Suncianitsa*, *Otto Raklitsa* et *Radmio*. Gundulitj eut sur la scène ragusaine un digne successeur dans Junius Palmotitj, qui perfectionna encore le drame serbe, et dont il est resté de belles tragédies, comme *Danitsa, fille d'Ostoïa*, et *Pavlimir et Zaptislava*.

Jusqu'en 1667 Raguse avait joui d'une prospérité presque sans nuage: elle avait conclu des alliances commerciales avec toutes les puissances de l'Europe; elle possédait des comptoirs dans toutes les échelles de la Méditerranée. A Constantinople, le pavillon de Raguse était investi de priviléges extraordinaires. Le sénat ragusain avait une réputation de sagesse et d'impartialité si généralement établie, que les pachas turcs et les raïas serbes, dans leurs différends, s'en rapportaient volontiers à son arbitrage. Le tremblement de terre de 1667 anéantit en quelques minutes l'œuvre de six siècles de sagesse et de persévérans efforts. Raguse, ses magnifiques faubourgs, et jusqu'à ses chantiers de marine, furent entièrement bouleversés. L'esprit poétique lutta encore quelque temps contre la ruine qui le menaçait. L'année même de la chute de cette inoffensive république, Nicolas de Bona fit imprimer un poème élégiaque intitulé : *Grad Dubrovnik Vlastelom u treseniu* (*la ville de Raguse à son sénat pendant le tremblement de terre*). Bientôt Palmotitj publia en vingt chants un autre poème qu'il intitula : *Raguse renouvelée* (*Dubrovnik ponovljen*); mais le poème resta inachevé, comme la restauration même de la malheureuse Raguse. Il est d'ailleurs écrit dans un style ampoulé, lamentable et sans goût. On y sent à chaque page combien le beau idéal s'harmonise peu avec la misère. Un dernier coup avait d'ailleurs été porté aux lettres serbes : la haute école de Raguse venait de passer aux mains des jésuites. Dans cette académie où avaient enseigné Laskaris, Marulos, Khalkondylas et les plus éclairés, les plus libéraux d'entre les Grecs proscrits du XV[e] siècle, vinrent s'installer des moines pour qui la théologie était tout, et qui de toutes les langues du monde ne connaissaient que la langue latine. Le latin fut donc seul enseigné à Raguse; le reste fut oublié. En vain les lettres slaves essayèrent de refleurir sur d'autres points de la Iugo-Slavie; l'oppression étrangère ne tarda pas à les faire tomber partout dans un état de décadence bien pire encore qu'à Raguse. Cette oasis lumi-

neuse une fois recouverte de ténèbres, le monde slave semble presque tout entier retombé dans la barbarie, et, comme pour mieux montrer l'antagonisme institué par la Providence même entre l'orient et l'occident de l'Europe, cette époque si sombre et si néfaste pour toutes les nations slaves était chez nous la brillante époque de Voltaire et de tous les beaux esprits encyclopédistes, qui préparèrent le grand mouvement de 89.

III. — RENAISSANCE DES LETTRES SLAVES EN POLOGNE ET EN RUSSIE.

L'explosion révolutionnaire française tira de leur léthargie toutes les littératures slaves à la fois. Malheureusement le puissant esprit de progrès qui leur rendait la vie leur imposait en même temps des conditions d'existence qui n'étaient pas dans leur nature. Ce ne fut donc d'abord qu'une nouvelle phase du latinisme, qui, sous le masque de Voltaire et de Rousseau, s'implanta en terre slave et y succéda au jésuitisme. Le joug de l'esprit français pesa plus lourdement que jamais sur les nationalités slaves, qu'il empêchait d'éclore. Des Français fugitifs obtinrent le monopole de l'éducation de tous les enfans nobles. Ceux qui auparavant ne s'exprimaient qu'en latin écrivirent désormais en français. Les magnats rimaient de prétendus poèmes et jusqu'à des drames qu'ils venaient faire applaudir à Paris. Ceux qui auparavant avaient lu Virgile ou Homère se contentaient de l'abbé Delille. Les mémoires scandaleux sur les maîtresses de Louis XIV et les mystères du Parc-aux-Cerfs étaient la lecture favorite des seigneurs russes et polonais. S'ils ne se souvenaient plus de leur propre langue, à plus forte raison ignoraient-ils qu'il y eût autour d'eux des nations parlant des idiomes affiliés à celui de leur patrie. Un des beaux esprits de cette singulière époque, l'évêque Kossakovski, allant aux eaux de Karlsbad, s'étonne de comprendre une foule d'expressions des paysans bohêmes; de retour à Varsovie, il y parle de sa découverte, et passe pour un second Christophe Colomb.

Pour une époque de renaissance, c'étaient là d'assez étranges débuts; mais tout devait bientôt changer de face. Une puissante famille, celle des princes Czartoryski allait imprimer au réveil de la littérature polonaise un caractère qui depuis lors ne s'est plus effacé. Les Czartoryski, d'origine ruthénienne et par suite rattachés à la souche slave plus fortement que les autres magnats polonais, commencent, quoique encore sous forme française, la rénovation nationale. A leur brillante cour de Pulavy, entourés comme des souverains de l'élite intellectuelle de la nation, ils présidaient dans la langue de Racine des séances littéraires qui rappelaient sous plus d'un rapport celles de notre Académie française. Parmi les écrivains fondateurs de l'ère nouvelle se si-

gnale l'évêque Voronicz, auteur des deux poèmes : *la Diète de Vislitsa* et *le Temple de la sibylle*, nom que les maîtres de Pulavy avaient donné à un musée situé dans leur parc, et qui renfermait la plus riche collection d'antiquités nationales. Le roi Stanislas-Auguste lui-même, malgré la catastrophe du démembrement dont il est regardé comme l'auteur, voulait régénérer son peuple : il secondait de tous ses efforts les écrivains nationaux de la fin du dernier siècle, en tête desquels se sont illustrés deux évêques, Naruszevicz et Krasicki. Naruszevicz a écrit une magnifique *Histoire de Pologne* que malheureusement il n'a pu mener jusqu'au bout. Il a laissé aussi une traduction de Tacite, qui est un véritable chef-d'œuvre. Krasicki a laissé des fables, des satires, des comédies et des poèmes héroïques; il a réussi dans tous les genres. Ses deux poèmes, *la Guerre des Moines* et *la Guerre des Souris*, où il ridiculise les travers nationaux, sont pleins d'une verve satirique dont le charme ne saurait vieillir. En le lisant, on sent que l'invasion russe approche. Krasicki, par l'allure de son talent, par le caractère souvent moscovite de ses inspirations, semble préparer à son insu l'incorporation.

En même temps, un génie plus sérieux, Stanislas Konarski, réformait les écoles dans toute l'étendue de la Pologne. Sans les séculariser, puisque lui-même était un saint prêtre, il les élevait à la hauteur philosophique et libérale réclamée par l'esprit de l'époque. Des écoles ainsi réformées sortit cette génération d'hommes éclairés d'une si belle et si patriotique lumière qui formèrent, de 1788 à 1792, la fameuse diète constituante d'où émana la charte du 3 mai. L'éloquence parlementaire, quoique familière depuis des siècles aux Polonais, atteignit alors au plus haut point de perfection. La langue s'enrichit d'idées et d'expressions nouvelles, et le style fit des progrès étonnans. Au premier rang des orateurs de cette diète immortelle de 1788 se signalèrent le prince Czartoryski, Sapieha, Niemcevicz, Linovski, Matuszevicz, et surtout les deux Potocki, Ignace et Stanislas. Ces deux illustres frères résument dans leurs œuvres tout le mouvement intellectuel de leur temps. Unissant la simplicité d'un enfant à la sublimité du génie et à l'abnégation du martyr, Ignace Potocki, maréchal de Lithuanie, électrisait la diète par la dignité romaine et l'énergie stoïque de ses discours. Dédaigneux de ce qui brille, trop dévoué au bien public pour être ambitieux, bien qu'il ait laissé d'importans et nombreux ouvrages, il n'obtint qu'après sa mort une gloire trop méritée. Son frère Stanislas, plus soigneux de sa propre renommée, est resté plus célèbre. Auteur d'une foule d'écrits sur l'histoire, la littérature et les antiquités de sa patrie et des autres pays slaves, observateur d'un tact infini au milieu de ses continuels voyages à travers toute l'Europe, il a imprimé à la littérature de son pays un caractère plus cosmopolite, mais en

même temps plus dégagé, plus indépendant et plus original que jamais. On peut dire que les deux Potocki ont achevé, par leur large appréciation de toutes choses, l'émancipation de l'esprit national en Pologne.

La subite coalition et l'invasion combinée des Russes, des Prussiens et des Autrichiens sur le sol de la république vinrent brusquement interrompre ce brillant réveil des lettres à Varsovie. La conquête appesantit son joug sur cette société prédestinée à tant d'expiations, et dont les citoyens les plus énergiques durent s'exiler; mais, au lieu d'étouffer l'intelligence polonaise, cette catastrophe sembla lui imprimer un nouvel élan. La littérature ne devenait-elle pas l'unique consolation morale des opprimés? Aussi continua-t-elle sa marche dans la voie large et féconde où l'avaient jetée les deux Potocki. La poésie seule restait en arrière, et l'engouement des Polonais pour la prétendue école classique française devenait de plus en plus aveugle. Cette école était déjà répudiée par l'Europe entière, par la France elle-même, qu'elle régnait encore despotiquement à Varsovie, où l'abbé Delille continuait d'être le seul type du beau. Les poètes polonais cherchaient uniquement la richesse des rimes et l'exposition théâtrale des sentimens. Ils faisaient consister le génie à rendre, comme des sculpteurs ou des peintres, le contour des formes, la couleur et jusqu'aux sons de la nature. Quant à la profondeur des pensées, à la vérité des sentimens, on s'en inquiétait peu. Les rudes guerriers de la Pologne gardaient dans les poèmes des imitateurs de la France tous les airs des courtisans poudrés de Louis XV. Heureusement le pays même d'où cette ridicule manie s'était répandue chez les Slaves devait renvoyer enfin à la Pologne les élémens d'une nouvelle vie : la France s'était frayé dans les lettres, comme dans la politique, un chemin plus large et plus vrai. Les premiers représentans des théories nouvelles en France déconcertèrent toutes les traditions académiques de la Pologne; ils la forcèrent à s'interroger elle-même et à soumettre à l'examen les principes jusqu'ici admis par elle comme les seuls dogmes du bon goût. Dès-lors c'en fut fait de l'ancienne école. Le dernier coryphée du Parnasse classique de Pologne fut Felinski, qu'on regarda quelque temps comme un génie sans pareil. Il a laissé une traduction en sa langue des œuvres de Delille, qui surpasse l'original même pour la grace mignarde, l'exquise recherche et l'harmonie vraiment musicale du style. Lassés enfin de ce pénible et stérile dilettantisme qui les séparait entièrement de la masse du peuple, les poètes s'éloignèrent des salons pour aller redemander à la vie populaire et rustique la poésie native de leur patrie. Les lauréats de Varsovie eux-mêmes commencèrent à ne plus chanter que les héros nationaux, et les plus anciens devinrent les plus chers; les trois premiers Boleslas semblèrent ressusciter. Toutes les légendes

des campagnes furent recueillies par les étudians et illustrées par les artistes; la langue se transforma en accueillant une foule de provincialismes et d'expressions villageoises inconnus aux anciens auteurs. Bohdan Zaleski fut le premier qui réussit à exprimer, dans des vers d'une parfaite beauté, cette tendance nouvelle. Dès 1826, il publia ses *Doumas* oukrainiennes (chants historiques des Kosaques polonais), qui eurent un succès d'enthousiasme; puis vint son livre des *Rusalki* (1), véritable chef-d'œuvre de suavité et de grace populaire. Dans la prose, l'ardent et sensible Brodzinski introduisait la même réforme. Doué d'un goût beaucoup plus sévère et armé d'études plus sérieuses que Zaleski, poète et prosateur à la fois, Brodzinski, dans ses ouvrages malheureusement trop peu nombreux, parvint à purifier de toute leur vulgarité ces élémens nouveaux, qu'il éleva presque à la hauteur de l'idéal antique.

L'héritage de ce grand réformateur de la littérature polonaise, trop tôt enlevé à son pays, échut après lui à un des plus célèbres poètes de la Pologne. Passé trop brusquement de l'obscurité des forêts de sa Lithuanie à l'apothéose et à l'éclat des salons, Mickievicz ne s'était malheureusement pas assez mêlé au peuple pour en comprendre à fond les besoins. Formé sur les modèles germaniques, latiniste par son éducation et par toutes ses idées, ce barde puissant n'avait de slave que la magnificence des images et la mélodie du style. Quant à ses tendances, elles étaient plutôt cosmopolites que nationales. C'est ce qui explique son immense succès dans les hautes classes de la société. Mickievicz excelle dans l'ode et la ballade. Quand il se laisse aller à des ouvrages de longue haleine, il devient un conteur épique, un contemplateur sublime; mais il ne s'élève jamais au drame. Son génie est trop exclusif, trop fantasque, trop personnel pour réussir dans le drame, qui nécessite les plus profonds calculs, la complète domination de soi-même et l'absorption de l'esprit dans son sujet. Mickievicz n'en a pas moins été pendant dix ans le prince des poètes polonais. Ce n'est qu'en 1830 que, la dernière heure de la vieille aristocratie polonaise ayant sonné, Mickievicz se trouva forcément jeté dans un ordre d'idées trop nouveau pour lui, où il s'égara et laissa tomber de ses mains le sceptre de la poésie nationale.

Ce grand lyrique avait toujours été systématiquement ennemi du drame. La raison en était simple : il n'avait jusqu'alors connu en Pologne d'autres drames que ceux qu'on imitait servilement de l'école classique française, qui, jusqu'en 1830, avait régné tyranniquement sur la scène de Varsovie. Élégante et froide expression de la société factice et empesée de l'époque napoléonienne, cette tragédie si paisi-

(1) Les *Rusalki* sont des nymphes ruthéniennes de la Galicie.

blement idyllique ne rencontra plus, à partir de 1830, qu'un public indifférent. Les pauvres Polonais, par des ruisseaux de sang héroïquement versés pour leur patrie sur tous les champs de bataille de l'Europe, avaient payé assez cher le droit d'avoir enfin un drame où se reflétât leur vie nationale. Le nouveau drame polonais ne pouvait être que le drame slave à sa plus haute expression; mais quelles immenses difficultés n'y a-t-il pas à vaincre pour créer le drame slave! — Concentrant dans son vaste foyer le rayonnement de tous les autres genres de poésie, expression de la plus méconnue des races européennes, il doit nous révéler les plus ardentes aspirations de l'humanité vers le progrès, être comme une vision prophétique de la délivrance. Le théâtre, qui est dans tous les siècles l'organe le plus retentissant de la société et de ses tendances, le théâtre, dans les époques de transition et de crise, élève naturellement le dramaturge à l'état de prophète. Cette grande mission fut dévolue par la Pologne même à Mickievicz. On crut voir le début du nouveau drame polonais dans ses *Dziady;* mais ce drame lyrique n'a absolument de dramatique que sa forme dialoguée, et il ne remplit, tout comme son autre poème de *Vallenrod*, aucune des conditions imposées au vrai drame. *Les Dziady* (littéralement les ancêtres) ne sont pas davantage une émanation des idées politiques ou sociales de notre temps : c'est un tableau, non pas un drame; c'est une peinture de sentimens purement individuels, une admirable rêverie esthétique sur le monde passé, une velléité de résurrection de ce qui est mort et mort pour jamais, tout cela dans un style d'ailleurs trop aristocratique et mal approprié à l'intelligence du peuple. Mickievicz sentait lui-même ces côtés faibles. Il aspirait au vrai drame, et il tâcha d'y atteindre en publiant la continuation de ses *Dziady;* mais, malgré une manière plus vive, les nouveaux *Dziady*, sans action extérieure, sans mouvement théâtral, ne sont, comme les premiers, qu'un poème essentiellement lyrique.

Le premier tragique polonais dans le groupe dominé par Mickiewicz est Joseph Korzeniovski, qui s'était révélé, dès 1830, par sa tragédie du *Moine*, et qui a publié depuis ce temps beaucoup d'autres drames, tous remarquables par une ardente imagination et par une grande variété dans le jeu et l'action des personnages. Cependant Korzeniovski n'entre pas assez dans l'esprit et les besoins de la société actuelle : il l'effleure, et, loin de songer à les guérir, il craint d'en toucher les blessures. Le même reproche doit s'adresser au comte Alexandre Fredro de Léopol, dont on a cinq volumes de *comédies*, constamment jouées avec succès sur tous les théâtres de la Pologne, mais qui ne reproduisent guère que le côté plaisant et humoristique des mœurs populaires. La Pologne demandait un représentant plus sérieux de sa vie si hautement tragique : elle le trouva dans Slovacki.

Jules Slovacki était possédé d'une étrange manie d'imitation qui s'expliquait sans doute par sa vie d'exil et de voyages à travers l'Europe. Tout ce qu'il a écrit, drames, ballades, élégies, est pris sur des modèles antérieurs qu'il a su élaborer et s'approprier au point de résumer en sa personne tous les autres poètes polonais, et de concentrer dans ses œuvres, comme dans un miroir ardent, l'esprit de toutes les époques. Son génie est d'une telle vigueur, que, de cette masse d'élémens anciens ou étrangers, il sait constamment tirer un idéal nouveau, original et prophétique de l'avenir. Ce qui le prouve, c'est son célèbre drame de *Mazeppa*, la plus belle, la plus parfaite tragédie polonaise contemporaine qui ait précédé celles du grand poète anonyme de la Pologne, auteur de *la Comédie infernale*. Sans offrir les formes soignées, le style châtié et mélodieux qu'on retrouve par exemple dans son poème de *Balladyna*, cette œuvre, par ses défauts mêmes, par son excès d'action et d'effets de théâtre, est la plus vivante expression du drame slave contemporain. *Mazeppa* nous peint toutes les tendances et présentes et passées de l'esprit polonais. Slovacki, dans le drame, a donc totalement effacé Mickievicz; et il faut déplorer que la misère et une mort prématurée ne lui aient pas permis d'atteindre à toute la hauteur, à la variété de développement auxquelles la nature semblait appeler ce beau génie.

Toutefois, devant l'immortel *anonyme*, Slovacki s'efface à son tour. Dans ses deux drames immenses, l'*Irydion* et la *Nieboska Komedya* (*Comédie infernale*) (1), l'anonyme polonais dévoile toutes les plaies de notre siècle et en proclame le remède. Sa poésie est sans doute heurtée, quelquefois incohérente. Ne symbolise-t-elle pas un naufrage horrible? Comment lui demander le repos divin, l'inimitable placidité du beau idéal grec? Aussi est-ce une foudre vivante, une tempête en permanence, comme la vie même des Polonais. L'anonyme a créé une poésie transitoire comme l'état social actuel de la Pologne et du monde. Le jeu de la scène, l'intrigue, la passion même ne deviennent sous sa main que des accessoires. Son drame est trop vaste pour se prêter aux exigences de la scène, et d'ailleurs la masse du public serait encore hors d'état de le comprendre.

Ainsi, de drames qui puissent être transportés sur nos scènes actuelles et qui soient l'expression complète de ses nouvelles tendances, la Pologne n'en a pas. Représentant à son plus haut point d'acharnement le combat social, politique, intellectuel entre la vieille et la nouvelle Europe, la Pologne de nos jours ne se meut à l'aise que dans la forme lyrique. Elle s'est contentée de poser, par les mains de son illustre anonyme, les bases du drame slave, qui, à l'avenir, n'aura de

(1) Voyez *la Comédie infernale* dans la *Revue* du 1er octobre 1846.

chances de développement qu'en se maintenant dans la grande voie ouverte par ce révélateur d'un nouvel idéal.

A côté de la poésie, la critique scientifique et littéraire compte aussi en Pologne, depuis 1830, d'importans résultats. On peut s'en convaincre en parcourant les volumineuses collections de la *Biblioteka Varszavska*, du *Tygodnik* (*la Semaine*), du *Przeglad poznanski* (la *Revue Posnanienne*) et d'une foule d'autres recueils. L'érudition rétrospective surtout a tiré de l'oubli d'inappréciables trésors, au point qu'on peut regarder l'histoire ancienne de la Pologne et du monde slave comme étant aujourd'hui complétement à refaire d'après les documens nouveaux. L'infortuné comte Edouard Raczynski a travaillé toute sa vie avec plus de zèle que personne à cette féconde exhumation d'un passé qui prépare l'avenir. Jusqu'à ce jour, l'infatigable Voicicki, qu'anime un si beau culte pour tous les débris poétiques de sa patrie, poursuit le cours de ses publications, mine immense d'érudition et de découvertes archéologiques en tout genre.

Parmi les romanciers devenus populaires en Pologne se signale Ignace Kraszevski, dont l'œuvre la mieux inspirée, la plus parfaitement polonaise, est celle de *Poeta i Sviat* (*le Poète et le Monde*), publiée en 1842; mais son extrême facilité a nui à l'essor de son talent. Sur la foule de ses romans et de ses nouvelles, qu'il ne se donne presque jamais la peine d'achever, très peu échapperont à l'oubli. On peut nommer encore Adam Goszczynski pour ses nouvelles pleines de verve nationale; Clémentine Hofmanova, née Tanska, pour ses romans de mœurs domestiques; le poète ukrainien Michel Czayka pour ses romans d'histoire et de fédéralisme polono-slave, comme son *Vorny Hora*; enfin le mordant Massalski pour son admirable roman satirique *Pan Podstolits*, digne continuation de l'œuvre célèbre de Krasicki intitulée *Pan Podstoli*.

D'après tout ce qu'on vient de voir, il est clair que la littérature et l'esprit polonais ne sont arrivés à la pleine conscience d'eux-mêmes que depuis un petit nombre d'années: ils n'ont, à vrai dire, atteint leur maturité que depuis les derniers démembremens. Il y a donc une vie puissante cachée au fond de cette littérature et de cette nationalité de la Pologne, qui, dans chaque catastrophe nouvelle dont elle est frappée, sait puiser de nouvelles forces. La Pologne nous démontre avec évidence combien il importe à une nation de rester elle-même et de se développer d'après son génie propre, si elle ne veut pas périr. Redoutable encore politiquement au XVIII[e] siècle, la Pologne n'avait cependant plus dès-lors qu'une existence nominale. Elle n'était, comme puissance intellectuelle, qu'une annexe de l'Occident; elle se vantait follement d'être la France du nord. Aujourd'hui, politiquement annulée, elle occupe, à l'aide de sa littérature toute nationale et toute

slave, une plus grande place en Europe qu'au temps même de son indépendance.

Nous venons d'esquisser les traits principaux du réveil des lettres en Pologne depuis cinquante ans. Pour la littérature russe, nous n'avons pas une pareille renaissance à constater. Elle s'est développée trop tard pour avoir déjà connu la décadence. Sortie de la ruine des trois autres littératures slaves, comptant à peine un siècle d'existence, elle n'a pu encore éprouver aucune des vicissitudes, aucune des catastrophes qui ont déjà à plusieurs reprises cruellement frappé ses sœurs. Dans toute la séve de son printemps, la littérature russe n'a point cessé de marcher en avant; mais ses progrès, assurément très grands, émanent beaucoup moins de sa vie intérieure ou de sa conscience propre et individuelle que de l'influence permanente des autres littératures européennes. Depuis cinquante ans, le reste de l'Europe n'a pas traversé une seule phase de la vie intellectuelle dont on ne retrouve le fidèle reflet en Russie. La lutte entre les romantiques et les classiques français, sous la restauration, se reproduisit avec un acharnement incroyable sur les bords de la Néva. Puis, quand le roman bourgeois et industriel eut chez nous détrôné les poètes, il supplanta également la poésie à Pétersbourg et à Moscou. Cette situation dure encore.

Tous nos romanciers en vogue ont été traduits et dévorés en Russie, où ils ont fait naître des milliers d'imitateurs, dont le plus célèbre et le meilleur sous tous les rapports est Bulgarin. Des esprits originaux et indépendans se trouvent sans doute mêlés à cette foule de plagiaires. Parmi les romanciers vraiment russes par leur génie se distinguent Lermontof, qui excelle dans les romans de la vie militaire; Marlinski, connu pour ses romans de marine, dont le plus renommé est *la Frégate Nadïejda*; Pospielov, dont on a de nombreux romans d'histoire nationale; Machkof, qui a publié ses *Mystères de la Vie;* le comte Solohoupe, auteur du *Tarantasse* (1). Au nombre des romans comiques les plus populaires de nos jours, il faut placer les récits de bivouac intitulés *la Vie sans chagrin ni souci*, par Chtchiri.

La critique littéraire, dans le sens vraiment esthétique de ce mot, est en Russie une conquête récente. Elle est due à Polevoï, génie universel et vraiment prodigieux, qui, pendant dix ans, rédigea presque à lui seul le fameux *Télégraphe* moscovite, le recueil russe le plus complet, le plus largement conçu et exécuté qui ait paru jusqu'à présent. *Le Télégraphe* attaquait avec trop peu de ménagement tout ce qui avait été jusqu'alors sacré pour le public : un oukase de proscription l'atteignit enfin en 1835. — Le subtil et mordant Nicolas Gretch, tout aussi impitoyable que Polevoï, fait lui aussi de la critique, et il fonde

(1) Voyez sur *le comte Solohoupe* la *Revue* du 1er octobre 1851.

en silence, dans *l'Abeille du Nord*, une école moins hardie, plus respectueuse pour les traditions d'obéissance passive, mais aussi plus sûre de son avenir que l'école de Polevoï.

Dans l'ordre de la poésie, la première place appartient encore à Pouchkin. Malgré son scepticisme et le faux idéal qu'il emprunte à l'Occident, Pouchkin n'en a pas moins créé la véritable poésie lyrique nationale de la Russie actuelle. Quant au théâtre russe, jusqu'à l'avénement du tsar actuel, on pourrait presque dire qu'il n'existait pas: tout racinien ou plutôt tout voltairien sous Catherine II et sous Alexandre, il n'offrait guère qu'une reproduction slave des tragédies et des comédies françaises, dont les héros, en devenant des tsars et des *bojars* moscovites, ne faisaient que changer de nom. Vers la fin du XVIII[e] siècle, la Russie avait eu pourtant déjà dans le prince Chakhovski un poète comique de premier ordre, mais chez qui domine encore beaucoup trop l'élément cosmopolite. Enfin s'était révélée une comédie vraiment russe dans *les Inconvéniens de l'esprit* (*Gore ot uma*), par Griboïedof; mais elle était restée enfouie au milieu de l'océan des imitations françaises. Le véritable fondateur du drame russe national est Nicolas Gogol (1). Comme poète slave, Gogol prend place immédiatement auprès de Derjavin. Le premier il a ouvert à la littérature dramatique de son pays l'ère de la nationalité et de l'existence propre et individuelle. Dans son *Revizor*, tableau trop fidèle des concussions et des brigandages de tout genre des fonctionnaires publics, Gogol éveille jusqu'au fond d'elle-même la conscience moscovite. Son admirable roman de mœurs contemporaines, intitulé *les Ames mortes*, est une satire d'une profondeur et d'une ironie effrayantes. Gogol a, pour nous autres Occidentaux, l'inconvénient d'être Russe, par conséquent bouffon et sarcastique jusque dans la moëlle des os. Là où nous frissonnons d'horreur, il se contente de rire avec un flegme qui nous semble infernal : la verve incisive d'Aristophane est de l'innocence, comparée à la sienne; les tartufes et les coquins de Molière sont des enfans, comparés à ceux de Gogol; mais cet orgueilleux Titan méprise trop les hommes, il ne prend pas assez l'art au sérieux : pour le sentiment du beau idéal, il est bien loin de Pouchkin. Son comique est trop chargé; sa morale est impitoyable. Il flagelle les moindres ridicules de la vie humaine, comme si lui-même leur était complétement inaccessible. Aussi ne daigne-t-il pas recourir aux larmes de la tragédie; il laisse à d'autres cet élément de l'effet dramatique, capital ailleurs, mais en Russie secondaire.

L'émule de Gogol sur la scène russe est Kukolnik, génie bien plus sympathique et dont les tragédies, presque toutes nationales, sont d'une

(1) Voyez sur *Gogol* une étude de M. P. Mérimée, livraison du 15 novembre 1851.

étonnante vérité de caractère. Malheureusement il a été enlevé trop tôt à la scène qu'il enrichissait. Dépossédé de son *Télégraphe* et obligé de renoncer pour jamais à toute critique signée de son nom, l'infortuné Polevoï s'est élancé vers la place que laissait vide l'absence de Kukolnik. Impatient de réaliser lui-même ses sévères théories esthétiques en fait de roman et de drame, Polevoï créa d'abord quelques pièces d'une supériorité incontestée. Sa triste destinée le poussait à développer de préférence sur la scène le côté tragique et terrible, et ce qu'on pourrait appeler la partie shakspearienne de l'art; mais son étonnante facilité de composition l'a perdu. Les drames naissaient sous sa plume comme par enchantement. Ce n'étaient, il est vrai, que des ébauches, de grossiers vaudevilles chaussant le cothurne et se drapant d'un manteau tragique. Leurs accens vulgaires, leurs formes rudes, leur manque absolu d'idéalisation, attiraient le vulgaire et assuraient un succès d'un jour; le lendemain, l'œuvre était oubliée. Pour le genre facile, abondant et trivial, Polevoï laisse loin derrière lui les modèles qu'il avait trouvés dans nos faiseurs des bords de la Seine. On conçoit que ce fécond dramaturge ait pu laisser en mourant une école nombreuse, qui continue jusqu'à ce jour de régner sur la scène russe, où elle entretient le genre facile à la place du genre sévère, et la trivialité à la place de l'idéal. L'audacieux Gogol a heureusement aussi ses élèves. Parmi eux se signale Dostoïevski, auteur d'un roman sous forme de lettres intitulé *les Pauvres Gens*, qui a paru en 1846. On peut remarquer certaines analogies éloignées entre le *Werther* de Goethe et *les Pauvres Gens* (les malheureux *tchinovniks* ou employés subalternes de l'administration russe). Toutefois on ne saurait risquer ici aucun parallèle, car rien en Europe ne peut se comparer aux incroyables souffrances, à cette foule de nobles désirs refoulés ou écrasés que recèle l'ame des *pauvres gens* bien élevés de la Russie, tels que les a peints Dostoïevski. Son héros, le pauvre Devuchkin, type fidèle de la nation russe éclairée et pourtant esclave, peut être considéré comme le plus grand souffre-douleur du monde moderne. *Les Pauvres Gens* sont la digne contre-partie du *Revizor*. Il est à regretter que de telles tentatives soient si rares dans la littérature russe, qui s'obstine au milieu des faciles ornières de l'imitation étrangère, et cherche avant tout l'impression fugitive du plaisir. Le matérialisme continue ainsi de rester au fond de la vie russe, et le scepticisme y est toujours la source la plus féconde des inspirations de la lyre.

Malgré ces obstacles, la littérature russe n'en a pas moins fait d'étonnans progrès. Voyez-la, encore à moitié slavone, à moitié sacerdotale, sous la plume de Lomonosof : — combien Derjavin, ce poète slave par excellence de la Russie, est déjà plus national dans ses formes que Lomonosof! — Puis prenez Pouchkin, qui représente avec une vé-

rité si triste la haute classe de la société russe s'agitant sous l'influence de notre vieux monde européen : — Pouchkin n'idéalise-t-il pas bien plus profondément que Derjavin les tendances nationales de son pays? — Et néanmoins Gogol vient de faire, sous ce rapport, un pas de plus que Pouchkin.

A certains égards, on ne saurait nier la position avantageuse de la littérature russe comparée aux autres littératures européennes. En effet, elle commence précisément par où les autres ont fini, par la science encyclopédique et le cosmopolitisme, et de ce gouffre où elle s'est trouvée plongée dès sa naissance, elle a su peu à peu retirer politiquement sa conscience nationale, et littérairement son génie individuel et propre, tandis que les autres littératures d'Europe, parties au contraire des points de vue les plus restreints du provincialisme, n'ont su qu'aboutir au point d'où l'esprit russe est parti.

IV. — RENAISSANCE DES LETTRES EN BOHÊME ET CHEZ LES ILLYRO-SERBES.

Des trois autres littératures slaves, c'est celle des Tchekhs qui présente avec la littérature russe les plus frappans rapports. Cosmopolites eux aussi au point de vue de la science, de la religion et de la philosophie, comme les Russes le sont au point de vue de la poésie et de la politique, les Bohêmes ont eu pour rénovateur intellectuel de leur nationalité un Lomonosof suivant leur goût, c'est-à-dire un savant d'une étonnante profondeur d'érudition, le fameux Joseph Dobrovski. — Ce patriarche du slavisme conçu comme science et théorie universelle a ressuscité, à l'entrée de notre siècle, la littérature bohême ensevelie et qu'on croyait morte. Il l'a ressuscitée avec toutes ses tendances et ses caractères d'autrefois, avec la passion des recherches et des découvertes scientifiques, avec l'amour de l'abstraction et le penchant au radicalisme religieux et social. Cette dernière tendance a été rudement combattue, il est vrai, par la censure autrichienne. Le prêtre philosophe Bolzano, qui laissait percer des doctrines à la façon de Jean Huss, a été frappé obscurément sans avoir reçu les honneurs du bûcher. La science historique, la philologie, l'archéologie, devinrent alors le seul domaine où la Bohême pût concentrer son activité sans craindre les persécutions. Ses savans les plus éminens se jetèrent dans ces études avec une ardeur inouie. Hanke, Chafarjik, Iungmann, Palacki, élevèrent l'érudition slave à des hauteurs où aucun savant, ni russe, ni polonais, n'avait pu atteindre jusqu'alors. Sans doute, ces savans doivent employer mille précautions de style pour cacher leur patriotisme; sans doute ils se sentent invinciblement arrêtés chaque fois qu'ils arrivent au moment de dire tout le fond de leur pensée. C'est pourquoi on remarque entre les deux littératures des Bohêmes et des

Russes le même penchant à symboliser, à déguiser l'idée, soit politique, soit religieuse, sous le voile de l'allégorie. On remarque surtout ce caractère dans les œuvres poétiques des deux pays. Comme Pouchkin, les plus grands poètes tchekhs enveloppent leur vraie tendance du plus profond mystère. C'est ainsi que Jean Kolar a conçu et exécuté d'un bout à l'autre sa fameuse épopée de la *Slavy Dcera* (*la Fille de Slava*) (1), épopée lyrique consacrée à chanter les exploits primitifs et les souffrances séculaires des divers peuples slaves dans un langage plein de richesse et de grace, où l'idée s'enveloppe toujours de magnifiques images, mais dont le but final ne brille qu'aux yeux des seuls initiés.

Ce qui distingue le mouvement de renaissance des lettres tchèques, c'est l'espèce de culte religieux avec lequel ses adeptes s'y livrent comme à une mission sacerdotale, comme au devoir le plus sacré de leur vie. Le clergé tchekh lui-même est le premier à identifier ainsi sa religion avec sa patrie. Les plus grands patriotes et les plus zélés slavistes dans la Bohême, comme dans la Moravie et la Slovakie, sont les prêtres. Kolar appartenait au clergé. Un autre curé également slovak, Holy, dans une épopée en douze chants, *Svatopluk*, a chanté la chute du premier grand empire fondé par les Slaves sous le nom d'*empire morave*, et qui rivalisa quelque temps avec l'empire germanique. Dans un second poème, Holy célèbre *l'Établissement de l'Évangile chez les Slaves* par Cyrille et Méthode. Ses tendances sont les mêmes que celles de Kolar; mais il n'a ni l'énergie, ni la richesse, ni la variété de style de son rival. Un autre prêtre, Matthieu Klácel de Brünn, s'est surtout acquis de la célébrité comme poète philosophe. On peut dire que c'est le plus pur moraliste de la Bohême actuelle; mais sa pensée, trop austère et trop dénuée d'images sensibles, en contracte quelque chose de sec et de triste qui l'empêche de devenir populaire. Les mêmes qualités et les mêmes défauts se remarquent, quoique avec une tendance morale différente, dans les écrits de Ladislav Tchelakovski, qui, philologue avant tout, conçoit la poésie même au point de vue de la comparaison des langues, des nationalités et des époques littéraires.

Depuis la mort prématurée de Kolar, le plus illustre des poètes tchekhs est incontestablement Votsel. Après avoir consacré son premier poème, *les Przemislavtsi*, à chanter l'antique dynastie de Przemislav et les héros du moyen-âge bohême, il a publié enfin, comme couronnement de toutes ses œuvres, le *Labyrint Slavy* (*le Labyrinthe de Slava*), épopée lyrique à la façon de toutes celles des Bohêmes, dans laquelle il pronostique le dénoûment de notre triste époque et les gloires

(1) *Slava*, personnification divinisée du génie slave.

du slavisme à venir. Dans cette œuvre admirable, la grace et la mollesse le disputent à l'énergie et à la force. S'il n'y a rien dans Votsel qui rappelle Gogol, en retour il abonde en fragmens que Pouchkin ne désavouerait pas.

La poésie et l'érudition semblent le vrai domaine des Bohêmes: quand ils touchent au monde réel, ils deviennent aussitôt utopistes. C'est ce qu'a bien prouvé leur conduite politique dans les crises de 1848 et 1849. Au milieu des terribles luttes nationales que ces années ont vu passer, les publicistes et les députés tchekhs ont agi en réalité comme des érudits allemands. En un mot, la littérature des Tchekhs est incomplète et tronquée par le germanisme, tout comme leur nationalité.

Dans sa défaillance, la littérature tchèque s'appuie heureusement sur celle des Illyro-Serbes, qui, moins ambitieuse, moins riche, moins cosmopolite, est pourtant bien plus vivace, bien plus populaire et plus patriotique que celle des savans de Prague. C'est à la fin du XVIIIe siècle que la Serbie et toutes les provinces iugo-slaves, couvertes des plus profondes ténèbres, virent tout d'un coup se lever parmi elles un nouvel initiateur. A l'époque où le moine Konarski réformait les écoles polonaises, le pauvre caloyer Dosithée Obradovitj quitta son couvent pour aller acquérir en Europe les lumières dont il avait besoin. Après avoir employé vingt-cinq années de sa vie à parcourir toutes les capitales, les universités et les bibliothèques d'Allemagne, de France, d'Italie, de Russie et d'Angleterre, de retour au milieu de ses forêts natales, l'*Anacharsis serbe*, ainsi qu'on appelle le caloyer Obradovitj, commença le mouvement de régénération de son pays, et fonda l'école littéraire qui fleurit actuellement dans la Syrmie, la Slavonie et la principauté de Serbie. Sur l'Adriatique, l'esprit serbe se réveillait aussi au contact des idées françaises. De 1790 à 1800, un génie vraiment universel, Katantchitj, publia, tant en serbe qu'en latin, une grande quantité d'ouvrages, les uns populaires, les autres scientifiques. Poésie, histoire, philologie, religion, archéologie, économie sociale, toute l'encyclopédie et la palingénésie du slavisme dorment en germe dans cette vaste et puissante intelligence.

La révolution polonaise de 1830 donna enfin aux lettres illyro-serbes leur impulsion définitive. En excitant une profonde et générale sympathie, les malheurs de la Pologne ont eu le privilége de raviver partout le feu sacré du patriotisme, mais nulle part autant que dans les pays slaves. La cause toutefois qui activa le plus les progrès de la littérature en Illyrie, ce fut l'absurde et ridicule prétention des Magyars d'imposer leur langue asiatique aux Slaves du Danube, aux descendans de ces antiques et mystérieux Venèdes, qui sont peut-être la première race humaine installée en Europe à l'état de grande nation. Aussi le

fanatisme de nationalité dont furent saisis les Illyriens quand on menaça de leur enlever leur langue s'éleva-t-il à une étrange exaltation. La position géographique et intermédiaire du petit royaume de Croatie le destinait à devenir le foyer le plus ardent de cette guerre de langages qui, après 1848, a si tristement agité une partie de l'Europe. La diète croate elle-même se chargea d'organiser la résistance. Les gentilshommes se sentirent fiers de leur nom de Croates; ils revêtirent la *surka*, manteau rouge de leurs ancêtres, et se coiffèrent du bonnet rouge des Slaves, pour faire rivalité à l'*attila* et au costume asiatique des Magyars. On tira de la poussière l'antique écusson illyrique, l'étoile et le croissant, qu'on trouve déjà sur les monnaies de l'Illyrie frappées au temps de César-Auguste, et que portent également les vieilles monnaies hongroises appelées *kunovina*. Pour résister plus efficacement aux efforts des Magyars, les patriotes sentirent le besoin d'un journal politique qui pût devenir comme le drapeau de leur parti. Ils chargèrent un jeune homme, le docteur Liudevit Gaï, de le fonder et de l'organiser. Plein d'une ardente ambition, Gaï ne tarda pas à faire de la chose commune son affaire personnelle. Envoyé à Vienne auprès du prince de Metternich, il y manœuvra si bien que la chancellerie aulique lui décerna le privilége exclusif d'imprimer et de publier non-seulement le journal politique, but de sa mission, mais encore tous les ouvrages des patriotes anti-magyars de Croatie. Quoi qu'il en soit de ses intelligences plus ou moins intimes avec l'archichancelier d'alors, ce personnage encore énigmatique, dont les Iugo-Slaves disent à la fois tant de bien et tant de mal, publia d'abord en 1835 son *Journal croate* (*Novine horvacke*) et sa *Revue croate* (*Danica horvacka*), qu'il transforma dès le début de l'année suivante en *Journal illyrien* et *Revue illyrienne*, prétendant par là les envoyer à l'adresse de tous les Iugo-Slaves indistinctement. On pouvait pour le moins s'étonner que ces publications adressées aux Illyriens ne fussent pas écrites dans la langue des vrais Illyriens ou Slovènes de Carniole, Styrie et Carinthie, mais dans la langue serbe. En outre, cette dénomination antique et surannée d'*Illyrie* semblait avoir pour but de rattacher plus intimement à l'Autriche ceux des Iugo-Slaves qui s'en écartaient le plus, en leur imposant le nom national porté par ceux de leurs frères les plus voisins de Vienne. Tout porte donc à faire considérer l'illyrisme de Liudevit Gaï comme le fruit d'une combinaison autrichienne, un des nombreux emprunts faits par le gouvernement de M. de Metternich aux plans de Napoléon sur cette partie du monde slave.

Gaï a du moins rendu à sa patrie un grand et immortel service en la dotant d'une orthographe unitaire, et en forçant pour ainsi dire les Croates à accepter le serbe pour leur langue officielle. Quand on se rappelle la prodigieuse anarchie de langage qui régnait à l'entrée de

ce siècle parmi les Slaves du sud, quand on pense à ces systèmes incroyables d'orthographe, à ces littératures microscopiques qui se disputaient chaque coin de la Iugo-Slavie, on ne peut s'empêcher d'admirer la constance déployée par les chefs de ce mouvement de centralisation littéraire. Que de dégoûts il leur a fallu vaincre, quelle patience pour répondre à toutes les niaises objections du provincialisme et des intérêts de clocher! En dépit de mille obstacles, les Slaves du sud sont maintenant parvenus, après vingt ans d'efforts, à se frayer, par l'unité littéraire, un large chemin vers l'unité sociale. Toutes ces provinces serbes et illyriennes de Turquie, de Hongrie, d'Autriche, naguère encore séparées les unes des autres par des barrières de tant d'espèces, sont cependant parvenues à s'unir au sein d'une langue commune, qui est celle de la branche la plus nombreuse des Iugo-Slaves, la branche serbe, répandue tout le long de l'Adriatique et sur près de la moitié du cours du Danube. Un théâtre où l'on joue des drames en langue serbe a même fini par s'élever à Agram, et les conquêtes de cette langue dans tous les rangs de la société sont devenues telles que les diétines de la plupart des comitats avaient, en 1848, abandonné complétement la langue latine pour s'exprimer, comme on disait alors, en illyrien.

On s'est du reste beaucoup trop hâté de décerner à Liudevit Gaï presque exclusivement tout le mérite de cette rénovation intellectuelle. Ce vaste travail fut l'œuvre collective d'une pléiade d'écrivains plus indépendans, mieux inspirés, et surtout plus patriotiques que Gaï. Parmi eux, nous nous contenterons de citer le créateur du théâtre iugo-slave actuel, le puissant Demeter, qui, pour l'énergie de la pensée, rivalise avec Pouchkin; Stanko Vraz, sans rival pour la tendresse du sentiment et la concision du style; le gracieux Subbotitj, dont les ballades ont le rare privilége d'être chantées à la fois dans les salons et les chaumières; le classique et sévère Ostrojinski, dont le poème intitulé *la Vila* est regardé comme le plus pur modèle de style illyro-serbe, et surtout l'auteur des *Slavianka* (élégies slaves), Ivan Kukulievitj, le poète politique par excellence des Iugo-Slaves.

Ce n'est pas la Hongrie seule qui voit cette littérature fleurir. La poésie serbe vivifie encore la moitié de la Turquie d'Europe. Son centre de rayonnement, son Athènes actuelle est Belgrad. C'est là que l'illuminateur serbe Dosithée Obradovitj a pu fonder une école durable, d'où sortent aujourd'hui des poètes et des savans dignes de l'Europe. Nous ne citerons parmi eux qu'un seul nom, celui de Sima Milutinovitj, que Goethe appelait son *héritier oriental*, et qui à lui seul suffirait pour immortaliser le peuple d'où il est sorti. Ce qui assure d'ailleurs à ce peuple un développement régulier et normal, ce sont ses instincts d'originalité et son dégoût pour tout ce qui sent l'imitation étrangère. Les

Serbes n'ont fait que très peu de traductions des langues européennes; nos génies les plus sérieux leur sont seuls familiers : les romans, qui abondent en Occident, n'ont rencontré chez les Serbes qu'un profond dédain. Qu'on reproche tant qu'on voudra à ces hommes de n'être pas encore une nation centralisée intellectuellement à la façon des autres nations savantes : ils n'en ont pas moins enrichi l'Europe d'une nouvelle et fraîche littérature, l'une des plus poétiques qui existent.

V. — TENDANCES NOUVELLES DES QUATRE LITTÉRATURES SLAVES.

Nous avons essayé de suivre simultanément les quatre littératures slaves dans leur période classique et dans leur période contemporaine. Si l'on voulait maintenant comparer l'une de ces périodes à l'autre, mettre les productions classiques des lettres slaves en regard de leurs œuvres nouvelles, que trouverait-on? D'abord on voit chacune des quatre grandes littératures slaves, avant d'atteindre sa période nationale et individuelle, végéter de longs siècles sous le joug étranger, joug latin pour les unes, joug grec ou asiatique pour les autres. Il en est résulté ce fait anormal, que chez les Slaves l'épanouissement prématuré de la prose a partout précédé celui de la poésie. La littérature polémique, satirique et pamphlétaire, au lieu de fixer la langue en Slavie comme dans le reste de l'Europe, n'y a au contraire marqué que l'époque de transition, l'époque de combat et de délivrance du joug étranger, et c'est la poésie seule qui, long-temps après la prose, est venue donner à chaque littérature slave sa signification historique et sa mission européenne.

C'est donc par la poésie que s'accomplit le progrès chez ces peuples; c'est par la poésie qu'ils pensent. Or on peut dire que la poésie nationale est chez les Slaves une création contemporaine. On a beau élever jusqu'aux nues les poètes du siècle d'or des littératures tchèque, polonaise et illyro-serbe : quand on en vient à les étudier sérieusement, on s'aperçoit qu'ils n'ont de slave que l'enveloppe; leur idéal, leurs tournures, le mécanisme même de leurs œuvres, sont encore empruntés à l'antiquité grecque. Les plus beaux sentimens de patriotisme prennent chez eux une couleur étrangère au sol. Quelque sublimes qu'ils soient, on sent, à les lire, que la conscience de la nationalité n'est pas encore entrée dans la littérature. La supériorité de l'époque actuelle sur toutes les époques précédentes consiste dans le triomphe de cette idée de nationalité, devenue générale et tout aussi palpitante chez les vaincus que chez les vainqueurs. Il y a, si l'on veut, décadence dans la forme; mais l'idéal, le but national, a immensémen grandi devant l'esprit des poètes, et on n'en citerait pas un seul qui n'en soit aujourd'hui plus ou moins animé.

Prenez les scènes si souvent décousues, l'intrigue parfois invraisemblable de Gogol, son comique bouffon, son style porté au trivial, son sarcasme toujours voisin de l'exagération; comparez cela avec l'austère Lomonosof, avec le sublime Derjavin : quel est le classique le plus pur? Ce n'est assurément pas Gogol; mais en retour Gogol n'est-il pas le vrai Russe, le Russe libre penseur, le Russe arrivé à la pleine conscience de lui-même? — Passez chez les Polonais; lisez le *Mazeppa* ou la *Balladyna* de Slovacki, et placez-les dans votre esprit en regard de *la Sibylle* ou de *la Lekhiade* de l'évêque Voronicz : où est la sainte, calme et digne poésie du monde idéal, si ce n'est dans *la Sibylle* du Fénelon de Cracovie? Mais la poésie du monde réel, l'amour brûlant pour la pauvre patrie militante et vaincue, n'est-ce pas notre époque seule qui a su l'allumer? — Enfin l'âge classique des lettres illyro-serbes nous montre Gundulitj cherchant avec résignation, loin de sa chère Dalmatie, dans la Pologne d'alors, les héros de sa fameuse épopée; — comparez cette limpide et belle *Osmanide* avec la fougueuse et frémissante épopée des Serbes actuels, avec la *Serbianka* de Milutinovitj : cette *Serbianka*, c'est un sauvage torrent des montagnes de Bosnie, c'est un cri de haïdouk, une insurrection furieuse contre toutes les règles du beau académique; mais quel enthousiasme de nationalité! Bravant les sourires moqueurs de l'Europe, Milutinovitj ne balance pas à placer ses compagnons du Montenegro et du Danube au-dessus des héros russes eux-mêmes, et il prise la mission divine du petit peuple des Serbes plus haut que celle de la grande nation moscovite.

Le but de toutes les littératures slaves est, nous l'avons dit, d'arriver à une fusion des deux élémens grec et latin, oriental et occidental, de la civilisation européenne. Cette fusion a été le but constant du slavisme depuis la divine mission des deux apôtres Cyrille et Méthode jusqu'à nos jours. Intermédiaires entre les peuples enfans de l'Orient et la civilisation vieillie de l'Occident, les littératures slaves se sont empreintes des idées et des tendances nécessaires pour cette tâche providentielle. Cette mission étant, à quelques nuances près, identique pour chacune de ces littératures, il s'ensuit qu'elles ont toutes les quatre le même air de famille. Leurs diversités d'aspect sont des diversités de forme, non d'idée fondamentale. Quelque tristement divisées qu'elles soient sur les questions politiques et religieuses, elles ont le même but de réforme et de conservation à la fois, la même tendance vers la communauté des biens et des maux, des joies et des peines, non-seulement entre tous les Slaves, mais encore entre ceux-ci et tous les autres hommes. Aussi les plus anciens codes de ces peuples égalent-ils complétement à l'indigène le *gost* (hôte ou étranger), qu'ils invitent à partager avec l'homme du sol les fruits de la terre commune à tous. Ce principe, qui abolissait à la fois et l'aristocratie et le prolétariat, amenait dans les

affaires gouvernementales, communales et domestiques, l'emploi continu du vote universel, l'élection du plus digne, la soumission de chacun à tous, et la responsabilité de tous pour chacun.

Ces institutions primitives, qui se reflètent dans toutes les littératures slaves, nous montrent chaque peuple slave constamment occupé de préparer l'union des états chrétiens sur les bases d'une complète égalité internationale. Il n'y a divergence que pour la manière d'atteindre ce but commun. La savante Bohême rêve de construire sa cité universelle par la science; la Russie officielle y tend par l'épée et l'obéissance passive; la Pologne enthousiaste y marche par la libre association des ames, et la nation illyro-serbe par les mœurs, par la vie de famille et de commune élevée à l'état de gouvernement. Malheureusement entre ces quatre systèmes la politique a depuis des siècles dressé de sanglantes barrières. La Russie a subi l'influence du Bas-Empire et du germanisme, et c'est par l'autocratie byzantine qu'elle marche à son *panslavisme*. La Pologne, malgré son isolement, est restée plus fidèle à l'idée slave. On a reproché son latinisme à l'ancienne république polonaise. Il est vrai qu'intellectuellement elle n'avait rien de slave : elle écrivait, elle parlait, elle pensait en latin; beaucoup de ses lois civiles même étaient romaines, mais ses mœurs, mais toutes ses institutions politiques étaient demeurées admirablement slaves. Sans doute elle n'a jamais su s'assigner de limites, ses frontières restaient flottantes et vagues : elle était envahissante à l'infini; mais si elle tendait à l'universalité romaine, ce n'était point par la conquête, c'était par le principe slave de l'association libre. L'histoire de la législation polonaise, avant qu'elle fût altérée par les importations allemandes et françaises, nous offre des faits assez concluans pour nous autoriser à en déduire les bases sur lesquelles la société polonaise aspirait à placer son empire. Ces bases auraient été l'absence de toute centralisation monarchique, le vote universel et l'éligibilité de tous à toutes les places, le droit individuel de refuser l'impôt, ou en d'autres termes le pouvoir fondé sur l'amour, l'indépendance intérieure garantie à toutes les nationalités, même aux plus faibles, une diplomatie toute fondée sur l'égalité entre nations ou sur le droit naturel, et enfin l'appel à la fédération universelle. Telles étaient en germe les tendances de la vieille Pologne. A ces tendances, les divers démembremens n'ont fait que prêter une nouvelle force. Aux époques les plus grandes comme les plus tristes de leur histoire, on retrouve les Polonais conséquens avec leur passé. Une seule fois dans les siècles, ils ont failli à leur mission traditionnelle : c'est au temps où les jésuites, ayant saisi parmi eux la haute direction politique, les poussèrent à d'indignes persécutions contre les Ruthéniens des deux rites gréco-slaves uni et non-uni. Les deux liturgies grecque

et latine se trouvaient comme providentiellement rapprochées en Pologne. Hostiles partout ailleurs, les deux églises ici se tendaient la main avec amour. Le Bug et le San, qui séparent vers le sud les deux confessions rivales, ne servaient point de frontière à la Pologne libérale, qui avait porté bien au-delà de leurs rives, et jusqu'à Kiœv même, capitale des Russes méridionaux, l'influence salutaire de sa civilisation; le Dniéper lui-même, ce fleuve sacré des Ruthéniens, qui marque la limite des deux mondes européen et asiatique, coulait sous la loi polonaise. A quelle immense puissance ne serait point parvenue la Pologne en conservant ces positions! Mais pour cela il lui fallait observer fidèlement le principe fédératif slave. Faute de savoir le respecter vis-à-vis des Ruthéniens, la Pologne s'aliéna tous ses confédérés d'Orient et amena, avec l'avénement des tsars, sa propre ruine.

N'ayant jamais obtenu une puissance politique comparable à celle de la Pologne, les Bohêmes ont de bonne heure tourné leur ambition vers les gloires et les conquêtes de l'intelligence. Leur idéal d'action sur le monde, depuis Jean Huss jusqu'à ce jour, n'a pas cessé d'être scientifique. On trouve le patriotisme bohême à sa plus haute expression dans la fameuse secte des frères moraves, secte admirablement cosmopolite, mais qui n'en est p s moins déchue pour avoir séparé le fait d'avec la théorie, la vie d'avec son but, et la morale d'avec la tradition. Ainsi, trop spéculatif, le patriote bohême s'égare dans l'abstraction. Son suprême bonheur serait d'étendre les affiliations de la *matitsatcheska* (*ruche* ou *société bohême*) à toutes les académies de l'Europe et du monde. Qu'on le laisse au milieu de ses élucubrations rétrospectives, il ne demande rien de plus. Il s'ensuit que pour lui la nationalité, c'est la langue et son libre usage, avec la liberté illimitée de la presse, de la parole, de l'industrie, de l'individu; mais de sa nationalité dans l'ordre politique, le Bohême fait bon marché.

Bien plus pratique, bien plus naturelle, ou, si l'on veut, bien plus slave, est l'idée rénovatrice et cosmopolite dont la littérature illyro-serbe est l'organe. Pour les Serbes et les Illyriens, l'idéal slave ne repose point encore sur un système savamment élaboré; naïf comme leur propre vie, il émane de leurs instincts de race, qui les portent à tendre sans défiance une main sympathique à tous les peuples. Les Illyro-Serbes ne discutent pas, ils croient. Au lieu d'écrire, ils agissent; au lieu de se défier, ils aiment. Leur génie n'est ni moqueur comme celui des Russes, ni érudit comme celui des Bohêmes; mais il est comme fondu avec tous les sentimens nobles que la nature empreint dans le cœur de l'homme, et dont une science sceptique vient seule plus tard le dépouiller. Possédant à un degré plus élevé que tous les autres Slaves le type commun de leur race, les Serbes de la Turquie ont pu empreindre ce type dans leurs œuvres intellectuelles, qui

présentent ainsi à l'observation critique les dernières traces vivantes du génie primitif de l'Europe. Sous ce rapport, la littérature des Illyro-Serbes a donc une inappréciable valeur : elle est la seule des littératures européennes que le scepticisme n'ait pas encore entamée. Ce qui prouve bien l'espèce de fascination exercée par cette littérature sur ceux qui l'étudient, c'est la conquête qu'elle a faite de l'Hellène Demeter, devenu aujourd'hui son plus grand auteur dramatique; ce sont les écrits serbes du célèbre Italien Tomaseo. Exilé, emprisonné, puis amnistié à diverses reprises par l'Autriche, Tomaseo s'est mis, dans son âge mûr, à étudier avec passion l'idiome serbo-dalmate au point de pouvoir bientôt prendre place parmi les écrivains serbes, et c'est lui maintenant qui peut le mieux rapprocher dans un fraternel accord les deux tendances nationales, italienne et iugo-slave.

Peut-être les Illyro-Serbes seront-ils long-temps encore inférieurs aux autres Européens dans toutes les branches spéciales de la science et de la civilisation. Durant des siècles encore, ils resteront sous ce rapport les élèves de l'Occident; mais dans le domaine de la poésie naturelle, spontanée, ils sont incontestablement les premiers, et ils peuvent donner des leçons à l'Europe entière. De même dans la politique, pour tout ce qui touche à l'ordre primitif ou au fondement même des sociétés, pour la vie de famille, pour les rapports du riche avec le pauvre, pour la police locale, pour l'impôt, pour la distribution du travail, pour l'organisation communale et provinciale, les Iugo-Slaves nous offrent les plus purs modèles que l'Europe ait conservés. Le rôle qui semble offert à ce peuple dans la reconstruction de cette cosmopole chrétienne que rêvent les nations slaves se résume en un mot : la nature. Les Iugo-Slaves doivent rendre à la poésie factice le beau naturel, au rationalisme épuisé de ses doutes la tradition divine, à la civilisation tout entière stérilisée par une fausse science la sève et la vie originelle. Leur genre de cosmopolitisme est aujourd'hui le seul qui réponde vraiment aux instincts de la race slave. Sans doute leur idéal est encore bien étroit, bien borné, et peut-être ne doit-il sa pureté qu'à son état d'enfance. En tout cas, l'avenir des sociétés slaves repose tout entier sur les Illyro-Serbes. S'ils se corrompent à leur tour, avant que les Polonais ou les Russes aient accompli leur régénération intellectuelle, alors qu'arrivera-t-il? L'idée slave restera sans doute encore bien des siècles invincible et à l'abri de toutes nos innovations dans sa citadelle des steppes; mais le parfum primitif, mais la virginité du slavisme auront péri. Il ne restera plus guère qu'une force aveugle et terrible, et les Slaves auront manqué, eux aussi, comme déjà tant d'autres races sur la terre, à la mission pacifique pour laquelle la Providence les avait fait grandir.

CYPRIEN ROBERT.

L'ANTI-CHRISTIANISME

DE M. PROUDHON.

La Révolution sociale démontrée par le Coup d'État du 2 décembre, par M. Proudhon; 1 vol. in-18.

« Pour moi, je ne m'en cache pas, écrit M. Proudhon dans son dernier livre, j'ai poussé de toutes mes forces à la désorganisation politique, non par impatience révolutionnaire, non par amour d'une vaine célébrité, non par ambition, envie ou haine, mais par prévoyance d'une réaction inévitable, et en tout cas par la certitude où j'étais que, dans l'hypothèse gouvernementale où elle persistait à se tenir, la démocratie ne pouvait opérer rien de bon. Quant aux masses, si pauvre que fût leur intelligence, si faible que je connusse leur vertu, je les craignais moins en pleine anarchie qu'au scrutin.... De nouveaux faits ont rendu inutile cette tactique désespérée, pour laquelle j'ai bravé long-temps l'animadversion publique, et je me rallie sans réserve aux hommes honnêtes de tous les partis, qui, comprenant que *démocratie* c'est *démopédie,* éducation du peuple,—acceptant cette éducation comme leur tâche et plaçant au-dessus de tout la *liberté,* désirent sincèrement, avec la gloire de leur pays, le bien-être des travailleurs, l'indépendance des nations et le progrès de l'esprit humain. » Ailleurs on lit encore : « Je n'ai nulle envie de rallumer des discordes éteintes. Je sais que je n'écris point un article du *Représentant du Peuple,* qu'il n'y a plus de multitude qui me lise, et que je remuerais en vain ce foyer qui n'est que cendre. »

D'après ces paroles, on aurait tort de croire à une rétractation.

M. Proudhon n'a rien changé à ses idées, mais au moins il fait aux circonstances une concession dont nous devons lui savoir gré. Au lieu de s'adresser aux passions pour les conduire à la bataille, il s'adresse aux intelligences pour appeler leur examen sur ses opinions. Nous accepterons cette invitation. Puisque la cause n'est plus portée devant un tribunal qui n'eût point écouté ce que nous pouvons avoir à dire, nous répondrons et au dernier plaidoyer de M. Proudhon et à son système général de plaidoirie. « Le socialisme, disait-on récemment, n'a plus la même signification. Aujourd'hui il signifie des ennemis vaincus et désarmés, des prisonniers et des exilés, et la France n'aime pas à frapper des ennemis à terre : elle a trop de générosité. » Voilà sous quel beau nom on fait l'apothéose de ses faiblesses. Les hommes qui se donnent mission d'instruire leurs semblables prêchent au pays l'oubli de la veille et la douce insouciance qui a toujours été sa perte. Ils l'encouragent à ne point se repentir et à ne point s'inquiéter des principes d'erreur, qui, pour avoir éclaté seulement chez quelques-uns, n'en sont pas moins les élémens vicieux de la nation. Ils lui font un devoir d'imiter les étourdis de tous les âges, qui s'emportent contre une fraude quand elle les touche au vif, mais qui ne réfléchissent pas qu'une fraude veut dire un fraudeur, et qui, le premier dépit passé, se remettent à fraterniser sans défiance avec celui qui s'est montré capable de fausseté, absolument comme ils traitent sans confiance celui qui s'est montré incapable de tromper. Oublions les fautes, si l'on veut, mais n'oublions pas les défauts d'esprit ou de caractère dont elles ont attesté l'existence, et tant qu'ils subsistent, à l'état de sommeil ou à l'état d'action, combattons sans répit les défauts.

Plus que jamais, ce nous semble, c'est aujourd'hui le moment de nous occuper de cette guerre, nous dirions presque de la commencer, car jusqu'ici on s'est à peu près borné à combattre les fautes. On a repoussé les agressions et réfuté les systèmes; on a cherché à montrer que telle institution, attaquée comme un mal, était au contraire un bien, que tel plan, proposé comme admirable, serait au contraire très funeste. Cela n'était pas de trop assurément, et à l'heure de la lutte on ne pouvait pas plus; mais nous doutons fort qu'en réfutant les systèmes, on ait beaucoup amendé la raison des hommes. Si la jeunesse et tous les demi-intelligens qui mènent les masses n'ont pas vu l'utilité des choses utiles, c'est par suite d'une incompétence dont le propre est de ne pas pouvoir discerner. Eût-on passé des années à faire le panégyrique des choses condamnées à tort, l'impuissance resterait toujours une impuissance : ce qui est visible pour les clairvoyans continuerait à être invisible pour ceux qui n'ont pas la faculté de voir, — et les clairvoyans n'auraient convaincu qu'eux-mêmes d'illusion, s'ils s'imaginaient qu'avec des argumens ils ont pu démontrer quoi que ce soit à

des aveugles. C'est l'ophthalmie elle-même qu'il convient de prendre à partie. Pour amener le peu de hausse que la parole d'un homme peut déterminer dans la raison d'une masse d'hommes, il s'agit, à notre avis, de pénétrer sous les jugemens erronés; ils sont l'habit qu'il faut déchirer, afin de mettre à nu les vices d'esprit qu'il recouvre et afin de les montrer au doigt, si l'on peut, pour le profit de quiconque est susceptible de profiter.

C'est une étude de ce genre que nous désirons essayer à l'égard de M. Proudhon. — Nous serons forcé de toucher au système pour que l'œuvre nous permette de connaître l'ouvrier; mais c'est surtout le penseur lui-même que nous entendons discuter. Il a voulu tout réformer d'un seul coup : en fait d'économie politique, il applique simplement le même principe, dont il tire et dont il veut les conséquences en tout sens, en politique, en philosophie, en religion. A notre tour, nous voudrions juger ce que vaut le genre d'esprit qui n'a admis que ce principe; d'après les conséquences qu'il en a tirées, nous voudrions vérifier ce que vaut le mécanisme logique avec lequel il produit ses idées, le tout afin d'apprécier quelles garanties peuvent offrir les idées d'un pareil esprit armé d'une pareille logique.

Aujourd'hui encore, et le succès de son dernier volume le prouve assez, M. Proudhon compte beaucoup de lecteurs. Il n'y a donc pas lieu de le traiter comme un mort; nous pouvons ajouter qu'il n'y a pas lieu non plus de le dédaigner comme un parleur sans importance. Il a sur le gros des tribuns un avantage immense, celui d'être une intelligence vraiment forte sous un rapport. Comme conception, la nouvelle organisation sociale qu'il a imaginée est de tous points une erreur; mais, si elle est une fausse conclusion, c'est uniquement parce qu'elle représente le moyen d'obtenir sans mesure ce qui n'est bon et possible que dans une certaine mesure. A la mesure près, M. Proudhon ne demande pas moins ce qui est bon en effet et réellement sympathique à tous : la liberté et la décentralisation. Il a prise ainsi sur tous par le but qu'il se propose, et son manque de mesure ne peut que doubler son influence, car un tel défaut est précisément la règle générale; c'est le péché qu'on peut commettre le plus impunément, avec pleine certitude que peu de personnes le découvriront, et qu'il sera une cause de succès auprès du plus grand nombre.

Entre autres fatalités attachées aux temps de révolutions, la plus triste peut-être est celle qui condamne une masse de facultés vraiment remarquables à n'enfanter que des œuvres de mort. Dans ce monde, où le moindre résultat valable a besoin d'être préparé par mille ébauches, il s'opère en temps de paix comme un travail collectif où chacun vient en aide à tous en faisant ce qu'il peut. Les intelligences qui sont propres à élaborer des notions élémentaires se trouvent naturellement

retenues dans leur sphère. Elles ont beau se faire illusion sur les produits de leurs recherches, elles ont beau donner pour une vérité complète ce qui n'est qu'un élément de vérité, — comme elles se contentent d'émettre leurs jugemens, il y a toujours moyen de les utiliser suivant leur valeur. Mais qu'une révolution vienne à éclater au milieu de cet accord, aussitôt une malédiction s'abat sur une infinité de capacités. Chacun veut faire à lui seul toute la besogne. Le praticien qui eût pu rendre de bons services en se bornant à dégrossir les marbres apporte lui-même sur la place publique ses statues informes; l'observateur qui est admirablement doué pour saisir un coin des questions prétend faire accepter le coin pour la totalité : en sortant de leurs rôles, toutes les aptitudes deviennent ainsi des inepties. Les bonnes intentions s'emploient à batailler pour des causes qui ne peuvent que faire le mal, et les hommes sont réduits à redouter et à combattre les uns chez les autres jusqu'aux plus nobles qualités.

A lire attentivement les écrits de M. Proudhon, ces réflexions se présentent naturellement à l'esprit, car à chaque page on rencontre des idées qui, à leur place, auraient pu contribuer à l'éducation générale. Chez lui, le point de départ a été bon. M. Proudhon a senti et bien dit que « les lois de l'économie sociale étaient indépendantes de la volonté de l'homme et du législateur, que notre privilége était de les reconnaître, notre dignité d'y obéir. » Toucher ainsi la terre, ne fût-ce que d'un pied, c'était devenir en tout cas une moitié d'Antée pour culbuter les filles des nuages, les utopies du jour et de la veille, et en effet il a porté de rudes coups à l'association et à son principe de solidarité, au radicalisme et à son gouvernement direct du peuple, à Rousseau et à « sa maxime mensongère, spoliatrice, homicide, que l'individu seul est bon et que la société le déprave. » S'il s'est jeté d'un extrême dans un autre, il a au moins concouru à faire la lumière en répétant que c'était folie de chercher la forme sociale définitive où tendait l'humanité, que l'humanité marchait pour avancer et non pour arriver à l'immobilité. M. Proudhon a fait plus, il a sapé la base de toutes les théories destructives, sans excepter la sienne, en rappelant « qu'il ne peut être question de toucher à la société elle-même, qui doit être considérée comme un être supérieur doué d'une vie propre, et qui par conséquent exclut toute idée de reconstitution arbitraire. » Comme critique en un mot, l'auteur des *Contradictions économiques* a fait œuvre utile en réfutant les erreurs des diverses écoles, et même en dénonçant les inconvéniens inhérens à nos institutions : si ces inconvéniens ne prouvent pas contre elles, ils ne sont pas moins les dangers qu'il importe de connaître et auxquels notre tâche est de parer. Voilà déjà de nombreux mérites, et ils ne sont pas les seuls. Malheureusement nous vivons à une époque de révolutions, et de tous

ces dons de nature il est sorti un projet de désorganisation générale et une série de décrets déjà tout rédigés pour accomplir la liquidation de notre société.

Jusqu'en 1848, M. Proudhon s'était à peu près renfermé dans le rôle de critique. Tout en faisant le procès des institutions et des spéculations de notre temps, il avait sans doute émis des principes; mais il n'avait soumis à la discussion aucun système arrêté, aucun corps de voies et moyens. C'est à l'heure même d'agir qu'il a formulé pour la première fois le plan d'organisation que ses actes ont visé tout de suite à mettre en pratique. D'abord il a proposé et développé tout à la fois ses vues économiques dans ses brochures ou ses projets de loi sur le crédit, sur la banque d'échange et sur la réduction des loyers et fermages; puis il a complété sa doctrine dans son *Idée de la Révolution*, qui est comme son dernier mot. Administration, éducation, religion, intérêts matériels et moraux, politique intérieure et extérieure, il a tout embrassé dans cette refonte révolutionnaire, pour en tirer une synthèse sociale qu'il s'est encore hâté d'offrir comme un programme aux électeurs de 1852.

En reprenant dernièrement la parole, M. Proudhon a été beaucoup moins explicite sur ses plans de réforme. Tout en les rappelant souvent à l'attention, il a repris l'attitude d'un homme d'opposition. Au lieu de développer ses conclusions et ses moyens pratiques, il s'est appliqué de nouveau à agir sur les esprits, à recueillir des chefs d'accusation contre l'ordre de choses établi, à propager les tendances d'où sont sorties ses propres idées. Prenant pour thèse le 2 décembre, il a entrepris de rechercher les causes qui l'ont amené, et qui en même temps indiquent au nouveau pouvoir ce qu'il doit faire, sous peine de ne pas avoir avec lui la force des choses. De là une série de chapitres pour expliquer l'avortement de la république de février, pour réfuter les idées fausses que les chefs de la démocratie s'étaient faites sur la révolution, pour démontrer quel est le *desideratum* réel des sociétés de nos jours, — puis d'autres chapitres pour discuter les actes du président et la manière dont il a compris sa mission, pour montrer par où a péché l'empereur Napoléon, et par où la légende impériale peut servir de leçon, enfin pour désigner la vraie solution du problème, — la chose à faire.

Comme jugement porté sur les faits contemporains, *la Révolution sociale* n'a rien que nous voulions discuter. En réalité, il nous semble que le juge n'a ni jugé, ni tenté de juger. Il a abordé les événemens du jour avec une sentence déjà rédigée; il les a interprétés avec un esprit qui, à l'avance, ne voulait y apercevoir que l'opération de certaines lois. Le titre seul de son volume le dit assez haut. Lui qui proclamait, en 1848, que les vieilles institutions étaient déjà de l'his-

toire ancienne comme la loi Gombette, il n'a vu dans le succès du coup d'état qu'un nouveau motif de croire à sa clairvoyance. Les sept millions de suffrages accordés au prince-président lui ont seulement donné à penser qu'il avait raison de demander l'anarchie, et que l'autorité en effet ne répondait à aucun besoin. C'est par un autre côté que l'œuvre de M. Proudhon appelle l'attention : elle est fort propre à nous faire connaître l'écrivain lui-même. Ailleurs il a énoncé plus complètement son système, ici il nous conduit à la source du système. A propos du 10 décembre, c'est sa propre philosophie historique qu'il a exposée, surtout dans ses pages sur le progrès. Nous dire les lois et les causes dont les événemens du passé ne sont à ses yeux que les effets, c'était nous dire du même coup les élémens d'après lesquels il prévoit et conçoit ce que doit être l'avenir, ce qui peut être désirable ou nuisible. Son opinion sur la marche des affaires humaines n'est pas seulement une idée isolée de son esprit, elle est la matière première de toutes ses idées. Est-elle juste, c'est l'esprit du penseur qui est juste; est-elle fausse, c'est son esprit qui est faux. Lequel des deux?

La théorie de M. Proudhon, c'est qu'on s'est complétement trompé en regardant le progrès comme une croissance, en supposant qu'il consistait pour les peuples à développer et améliorer peu à peu leurs institutions. Suivant lui, les sociétés naissantes commencent par être emprisonnées dans des croyances et des lois qui ne sortent nullement de leurs besoins, qui représentent seulement les rêves de quelques penseurs, et qui de la sorte ne peuvent manquer d'amener bientôt oppression et révolte. Alors commence contre le pouvoir un travail de destruction qui ne doit plus s'arrêter : la nation ne tend plus à transformer sa constitution primitive, mais à rejeter toute constitution, à *se dévêtir*. — Ainsi, lorsque Bacon eut contesté l'autorité en matière philosophique, lorsqu'il eut revendiqué pour chacun la liberté d'observer et le droit de conclure d'après ses observations, quelle fut la conséquence de ce fait? Plusieurs crurent qu'il s'agissait de reconstruire une nouvelle philosophie : erreur. Rien ne pouvait plus rester debout que la critique, « c'est-à-dire la faculté de construire des systèmes à l'infini, ce qui équivaut à la nullité de système. Après le *Novum Organum*, il n'y a pas, il ne peut pas y avoir de doctrine philosophique. La vraie philosophie, c'est de savoir comment et pourquoi nous philosophons, en combien de façons et sur quelles matières nous pouvons philosopher. » — De même, depuis Luther, — toujours suivant l'écrivain, — il n'est plus resté place pour aucune église, aucune confession religieuse. Le libre examen ayant été proclamé en matière de foi, il était impossible désormais d'admettre des croyances obligatoires pour tous sans se déjuger soi-même. « On ne pouvait pas, au nom de la critique, engager la critique; la négation devait aller à l'infini, et tout ce qu'on ferait pour l'arrêter était condamné d'avance

comme une dérogation au principe, une usurpation du droit de la postérité. »

De la philosophie et de la religion, M. Proudhon passe à la politique, et c'est encore le même raisonnement qui se reproduit. « Lorsque Jurieu, appliquant au temporel le principe que Luther avait invoqué au spirituel, eut opposé au gouvernement de droit divin la souveraineté du peuple, quelle conséquence en tirèrent les publicistes? Qu'aux formes du gouvernement monarchique il fallait substituer les formes d'un autre gouvernement qu'on supposait en tout l'opposé du premier, et qu'on appelait par anticipation gouvernement républicain... Après avoir démoli, il fallait réédifier, pensait-on. Eh bien! ici encore l'histoire prouve, et la logique est d'accord avec l'histoire, que ces réformateurs politiques se trompaient. Il n'y a pas deux sortes de gouvernement, il n'y en a qu'une..... Ce qu'on appelle ici aristocratie, là démocratie ou république, n'est qu'une monarchie sans monarque. Or, la forme du gouvernement royal une fois entamée par le contrôle démocratique, que la dynastie soit conservée comme en Angleterre ou supprimée comme aux États-Unis, peu importe; il est nécessaire que de dégradation en dégradation cette forme périsse tout entière, sans que le vide qu'elle laisse après elle puisse jamais être comblé. Après la royauté, il n'y a rien. »

Ce sont là à notre avis d'étranges conclusions, étrangement rattachées à des prémisses du reste fort perspicaces, et pour nous il y a quelque chose de douloureux à voir ainsi côte à côte des données qui dénotent une intelligence remarquable et des conclusions qui révèlent seulement qu'avec de hautes facultés on peut n'aboutir qu'au zénith de l'aberration. Si une pareille argumentation était juste, nous serions obligés d'admettre que l'homme, la plante, l'animal, tout ce qui se développe tend seulement à se dépouiller de toute forme, c'est-à-dire à s'anéantir le plus tôt possible. En voyant l'enfant grandir, la physiologie avait supposé jusqu'ici qu'il était appelé à devenir un adolescent, puis un homme : erreur! après l'état embryonnaire il n'y a rien. La vie qui est venue animer le nouvel être est un principe de libre transformation; c'est pour lui la faculté de prendre une série de conformations successives, *ce qui équivaut à la nullité de conformation.* — Sa loi étant de changer sans cesse, tout état de santé et toute conformation physique que sa nature pourrait se donner *seraient condamnés d'avance comme une dérogation au principe, une usurpation des droits du lendemain. Ce serait engager la vie au nom de la vie.* Donc la destinée des hommes est de n'avoir ni corps ni figure, et pour les faire vivre suivant la loi de leur nature, il convient de les exterminer!

Une théorie comme celle de M. Proudhon tombe d'elle seule; à vrai dire, elle n'est pas même un faux raisonnement, car la conclusion n'a point été déterminée par les considérations sur lesquelles elle

s'appuie, ni en réalité par aucune considération. Au contraire, ce qu'elle représente, c'est comme une croyance instinctive engendrée par l'absence de certaines considérations. Dans les faits dont l'histoire est le théâtre, l'écrivain a saisi un mouvement fort réel, qui tendait à étendre de plus en plus la part faite à la liberté; mais, en voyant cela, il a eu le tort de ne voir que cela, — et n'apercevoir qu'une force à l'œuvre, c'était l'apercevoir sans frein et sans mesure. Ne distinguer dans tout ce qui a vie que la tendance à se transformer, c'était prendre la force de croissance pour un élan effréné vers la désorganisation; c'était se condamner à ne pas découvrir que, dans toute vie, le progrès est un effort pour élargir de plus en plus les formes de vie, autrement dit pour s'émanciper des imperfections de la veille, et non pas pour *se dévêtir*.

Un esprit exclusif, une intelligence qui n'a regardé que d'un côté, voilà donc ce que dénote la manière dont l'écrivain s'explique les choses du passé; et, comme tous les points d'une sphère conduisent à son centre, toutes les idées de M. Proudhon, tous ses jugemens comme historien ou ses appréciations comme critique auraient pu nous conduire à la même découverte. Il n'y a pas jusqu'à sa méthode négative, jusqu'aux formules scolastiques dont il aime à s'envelopper, qui n'attestent un penseur asservi à une idée unique. M. Proudhon, on le sait, a voulu innover. « Jusqu'ici, a-t-il écrit, toute philosophie avait commencé par poser un dogme qui, servant de base et de point de départ, ne se prouvait pas lui-même; notre principe à nous au contraire est la négation de tout dogme, notre première donnée le néant,... et c'est en suite de cette méthode négative que nous avons été conduit à poser comme principe — en religion l'athéisme, — en politique l'anarchie, — en économie politique la non-propriété. »

Tout cela n'est qu'apparence, et de fait il n'y a point là de méthode nouvelle. L'auteur des *Contradictions*, lui aussi, est parti d'un axiome pour se borner à en tirer les conséquences. Peu importe qu'il ait préféré affirmer la liberté absolue sous le nom d'*anarchie*, — on est toujours libre de donner, si l'on veut, à la marche le nom d'*anti-repos*; — en réalité, il a commencé par croire sciemment, ou à son insu, que la liberté était le seul besoin de l'homme, puis il a fait lui-même ce qu'il avait reproché aux autres théoriciens : il s'est contenté de regarder le monde à travers cette croyance ou cet instinct; il l'a fait rayonner sur toutes les parties de l'ordre social, et, pour se façonner toutes ses décisions, il s'est encore contenté de condamner tout ce qui, dans les choses établies, contredisait son principe.

Nous venons de toucher l'axiome fondamental du publiciste; il nous suffit de nous former une idée de sa logique, et nous verrons en quelque sorte sa notion unique se transformer sous nos yeux en son système. Ici malheureusement il s'en faut de beaucoup que M. Proudhon

ait seul à répondre de ce qu'il peut y avoir de funeste dans ses procédés. En dépit de Bacon et des programmes officiels de nos écoles, la plupart de nos écrivains continuent à pratiquer une manière de raisonner qui n'a rien de commun avec l'observation. Ceux même qui ont élevé la voix au nom des conditions vitales de la société n'ont que trop concouru, par leur exemple, à propager les habitudes d'esprit qui mènent droit aux révolutions. Il faut bien le dire, nous en sommes encore à l'antique dogmatisme, à la vieille scolastique radicale, qui de nos jours a été de nouveau rédigée en système par M. de Lamennais, qui au fond est tout simplement la façon dont le vulgaire raisonne faute de mieux pouvoir, et qui, depuis des siècles, reste emprisonnée dans le même dilemme. Ou une opinion est vraie, ou elle est fausse,— voilà cet immortel argument. Telle doctrine philosophique est-elle la vérité? alors elle est ce qui convient à toutes les époques. N'est-elle pas la vérité? alors elle est l'erreur, ce qui ne convient à aucune époque. Ainsi des formes de gouvernement. Ou telle constitution sociale n'est pas le gouvernement légitime, et alors c'est qu'elle est l'illégitime, ce qui doit être renversé quand même, comme mauvais et damnable en tout temps et en tout lieu; ou elle n'est pas illégitime, et alors c'est qu'elle est la combinaison qui partout et toujours peut produire, n'importe avec quoi, tous les résultats désirables, ou qui est sainte *sui juris* en dépit de tous les funestes résultats qu'elle peut produire; bref c'est le gouvernement qui doit être voulu et imposé quand même par ses partisans, dût le monde en périr. Oui ou non, rien au milieu, rien à côté! Ainsi raisonnent la révolution et la majorité de ses adversaires. Les uns attaquent la société en soutenant qu'un certain type de démocratie est le seul système social qui ait pour lui le droit. Les autres se font les champions de la propriété et de nos autres institutions en revendiquant pour elles ce même droit intrinsèque d'éternelle légitimité. Quant à M. Proudhon, il combat les uns et les autres avec les mêmes armes. Il nie qu'aucun genre de gouvernement ait en lui-même ce don de valeur absolue, et, parce qu'il est impossible de trouver une forme d'autorité qui soit bonne à tout et à toujours, il conclut que toutes les formes possibles d'autorité ne sont bonnes à rien. « *Gouvernement ou non-gouvernement!* a-t-il écrit; réfutez ce dilemme, réactionnaires, et vous aurez frappé au cœur la révolution. »

A ce dilemme la seule réponse à faire, c'est qu'il n'aborde pas même la question qu'il s'agit d'examiner. Chose remarquable, M. Proudhon qui a écrit nombre de volumes sur les systèmes philosophiques et les établissemens religieux, sur le capital et l'autorité, ne s'est, pour ainsi dire, pas demandé quel rôle les institutions de ce genre jouaient en effet dans nos sociétés. Il a argumenté, comme nous le disions, il a raisonné contre ceux qui croyaient ou pouvaient croire que ces choses avaient leur raison d'être dans leur propre nature; mais rien n'in-

dique qu'il ait beaucoup regardé si elles ne répondaient pas à quelque besoin en dehors d'elles-mêmes, si elles n'étaient pas nécessaires, non plus de par une légitimité intrinsèque, mais de par des nécessités qui demandaient satisfaction et auxquelles pour le moment il était impossible de mieux satisfaire. Nous avons vu comment il en finit avec les philosophies, les églises et les gouvernemens : il ne s'inquiète pas si en réalité tous les hommes sont capables de conclure par eux-mêmes, et si, à côté du droit d'examen, il n'est pas bon d'instituer une conclusion toute faite à l'usage de ceux qui ne pourraient pas s'en faire une. Il ne s'inquiète pas davantage s'il a existé des monarchies tempérées, comme la monarchie anglaise, et si de fait elles ont produit des fruits de vie ou de mort, si les peuples se sont bien ou mal trouvés de conserver le droit de changer leurs lois, et pourtant de toujours reconnaître une loi obligatoire pour tous. Nullement. Les faits n'existent pas même pour M. Proudhon; il leur tourne le dos, et il déclare qu'en dehors de la monarchie absolue il ne peut plus y avoir que l'anarchie absolue, parce que, après avoir admis le principe de la souveraineté populaire, on ne peut plus admettre sans contradiction le principe d'autorité.

A l'égard de l'économie politique, sa manière de procéder est entièrement identique. D'un côté, il conçoit un principe d'échange qui consiste dans le droit d'acquérir, de vendre et de suivre à son choix toute profession, c'est-à-dire de disposer librement de sa propre industrie; d'un autre côté, il nomme principe de louage la faculté légale de prêter des capitaux à intérêt, de donner des terres à fermage, de retirer, en un mot, des bénéfices périodiques d'une valeur, en en concédant seulement l'usage. Cela posé, et sans prendre encore conseil des faits, il arrive à sa conclusion par une simple arithmétique de formules : il décide théoriquement qu'il n'y a pas de milieu possible entre le règne absolu du seul principe d'échange et le règne absolu du seul principe de louage. La féodalité, nous dit-il, n'accordait à personne le droit de posséder en nue propriété; elle ne l'accordait pas même aux grands vassaux, qui ne pouvaient pas aliéner leurs domaines; elle était donc le règne exclusif du louage. En dehors de la féodalité, il n'y a plus de place que pour le système d'échange qui supprime entièrement ce contrat. Le jour où la France a proclamé pour tous la liberté de posséder la terre et la liberté du travail, elle s'est mise dans l'inévitable nécessité d'enlever à l'argent le privilége de se prêter à intérêt. Et pourquoi cela? Parce qu'il y aurait contradiction à ne pas le faire; parce qu'admettre un des deux principes, c'est nier l'autre; parce que laisser au capital et à la terre la faculté de se louer, c'est leur reconnaître et le droit de fermer l'accès de la propriété au cultivateur, et le droit de constituer des fortunes ayant puissance de refuser crédit à qui veut travailler, partant d'enlever au prolétaire son droit au travail.

Il s'agit bien, en vérité, de savoir si tel axiome, quand on a commencé par l'affirmer sans mesure, ne permet plus d'affirmer tel autre axiome. Il s'agit bien de disserter sur les affirmations qui peuvent, oui ou non, se combiner au fond de l'esprit d'un penseur. Dans notre monde réel, sur notre planète toute peuplée de corps complexes, il est entièrement faux que l'autorité soit inconciliable avec la liberté, ou que le droit de louage ne puisse pas se combiner avec le droit d'échange. Au contraire, il y a toujours eu et il n'y a jamais eu que des sociétés constituées par un compromis entre ces deux élémens, absolument comme il existe des sels qui sont le produit d'un acide et d'un alcali. Nous dire que la liberté exclut l'autorité, c'est simplement nous dire qu'on est soi-même incapable de vouloir un principe sans le vouloir immodérément, à l'état de superlatif absolu; c'est avouer et démontrer qu'on est une intelligence qui ne peut renfermer à la fois qu'une notion, parce que chaque notion qui s'y trouve en action en chasse toutes les autres, — une intelligence enfin qui ressemble à ce que serait la terre, si, avec ses corps simples, elle ne pouvait produire aucun composé.

Toute cette dialectique du réformateur peut se résumer en quelques mots. Au lieu d'examiner d'abord quelles étaient les données du problème, au lieu de chercher à découvrir les nécessités humaines que les gouvernemens avaient été jusqu'à ce jour un moyen de satisfaire, M. Proudhon s'est borné à fermer les yeux et à tirer les conséquences d'une hypothèse gratuite. Il est parti de l'idée que, quand on admettait un principe, on ne pouvait admettre que ce principe. En conséquence, il nous a sommés ou d'accepter la monarchie despotique, qui est exclusivement l'application du principe d'autorité, ou de nous mettre au régime de l'anarchie absolue; et, comme depuis 89, on avait déjà reconnu le principe de liberté, il a conclu que la seule chose à faire était d'inventer une nouvelle société dont toutes les fonctions seraient uniquement l'opération d'un unique moteur : la *liberté*. — Tout cela, nous l'avons dit, revient à déclarer que, dans ce monde, il ne peut pas y avoir de composés, parce que l'écrivain ne peut pas concevoir d'idées complexes. Telle est du reste la base de toute cette funeste logique, qui, depuis si long-temps, raisonne en France au profit de toutes les conclusions possibles, en argumentant d'après les seuls principes. Les procédés qu'elle se borne à mettre en pratique sont faciles à suivre chez M. Proudhon. Ils se réduisent à trois. — Vous admettez chez l'homme un principe d'activité, un besoin de mouvement; donc vous ne pouvez pas reconnaître en lui le besoin de sommeil, parce que l'idée du sommeil exclut l'idée d'activité. — Tels faits dénotent une certaine tendance: la création du crédit foncier, par exemple, indique que la France tend à abaisser l'intérêt des capitaux; donc ce qu'il faut à la France, c'est la suppression de tout intérêt. En allant à Rouen, vous vous dirigez du

côté du pôle, donc c'est au pôle que vous avez besoin d'arriver. — Deux choses renferment un élément commun, donc elles sont identiques. En Russie comme aux États-Unis, il existe un principe d'autorité; donc les deux sociétés ne sont qu'une même forme de gouvernement. Il y a cela, donc il n'y a que cela.

De la théorie du progrès au système même de M. Proudhon, de l'explication qu'il donne du passé aux plans qu'il propose pour l'avenir, la transition est facile et naturelle. Dans son dernier ouvrage, il le disait encore au prince-président : « Ce qui doit être le point de départ et le but, c'est *la révolution démocratique et sociale, tous les deux, entendez-vous?* Louis Bonaparte, continuait-il, a défini lui-même sa véritable mission : *la fin des partis;* définition qui se traduit en cette autre : *la fin de la politique machiavélique ou personnelle,* c'est-à-dire la *fin de l'autorité elle-même.* » D'un autre côté, qui dit fin des partis dit aussi *fin du capitalisme,* car, « aussi long-temps que la société sera livrée à une économie politique de hasard, il est inévitable qu'il y ait des exploiteurs et des exploités, un parasitisme et un paupérisme, et aussi long-temps que pour soutenir ce parasitisme et pour en pallier les ravages, la société se donnera un pouvoir concentrique et fort, il y aura des partis qui se disputeront ce pouvoir. » Donc ce qu'il nous faut, c'est la révolution de toutes pièces, telle que M. Proudhon l'a décrite dans son *Idée de la Révolution au XIXe siècle!*

Pour faire comprendre en quoi consiste le système du réformateur, nous rappellerons d'abord ce qu'on oublie souvent : c'est qu'il ne nie pas, à proprement parler, la propriété. Il veut bien que l'on puisse posséder un domaine ou une valeur quelconque; seulement il veut enlever à l'argent et à la terre le droit de se prêter à intérêt. Il demande que tout emprunteur, en payant tant par an au prêteur, amortisse d'autant sa dette, et que tout fermier d'un domaine ou tout locataire d'une maison se substituent peu à peu au propriétaire par le seul acquittement de leurs redevances. En un mot, il remplace les intérêts par des annuités. Ce qu'il prétend supprimer, c'est le capital en tant qu'organe du crédit. Dans son système, il n'y a plus d'intermédiaire entre la consommation et la production; il n'y a plus d'or dont le travailleur ait besoin pour produire, et qui puisse ainsi l'arrêter en lui refusant son appui. — La société n'a pas besoin de ce rouage; il lui suffit d'appliquer en grand ce qu'on voit se produire dans une maison où plusieurs amis sont réunis pour jouer. Le banquier donne à chacun des jetons contre espèces ou contre promesse de payer; puis les joueurs s'entendent pour accepter les jetons l'un de l'autre, et à la fin de la partie le banquier règle les comptes. Que les consommateurs et les producteurs se fassent ainsi crédit mutuellement sur toute l'échelle des relations commerciales; que tout homme qui a livré des marchandises, ou qui a recueilli des commandes en s'engageant à les satisfaire, obtienne, contre sa

livraison ou sa promesse de livrer, une promesse de paiement; puis, qu'au moyen d'un système de banque, il puisse échanger son titre sur Pierre ou Paul contre un billet de crédit, c'est-à-dire contre une sorte de traite à vue sur tout le monde, qui lui permette de prendre n'importe chez qui l'équivalent de ses fournitures faites ou à faire : — de la sorte, nous dit M. Proudhon, ce sera le règne de l'échange dans toute sa vérité. Nul ne sera tenu qu'à remplir ses engagemens; chacun, en s'engageant à fournir les fruits de son travail, pourra acheter des instrumens de travail, et tous ainsi seront libres de produire ce qu'ils voudront, avec la certitude d'obtenir contre leurs marchandises toute espèce d'objets ou services représentant une égale valeur.

L'ordre politique est traité comme l'ordre économique. Entre les individus et la société, entre la liberté de chacun et celle de son voisin, nul modérateur ne doit rester debout. Plus de pouvoirs représentatifs d'aucun genre : être gouverné, même par les mandataires qu'on a nommés, c'est encore être gouverné, c'est-à-dire « gardé à vue, espionné, réglementé, emprisonné, légiféré... » Plus d'administration, plus d'armée nationale, partant plus de grand-livre : le pays peut bien se garder et gérer ses affaires. Plus de pouvoir judiciaire, plus de tribunaux, plus de codes, plus de lois, plus de police ni de recors. De quel droit la société prétend-elle juger? nous dit M. Proudhon. « Après avoir édicté ce qu'il lui a plu, comment ose-t-elle punir ceux qui violent une loi qu'elle seule a faite? Quelles conditions avaient-ils acceptées qu'ils aient violées? Quelles limites imposées au débordement de leurs passions et reconnues par eux ont-ils franchies? » Plus d'intermédiaire non plus entre les ouvriers et le travail, plus d'enseignement séparé de l'apprentissage, plus de division des capacités. « Que les prolétaires y songent : si l'école des mines est autre chose que le travail des mines, accompagné des études propres à l'industrie minérale, l'école n'aura pas pour objet de faire des mineurs, mais des chefs de mineurs, des aristocrates. »

A la place de tous ces rouages, le seul contrat d'échange : « le contrat résout tous les problèmes. » Que tous les habitans d'une même commune s'entendent entre eux pour régler à leur gré leur police rurale et morale, leurs moyens de défense, leurs travaux d'utilité générale, leurs lois de succession, toutes les garanties que les uns peuvent désirer des autres, et que les autres consentent à leur accorder contre retour; qu'un pacte analogue se répète entre les communes limitrophes, puis entre les départemens, et l'anarchie est réalisée. Il n'y aura plus de juges, mais seulement des arbitres librement choisis, « s'il reste encore des procès! » Il n'y aura plus de loi imposée, mais seulement des traités. Chacun ne s'obligera qu'à ce qu'il voudra, et tous seront sûrs de recevoir autant qu'ils auront donné.

Comme sanction de ce nouvel ordre de choses, M. Proudhon supprime encore un dernier intermédiaire. « Qu'est-ce que le prêtre?

dit-il : un mystique modérateur entre les instincts de l'homme et la raison. » Plus de culte public, plus de religion venant intervenir au milieu des affaires humaines avec ses décalogues qui ordonnent au nom du ciel. « La révolution succède à la révélation. La raison expose à l'homme les lois de la nature et de la société, puis elle lui dit : Nul homme ne les a faites, nul ne te les impose. Déjà plusieurs de tes semblables ont reconnu que la justice était meilleure pour chacun et pour tous que l'iniquité, et ils sont convenus de se garder mutuellement la foi et le droit. Veux-tu adhérer à leur pacte? Tu es libre d'accepter comme de refuser. Si tu refuses, tu fais partie de la société des sauvages, et rien ne te protége. Si tu jures le pacte, tu fais partie de la société des hommes libres, et tous tes frères s'engagent avec toi. »

Telle est, suivant M. Proudhon, la solution du problème des temps modernes : « la substitution de l'économie à la politique, des intérêts à l'autorité. » Et « rien n'est plus aisé quand on le voudra, ajoute-t-il, que d'accomplir sans la moindre secousse cette révolution sociale, dont l'attente paralyse la France et l'Europe. » Qu'elle s'accomplisse, et désormais « les autres révolutions de l'espèce seront comme celles de la planète; rien ne les troublera, et personne ne les sentira. »

Ce sera donc le millenium : M. Proudhon en est convaincu, et il a décrit à l'avance ce règne du bonheur sans trouble et sans fin. Ce qu'il se propose par son système d'échange et ce qu'il croit pouvoir réaliser sans peine, c'est la fin des partis et des inégalités sociales, l'abolition de la misère et de toute exploitation de l'homme par l'homme, l'égalité de bien-être pour tous et *l'équation des valeurs*. Cela veut dire un état social où toutes les branches de l'industrie humaine rapporteront mêmes avantages et même honneur à égalité de travail; cela veut dire encore un milieu où tous les produits, ceux qui réclament seulement des capacités communes ou ceux qui réclament des capacités exceptionnelles, auront une même valeur mercantile, pourvu qu'ils représentent une somme analogue d'avantages pour le consommateur et une même dépense de force humaine et de déboursés de la part du producteur. C'est bien là, on le voit, le millenium, le vieil idéal de tous les visionnaires religieux qui, pendant des siècles, ont rêvé le *christianisme primitif*, la *perfection primitive*, l'*église des saints vraiment saints*, qui seraient à tout jamais exempts du péché, des conséquences du péché et de la loi instituée à cause du péché. M. Proudhon s'est contenté de séculariser la dévote utopie, et, qui plus est, il l'a reproduite dans ses causes comme dans ses effets. S'il est arrivé au même aboutissant que les croyans du passé, c'est en suivant la même route, comme c'est par les mêmes moyens qu'il a cru pouvoir réaliser ses espérances. A l'exemple de ses devanciers, il a commencé par relever le mal qui se produisait sous ses yeux; il a constaté

les abus et les souffrances auxquels les institutions établies pouvaient donner occasion; puis il a cru que les institutions elles-mêmes étaient la seule cause de tout ce mal que les incompétences et les malhonnêtetés humaines en pouvaient tirer. Et parce qu'il est parti de cette croyance, parce qu'il n'a pas vu que la racine des abus était dans la nature humaine, il a cru que, pour en finir avec les misères et les malversations, il suffirait d'en finir avec les institutions. Le quaker Fox en était venu aussi à conclure que, pour guérir les hommes de toutes les vanités, de toutes les superstitions, il suffirait de leur enlever leurs sept sacremens et leurs prêtres, leurs titres honorifiques et le droit de se donner des coups de chapeau. Réformateur au temporel, c'est à la civilisation temporelle de son temps que M. Proudhon s'est attaqué. Il avait devant lui un état avancé de société, un riche ensemble d'efficacités résultant d'un riche ensemble de forces actives; il a pris à partie tous les inconvéniens qu'entraînent forcément les complexités d'un organisme supérieur, et, pour nous délivrer de ce tribut payé à la fatalité, il a voulu nous ramener à l'état rudimentaire. Afin de couper court aux maladies que les humeurs corrompues peuvent faire sortir du jeu des organes dans un semblable corps, il retranche d'un seul coup tous les organes qu'une société avancée a besoin de se donner pour coordonner ses multiples élémens. Plus d'organe du crédit, plus d'organe judiciaire, plus d'organe ordonnateur, plus d'organe de la police, plus d'organe pour rien : — des intérêts, des molécules disjointes et pas autre chose; liberté absolue pour toutes les intentions, toutes les volontés et les idées qui peuvent germer chez les hommes; liberté de naître, liberté de faire ensuite tout ce qu'il leur plaira pour trouver librement leur rapport!

Mais si tous ces intérêts ne trouvaient pas leur rapport! s'ils s'entrechoquaient au lieu de s'accorder, si dans ce milieu, où les incompétences et les malveillances seraient aussi libres de naître que les nobles penchans et les larges vues, elles n'usaient de leur libre action que pour échanger des fraudes et des agressions!... M. Proudhon est loin d'avoir passé en revue toutes les objections, tous les doutes; pourtant il en a assez pressenti pour avoir peur et pour comprendre que son système, — son moyen d'arriver à l'égalité de bien-être, — n'était nullement capable d'y conduire sans certains complémens. Aussi a-t-il dû, en dernier terme, se démentir lui-même, absolument comme les utopistes religieux avaient été forcés de se déjuger tôt ou tard. Après avoir annoncé son libre examen, Luther avait abouti à la confession d'Augsbourg; après avoir prêché l'oracle intérieur qui suffit à tout et dispense de tout, le quakérisme s'était vu réduit à transporter la discipline dans la morale et à soumettre la conduite des *amis* à une surveillance inquisitoriale. De même M. Proudhon. Après s'être mis

en marche pour découvrir l'indépendance absolue, l'anti-gouvernement, il a fini par arriver à son organisation de la valeur. C'est qu'après avoir voulu l'anarchie en raison des avantages qu'elle est susceptible de produire, il fallait l'empêcher de produire les inconvéniens que la nature humaine est capable d'en tirer, et la chose n'était pas aisée. Enlever à la propriété le droit de s'affermer, retirer à l'argent la liberté de se placer à intérêt, cela ne coûtait qu'un décret; mais cela ne détruisait ni l'exploitation ni l'inégalité de bien-être. Un orage éclate, et, pour fruit d'une longue année de travail, Jacques le vigneron ne recueille que deux barriques de vin; — lui permettra-t-on de hausser ses prix pour se dédommager de sa mauvaise récolte? voilà l'agio rétabli; — lui enlèvera-t-on cette faculté? voilà la misère dans ce qu'elle a de plus injuste. Vingt hommes se sont entendus, ce qui n'est pas facile, pour construire une maison; il leur est défendu de la louer en en gardant la nue-propriété; rien n'empêche qu'ils se disent : Puisque nous sommes forcés de louer à fonds perdu, nous exigerons des annuités en conséquence de nos locataires. — Et, s'ils se disent cela, si cette idée leur vient, où sera l'égalité d'échange que le réformateur s'était fait fort de nous procurer? Il fallait donc des empêchemens pour arrêter la liberté, des institutions pour compléter le laissez-faire, et le logicien s'est vu réduit à plier : il a dû recourir à l'autorité et à la réglementation. Dans son système, les communes restent propriétaires pour une quote-part de toutes les terres de leur circonscription. Les colons sont tenus envers elles à des redevances qui doivent varier de manière à égaliser le produit des terrains, bons et mauvais, et avec le produit de ces impôts les communes sont chargées d'égaliser pour les cultivateurs les produits des diverses années. Bien plus, pour assurer l'égalité des valeurs, elles doivent provisoirement traiter au rabais pour la fourniture de tous les produits et services qui peuvent être nécessaires aux populations. « En assurant aux soumissionnaires, soit *un traitement fixe*, soit une masse suffisante de commandes, elles exigeront d'eux l'engagement de ne vendre qu'à un prix maximum de...; puis les tarifs arrêtés seront affichés chez tous les fournisseurs et entrepreneurs, et le juste prix sera ainsi assuré. » Mais c'est là du communisme pur, et M. Proudhon lui-même l'a bien senti, car il ne propose son plan que comme une ressource en attendant. Il reconnaît que le *consentement universel et tacite de tous les producteurs et consommateurs* peut seul constituer la valeur sans atteinte portée à la liberté; mais « il ne doute pas qu'avec un peu de persévérance de la part du peuple une telle convention ne se réalise. Elle n'a rien d'illogique; elle seule peut assurer le bien-être et la sécurité des populations; elle peut donc, elle doit donc se réaliser. » Imaginez tous les intérêts obligés de s'entendre et s'accordant fraternellement pour ne

plus surfaire ou pour se tarifer mutuellement à la satisfaction générale de tous! Pour être possible, cela supposerait la suppression préalable de la fraude et des autres influences qu'il s'agit précisément de contenir.

C'est encore bien autre chose à l'égard des usines et de toutes les industries où la force collective est indispensable. Comment organiser le travail en commun sous le régime de l'anarchie? Comment admettre seulement ce règne d'une seule volonté qui commande au milieu de beaucoup de bras qui obéissent? M. Proudhon a cherché à répondre, car, tout en rejetant la division des professions et la spécialisation des capacités, il n'a pas osé nier la division du travail; mais comment a-t-il répondu? Lui, l'adversaire de l'association et de la machine représentative, il a eu recours à un procédé, mi-partie sociétaire, mi-partie représentatif, avec lequel on vient à bout de tous les miracles. Qu'est-ce que ses compagnies ouvrières? Un régiment dont le colonel ne reçoit son mandat que des soldats, et dont les soldats n'obéissent qu'au colonel qu'ils ont nommé. « Tout individu employé dans une de ces associations, homme, femme ou enfant, contre-maître, ouvrier ou apprenti, aura un droit indivis dans la propriété de la compagnie; de plus, il aura droit d'en remplir successivement tous les grades et toutes les fonctions; de plus, son éducation, son instruction et son apprentissage doivent être dirigés de telle sorte qu'en lui faisant supporter sa part des corvées répugnantes et pénibles, ils lui fassent parcourir une série de travaux et de connaissances, et lui assurent à l'époque de la maturité une aptitude encyclopédique et un revenu suffisant. D'ailleurs les fonctions sont électives, et les règlemens soumis à l'adoption des associés. »

Ceci n'est plus du communisme, c'est l'idylle même de l'optimisme, et sur toute la ligne nous arrivons ainsi aux deux aboutissans des anciens mystiques : ou M. Proudhon en revient à la contrainte pour parer aux dangers de la liberté, ou il y fait face en refusant d'y croire. C'est qu'il eût été plus qu'un magicien, s'il eût réussi à organiser, ne fût-ce que sur le papier, un travail collectif sans ordonnateur, un vaste commerce sans fluctuation de la valeur, une société avancée sans inégalités sociales; — car en face de ces questions il touchait à la raison d'être même du capital et des autorités. Il se proposait d'obtenir les avantages de la civilisation sans accepter les moyens qui peuvent seuls les procurer, et sans subir la dose d'abus que les moyens ne sauraient manquer d'entraîner. Le problème qu'il s'était posé était aussi insoluble que la quadrature du cercle. En résumé, ce qu'il y a de faux dans toute cette construction idéale du logicien, c'est plus que les pièces dont elle se compose : c'est la masse latente des suppositions sur lesquelles elle est échafaudée. Elle est fausse d'une manière qu'il est difficile d'indiquer en peu de mots. Avec une rare habileté d'exé-

cution, M. Proudhon a conçu un édifice fort large, fort homogène sous certains rapports; seulement il l'a fait à l'usage d'une humanité imaginaire qui ne serait plus régie par les lois de notre nature, et, pour le bâtir, il a compté sur un monde où toutes les choses n'auraient plus les propriétés qu'elles ont ici-bas. Son système en bloc ou plutôt la croyance qu'il a en son efficacité est simplement la somme ou le produit d'un ensemble de convictions primaires qui nous apparaissent, à nous, comme tout-à-fait gratuites. Pour démasquer le système, c'est jusqu'à ces racines qu'il faudrait aller; malheureusement les disséquer toutes nous est impossible, et il faut se borner à en citer quelques-unes.

Ainsi un de ses axiomes fondamentaux, c'est que le capital n'est qu'un intermédiaire, — et rien n'est moins vrai. Comme institution économique, il est un organe modérateur et directeur. Entre les consommateurs et les producteurs, entre les travailleurs et les travaux à exécuter, il fonctionne sans repos, pour prévenir les péchés d'action et d'omission, qui, sans lui, empêcheraient les consommateurs d'obtenir ce qu'il faut, ou qui entraîneraient les producteurs à produire ce qui resterait sans débit, ce qu'il ne faut pas. Nous sommes intéressés, par exemple, à avoir des chemins de fer, et c'est le capital, avec son droit de louage, qui représente comme nos voies et moyens à l'égard de ce besoin; c'est lui qui est chargé d'accumuler les vastes amas de ressources qui viennent seuls à bout des vastes entreprises. Rien que pour produire en grand des clous, il faut qu'une même volonté dirige une multitude de bras et qu'elle soit obéie, quand elle donne à vingt ouvriers la tâche de filer le fer, à côté de vingt autres qui ne font que tailler les fils ou les aiguiser. Chez nous encore, c'est le capital qui sert à faire converger vers chacun de ces buts spéciaux le nombre voulu d'hommes, qui, sans cela, seraient sujets à s'éparpiller. De par son droit de commander et de par la nécessité où les travailleurs sont d'accepter ses conditions, c'est lui qui a mission d'assurer l'obéissance là où elle est urgente et où il serait à craindre qu'elle ne vînt pas spontanément. C'est lui encore qui nous rend un autre service non moins inappréciable. En permettant à beaucoup de vivre sur le rapport d'un avoir une fois acquis, il est ce qui procure à la société ses grands hommes d'état et ses grands hommes de science, les éleveurs qui dépensent des millions à améliorer les espèces bovines et les antiquaires qui dépensent leur vie à déchiffrer les hiéroglyphes du passé, les généraux qui, en sus du courage, ont le point d'honneur héréditaire ou la fermeté morale d'un esprit à larges vues, tous les hommes enfin qui, en sus de ce qu'on peut apprendre en tâchant de gagner sa vie, ont encore au service de tous ce qu'on acquiert seulement par une étude absorbante ou par les traditions d'une

famille où les idées déjà supérieures du père sont le premier jouet de l'enfant.

M. Proudhon a admis encore que nos lois, faites par quelques-uns et imposées à tous, étaient un reste de la théocratie primitive, et que les religions comme les législations, avec leurs décalogues et leurs codes impératifs, avaient leur arrière-fondement dans l'esprit de tyrannie. Cela n'est pas: c'est dans la nature des masses humaines qu'il faut chercher la racine de ces ordonnances. Nous ne voulons pas dire que le magistrat puise son titre de légitimité dans le consentement tacite des consciences individuelles : nullement. S'il a autorité pour condamner ceux qui ont violé une loi que jamais ils n'avaient consentie, il la tient d'une nécessité qui, si vous voulez, n'a nul droit pour exister, qui n'aurait nul passeport à exhiber si les logiciens et les théoriciens lui demandaient ses papiers, mais qui est parce qu'elle est, et qu'il faut accepter par la seule raison qu'on ne peut faire autrement. Il faut des législations obligatoires pour tous, bien qu'elles n'aient pas été acceptées par tous, parce que les majorités sont et seront toujours incapables de comprendre la nécessité de tout ce qui leur est nécessaire. Ce n'est pas tout : la mesure dans laquelle les nations sont forcées d'obéir à des codes qui n'ont pas été rédigés par tous leurs justiciables est tout au juste la mesure de leur supériorité. De même qu'un animal qui marche et se souvient est au-dessus d'un animal qui a le mouvement sans la mémoire, un état social est supérieur à un autre parce qu'il comporte plus de possibilités différentes; et c'est précisément le nombre des aptitudes qui entraîne une proportion égale de lois injonctives. Plus le commerce se complique, plus il y a de personnes qui se trouvent impliquées dans le commerce et qui sont intéressées à obtenir justice en matière commerciale sans être à même ni de juger, ni d'être justes, ni de concevoir quelles sont les règles les plus justes en pareilles affaires. Quand le patriarche ou le sauvage est à la fois son tailleur, son palefrenier et son armée, il peut aussi être son législateur et son juge; mais là où il y a beaucoup d'intérêts entraînant beaucoup d'enchevêtremens, il faut des lois qui ne sont faites que par quelques-uns et des juges qui ne sont que juges, comme il faut une tête distincte des pieds chez un animal pour qu'il s'élève, par ses facultés, au-dessus du polype qui respire avec son estomac et qui pense avec son ventre. La raison substituée à la révélation ne changerait rien à cela.

Le publiciste révolutionnaire a enfin admis que nos inégalités sociales procédaient exclusivement de notre établissement économique, et surtout du contrat de louage, qui permet aux capitaux acquis de s'accroître en roulant : — cela n'est pas. La nature et l'effectif relatifs de nos diverses classes dépendent sans doute de la forme de notre société; mais, quant au fait même d'une hiérarchie composée de chefs

et de soldats, il repose sur le solide terrain de la nature humaine, que les hommes ne sauraient refaire à nouveau. En changeant de régime, on modifie l'assise des conditions; mais qu'un régime quelconque s'établisse, et aussitôt la masse de la population commence un travail intérieur de répartition, comme pour exhiber tous les genres de caractères dont elle peut trouver en elle l'étoffe sous une telle influence. La nébuleuse cherche à s'organiser en planètes. En temps de guerre, il se dessinera une série de types qui représenteront tous les rôles militaires, toutes les capacités ou les incapacités guerrières dont la matière existe dans le pays. Que le régime de la force fasse place à une ère industrielle, aussitôt il se formule d'autres catégories. La race cherche à montrer ce qu'elle peut produire en fait d'aptitudes industrielles, en fait d'hommes plus ou moins doués pour épargner ou gaspiller, pour manier des capitaux, ou pour procurer à une société industrielle ce qu'elle peut désirer. Encore quelques années, et il se fondera des classes qui seront simplement la traduction officielle de ces castes de nature, et les classes chercheront à assurer leur propagation, et tous s'y prêteront. S'il y a des majorités pour souhaiter qu'on les protége contre des émeutes et des réformateurs excessifs, celui qui pourra assurer la paix aura droit de faire ses conditions. Si l'intelligence qu'on acquiert par une consécration exclusive à la pensée trouve un jour, un seul jour, l'occasion de montrer ce qu'elle peut pour satisfaire des besoins, ces besoins seront les premiers à voter les lois et les priviléges qui pourront désormais aider ces capacités à se multiplier. Certain médecin dont le nom nous échappe s'était intéressé à suivre dans leur carrière les enfans qu'il avait introduits dans le monde. Il a consigné combien il avait trouvé parmi eux d'hommes supérieurs, combien d'esprits moyens, combien d'ineptes, et, chose frappante, sa statistique coïncide presque identiquement avec le cadre d'un régiment et l'effectif de ses grades. Si l'on regardait bien, on s'apercevrait aussi que l'échelle de nos fortunes et de nos conditions correspond non-seulement avec les divers degrés d'activité et de paresse, de prévoyance et d'étourderie, qui existent dans nos populations, mais encore avec les proportions dans lesquelles ils se rencontrent au sein de la masse commune. S'en prendre au principe même des inégalités sociales, comme l'a fait M. Proudhon, c'est donc repousser d'une main la civilisation qu'on appelle de l'autre; c'est toujours s'efforcer de faire rentrer les branches de l'arbre dans sa tige, les planètes dans la nébuleuse, la société déja faite dans son embryon; c'est vouloir donner à la nature la peine de recommencer *ab ovo*.

Cela nous semble répondre à tout, et nous ne voyons nulle utilité à discuter pièce à pièce le modèle de société que M. Proudhon nous propose. Nous ne soutiendrons pas que le soleil ne verra jamais son avé-

nement : nous n'en avons pas le droit, hélas! En parcourant un jardin abandonné, nous remarquions avec quelle promptitude l'arbre cultivé retourne au sauvageon; nous réfléchissions tristement que la civilisation gravite sans cesse vers l'état sauvage, comme l'homme vers la terre d'où il est sorti, et qu'une suite incessante d'efforts intelligens peut seule l'empêcher de retomber. Il se pourrait donc que le système d'échange eût son jour; bien plus, en se créant des rouages complémentaires pour réparer les omissions de son inventeur, il se pourrait qu'il se rendît viable, et que la nature humaine trouvât moyen de préparer sous son influence une nouvelle civilisation; mais nous ne voyons nul motif pour tenter l'aventure, car nous voyons que le but du réformateur ne serait pas atteint par son moyen, et que le mal avec lequel il a voulu en finir ne serait nullement terminé.

Nous n'irons pas plus loin dans l'énumération des hypothèses dont la théorie de M. Proudhon est le produit. Au lieu de les examiner une à une, réduisons-les toutes à leur commun diviseur, et nous aurons comme la faute primaire de l'écrivain. Il ne connaît pas l'homme; il n'a pas surpris le double et éternel secret des faits humains; il n'a pas pénétré comment toutes nos volontés, nos actions et nos idées sont les résultats de deux agens, et comment, pour prévoir ce que feraient et voudraient les individus ou les communes sous un nouveau régime, il fallait calculer leur orbite d'après ces deux forces. L'homme collectif ou individuel est une intelligence limitée et une vertu limitée; il y a chez lui en conséquence une dose d'ignorance et une dose de connaissance, une dose de bon vouloir et une dose de malveillance : ce sont là ses deux électricités positive et négative, la chaîne et la trame de tout ce qui se produit en lui. Remuez tant qu'il vous plaira l'humanité, il n'en restera pas moins des hommes avec leurs deux électricités, et un règne humain composé de mille espèces d'humains. Le lendemain comme la veille, il y aura chez tous des incompétences : chez les majorités, un énorme excédant d'ignorance et d'immoralité; — et sans cesse le péché, partout où il existera, portera immanquablement son double fruit : la folie pour premier acte, la terreur ensuite.

A notre avis, ne pas voir cela ou ne pas se le rappeler sans cesse, c'est n'avoir pas le sens du mystère qui est la vie de tout ce qui vit, la manière dont s'engendre tout ce qui s'engendre, et ce déficit aussi entraîne fatalement ses conséquences. M. Proudhon avait péché par là, et, parce qu'il n'avait pas vu l'éternelle action des incapacités humaines, il a dû ne pas comprendre l'utilité de tous les intermédiaires, de tous les modérateurs, de toutes les institutions, qui sont comme nos assurances contre les risques et périls de nos manquemens.

Afin de tirer au moins quelque profit de cette pénible étude, il nous

est impossible de ne pas jeter un regard vers le passé pour y chercher le ruisseau qui s'est fait rivière de nos jours. Avec son amour pour les expressions immodérées, M. Proudhon s'est résumé lui-même en ces termes : « Louis-Napoléon chef du socialisme, c'est l'antechrist. » Ailleurs, l'écrivain invoque et salue comme son maître l'*éternel tentateur*, l'esprit des révolutions qui, sur le haut de la montagne, avait offert au Nazaréen l'empire de la terre. Tous ces mots sont inutilement violens. Pourtant leur rudesse nous va; nous croyons qu'ils posent bien sous son vrai jour la question qui se débat depuis bientôt deux siècles.

L'antechrist! c'est peut-être en effet ce que nous cherchons, et cela depuis long-temps. Voltaire, on le sait, a ouvert la voie en annonçant que toutes les misères de ce monde venaient des prêtres et des religions. Son dogme, à lui, c'était que les hommes n'avaient rien de mieux à faire que de rejeter les croyances et les règles morales qu'on leur avait apprises, et de s'abandonner à leurs penchans de nature. On aimait fort la nature à cette époque. Pendant un siècle, il n'a été question que de religion naturelle et de morale naturelle. Suivant le mot de Calderon, la France était certainement alors le pays de la loi de nature, et cela en pratique comme en théorie. Sous Louis XV, les penchans mettaient largement en action le mépris de toute contrainte, et, quant à la philosophie, avec Rousseau et son école, elle ne faisait guère que traduire ce même mépris en enthousiasme sentimental : elle donnait à l'incontinence les airs d'une noble protestation dictée par des convictions réfléchies et des intentions généreuses. Hélas! si des intentions généreuses se mêlaient en effet chez quelques-uns à cette propagande, nous avons grand'peur qu'en général l'école n'atteste rien d'aussi glorieux. A nos yeux, toute cette glorification de l'instinct dénote sans doute beaucoup d'activité d'esprit, mais elle dénote surtout des hommes qui étaient eux-mêmes esclaves de l'instinct, des natures énervées où la volonté n'agissait pas, et pour qui tout entraînement était si irrésistible, que l'empire sur soi leur semblait une impossible monstruosité. On a fait honneur à ces penseurs d'avoir affirmé les premiers la *perfectibilité sociale;* ce qu'on a moins remarqué, c'est que leur manière d'entendre ce dogme revenait à en affirmer un autre : celui de *l'imperfectibilité de l'homme.* Ils voulaient dire que l'homme ne doit jamais accuser ses propres imperfections de ses malheurs, qu'il doit toujours en rejeter la faute sur les institutions sociales, et qu'il n'a point à prendre la peine ou qu'il n'est point capable de s'amender lui-même. Il n'était nullement besoin que les sages enseignassent cette doctrine aux ignorans, qui la pratiquent assez et de reste; pourtant c'est à enseigner cette doctrine sous toutes les formes que le XVIIIe siècle a dépensé une bonne partie de ses facultés. Il a

célébré les sauvages, il a célébré les ignorans; il a mis la barbarie au-dessus de la civilisation, l'enfance au-dessus de l'âge mûr : son véritable dieu, c'était la nature brute, l'état inculte, l'état embryonnaire.

Aujourd'hui nous recueillons les fruits de ces semailles, ou plutôt nos sectes politiques paraphrasent la tradition de ces idées. Dernièrement nous ouvrions un nouvel évangile (*l'Arche de la nouvelle alliance*), publié par un *apôtre évadien*, et nous y lisions ceci : « La résignation est un blasphème. » Mais qu'est-ce qu'un *apôtre évadien? Celui qui fut Caillaux* a répondu lui-même : « C'est un homme qui dit frère au forçat, sœur à la prostituée; c'est un homme qui ne dit plus : Beaucoup sont appelés, peu sont élus; mais qui s'écrie au contraire dans la mansuétude de son cœur : Tous sont appelés, tous sont élus. » Eh bien! *celui qui fut Caillaux* est un emblème assez exact de l'œuvre qu'ont accomplie nos théoriciens dans le domaine de la philosophie. Lui, il a su trouver un dogme qui résumait bien la pensée du XVIII[e] siècle; eux, avec plus de talent sans doute, avec du génie d'exécution parfois, ils ont travaillé et réussi à formuler la même pensée en systèmes sociaux.

L'anti-christianisme est donc formulé. Dogme et doctrine politique, il a pris corps. Soit! c'est un pas de fait; il est au moins possible de le saisir, et les soufflets de l'expérience peuvent l'atteindre. Déjà il y a moyen de peser les affirmations qu'il a tirées des impalpables négations du XVIII[e] siècle; déjà il est facile de voir si le passé, qu'il accusait d'aveugle crédulité, était en effet le plus crédule. Laissons de côté les dogmes de la grace et de la déchéance originelle, qui sont des causes invoquées pour expliquer certains faits. Au lieu de discuter si le christianisme explique bien ce qu'il reconnaît dans la nature humaine, envisageons seulement ce qu'il y reconnaît : il nous restera une doctrine qui avait su voir et dire comment l'homme est un être sujet à errer et à faire le bien, comment il y a lieu de tout redouter et de tout espérer de lui, comment il est un mystérieux théâtre où opèrent sans cesse la grace qui mène au mieux et le péché qui demande le frein d'une loi. Comme philosophie rationnelle, comme moyen de nous rendre compte de ce que nous sommes et de notre position sur la terre, cette doctrine-là est bien autrement conforme à l'expérience que la foi de nos régénérateurs politiques. Elle est bien autrement humaine aussi, bien autrement adaptée à nos besoins, car elle est une foi qui tend à développer ou à remplacer par des craintes et des espérances la faculté qui est la plus rare et dont on paie le plus cher l'absence : celle de se redouter et se dominer soi-même. C'est que le christianisme, — que disons-nous? — c'est que toutes les religions, même les plus informes, ont sur les axiomes de M. Proudhon et de M. Caillaux un terrible avantage : elles descendent en droite ligne des époques primitives où les hommes, faute de sens, ne faisaient pas de contre-sens, et où, faute

d'éducation, ils songeaient à regarder les choses pour les juger, au lieu de ne songer qu'à contredire les idées de leurs pères. Aussi ont-ils au moins entrevu le véritable mystère de la vie. Les horribles sacrifices et les divinités cannibales des premiers barbares, des *terrorisés* de l'ignorance, pouvaient être de grossiers symboles, mais le symbole voulait dire qu'ils sentaient à leur manière l'existence des forces inconnues. Ils se doutaient que la destinée de l'homme ici-bas n'est pas une bergerie, que dans la partie qu'il joue il a pour adversaires les fatalités qui tuent, et que c'est beaucoup quand il les triche au jeu au point de leur disputer sa vie. Nous, au contraire, derrière nos paravens, nous soupirons langoureusement pour le bonheur absolu; nous réduisons la sagesse à prendre les ordres de nos désirs, et, pour avoir l'agréable droit de croire que tout nous est possible, ou peut-être faute de pouvoir reconnaître aucun impossible, nous déclarons qu'on a calomnié l'espèce humaine en la supposant capable d'égaremens. Il faut cependant qu'on dise à ces choses leurs vérités, car ce sont elles qui désorganisent notre société, à commencer par les ames. Si un pareil anti-christianisme était une philosophie, il serait simplement celle de l'étourderie, qui ne craint rien parce qu'elle ne prévoit rien; mais il n'est pas même une philosophie, pas même une opinion : il est le contraire, il est l'antithèse d'une idée. Il ressemble à ces pseudo-jugemens que la jeunesse de vingt à vingt-huit ans se fabrique avec ses premières déceptions, et par pure rancune contre ses premières espérances. — Pour des hommes de vingt-huit ans, c'est fort bien; mais, quand une nation ne va pas au-delà, quand du christianisme elle se laisse emporter vers l'anti-christianisme, pour être rejetée le lendemain de l'anti-christianisme à son antipode, elle ne marche pas; loin de là : elle donne à supposer qu'elle est incapable d'avancer, incapable de se tenir sur ses jambes.

Ceci est une douloureuse morale à tirer, et nous ne voudrions pas l'étendre outre mesure. Toutefois nous pensons certainement que, parmi nos écrivains, — théoriciens et romanciers, — la grande majorité est faite pour nous donner des inquiétudes sur l'avenir du pays. L'impression qu'ils laissent, c'est que le pays est malade et qu'il ne trouve pas de médecins; c'est que parmi nous le don de la parole est très répandu, mais que le plus souvent les hommes qui s'élèvent au-dessus du niveau commun ne se distinguent de la foule que par un excédant d'éloquence et de puissance pour prêcher et mettre en œuvre les plus aveugles tendances de la foule.

M. Proudhon, ce nous semble, nous a donné un spectacle de ce genre. Il a des facultés et même des qualités. Malgré ses virulences, il ne manque pas d'une rude noblesse, et, quoiqu'il soit de la famille des esprits qui n'ont pas de largeur pour comprendre l'ensemble des

choses, il possède évidemment cet autre genre de capacité qui sert à concevoir les applications d'une idée. Avec quelque peu d'empire sur lui-même, il eût pu prendre rang parmi les penseurs qui, sans pouvoir trouver les conclusions pratiques qu'il faut aux hommes, travaillent à en préparer les élémens. Au lieu de se renfermer dans cette tâche, il a été comme une pierre projetée dans le vide par ses propres facultés. Sans connaître la nature humaine et sans douter de rien, il s'est fait fort de transformer le monde à vue, en dépit des hommes, des choses et de Dieu. Tout en étant presque seul de son opinion, et le sachant; tout en n'ayant point le droit de la croire réalisable, — il a dit lui-même que, pour s'établir, il faut que les pouvoirs aient avec eux les esprits, — il a débuté par pousser *en tout cas* à la désorganisation. Fasciné par son propre besoin d'accuser les institutions et les convictions reçues, il n'a pas songé à discuter ses propres conceptions, et il s'est laissé aller à des visions qu'il aurait été le premier à trouver impossibles, fort probablement, s'il eût employé son esprit critique à les examiner. En un mot, au lieu d'être un penseur, il a été un logicien pur, c'est-à-dire l'esclave de son propre esprit; car avoir en tête des notions qui veulent toutes leurs conséquences et rien que leurs conséquences, c'est avoir des idées incontinentes qui se conduisent comme les passions de la jeunesse, c'est raisonner sans avoir conscience de ce qu'est un raisonnement, du degré de confiance qu'il mérite et des chances de danger qu'il comporte; c'est avoir enfin des nerfs et pas de muscles, un esprit actif à qui il vient des inspirations, mais nulle puissance pour examiner, contrôler et diriger ce qui lui vient. Par là même, M. Proudhon nous semble comme une démonstration vivante contre ses propres espérances, car il est une preuve de plus, entre mille autres, que la France de notre temps n'a point le sentiment de son humanité, qu'elle ne sent pas comment le gouvernement par soi-même s'achète par l'empire sur soi-même, et qu'en parlant beaucoup de liberté, elle a fort peu la qualité qui rend la liberté réalisable.

J. MILSAND.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

14 décembre 1852.

Au milieu des crises que nous traversons depuis quelques années, pour peu qu'on soit accoutumé à vivre de la vie de Paris, il n'est point impossible de se rendre un compte suffisamment exact de l'état des esprits dans ce grand et souverain foyer de l'activité politique de notre pays. Les tendances, les vœux, les susceptibilités, les mobilités, les inquiétudes, les espérances qui naissent et se succèdent, — on peut les suivre d'un jour à l'autre, presque d'une heure à l'autre, à mesure que le spectacle des faits vient corriger ou modifier les impressions. C'est toute une histoire intime et palpitante, qui ne serait point, à coup sûr, la moins précieuse. Pour la bien faire, il faudrait un esprit curieux et observateur, étranger à toute déclamation, passablement indifférent même, si l'on veut, au bien et au mal, comme se montre l'avocat Barbier dans son journal sur le XVIII[e] siècle. Dans cinquante ans d'ici, une histoire ainsi faite aurait probablement le plus étrange intérêt, parce qu'elle reproduirait ce que l'histoire presque jamais ne fait connaître, le côté intime et journalier de l'existence d'une société jetée dans toutes les aventures. Ce n'est point d'aujourd'hui, d'ailleurs, qu'on peut remarquer ce qu'il y a de particulier, de profondément distinct dans le mouvement de la vie parisienne. Comme Paris se trouve placé plus immédiatement sous le coup des événemens, il en ressent avec plus de promptitude et plus de vivacité tous les effets. L'habitude et le besoin d'intervenir à tout instant dans les grandes et les petites choses qui s'accomplissent tiennent sans cesse l'opinion en éveil et ne lui laissent aucun repos, même quand il faut qu'elle se contienne. Cette tendance de l'opinion à mener toutes les préoccupations à la fois, à s'intéresser à tout et à se passionner pour tout, lui communique ce caractère complexe, impressionnable et ardent qui survit à toutes les transformations. Dans ce mouvement mystérieux, il n'est point toujours facile, sans doute, de saisir le vrai, mais on vit plus rapproché des faits. Il n'est

point d'émotion, si fugitive qu'elle soit, dont on n'ait sa part; on est à la source des nouvelles et des bruits, et cela suffit du moins pour être toujours au courant de ce qui s'agite au fond de cette société parisienne, la plus brillante, la plus capricieuse et la plus rare de toutes les sociétés. En est-il de même quand il s'agit de cette masse nationale qui vit de sa vie propre, disséminée dans les provinces? Là souvent ni les habitudes ni les intérêts ne sont les mêmes. La province a une manière d'être, de parler et de sentir qui tient aux conditions politiques où elle se trouve placée depuis longues années. L'opinion est infiniment moins complexe et moins subtile; dans les événemens qui se produisent, elle ne saisit que les résultats les plus saillans et les plus simples; pour tout le reste, elle s'en inquiète et s'en informe peu.

Que voient en effet aujourd'hui les départemens dans tout ce qui s'est accompli depuis une année? Ils y voient la fin de l'agitation, le désarmement des passions incendiaires, le repos public garanti. La révolution de février avait si bien organisé une sorte de guerre civile latente dans le moindre village, et l'avait rendue si bien infaillible à un jour donné, que tout le monde en est encore au soulagement de se sentir délivré de ce mauvais rêve. Devant ce grand résultat, tout s'efface, tout disparaît; les partis ont une singulière peine à se reconnaître après cette tempête, et les malheureux qui allaient, l'an dernier, le sac sur le dos, à la ville voisine, pour chercher le butin promis à leurs passions, vont maintenant voter l'empire. Ils n'en sont pas meilleurs peut-être; ils cèdent au courant général. Il n'est point douteux aujourd'hui que le trait le plus caractéristique de l'état des provinces en France, c'est cet apaisement universel, cette stagnation véritable de tout mouvement politique qui ne laisse place pour le moment à aucune préoccupation. Un autre trait de la situation actuelle des départemens, c'est qu'à ce sentiment intime de la paix publique retrouvée, et comme pour le confirmer, il vient se joindre cette autre satisfaction très positive qui naît du retour d'une certaine prospérité matérielle. Après trois ou quatre années de détresse, la propriété se retrouve dans une situation meilleure. Le travail agricole a ses rémunérations légitimes, et les fruits de la terre s'écoulent rapidement. Les transactions se sont singulièrement accrues en peu de temps; les affaires marchent enfin, selon l'expression vulgaire. Sait-on le raisonnement que font bien des habitans des campagnes? Il n'y a rien à dire, pourvu que cela dure; tel est leur mot. Par exemple, c'est là une chose à laquelle peut songer le gouvernement : par la même raison qu'on lui attribue le mérite d'une situation matérielle suffisamment prospère, il n'est point sûr qu'à la première crise on n'en rejette sur lui la responsabilité. Cela s'est vu; ce ne serait point la première fois qu'on s'en prendrait au gouvernement d'une saison contraire, d'une récolte mauvaise ou d'une baisse des grains : penchant éternel d'un peuple accoutumé à tout expliquer par l'intervention du pouvoir, parce qu'il a pour habitude et pour tradition de ne rien faire sans lui! Toujours est-il qu'il n'en est point ainsi aujourd'hui, et que généralement l'amélioration des intérêts est un des faits actuels les plus sensibles dans la situation matérielle des départemens. Or, cette amélioration, n'est-ce point en définitive ce qu'il y a de plus palpable dans la politique pour les habitans des campagnes? C'est dans ces conditions que se présentait récemment cette question

de la transformation de l'état politique de la France; on sait le résultat. Un souffle du pays a fait évanouir la république comme une ombre, ou plutôt a fait disparaître un nom qui ne s'accordait plus avec la réalité des choses. Deux fois en un demi-siècle il en aura été ainsi pour l'instruction d'un peuple tout entier et pour l'humiliation éclatante des propagateurs d'abstractions révolutionnaires.

Ainsi donc voilà le second empire inauguré solennellement en France. Paris a pu assister à cette inauguration qui coïncidait avec l'anniversaire du 2 décembre; il s'est endormi la veille sous une république nominale pour voir le lendemain rentrer un souverain aux Tuileries dans toute la pompe monarchique. Trois jours plus tard, la proclamation de l'empire se faisait simultanément dans toutes les communes de France, jusque dans les plus humbles villages. Enfin tous les gouvernemens de l'Europe viennent successivement reconnaître le régime nouveau sorti de l'urne populaire le 21 novembre. On pourrait même remarquer un certain empressement des puissances européennes. Certes, si quelque chose est fait pour donner la mesure des changemens qui se sont opérés depuis trente-cinq ans dans le monde politique, n'est-ce point la manière dont s'est exprimé lord Malmesbury, le ministre des affaires étrangères du cabinet britannique, — d'un cabinet tory! — en expliquant dans la chambre des lords cette reconnaissance de l'empire renaissant? Au reste, cette transformation du pouvoir en France était trop prévue pour que les conseils des puissances ne fussent point dès long-temps fixés, et leurs résolutions arrêtées. Sans nul doute, chaque gouvernement a ses préférences et ses inclinations, comme le nouveau gouvernement français lui-même a très certainement ses penchans et ses goûts. Au-dessus de tout cependant il y a une chose remarquable: c'est cet hommage universel à l'intérêt supérieur de la paix que nous signalions l'autre jour comme dominant toutes les situations en Europe et dictant leurs résolutions aux gouvernemens. Il est aisé de voir qu'il faudrait des considérations d'une bien étrange puissance pour balancer celle-là. Qu'on jette les yeux à l'extérieur comme à l'intérieur: l'empire s'asseoit ainsi sans obstacle, sans contestation, sans résistance. Telle est même la facilité avec laquelle tout se plie à ce changement, qu'on pourrait presque se demander comment il se fait qu'il ait tant tardé à se réaliser. Au moment où il ceignait la couronne, le nouveau souverain de la France, prenant ce nom de Napoléon III aujourd'hui consacré, disait que ce titre ne signifiait pas que son règne se rattachât à 1815; il ajoutait qu'au contraire il se reconnaissait volontiers solidaire et héritier des régimes qui se sont succédé. C'est qu'en effet, à travers toutes les transformations par lesquelles un pays peut passer, il y a toujours un ensemble d'instincts légitimes, d'intérêts, de besoins, d'habitudes enracinées, qui survivent et se perpétuent, parce qu'ils constituent le fonds même de la vie nationale. Une révolution peut venir un instant les bouleverser; tous ces intérêts et ces instincts renaissent bientôt cependant et reprennent leur cours. C'est l'honneur des pouvoirs réguliers de les reconnaître, c'est leur habileté d'y satisfaire et de régler sur eux les limites de leur puissance.

Maintenant d'autres modifications vont-elles s'accomplir dans notre état politique tel qu'il résulte de la constitution du 15 janvier 1851? Le sénatus-

consulte du 7 novembre en laissait pressentir quelques-unes, tendant à combiner les institutions actuelles avec les exigences nouvelles de l'hérédité monarchique. Très probablement ces modifications sont l'objet d'une étude spéciale. C'est le sénat, on ne l'ignore pas, qui est appelé à les sanctionner ou à les voter. Sur un seul point, le gouvernement a cru utile de faire précéder les délibérations du sénat de quelques explications : c'est sur la liste civile, et en ce moment même vient de paraître le sénatus-consulte qui statue définitivement à ce sujet. La liste civile de l'empereur est fixée à la somme de 25 millions, et les biens de la couronne reviennent naturellement en jouissance au souverain, qui en dispose suivant les règles ordinaires en pareil cas. De plus, une dotation de 1,500,000 francs est attribuée aux princes de la famille impériale éventuellement appelés à l'hérédité. C'est le chef de l'état qui a le droit de répartir cette dotation. L'empire d'ailleurs a été inauguré par quelques actes d'un autre genre, tels que la nomination de trois maréchaux et divers décrets d'amnistie en faveur de condamnés politiques et de la presse. Les avertissemens infligés jusqu'ici aux journaux ont été notamment annulés. Le bénéfice de cette annulation s'étend encore à d'autres peines prononcées judiciairement contre la presse, et nous ne demandons pas mieux que de voir l'arme administrative comme l'arme judiciaire se rouiller dans le fourreau. La presse elle-même peut contribuer à ce résultat sans s'affaiblir; l'intérêt qu'elle ne peut trouver dans la polémique politique, elle peut le regagner en entrant de plus en plus dans une voie où tout semble l'appeler aujourd'hui, en s'attachant aux grandes questions morales et matérielles, à la discussion de tous les intérêts qui restent l'élément essentiel et fondamental du développement de notre pays.

Nous parlions récemment de l'extension qu'était sur le point de prendre la banque foncière de Paris. Cette mesure est aujourd'hui réalisée dans les conditions que nous signalions. La banque parisienne devient une banque du crédit foncier de la France, et ses opérations, au moyen de succursales, embrassent tout le territoire. Les statuts de la société nouvelle sont maintenant publiés : son capital est porté à 60 millions, et ses prêts pourront s'élever au-dessus de la somme de 200 millions, qui avait été primitivement indiquée, mais qui était évidemment insuffisante dans l'état de la dette hypothécaire qui grève la propriété française. C'est là, sans aucun doute, une des institutions appelées à être le plus populaires, parce qu'elle répond à un besoin véritable. Il est à souhaiter que les résultats soient en rapport avec les espérances qu'elle a pu faire naître tout d'abord. Le crédit foncier était devenu une de ces questions sur lesquelles il y avait, comme on dit, quelque chose à faire, après toutes les études et les discussions théoriques qui s'étaient produites à ce sujet. Maintenant l'expérience est en train de s'accomplir, et c'est l'expérience qui prononcera. Qu'on nous permette seulement d'ajouter à l'institution nouvelle une recette qui ne peut lui nuire et qui nous était donnée récemment par un agriculteur fort peu au courant des théories : le meilleur système de crédit foncier, disait-il, c'est le travail, l'esprit de conduite et l'économie; avec cela, à moins de malheur, on n'emprunte pas, — et l'honnête campagnard, dans son économie politique un peu rudimentaire, pouvait bien avoir raison. Il mettait le doigt sur une très sérieuse plaie de ce

temps-ci, qui consiste à dépenser plus qu'on ne peut, à s'engager au-delà de ses ressources, sauf, quand on est à bout de moyens, à réclamer du gouvernement des institutions de crédit. Voilà la véritable et sérieuse plaie. C'est l'imprévoyance, la disproportion des besoins avec les ressources, l'ardeur du luxe, le goût du faste et des jouissances, la fièvre des spéculations aventureuses, seule manière de pourvoir à tout et de suppléer à tout. C'est ainsi que surviennent les catastrophes individuelles et parfois aussi les catastrophes publiques. Voilà pourquoi le gouvernement a eu raison tout récemment d'opposer une digue à cette ardeur effrénée de spéculation qui se porte aujourd'hui sur les chemins de fer. D'après la note qui a été publiée, les demandes en concession de nouvelles lignes ne s'élevaient à rien moins qu'au chiffre de 7,000 kilomètres, devant imposer à l'état et aux compagnies une dépense de plus de 2 milliards. Qu'on joigne à ceci les lignes déjà en construction, toutes les entreprises d'un autre genre qui se forment, toutes les opérations industrielles qui s'inaugurent ou se poursuivent : n'y aurait-il point là, à moins d'une extrême prudence, les élémens d'une crise redoutable? Une telle crise peut être encore évitée, nous l'espérons; mais qu'on imagine ce qui pourrait résulter du développement continu de cette tendance, lorsque déjà la situation industrielle et financière se ressent des entraînemens des derniers mois, et fléchit parfois sous le poids d'engagemens considérables! Le gouvernement y songe, nous en sommes convaincus; la note qu'il publiait dernièrement en est la preuve. Cela est d'autant plus utile, que les finances sont toujours un des points sur lesquels le pays a le plus l'œil fixé, comme sur le thermomètre de sa situation. La condition la plus sûre et la plus efficace d'un mouvement normal et régulier, c'est l'ordre et la prévoyance. Là est la garantie de l'achèvement des œuvres commencées, du succès des entreprises qui se fondent et de la possibilité de compléter peu à peu les travaux du passé par les travaux de l'avenir. Tout le reste n'est que fièvre d'un moment et spéculation hasardeuse.

Toutes ces oscillations du monde industriel et financier sont aujourd'hui ce qui attire le plus l'attention, nous ne le nions pas; elles occupent toutes les têtes, elles allument toutes les imaginations qui se nourrissent de la poésie de la hausse et de la baisse. C'est un véritable drame, où l'on se passionne pour le 3 pour 100, pour le crédit mobilier et le crédit foncier, pour les docks ou le chemin de ceinture. Ce sont assurément des questions d'un grave intérêt. Il ne faut point oublier cependant qu'elles ne représentent qu'un des côtés de la vie d'un pays; elles n'en constitueraient même que le côté inférieur dans un temps où il y aurait un plus juste équilibre entre les forces diverses de la société, et où la vie morale et intellectuelle aurait son cours régulier et puissant. Par malheur, à ce point de vue intellectuel, quel livre pourrait-on trouver qui pût balancer l'intérêt de quelqu'une de ces œuvres matérielles? La littérature se met de pair avec l'industrie; elle lutte avec elle de moyens et de ressources, et alors elle est naturellement vaincue sur un terrain qui n'est pas le sien. Ou bien parfois elle ressemble à un monologue fiévreux d'imaginations hallucinées, et alors elle est encore vaincue, parce qu'elle est en dehors de toute réalité, parce qu'elle parle une langue d'initiés que ne sont pas toujours sûrs de comprendre ceux-là mêmes qui en usent si savam-

ment. Qu'y a-t-il autre chose qu'un monologue de ce genre dans cette *Profession de foi du dix-neuvième siècle* que publie M. Eugène Pelletan? L'auteur entreprend de refaire une philosophie de l'histoire pour en tirer le dogme du progrès humanitaire; il porte même dans cette œuvre étrange un zèle et une conviction qui effraient.

Si la *Profession de foi du dix-neuvième siècle* eût vu le jour il y a dix ans, nous osons croire qu'elle eût pu avoir du succès auprès de tous ceux qui aiment à ne pas comprendre ce qu'ils lisent et qui jugent une eau profonde parce qu'elle est trouble. Malheureusement on est très refroidi aujourd'hui sur les effusions lyriques et les incantations philosophiques. C'est un fait bien avéré : il y a de notre temps une foule d'esprits qui prennent des mots pour des idées, qui aiment à faire danser en ronde la lune et les étoiles, les cathédrales et les temples païens, l'Hymalaya et l'Olympe, et qui font consister la philosophie dans cet assemblage bizarre. Ils enveloppent le panthéisme et le fouriérisme de toutes sortes de broderies chrétiennes et mystiques; ils ne parlent que d'incarnation, de verbe et de rédemption. La France, par exemple, est « une immense eucharistie; » la révolution française est « la montagne du Calvaire. » Savez-vous en quoi consiste le progrès, selon M. Pelletan? Il consiste à augmenter la somme de la vie, pour nous servir de la langue de l'auteur. « Vivons donc amplement, largement, dit-il, pour obéir à l'irrésistible loi de notre nature; achevons l'œuvre de la création inachevée sur notre planète. » Mais il nous semble que le progrès pourrait bien consister à vivre selon la vérité et la justice, au lieu de vivre *largement* et *amplement*. Nous discutons et nous sommes attirés par cette définition de la musique que M. Listz comprendra à coup sûr : « La musique, poésie du nombre, secousse du monde rhythmé et cadencé, qui reflue dans un souffle au fond de la sensation, caresse, joie intime ou plutôt atmosphère harmonieuse de l'ame, qui pénètre, qui imbibe la pensée, qui l'épanouit et la prédispose à tous les sentimens et à tous les pressentimens de l'infini... » Près de cinq cents pages de ce style! N'y a-t-il pas là de quoi s'inoculer très glorieusement la quintessence du progrès humanitaire, à moins qu'on ne préfère rester avec ce vieux compagnon, ce grand et éternel rétrograde, le bon sens? Si c'est là la profession de foi du XIXe siècle, nous ne nous étonnons pas qu'il trébuche si souvent et qu'il marche à tâtons dans ces ténèbres palpables, ne sachant à quel Dieu croire et quelle lumière invoquer. Et maintenant ne trouvez-vous pas qu'il est singulièrement juste et opportun de choisir entre tous ce livre pour chanter les merveilles du XIXe siècle? Qui donc oserait dire qu'il manque quelque chose à la littérature de la France? Qui donc oserait ne point voir dans les chefs-d'œuvre d'il y a vingt ans le dernier mot du génie humain? Quoi! vous iriez croire que toute cette fière et orgueilleuse inspiration est tombée en défaillance avant le temps, qu'elle n'a pu se rajeunir et que rien n'est venu la remplacer! Mais n'est-il pas visible que l'inspiration littéraire abonde de toutes parts? Vous faut-il de la philosophie? vous aurez d'abord la *Profession de foi du dix-neuvième siècle*. Dans l'art dramatique, le Théâtre-Français ne regorge-t-il pas de chefs-d'œuvre? Corneille et Molière ne sont-ils pas éclipsés? Dans la poésie lyrique, n'en est-il pas de même? Et d'ailleurs vous auriez encore ici la *Profession de foi*, spécimen avantageux de lyrisme contemporain. Et le

roman? Oh! le roman, c'est là la merveille du XIX[e] siècle. Nous n'avions été à pareille fête depuis La Calprenède et Scudéry.

Le roman était pourtant bien mort un jour sinistre d'hiver à la suite d'un régime qui avait eu la faiblesse de lui passer ses excès et ses folies. Il avait été lamentablement exilé du feuilleton. Pour l'achever même et par une juste assimilation, de peur qu'il ne lui prît fantaisie de reparaître au bas d'un journal, il avait été depuis, on s'en souvient, soumis au timbre, à la marque de fabrique. Il n'avait pu résister à ce dernier coup. Voici cependant que le roman renaît et cherche de nouveau cette place du feuilleton où il triomphait autrefois; mais il n'est plus que l'ombre de lui-même, ses inventions se traînent péniblement, et il masque mal sa sénilité indigente. Enfin cela est si vrai, que le seul roman qui ait eu un véritable succès depuis longtemps et qui le mérite, c'est un roman étranger, l'œuvre émouvante d'une femme, cet *Uncle Tom's Cabin*, palpitante étude de l'esclavage américain qui est venue dévoiler à l'Europe la large et secrète plaie de ce nouveau monde si merveilleux en son avénement. *Uncle Tom's Cabin* paraît aujourd'hui en livre, en feuilleton, sous toutes les formes; il a du succès, parce que c'est une peinture humaine, vraie et éloquente dans sa vérité simple et nue. Il fait pâlir les combinaisons vieillies et factices du roman français. Heureusement pourtant il paraît rester au roman en France un athlète, l'Hercule du genre, celui qui peut dire comme Médée : « Moi, dis-je, et c'est assez! » N'avons-nous pas nommé M. Alexandre Dumas? Qui l'aurait cru? M. Alexandre Dumas a écrit sept cents volumes et cinquante drames, selon ce qu'il affirme, et il lui restait à écrire « l'œuvre de sa vie, » le fruit d'une « gestation de vingt ans, » un de ces livres « qui n'ont leur précédent dans aucune littérature, » puissant, épique, portant une grande pensée à travers six civilisations différentes! On comprend que nous n'inventons rien ici et que M. Alex. Dumas a tout le mérite de cette appréciation de son œuvre grandiose; l'ouvrage qu'il qualifie ainsi, c'est *Isaac Laquedem*. *Monte-Cristo* et *les Trois Mousquetaires* étaient assurément des chefs-d'œuvre de vérité humaine, on ne le nie pas; mais *Isaac Laquedem*, c'est bien autre chose encore, on va de plus fort en plus fort, ce qui constitue une gradation d'une analogie non douteuse avec celle d'un personnage connu. Enfin *Isaac Laquedem* est un de ces livres qui font époque, et voilà pourquoi M. Alexandre Dumas a la singulière ambition de l'offrir au public des *Sept Péchés capitaux*, très favorable, comme on sait, aux œuvres épiques et grandioses. Quand l'idée de ce roman germa un jour dans la tête de l'auteur, il devait avoir huit volumes; mais c'était alors encore l'âge des illusions et de la naïveté. M. Dumas a fait depuis des romans en vingt-cinq tomes, et il a compris que, pour « l'œuvre de sa vie, » il n'y avait assurément rien de superflu dans dix-huit volumes, ni plus ni moins! — Est-ce trop d'ailleurs pour un livre qui doit embrasser « six civilisations différentes? » Comme il est vrai cependant qu'il y a toute une littérature qui se ressemble, quelque titre qu'elle prenne, philosophie, roman, poésie! Voici la *Profession de foi du dix neuvième siècle* qui part de la Genèse, qui va du minéral au végétal, de l'Inde à la Grèce, d'Athènes à Rome, de Rome à Paris. *Isaac Laquedem*, qui n'est qu'un roman, ne doit partir que du Calvaire « pour se dérouler à travers l'histoire de dix-huit siècles et de vingt peuples; c'est l'ère chrétienne à

dérouler, l'Europe à parcourir, le drame de l'humanité à mettre en scène. » Au fond, n'est-ce pas toujours la même chose? C'est de Belgique que M. Alex. Dumas, à ce qu'il semble, nous envoie son roman. Nous craignons seulement que, quand la contrefaçon va être abolie, l'auteur ne dote la Belgique d'un nombre de volumes égal à celui qu'il a déjà composé, ce qui ferait quatorze cents volumes et pourrait bien, en fin de compte, ne constituer pour nos voisins un bénéfice à aucun point de vue.

La Belgique a eu du reste à s'occuper, depuis quelques jours, de choses plus sérieuses. Elle a eu à s'occuper de ses propres affaires, des conditions les plus efficaces pour rétablir et garantir la sécurité de ses intérêts, qui étaient encore sous le poids des récens différends avec la France. Deux faits, à ce point de vue, se sont produits en quelques jours en Belgique, et viennent concourir au même résultat, qui est le rétablissement de relations plus amicales entre les deux pays. Le premier de ces faits est le vote de la loi sur la presse. On ne l'a pas oublié, un des premiers actes du nouveau cabinet belge avait été la présentation aux chambres d'un projet tendant à réprimer les délits d'attaque et d'injure contre les chefs des gouvernemens étrangers. C'est ce projet qui vient d'être voté après une discussion à laquelle ont pris part les principaux orateurs du parlement belge, M. le comte de Theux, M. Dedecker, M. Orts et les divers ministres. Au fond, il n'y avait point de doute sur le principe même de cette loi. Aussi n'y a-t-il eu de véritables débats que sur des questions secondaires. Quelle serait l'échelle de la pénalité? L'interdiction des droits civils serait-elle appliquée? le gouvernement serait-il dans l'obligation de poursuivre sur la plainte d'un cabinet étranger, ou se ferait-il juge des réclamations qui lui seraient adressées? Sur ce dernier point, M. de Theux a supérieurement démontré que, si le gouvernement belge se faisait l'arbitre des plaintes dont il serait saisi, dans le cas où il poursuivrait, il serait taxé de faiblesse, et, dans le cas où il repousserait la demande de poursuites, il s'élèverait immédiatement une question internationale, tandis que, dans le système proposé, tout est remis aux décisions de la justice nationale. Le gouvernement belge reste l'intermédiaire naturel entre les gouvernemens étrangers et ses tribunaux. Au reste, cette loi est assurément la plus douce et la plus inoffensive de toutes les lois faites en pareille matière. Non-seulement ce n'est pas une loi contre la presse, ainsi qu'a pu le dire M. Henri de Brouckère, mais ce n'est pas même une loi sur la presse, puisqu'elle se borne à prévoir un cas, le cas d'injure et de calomnie contre les chefs des nations étrangères. Et, dans ces termes, la situation même de la Belgique ne lui faisait-elle pas un devoir d'empêcher toute attaque contre les souverains des autres pays?

La Belgique jouit des bénéfices de la neutralité; cette situation a ses avantages, et elle a aussi ses charges, au nombre desquelles est au premier rang celle de faire respecter les puissances étrangères dans leurs chefs. Ainsi donc la loi qui vient d'être votée n'a rien qui ne soit d'accord avec les conditions particulières où se trouve placée la Belgique. Mais elle avait évidemment en outre une valeur de circonstance; il n'est point douteux qu'elle ne fût faite pour offrir au gouvernement français une garantie contre les attaques violentes dont il était journellement l'objet dans la presse belge. C'était un

acheminement vers ce second fait important dont nous parlions, et qui est la signature d'une convention provisoire avec la France pour laisser toute latitude à la négociation d'un traité définitif destiné à régler les divers intérêts des deux pays. La convention passée à Bruxelles le 9 décembre peut se résumer en un mot : elle remet provisoirement en vigueur le traité de 1845, et elle ajourne l'échange des ratifications des deux conventions littéraire et commerciale du 22 août jusqu'à la conclusion d'un traité général. Le décret sur les houilles et les fontes belges a été en même temps rapporté par le gouvernement français. Maintenant des négociations nouvelles vont s'ouvrir, et il n'est point douteux que, sous ces auspices d'une bienveillance mutuelle, elles n'arrivent à une fin plus heureuse que par le passé. Pour le moment, la situation de la Belgique se trouve déchargée du poids que faisaient peser sur elle les difficultés commerciales de ces derniers mois. A côté de ces divers actes, le gouvernement belge vient de prendre récemment une mesure d'une certaine importance financière. Il a réduit, lui aussi, la rente 5 pour 100 à 4 et demi pour 100, avec faculté pour les porteurs de rentes de se faire rembourser. C'est le 16 décembre qu'expire le délai dans lequel le remboursement peut avoir lieu, et il ne semble pas que les demandes soient considérables, ce qui peut laisser croire au succès de la mesure.

Tout reprend donc son cours normal en Belgique après les inquiétudes passagères soulevées par des difficultés d'une nature d'ailleurs purement commerciale. Au milieu des mouvemens contemporains de l'Europe, des transformations politiques de tout genre, ce qu'il y a même à remarquer, c'est la fermeté avec laquelle se soutiennent et fonctionnent les institutions libres. Le régime constitutionnel est sorti intact en Belgique de ces tristes et orageuses années; rien encore ne le menace. En est-il de même partout où il existe? Le régime constitutionnel est visiblement en proie, au-delà des Pyrénées, à une crise grave Cette crise, nous l'avons déjà fait pressentir d'après tous les symptômes qui se manifestaient en Espagne, et maintenant elle est devenue un fait avéré et patent. C'est le 1er décembre, on le sait, que devaient se réunir les cortès, et qu'elles se sont réunies en effet. La lutte a éclaté presque immédiatement à l'occasion de la nomination du président du congrès. Le candidat du cabinet de Madrid était M. Tejada; c'est sur M. Martinez de la Rosa que se sont portées les voix de toutes les oppositions réunies, et c'est M. Martinez de la Rosa qui a été élu. Le lendemain, au premier mot d'un député qui entamait une sorte d'acte d'accusation contre le ministère, le président du conseil, M. Bravo Murillo, se levait un décret de dissolution à la main. Les cortès espagnoles sont donc maintenant dissoutes; elle n'ont eu qu'un jour de session. Il faut ajouter que le décret par lequel le parlement était dissous prescrit en même temps des élections sous l'empire de la loi électorale actuelle, et convoque des chambres nouvelles pour le 1er mars prochain. Le cabinet de Madrid ne s'est point arrêté là : il a rendu publics les divers projets de réformes politiques qu'il se propose d'accomplir avec le concours du nouveau parlement, afin que le pays puisse aujourd'hui se prononcer et voter en connaissance de cause. Ces projets portent sur divers points. En réalité, c'est toute une législation qui comprend une constitution nouvelle et huit lois organiques sur l'organisation du sénat, sur les élections des

députés, sur le régime intérieur des corps législatifs, sur la sûreté des personnes et des propriétés, sur l'ordre public, sur la grandesse et les titres du royaume. Dans cette nouvelle organisation constitutionnelle, le sénat devient, en partie du moins, héréditaire, l'action gouvernementale est fortifiée, l'autorité de la reine est singulièrement rehaussée, la formation de la chambre élective est entourée de garanties plus sévères. Tous ces changemens, nous n'avons pas besoin de le dire et de le montrer, correspondent à ce mouvement de transformation politique qui se poursuit dans tant de pays; on ne saurait cependant s'en dissimuler la gravité; il est évident que c'est là un élément puissant d'incertitude et de trouble, au moins pour quelques mois, dans l'état de l'Espagne. Que résultera-t-il de cette situation? Il serait encore difficile de le dire. Qu'on nous permette seulement de montrer les élémens principaux de cette nouvelle phase politique dans laquelle entre l'Espagne. Ce que le cabinet de Madrid a pour lui dans cette entreprise qu'il tente, c'est qu'en réalité ses projets de réforme sont loin d'être aussi excessifs qu'on pourrait le supposer, et au fond, si ce n'étaient des considérations de personnes, il est très certainement plus d'un membre de l'opposition modérée qui y souscrirait des deux mains. Les plus essentielles garanties du régime constitutionnel restent en effet entières dans la législation nouvelle. Ce que le ministère espagnol a encore pour lui, c'est qu'aujourd'hui, en Espagne comme sur bien d'autres points de l'Europe, la lassitude de ce qui est purement politique est arrivée à un degré extrême. Il règne dans beaucoup d'esprits la plus complète indifférence sur bien des choses qui eussent mis, il y a quinze ans, les armes à la main à toute une population; la préoccupation des intérêts matériels l'emporte sur tout le reste. Ce qui sert enfin merveilleusement le cabinet de M. Bravo Murillo dans ses desseins, c'est l'état de dissolution et de discrédit véritable où sont tombés les partis, lesquels n'ont plus le pouvoir d'enflammer le pays et de le diriger. Est-ce donc, dira-t-on, que le ministère est par lui-même beaucoup plus populaire en Espagne, et a une autorité propre plus réelle sur la masse de la nation? Cela n'est pas sûr; mais il agit au nom de la reine, et c'est là sa force, parce que l'autorité monarchique est restée au-delà des Pyrénées la seule puissance bien établie. C'est tout cela qui nous fait croire que le cabinet espagnol réussira dans ses plans politiques; mais, quand il réussirait, l'entreprise qu'il tente n'en serait pas moins très sérieuse et peut-être très périlleuse. N'y a-t-il pas toujours quelque chose de grave pour un pouvoir en Espagne à rencontrer en face de lui pour premiers adversaires les défenseurs les plus éprouvés de la reine dans les heures les plus difficiles, ceux qui ont soutenu et affermi son trône? C'est là ce qui arrive aujourd'hui. Nous savons bien que, si le ministère espagnol rencontre des obstacles, il les brisera ou les écartera : peut-être l'a-t-il déjà fait; mais là est le danger, là est le germe de difficultés qui peuvent n'être pas vidées en un jour. En ce moment cependant, l'Espagne a d'autant plus d'intérêt à rester les mains libres sur le continent, qu'elle peut avoir, dans un délai prochain, à défendre Cuba contre l'ambition américaine. On n'a qu'à lire quelques journaux des États-Unis, on verra à quel point d'exaltation est arrivée la convoitise *yankee*. Chaque jour, ce sont de nouvelles menaces, de nouveaux projets, jusqu'à ce que la lutte sérieuse s'engage, et alors l'Espagne aura besoin

de toutes ses forces, surtout de la paix intérieure, pour pouvoir défendre sa possession contre l'ambition de ses redoutables voisins d'au-delà de l'Atlantique

En Angleterre, une crise vient de commencer pour le ministère tory. La cause de cette crise, c'est le budget présenté par M. Disraéli. On connait les principales dispositions de ce remarquable et très hardi plan de finances. M. Disraéli débarrasse les intérêts maritimes des droits de phare, il réduit de moitié les droits sur la drèche et le houblon, et laisse subsister les taxes qui pèsent sur la propriété foncière, sans les augmenter ni les diminuer. Il essaie de rendre plus équitable l'impôt sur le revenu, propose un abaissement progressif des droits sur le thé, étend la taxe sur les maisons à toute maison d'une valeur de 10 livres sterling et double cette dernière taxe. En un mot, le spirituel chancelier de l'Échiquier a construit son budget de manière à résister à l'ardeur protectioniste d'un certain nombre d'alliés et à mettre l'opposition libre-échangiste dans l'impossibilité de lui faire, sans se parjurer, une guerre trop violente. La tactique du chancelier de l'Échiquier a déjà réussi à moitié; l'opposition s'est divisée sur la question du budget; chaque fraction de l'assemblée blâme telle mesure et en approuve telle autre. Les uns blâment la taxe sur les maisons et approuvent l'abaissement des droits sur le thé; les autres blâment le maintien des taxes actuelles pesant sur la propriété foncière et approuvent la réduction des droits sur la drèche et le houblon. Jusqu'à présent, l'opposition n'a montré qu'hésitation et incertitude sur la ligne de conduite à suivre; ce n'est pas la bonne volonté qui lui manque pour combattre le ministère, mais la difficulté est de s'entendre sur un point commun pour le combattre. M. Disraéli a annoncé que, si la chambre rejetait celle de toutes ses mesures qu'il considérait comme la plus importante, c'est-à-dire la taxe sur les maisons, le ministère se retirerait.

La question se discute depuis quelques jours et n'a pas encore reçu de solution. Nous ne voulons rien préjuger; mais nous croyons fermement,— en cela nous partageons l'avis de l'organe le plus important de la presse anglaise,— que l'opposition ne parviendra pas à réunir une majorité contre le ministère. Les seuls membres du parlement qui voteront sans hésiter contre M. Disraéli sont les radicaux libres-échangistes et peut-être aussi (singulier résultat des vicissitudes politiques!) quelques protectionistes obstinés. Les radicaux de Manchester jouent de malheur en vérité. En moins d'un mois, ils ont été complétement dupés à deux reprises, la première fois dans la discussion relative au principe du libre-échange, la seconde fois par M. Disraéli lui-même. Les libres-échangistes demandaient la plupart des réformes que M. Disraéli, leur adversaire, accorde libéralement à l'Angleterre. Pour les protectionistes *quand même,* leur dépit se conçoit facilement : ils avaient espéré d'abord que le ministère de lord Derby, plus impolitique qu'il ne l'a été, serait un cabinet de réaction, qu'il agirait contre toutes les lois du bon sens, de la modération et de la politique, en un mot qu'il consentirait, pour flatter leurs passions et leurs rancunes, à faire sottise sur sottise. Il n'en a rien été : il a fallu abandonner l'espoir de voir refleurir le principe de la protection. Alors ils se sont laissé prendre à la nouvelle amorce que le ministère leur a jetée, à l'espoir d'une compensation pour les intérêts agricoles équi-

valente aux privilèges détruits. Or, dans son nouveau plan de finances, M. Disraéli donne bien une sorte de compensation aux intérêts agricoles par l'abaissement des droits sur la drèche et le houblon; mais c'est une compensation trop indirecte pour apaiser la colère des vieux vétérans du protectionisme.

En dehors de ces discussions, le seul événement de quelque importance, c'est la continuation des préparatifs pour la défense nationale, l'accroissement des forces de terre et de mer. Que faut-il penser de ces préparatifs? Faut-il y voir une défiance excessive ou l'expression d'une pensée hostile au continent, et surtout à la France? Nous croyons qu'il faut y voir tout simplement l'application du vieil adage politique recommandé de tout temps par les hommes d'état de tous pays : *si vis pacem, para bellum*. L'empressement de l'Angleterre à reconnaître le nouveau gouvernement de la France, les déclarations très complètes de lord Malmesbury à la chambre des lords, l'accueil gracieux fait par la reine Victoria à notre ambassadeur à Londres, sont de sûres garanties que non-seulement les bonnes relations entre la France et l'Angleterre ne seront pas troublées, mais même que, contrairement à certaines opinions qui s'étaient fait jour dans ces derniers temps, elles deviendront plus étroites et plus amicales encore que par le passé.

En Allemagne, les esprits sont de plus en plus portés à la conciliation. Le Zollverein prussien, si menacé il y a quelques mois, paraît devoir se raffermir en se reconstituant. L'Autriche éprouve décidément dans cette circonstance un échec analogue à celui qui a frappé les efforts téméraires du prince Schwarzenberg dans son projet d'une incorporation des provinces non allemandes de l'empire à la confédération germanique. Les prétentions étaient les mêmes dans les deux cas; elles auront eu à peu près le même sort. Ce n'est point à la France de s'en plaindre. Bien que les traités de 1815 aient fait de la Prusse un adversaire de notre pays dans toutes les contestations territoriales qui peuvent surgir, mieux vaudrait encore la Prusse à la tête de l'Allemagne politique et commerciale, réalisant l'unité rêvée en 1848 à Berlin, que l'Autriche incorporée à l'Allemagne et ajoutant le poids de vingt-cinq millions d'ames aux trente-huit millions qui composent la confédération actuelle. Tout ce qui éloigne l'Autriche de ce but est un gain pour l'équilibre de l'Europe et par conséquent un gage de paix.

Aussi bien l'Allemagne paraît être aujourd'hui le pays d'Europe le moins désireux de voir éclater quelque grande conflagration internationale. Depuis un an, la crainte d'éventualités de cette nature a plus d'une fois dominé jusqu'aux altercations irritantes de la Prusse et de l'Autriche. Aux approches du rétablissement de l'empire en France, cette préoccupation est devenue naturellement plus vive. L'Allemagne, il est vrai, comme l'Europe et la France, était préparée au grave événement qui devait marquer l'anniversaire du 2 décembre 1851. L'installation du nouvel empire français ne pouvait pas causer d'émotion soudaine, ni en-deçà ni au-delà du Rhin. Ce n'est pas toutefois sans une curiosité mêlée de quelques inquiétudes involontaires que l'Allemagne envisageait le retour d'un régime qui lui a laissé de terribles souvenirs. Les gouvernemens germaniques ont tiré un excellent parti de la situation conservatrice créée par le coup d'état survenu en France; mais ils auraient voulu

en avoir tout le profit sans les charges. Ils prévoyaient et redoutaient la réaction implicite que cet état de choses amenait nécessairement contre les traités de 1815. Les déclarations du discours de Bordeaux, la diminution de l'effectif de l'armée française, l'explication donnée par le nouvel empereur au corps législatif pour justifier le titre de troisième empereur de son nom et de sa race, ont été reçues en Allemagne comme des témoignages pacifiques qui peuvent suffire, quant à présent, à rassurer les esprits. Il est impossible d'oublier l'influence que le cabinet de Vienne a exercée à cet égard sur les cabinets du Nord, du moins à l'origine. Le prince Schwarzenberg n'avait envisagé dans l'acte du 2 décembre que les services rendus à la politique de conservation; il s'était efforcé de faire agréer sa manière de voir à la Russie et à la Prusse. Aussi l'empereur des Français a-t-il pu dire récemment avec raison : « Le prince Schwarzenberg et moi nous parlions le même langage. » Le cabinet autrichien restera-t-il fidèle à cette politique? Ayant plus qu'aucun autre en Europe à redouter les entreprises révolutionnaires, il regarde vraisemblablement encore la restauration de la monarchie en France comme une garantie d'ordre et de sécurité intérieure pour les gouvernemens. Le verra-t-on persévérer dans les mêmes sentimens, lorsqu'il croira l'Autriche suffisamment raffermie sur ses bases et la révolution comprimée? C'est le secret de l'avenir; mais il est du moins hors de doute qu'en ce moment aucune des grandes puissances européennes n'est plus intéressée que l'Autriche à ménager la France.

En Turquie, la crise ne parait pas marcher vers une solution. Le but que le sultan poursuit n'est point facile à atteindre. Frappé de la faiblesse personnelle des chefs du parti de la réforme et de l'incurie qu'ils ont mise dans l'administration des finances, Abdul-Medjid ne veut pas cependant confier le pouvoir aux mains de l'ancien parti turc, dont l'incapacité est plus notoire encore : il ne veut point entrer dans la voie d'une réaction aveugle qui serait périlleuse. Son désir serait de trouver entre les deux partis extrêmes, dont l'un est à demi européen et l'autre asiatique à outrance, des ministres à la fois tolérans et turcs, capables, par un suprême effort de patriotisme sensé, de tirer l'empire de ce mauvais pas. Cet essai de transaction, déjà plusieurs fois tenté, qui eût créé en Turquie ce que l'on appelait d'avance le *parti national*, n'a jamais eu que des résultats passagers, des ministères de coalition qui n'ont point duré. Une pareille transaction serait peut-être cependant l'unique moyen de rasseoir l'autorité ébranlée, sans ranimer l'esprit d'intolérance, d'innover sans froisser directement les préjugés musulmans. Si la crise présente devait avoir pour effet de démontrer au sultan la nécessité d'une nouvelle tentative de fusion ou de rapprochement de ce genre, cette crise n'aurait pas été stérile. Il est temps toutefois d'y pourvoir, car le mal augmente chaque jour en se prolongeant.

On ne sait rien de nouveau sur les intentions des Wahabites de l'Arabie; mais il ne semble pas douteux que les troupes ottomanes aient éprouvé un échec dans leur lutte contre les Druses. Du côté du Montenegro, les choses marchent rapidement, et l'on peut dès à présent apprécier les suites probables de la révolution pacifique accomplie dans ce petit état. A peine le nouveau chef de la Montagne-Noire, renonçant à la mitre épiscopale de ses prédé-

cesseurs, était-il proclamé prince temporel, qu'il ceignait l'épée et s'en allait en guerre. Depuis que les Turcs sont fixés en Europe, on peut dire que la guerre n'a jamais cessé entre eux et le Montenegro. Par instans néanmoins des armistices intervenaient; mais des deux côtés on ne reprenait des forces que pour de nouvelles attaques. L'année dernière, un armistice de ce genre avait été conclu; les Monténégrins se sont hâtés de le rompre aussitôt qu'ils ont cru pouvoir le faire avec avantage. Si l'on en croit les bruits propagés par la presse autrichienne, très bien placée pour connaître la vérité à cet égard, le prince Daniel aurait inauguré son règne par des coups dignes de sa belliqueuse population. Cette fois, que l'on y prenne garde, les engagemens entre les Monténégrins et les Turcs ne sont plus de simples incidens de la vie barbare, ou, si l'on veut, héroïque, particulière à ces pays. Les Monténégrins forment aujourd'hui un état officiellement protégé par la Russie et de plus très dévoué à cette puissance. C'est un état slave, de religion grecque, fanatique de sa nationalité et de sa foi, agissant au nom de l'une et de l'autre, sous les yeux de populations serbes, bulgares et bosniaques, qui sont de la même race et en général de la même croyance. Tous les avantages que les Monténégrins pourront remporter dans ces rencontres trouveront donc un écho dans la plupart des autres provinces de la Turquie d'Europe. Ce seront des exemples séduisans qui enflammeront des esprits déjà trop faciles à entraîner dans les tentatives hasardeuses, et, par malheur pour l'Europe comme pour la Turquie, l'influence que les Monténégrins exerceront ainsi parmi les Slaves ouvrira une nouvelle voie à l'action de la Russie dans ces contrées.

La situation politique des États-Unis est toujours la même. A peine une querelle avec les gouvernemens étrangers est-elle apaisée, qu'une autre commence immédiatement. L'affaire des îles Lobos est terminée, le gouvernement américain a reconnu les droits incontestables du Pérou, et voilà que déjà les Américains qui travaillent à la construction du chemin de fer de Panama commencent à vivre en mauvaise intelligence avec le gouvernement de la Nouvelle-Grenade; mais de toutes ces querelles, la plus grave assurément est celle qui s'est élevée entre les Américains et les autorités de Cuba. Nous disons les Américains, car jusqu'à présent le gouvernement de Washington s'est renfermé dans une neutralité presque complète. Cette querelle grandit d'une manière démesurée et prend des proportions tellement alarmantes, qu'il est difficile de croire qu'elle puisse être vidée autrement que par la guerre. Reportons-nous de quelques mois en arrière, et voyons, par un résumé succinct des faits, le chemin qu'a parcouru cette question.

Il y a quelques mois, à l'approche de l'automne, les journaux américains commencèrent à parler vaguement d'un nouveau projet d'invasion. Peu à peu des révélations de jour en jour plus complètes sur l'existence d'une société secrète, la *Société de l'Étoile solitaire*, composée cette fois non plus d'aventuriers, mais de riches capitalistes, de banquiers, de marchands, de propriétaires d'esclaves, furent faites par la presse américaine. Une fois l'Espagne bien et dûment avertie, les Américains ont ouvert le feu et ont fait tout ce qu'il est possible de faire pour irriter un gouvernement, fournir un prétexte à des hostilités, donner naissance aux soupçons, enflammer toutes les passions. La

politique américaine, dans cette affaire, semble avoir pris pour tactique la taquinerie. Les moyens qu'ils emploient pour engager la lutte ressemblent assez aux moyens qu'emploient dans les cirques espagnols les toréadors. Les Américains agitent, pour ainsi dire, des drapeaux sous le nez du gouvernement de Cuba; prompts à esquiver les coups comme à se mettre en sûreté et comptant bien sur la fougue du tempérament espagnol, ils harcèlent, piquent, irritent tant qu'ils peuvent les autorités de l'île. Ils ont mis en avant les créoles cubains qui habitent l'Union, leur ont fait rédiger des appels à la liberté et des proclamations révolutionnaires. L'anniversaire de la mort de Lopez a été encore une nouvelle occasion de taquineries; des messes des morts ont été chantées dans les églises catholiques pour le repos de l'ame de Lopez et de ses compagnons; des prêches ont été prononcés dans les temples protestans; les francs-maçons ont fait des processions en plein jour, et dans toutes les grandes villes des *meetings* se sont tenus le soir à la lueur des torches, au milieu des bannières déployées, où l'expédition de Cuba a été prêchée par de patriotiques orateurs comme une guerre sainte. Le gouvernement espagnol a naturellement perdu patience. L'île a été surveillée, des créoles suspects emprisonnés, plusieurs journaux supprimés, et même un certain Facciolo, rédacteur de *la Voz del Pueblo*, condamné à mort et garrotté. Alors les deux nations se sont trouvées en présence et se sont menacées du regard. Une barque américaine, la *Cornelia*, a été visitée et fouillée par ordre de l'autorité espagnole. Un autre vaisseau, le *Crescent City*, s'est vu refuser l'autorisation d'entrer dans le port de la Havane, et le capitaine du vaisseau s'est retiré après avoir protesté. Les efforts faits pour donner à cette affaire, qui dure depuis plus d'un mois, une solution pacifique sont restés sans résultat. Le gouvernement espagnol, se relâchant un peu de sa première rigueur, a permis au *Crescent City* d'entrer dans le port et de débarquer ses passagers, mais en maintenant son interdiction pour la personne du capitaine même du vaisseau. En même temps il a formellement annoncé son intention d'interdire l'entrée du port à tout vaisseau américain qui aurait à bord un certain M. Smith, caissier du *Crescent City* et suspect aux autorités espagnoles. Qu'ont fait les Américains? Ils ont commencé par donner des fêtes à cet inconnu, qui est devenu tout à coup un personnage important, et puis ils l'ont placé à bord du *Cherokee*, qui se dirige sur la Havane. Si, comme cela est probable, le gouverneur-général de Cuba maintient son interdiction, nous aurons une nouvelle édition de l'affaire du *Crescent City* considérablement augmentée cette fois par suite des passions et des colères qui, de part et d'autre, vont croissant. Voilà où en sont les faits à l'heure qu'il est. L'Europe laissera-t-elle s'engager une querelle qui peut devenir désastreuse et sanglante, et n'a-t-elle rien à perdre à l'affaiblissement de l'Espagne? Que les gouvernemens songent bien qu'aujourd'hui l'affaiblissement d'une puissance quelconque entraîne en même temps l'affaiblissement du continent européen tout entier.

CH. DE MAZADE.

REVUE MUSICALE.

Nous sommes en pleine saison musicale. Les théâtres, les concerts, les sociétés philharmoniques de toute nature se préparent à livrer au public ce

qu'ils possèdent de plus attrayant. A l'Opéra, le succès de *Moïse* se consolide et se propage comme s'il s'agissait d'un chef-d'œuvre nouveau; à l'Opéra-Comique, on attend un ouvrage de M. Auber, dans lequel débutera M[lle] Caroline Duprez, et le troisième théâtre lyrique, qui paraît voué à la musique de M. Adolphe Adam, a suspendu les triomphales représentations du *Postillon de Lonjumeau* et de *Si j'étais Roi*, pour reprendre *la Perle du Brésil* de M. F. David, partition agréable qui ne résout pas le problème de savoir si l'auteur du *Désert* est réellement un compositeur dramatique. Quoi qu'il en soit, le Théâtre-Lyrique a donné la semaine dernière un nouvel opéra en deux actes, *Guillery le trompette*, dont la musique est l'œuvre d'un jeune compositeur italien, M. Sarmiento. Des longueurs interminables, de nombreuses réminiscences et beaucoup de bruit sont les qualités les plus saillantes que nous ayons remarquées dans *Guillery le trompette*.

Le Théâtre-Italien a fait sa réouverture le 16 novembre par l'*Otello* de Rossini. Le nouveau directeur, M. Corti, qui a succédé brusquement à M. Lumley, n'a pas eu le temps encore d'aviser à toutes les difficultés de son entreprise, qui sont bien grandes, si ce n'est presque insurmontables. L'établissement d'un Opéra-Italien à Paris, qui remonte au siècle de Louis XIV, intéresse particulièrement les classes élevées de la société qui ont des loisirs et qui recherchent les choses délicates de l'esprit. Tant que la musique française a été dans l'enfance ou dans la période de son premier développement, les opéras et les chanteurs de l'Italie ont pu offrir un exemple salutaire dont le goût national a fait son profit; mais, depuis que la France a pris rang parmi les nations qui cultivent avec succès l'art musical, l'existence d'un Théâtre-Italien à Paris est devenue de plus en plus difficile. On peut remarquer trois périodes brillantes dans l'histoire de l'Opéra-Italien depuis le commencement de ce siècle : la période de l'empire, celle de la restauration, et les dix-huit années de la monarchie de juillet. Ces trois époques correspondent à trois phases caractéristiques de l'histoire de l'école italienne.

Pendant les quinze années de l'ère impériale, le Théâtre-Italien a vécu des chefs-d'œuvre des derniers maîtres du XVIII[e] siècle, Mozart, Cimarosa, Paisiello et leurs imitateurs, Fioravanti, Zingarelli, etc. Le génie de Rossini a rempli largement le règne de la restauration, qui est une des époques les plus florissantes de l'histoire de l'art; Rossini, Bellini et Donizetti ont défrayé les dix-huit années de paix et de prospérité qui ont été interrompues par la catastrophe de février 1848. Depuis cette révolution fatale, qui a bouleversé la France et l'Europe, le Théâtre-Italien n'a pu retrouver le public d'élite qui lui a procuré une si longue prospérité. On peut sans doute espérer que, sous un gouvernement comme celui qui vient de s'inaugurer en France, les classes qui ont des loisirs reprendront leurs habitudes, et que l'Opéra-Italien retrouvera aussi la place qu'il a occupée dans la vie parisienne; mais il faudrait pour cela que l'Italie eût à nous offrir des compositeurs et des virtuoses dont il semble, au contraire, qu'elle est dépourvue. En effet, cet admirable pays, que la nature a traité avec tant de munificence, en est arrivé à une de ces époques critiques dont son histoire est remplie. Depuis que Rossini s'est imposé silence, depuis surtout la mort prématurée de Bellini et de Donizetti, il ne s'est produit dans la patrie des Scarlatti, des Pergolèse, des Jomelli, des Pic-

cini et des Guglielmi qu'un seul musicien, qu'on dirait appartenir à une race étrangère par les défauts aussi bien que par les qualités de son talent.

Il y a bien une vingtaine d'années que M. Verdi remplit l'Italie du bruit de ses ouvrages. Né dans les environs de Milan, il est le premier compositeur dramatique de quelque mérite qu'ait produit la Lombardie. Aussi est-ce à Milan que M. Verdi a obtenu ses premiers succès par l'opéra de *Nabucco*, qui est resté sa meilleure inspiration. Depuis lors, ses ouvrages ont été chantés sur les principaux théâtres de la péninsule italique, et ont excité partout le plus vif enthousiasme. Ils ont été accueillis moins favorablement hors du pays qui les a vus naître, et, à Paris, *Nabucco, I due Foscari, Ernani, I Lombardi*, qui passent pour être les meilleurs opéras de M. Verdi, ont été jugés avec sévérité. Les partisans du maëstro italien assuraient cependant qu'ayant compris la nécessité de modifier sa manière, M. Verdi venait d'écrire un nouvel opéra où l'on ne trouverait aucun des défauts que lui a reprochés la critique. Cet ouvrage, promis aux espérances des *dilettanti* et des hommes de goût, est *Luisa Miller*, opéra en trois actes, qui a été représenté pour la première fois au théâtre de Saint-Charles à Naples et que le Théâtre-Italien de Paris vient aussi de nous faire connaître.

Le sujet de *Louise Miller* est tiré d'un drame de Schiller, *Amour et Intrigue*, qui a été bien souvent traduit en français et joué à Paris sous le titre de *la Fille du Musicien*. Dans la pièce de Schiller (*Cabale und Liebe*), qui est une des productions de sa jeunesse, il s'agit d'un vieux et pauvre musicien, Miller, dont la fille, Louise, est aimée par le fils d'un grand personnage, Walter, qui est premier ministre d'un prince allemand. La scène se passe donc dans une petite cour d'Allemagne, sur la fin du XVIIIe siècle, et l'imagination de Schiller, tout éprise des idées nouvelles de sentimentalité bourgeoise propagées par Diderot et par Lessing, a fait surgir de ce cadre modeste des contrastes vraiment dramatiques. Les deux amans, Louise et Ferdinand, contrariés dans leurs affections par l'ambition de Walter et trompés par les intrigues d'un subalterne nommé Wurm, finissent par s'empoisonner. Il y a dans le drame un peu lugubre du poète allemand un personnage épisodique, lady Milfort, la favorite du prince, qui est un caractère assez intéressant et qui jette un peu de lumière sur le fond de ce triste tableau. Le poète italien, M. Cammarano, a dépouillé la fable de Schiller de tous les détails de temps, de lieux et de mœurs locales qui en font l'intérêt, et a pris tout simplement la charpente dramatique, qu'il a transportée où l'on voudra, en Suisse par exemple, où se passe la scène, vers le commencement du XVIIe siècle. Miller n'est plus un pauvre musicien d'une petite ville allemande, mais un vieux soldat, dont la fille s'éprend d'une belle passion pour Rodolfo, le fils d'un grand seigneur. Le père de Rodolfo ne veut pas de ce mariage, parce qu'il a formé le projet de faire épouser à son fils une duchesse qui doit lui apporter en dot une principauté. Le dénoûment est le même que dans le drame de Schiller. Il résulte de cet appauvrissement d'incidens et d'épisodes caractéristiques, dont le poète italien a cru devoir se priver, un ennui qui vous saisit dès les premières scènes et ne vous quitte plus jusqu'à la fin de la pièce. C'est de la passion toute *crue* qui éclate comme un coup de pistolet, sans préparation et sans que l'esprit ait eu le temps de saisir la

cause d'une péripétie aussi lugubre. Pas un caractère n'est dessiné; aucune physionomie originale : c'est une fille, un fils, un père et un traître qui se disputent, qui hurlent et qui s'empoisonnent. Cette manière grossière de préparer des situations à la musique est le dernier degré d'abaissement où puisse tomber le drame lyrique. Il vaudrait cent fois mieux revenir aux fables charmantes de Métastase, qui se passent aussi dans un monde imaginaire : on aurait au moins l'avantage d'entendre un prince, une princesse et un *tiranno* exprimer, dans une langue exquise, des sentimens nobles et délicats.

On ne pouvait tendre à M. Verdi un piège plus dangereux qu'en lui donnant à mettre en musique le misérable *libretto* que nous venons d'analyser; c'était lui offrir une occasion de tomber une fois de plus dans les défauts qu'on lui a reprochés depuis long-temps. M. Verdi est incontestablement un artiste de beaucoup de mérite. Il a de la fougue, de la verve, de l'élévation dans le style, et un certain nombre d'idées mélodiques qui ne manquent pas d'originalité. Musicien médiocre et doué d'un tempérament passionné, il s'est engoué du théâtre de la nouvelle école française, parce qu'il flattait à la fois son imagination et qu'il palliait son inexpérience de l'art d'écrire. Aussi M. Verdi est-il tombé dans toutes les exagérations du drame moderne, et sa muse a prêté une voix à ces passions fausses, à ces personnages ridicules aussi impossibles dans l'histoire que dans la fantaisie, dont le goût de la France a déjà fait justice, et qu'il a rejetés dans les bric-à-brac littéraires. Sauf quelques subtilités de langage qui ne se rencontrent pas dans la musique de M. Verdi, les opéras du maestro italien ressemblent d'une manière incroyable aux drames de M. Hugo. C'est la même exagération, les mêmes contrastes heurtés, la même ignorance de la véritable passion, le même style tendu, sec, prétentieux et dépourvu d'émotion sincère, de ces délicatesses, de cette dégradation d'ombre et de lumière qui caractérisent aussi bien le grand poète que le grand peintre et le grand compositeur. M. Verdi exige de tels efforts de l'organe humain, qu'ils rendent impossible toute vocalisation. Aussi ne faut-il pas savoir chanter pour réussir dans ses ouvrages : il suffit d'avoir de la voix et de la pousser avec vigueur. M. Verdi ne sait pas développer une idée, c'est-à-dire qu'il ignore l'art de tirer d'un thème toutes les conséquences qu'il renferme. Donnez à un homme comme Meyerbeer par exemple un atome de mélodie, et il en fera un morceau de maître par les développemens qu'il y ajoutera. Tout l'art musical est dans ce procédé, comme tout raisonnement est dans la logique, qu'on le sache ou non. Or l'art de développer une idée mélodique s'appelle dans l'école tout simplement *contre-point*, mot pédantesque dont se moquent volontiers ces aimables ignorans qui parlent de musique tout aussi pertinemment que d'un bon dîner. M. Verdi, qui sait un peu plus de contre-point que ses admirateurs, mais qui n'en sait pas assez pourtant pour suffire aux besoins de certaines situations dramatiques, est obligé de brusquer les effets dont il a le sentiment et de frapper fort au lieu de frapper juste. De là ces phrases écourtées, ces *strette* violentes qui reviennent sans cesse et qui ne sont que l'explosion d'une idée que le musicien n'a pas su préparer. Toutes les partitions de M. Verdi sont remplies des mêmes effets, grandioses quelquefois, mais dont la monotonie finit par fatiguer, parce que l'instrumentation, pauvre et bruyante tout à la

fois, ne relève pas la maigreur du dessin mélodique. Tels sont les défauts et les qualités qu'on remarque dans presque tous les opéras connus de M. Verdi, et qu'on assurait ne point exister dans la partition de *Luisa Miller*, qu'il nous reste à apprécier.

L'ouverture n'est pas autre chose qu'une *stretta* symphonique d'un mouvement rapide, qui ne mérite pas autrement d'être remarquée. Le chœur de l'introduction, chanté par les villageois et les amis de Luisa pour fêter son prochain mariage, ne manque pas d'une certaine couleur agreste appropriée à la situation. La romance de Luisa, *Lo vidi el'primo palpito*, où elle exprime à ses compagnes le bonheur d'un premier amour, rappelle note pour note la romance du premier acte d'*Ernani*, qu'elle est bien loin d'égaler. Le trio qui suit entre Luisa, son père et son amant Rodolfo, trio qui forme la péroraison de l'introduction, n'a rien de saillant, si ce n'est que la phrase de l'allegro en *si bémol* est fort connue, et se trouve dans toutes les partitions du maestro. L'air de basse, dans lequel le pauvre Miller s'efforce d'expliquer ce lieu commun de morale, qu'un bon père ne doit pas contrarier sa fille dans le choix d'un époux, pourrait être supprimé sans le moindre inconvénient. L'action y gagnerait, le public y perdrait un morceau ennuyeux et très faiblement accompagné. L'allegro surtout de cet air est une de ces phrases communes, d'un rhythme tourmenté et prétentieux qu'affectionne beaucoup le compositeur italien. L'air de basse qui suit immédiatement celui que nous venons de signaler, et que chante le père de Rodolfo, est un hors d'œuvre fastidieux qu'on ferait bien de supprimer aussi, car deux airs de suite écrits pour le même genre de voix n'indiquent pas une grande intelligence de l'économie des effets dramatiques. Un morceau tout-à-fait charmant est le duo pour ténor et contralto que chante Rodolfo avec la duchesse Frederica qu'il doit épouser. L'embarras où se trouve le fils de Walter vis-à-vis de la femme qui l'aime, mais dont il ne peut partager les sentimens, la tendresse chaste et voilée de Frederica, qui est loin de soupçonner quel est le trouble qui remplit le cœur de son fiancé, tout cela est exprimé par un *andantino affettuoso* d'une grace tout élégiaque. J'aime beaucoup moins le motif de l'allegro, que je trouve commun et parsemé de points d'orgue ambitieux qu'on trouve si fréquemment dans la musique de M. Verdi. Le chœur de chasseurs sans accompagnement qui forme l'introduction du finale produirait de l'effet, s'il était chanté par un nombre suffisant de voix. Miller vient d'apprendre que Rodolfo, le fils du comte Walter, doit épouser une riche héritière; cette nouvelle jette la consternation dans le cœur de Luisa. Sur ces entrefaites surviennent Walter et Rodolfo, celui-ci pour donner à Luisa un nouveau témoignage de son amour, celui-là pour effrayer le pauvre paysan et rompre un mariage disproportionné qui contrarie les plans de son ambition.

Tel est l'argument du finale du premier acte, qui, après une longue scène de récitatifs et de débats assez vigoureusement rendus, vient aboutir à un *quintetto* d'un style soutenu. La phrase du cantabile *Deh! mi salva, deh! m'aita*, confiée à la voix de soprano, accompagnée par le ténor et la basse en notes pointées et descendantes, est fort belle, et la péroraison, fortifiée par le chœur tout entier et préparée avec infiniment d'adresse, éclate avec une grande puissance de sonorité. Ce finale est presque un morceau de maître et fait le plus grand honneur à M. Verdi.

Nous passons sur le premier chœur du second acte, ainsi que sur l'air de Luisa : *Tu punisci mi*, que Mlle Cruvelli chante d'ailleurs à contre-sens d'un bout à l'autre. Le duo pour deux basses entre Walter et son satellite Wurm rentre dans les formes connues de la musique vulgaire de M. Verdi, tandis que le quatuor sans accompagnement : *Come celar le smanie*, pour soprano, contralto et deux basses, est un bijou d'originalité et produit un effet exquis. On dirait un madrigal plein d'idéalité et d'élégance plutôt qu'une page de musique dramatique. Le passage : *Ai me, l'infranto core*, attaqué par toutes les voix à l'unisson, qui forme une petite phrase incidente, aboutit à un mouvement rapide où le soprano se dégage de l'unisson, et monte par un rhythme syncopé jusqu'au *si* supérieur, tandis que les autres voix l'accompagnent par un *bisbiglio* mystérieux; tout cela, disons-nous, est exquis et nouveau. Ce quatuor a été redemandé par tout le public enchanté. L'air de ténor : *Quando le sere al placido*, que chante Rodolfo désespéré, est très beau, et M. Bettini l'a rendu avec bonheur; le duo pour soprano et basse entre Miller et Luisa mérite aussi d'être signalé, surtout l'andante :

La tomba è un letto
Sparso di fiori.

Nous aimons beaucoup moins la prière et le trio qui remplissent à peu près tout le troisième acte. La situation violente des deux amans, Rodolfo et Luisa, qui rappelle un peu la dernière et admirable scène de l'*Otello* de Rossini, ne renferme rien de remarquable et qui puisse soulager la patience du public pendant cette longue agonie.

La partition que nous venons d'analyser n'est pas une œuvre médiocre. Le duo charmant entre Rodolfo et Frederica, le quintette et le finale du premier acte; le quatuor sans accompagnement du second acte, d'une facture si originale qu'on oublie facilement qu'il ne répond pas tout-à-fait à la situation des personnages, l'air de ténor qui vient après et dont l'allegro est plein d'énergie, le duo pour soprano et basse entre Luisa et son père Miller, sont des morceaux diversement remarquables, de nature à produire beaucoup d'effet, s'ils étaient bien rendus. On trouve dans *Luisa Miller* ce qu'on a déjà remarqué dans tous les opéras de M. Verdi : de la couleur, de la passion véhémente, de l'élévation dans le style, le sentiment des effets d'ensemble, et, ce qui a lieu d'étonner, une certaine grace élégiaque qui semble échapper, comme par mégarde, de l'imagination un peu sombre du compositeur. A côté de ces qualités, que nous n'avons jamais contestées à M. Verdi, on regrette d'y trouver aussi le même cercle assez restreint d'idées mélodiques, la raideur dans les formes, la persistance de certains rhythmes tourmentés, la vulgarité de l'harmonie, et ces accompagnemens éternels en accords plaqués que M. Verdi affectionne tant. Son instrumentation, qui vise à l'effet, manque de corps, les couleurs y sont plutôt entassées que distribuées avec goût. Dans les scènes qui préparent l'éclosion du sentiment, dans tous ces détails si nécessaires à l'éclaircissement de la situation, où les maîtres font intervenir l'orchestre pour occuper l'oreille d'une manière intéressante, M. Verdi reste impuissant. Ses contre-basses murmurent inutilement et ne dégagent qu'une sonorité sourde et pâteuse qui trahit la pauvreté de l'imagination et l'inexpérience de l'artiste. Ce qu'on peut signaler dans la partition de *Luisa Miller*, qui

semble annoncer une heureuse modification dans la manière de M. Verdi, c'est que les voix y sont traitées avec plus de ménagement et ne dépassent jamais les limites d'une échelle modérée.

L'exécution de *Luisa Miller* est encore moins soignée que ne l'avait été celle d'*Otello*, où M. Belletti seul a fait preuve d'un véritable talent. Mlle Cruvelli, qui a montré son insuffisance dans le rôle si difficile de Desdemona, n'a pas mieux compris celui de Luisa. Il ne faut pas que Mlle Sophie Cruvelli se dissimule une chose, c'est qu'elle a beaucoup perdu depuis deux ans dans l'estime du public parisien. Sa jeunesse, sa belle voix d'un timbre si chaleureux et si pénétrant, les avantages de sa personne et la fougue de son imagination, qui lui ont valu ses premiers succès, sont des qualités précieuses que la jeune cantatrice n'a pas su féconder par le travail et la docilité aux conseils de la critique. Les éloges extravagans qu'on lui prodigue chaque jour et qui n'ont aucune influence sur les gens de goût ont été funestes à Mlle Cruvelli, qui s'est crue une virtuose de premier ordre, tandis qu'elle n'est encore qu'un écolière d'avenir. Je crains bien que Mlle Cruvelli ne s'arrête au milieu de la carrière qu'elle pourrait parcourir d'une manière si brillante. Il y a dans le talent de la jeune et charmante cantatrice quelque chose de la brusquerie et de la passion mal contenue qui caractérisent la musique de M. Verdi. M. Bettini, qui a été faible dans le rôle d'Otello, est beaucoup mieux dans celui de Rodolfo, qui n'exige pas une grande flexibilité d'organe. Il a chanté avec une émotion réelle et beaucoup de succès le bel air du second acte. Il est bien dommage que M. Valli, qui joue le rôle de Miller, n'ait point une meilleure voix, car c'est un artiste de beaucoup de talent. Les chœurs et l'orchestre laissent beaucoup à désirer aussi bien pour la justesse des mouvemens que pour celle des intonations.

On assure que M. le directeur de l'Opéra a fait traduire en français le libretto de *Luisa Miller*, qui sera donné prochainement à l'Académie de musique. Nous sommes loin de blâmer une pareille tentative, car, après Meyerbeer, personne ne peut mieux que M. Verdi essayer de remplir l'interrègne qui existe depuis trop long-temps sur notre grand théâtre lyrique. P. Scudo.

REVUE LITTÉRAIRE.

MISCELLANÉES HISTORIQUES. — LES SOCIÉTÉS SAVANTES.

Il en est des travaux des historiens et des érudits comme des fouilles des archéologues : on a beau chercher dans les livres, on découvre toujours quelque perspective nouvelle à travers les horizons sans bornes du passé ; on a beau chercher sous la terre, chaque coup de pioche ramène quelque débris nouveau, et, si mince qu'il soit, ce débris, par sa vétusté seule, intéresse, non-seulement les savans, mais ceux même qui n'ont jamais entendu nommer la science. Je me souviens de la curiosité singulière excitée chez de bons paysans, dont la plupart ne savaient pas lire, par la découverte d'un sarcophage gallo-romain. Placé dans un terrain sec et calcaire, le squelette s'était conservé tout entier; une épée courte reposait à ses côtés, et l'on distinguait au milieu d'une poussière brune les débris de quelques ornemens militaires, les restes d'un ceinturon orné de plaques de métal, un collier et des agrafes,

On discuta long-temps pour savoir quel pouvait être ce mort, enterré au milieu des champs, si loin du cimetière. Puisqu'il avait un sabre, c'était évidemment un soldat; mais, disait-on, pour qu'on l'eût mis dans un si beau cercueil de pierre, fait tout d'un morceau et qui avait dû coûter bien cher, il fallait tout au moins que ce fût un officier, et en effet on décida à l'unanimité que c'était un *officier tué dans les guerres du temps de Marlborough*, et qu'il serait convenable de l'inhumer en terre sainte. Le squelette fut donc placé dans un cercueil avec toute sa dépouille funèbre; on chanta pour lui l'office des morts, et sur sa tombe nouvelle on planta, comme sur la tombe des chrétiens, de grosses touffes de buis. Ce sentiment de curiosité et de respect qu'éveillait chez les paysans la vue de ce mort et de ces débris d'un autre âge, nous le retrouvons partout aujourd'hui, dans nos livres, dans nos idées et dans nos mœurs. Il semble qu'en vieillissant, les peuples, comme les hommes, aiment à se souvenir, et que, dans leur âge mûr, ils se tournent, avec un regret mêlé d'attendrissement, vers les jours heureux de leur jeunesse et de leur ignorance. Le passé d'ailleurs est si vaste et si profond, qu'il reste toujours pour les derniers venus quelque doute à éclaircir, et, au milieu des ruines, quelque recoin obscur à fouiller.

Comme les ouvrages d'histoire et d'érudition dont nous nous sommes occupé récemment (1), ceux que nous allons encore examiner ici se rattachent aux sujets les plus divers : archéologie héraldique, philologie, histoire sociale et littéraire, curiosités monumentales, etc. Cette grande variété est une preuve nouvelle que l'érudition, après être restée long-temps confinée dans un cercle assez étroit, tend chaque jour à élargir ses horizons. Bien des sujets qu'elle eût regardés, il y a trente ans, comme étrangers à ses préoccupations habituelles lui sont devenus familiers. Après avoir uniquement travaillé pour les savans et quelquefois pour les pédans, elle travaille enfin pour tout le monde, et, tout en défrichant des terrains nouveaux, elle trouve encore à glaner là où la récolte semblait faite depuis long-temps. Nous citerons comme exemple le *Dictionnaire héraldique* de M. Charles Grandmaison (2). Étudié tout à la fois par la curiosité et la vanité, le blason est, sans aucun doute, de tous les sujets archéologiques celui qui prête le moins aux découvertes, et, bien qu'il ait survécu à toutes nos révolutions, il n'est souvent, pour ceux même qui s'en font gloire, que l'alphabet indéchiffrable d'une langue morte. Or c'est pour expliquer cette langue que M. Grandmaison a composé le livre dont nous venons de parler, et, à force d'investigations sagaces et patientes, il a écrit, sur un sujet vieilli, un livre nouveau par le plan et très abondant en détails curieux, en renseignemens peu connus.

Le *Dictionnaire héraldique* a surtout pour but de faciliter aux archéologues et aux gens du monde le moyen de déterminer à quelles familles, à quels temps, à quelles provinces appartiennent les armoiries qui se trouvent semées à profusion dans les châteaux, les églises, sur les tableaux, les armes, les cachets, les meubles, enfin sur les monumens de toute espèce que nous a légués la vieille France. Cette détermination, pour être exacte, demande de longues

(1) Voyez la livraison du 15 novembre.

(2) Un vol. in-8°, chez l'abbé Migne, à Montrouge.

recherches, quand on s'adresse aux vieux livres, car dans ces livres l'indication de l'armoirie est toujours subordonnée à l'indication du nom patronymique ou féodal. Ce ne sont, à proprement parler, que des biographies nobiliaires, illustrées de blason; et pour retrouver les familles auxquelles peuvent appartenir telles ou telles armes, il faut parcourir tout un dictionnaire, nom par nom et figure par figure. Afin de remédier à cet inconvénient, M. Grandmaison a substitué à l'ordre alphabétique des noms de famille l'ordre alphabétique des figures, en les groupant par genres, les pals avec les pals, les lions avec les lions, les croissans avec les croissans. Cette méthode a non-seulement l'avantage de donner aux personnes les plus étrangères à ce qu'on appelait autrefois la *science héroïque* le moyen de reconnaître promptement les diverses espèces d'armoiries, mais aussi de présenter l'inventaire exact de toutes les figures de l'art héraldique.

Si longues qu'aient été les recherches nécessitées par un semblable travail, l'auteur cependant ne s'est point renfermé dans la partie purement technique de son sujet. Il a donné sur les points principaux de l'histoire de la noblesse au moyen-âge une foule d'élucidations importantes. Son *introduction*, qui porte principalement sur l'origine de l'art héraldique, est un excellent morceau de critique historique, où, sans résoudre toutes les difficultés, il a su du moins faire la part du vrai et du faux, et réduire à leur juste valeur les nombreux systèmes qui se sont produits jusqu'ici sur certains points de l'histoire des armoiries. De même que chaque famille cherchait à donner à sa noblesse un nouveau lustre, en la reportant aux temps les plus reculés, de même chaque érudit, pour anoblir le blason, en faisait remonter l'origine aux âges primitifs ou fabuleux. Favyn, dans son *Théâtre d'Honneur*, donne des armoiries à Caïn et à Abel; un autre héraldiste, Segoing, en attribue l'invention aux fils de Noé. D'autres croient en trouver les premières mentions dans Eschyle, à l'occasion du bouclier des sept chefs devant Thèbes, ou dans Valérius Flaccus, à propos des emblèmes portés par les Argonautes. Alexandre, Charlemagne, les Normands, Frédéric Barberousse, les Guelfes et les Gibelins, sont désignés tour à tour par les écrivains du XVIe et du XVIIe siècle comme les inventeurs des signes héraldiques. Le père Ménestrier attaqua pour la première fois ces absurdes inventions, et fixa au Xe siècle l'origine des armoiries en la rattachant à l'origine même des tournois. Ce savant jésuite, par cette opinion nouvelle, avait fait un grand pas vers la vérité, mais il ne la touchait point encore. D'une part, il avait confondu avec les armoiries proprement dites les emblèmes personnels qui se rencontrent sur quelques monumens du Xe siècle, et de l'autre il se trompait, d'abord sur la question des tournois, — car on ne peut assigner à l'apparition de ces jeux guerriers une date aussi précise que celle qu'il a fixée, — ensuite sur l'influence qu'ils ont exercée par rapport au blason. Dire comme il le fait que les *pals*, les *chevrons*, les *sautoirs*, sont la représentation exacte des lices et des barrières où se donnaient les jeux chevaleresques, que les *bandes* et les *fasces* sont les écharpes qu'on y portait et que les dames donnaient souvent aux chevaliers, c'est, comme le remarque avec raison l'auteur du nouveau *Dictionnaire*, chercher dans les tournois exclusivement ce qu'on trouvait partout. Il y avait en effet des barrières, non-seulement dans les lices des tournois, mais aussi dans

les châteaux forts, les ouvrages de défense des villes, les maisons et les propriétés particulières. Il y avait de même des écharpes dans la toilette civile et le costume militaire. Les tournois une fois écartés, M. Grandmaison examine la valeur d'un autre système plus récent, mais également absolu, qui fixe aux croisades l'apparition des armoiries. Ici encore il discute sévèrement toutes les affirmations, et il établit, selon nous d'une manière péremptoire, qu'il est impossible de déterminer, comme on l'a voulu faire jusqu'ici, l'heure précise à laquelle l'usage des armoiries se répandit dans le monde féodal. En effet, dès le Xe siècle, on trouve quelques emblèmes personnels, mais, à cette époque et dans le siècle suivant, ce qu'on appelle le blason ne s'est point encore constitué comme signe caractéristique d'une classe particulière, et surtout comme symbole transmissible d'une même famille. C'est seulement au XIIIe siècle que le principe de l'hérédité des armoiries est définitivement établi, et que le blason devient une science et prend une véritable importance; mais, par un singulier contraste, l'art héraldique était à peine constitué, que déjà la chevalerie était en pleine décadence. Dès le siècle suivant elle avait perdu son caractère, et quand Charles VI, en 1389, voulut créer chevaliers ses deux cousins, le roi de Sicile et le comte du Maine, le peuple vit avec étonnement le cérémonial de cette investiture, parce qu'il avait perdu complétement, suivant le moine de Saint-Denis, la tradition des rites chevaleresques. Il en fut de même du blason. Aux emblèmes héroïques succédèrent les logogriphes des armes parlantes, et ce qui, au début, avait été une grande institution sociale devint, avec le temps, une simple affaire de vanité. Au XIIIe siècle, les chevaliers gagnaient leurs éperons sur le champ de bataille, au prix de leur sang. Au XVIIe, le roi vendait les parchemins soixante livres, et certes, parmi toutes les études qui appellent l'attention des érudits, il en est peu qui présentent autant d'intérêt que celle de la décadence politique de la noblesse française; nous indiquerons cet important sujet à l'auteur du *Dictionnaire héraldique* comme un curieux complément de son premier ouvrage, et, puisqu'il a fait heureusement sa veille des armes, il faut qu'il entre maintenant en l'ordre de chevalerie.

A côté du blason des familles, on peut placer le blason des maisons, c'est-à-dire les emblèmes, devises ou monumens figurés qui ont servi jusqu'au XVIIIe siècle à désigner les habitations particulières. Sous le titre de *Recherches historiques sur les enseignes* (1). M. de La Quérière a réuni, dans un grand nombre de villes de France, les curiosités de ce genre que le temps a laissé arriver jusqu'à nous. Il est à regretter qu'au lieu de donner un peu au hasard et ville par ville les enseignes qu'il a rassemblées à la suite des plus patientes recherches, M. de La Quérière ne les ait point classées dans un ordre logique, et d'après leur caractère même, en enseignes mystiques, chevaleresques, industrielles, facétieuses, etc.; par cette disposition, on eût saisi bien plus vivement les tendances de l'esprit du moyen-âge. Ainsi les saints dont le souvenir se rattache aux âges héroïques de la monarchie française, saint Denis, saint Martin, saint Éloi, sainte Geneviève, étaient surtout populaires. Il en était de même de ceux que les corps de métiers avaient choisis pour

(1) Un vol. in-8°, Rouen, 1851.

patrons, saint Honoré, saint Fiacre, saint Crépin, etc. Pour les enseignes chevaleresques, les plus communes étaient celles qui représentaient les quatre fils Aymon, tels qu'on les voit encore aujourd'hui dans les vignettes de la *Bibliothèque Bleue*, chevauchant, la lance au poing, sur un seul et même coursier. L'*écu de France* existait aussi dans un grand nombre de villes, et ce dernier emblème offre cela de particulier, qu'on le retrouve, au temps de Cicéron, sous le nom du *bouclier gaulois, scutum gallicum*, servant d'enseigne aux auberges de l'antique Italie en souvenir des guerres soutenues par les Romains contre les populations transalpines.

M. de La Quérière, en mentionnant l'enseigne de *la truie qui file*, qui existait à Paris et dans un grand nombre de villes de France, dit que l'origine de cette enseigne et de quelques autres du même genre, telles que *l'âne qui vielle*, le *chat qui pelotte*, le *chien qui rit*, se rattache probablement à une mode qui se répandit au XVe siècle, et qui consistait à placer dans des cages au-dessus de la porte des boutiques, pour attirer l'attention des passans, des animaux dressés à exécuter des tours d'adresse. Cette explication, en ce qui touche *la truie qui file*, n'est point exacte; cette enseigne, en effet, n'est que la vignette d'une légende célèbre qui de proche en proche nous conduit, en passant par la reine Pédauque, droit à la métamorphose de Daphné en laurier. Dans la tradition païenne, Daphné, poursuivie par Apollon, prie Jupiter de la changer en arbre. Dans la tradition chrétienne, la reine Pédauque, menacée dans son honneur, prie Dieu de lui donner une patte d'oie. Enfin, dans l'enseigne dont nous venons de parler, c'est une belle jeune fille qui, pour se soustraire aux violences de son seigneur, prie la Vierge de la déformer en la changeant en truie, et qui, après la métamorphose, garde encore son fuseau comme un souvenir de son premier état. Les fabliaux, les *bestiaires*, et plus tard les contes de fées fournirent aussi un nombreux contingent; les enseignes du *chat botté*, de *Gargantua*, du *petit chaperon rouge*, constatèrent le succès de Rabelais et de Perrault à une époque où le souvenir des croisades était encore populaire par les enseignes de *la ville de Jérusalem*, de *la croix rouge* et des *trois Maures*, qui figuraient plus particulièrement sur les auberges. Du reste, les traditions historiques sont en général assez rares, et, parmi les rois de l'ancienne monarchie, nous n'en connaissons que deux, saint Louis et Henri IV, qui soient arrivés par la popularité de la gloire à la popularité de l'enseigne. A côté des emblèmes mystiques, les emblèmes facétieux tiennent incontestablement la plus grande place. Tantôt ce sont des jeux de mots sur les noms propres. C'est ainsi que Cottier, le médecin de Louis XI, fit sculpter sur sa demeure un arbuste avec cette légende : *A l'abricottier;* tantôt ce sont de véritables rébus, comme dans cette maison citée par Sauval, et connue sous le nom de la *vieille science* (la vieille *scie anse*), parce que l'on voyait sur la façade une vieille *sciant l'anse* d'un vase. Quelquefois aussi c'étaient de vives épigrammes : à Troyes, sur la maison dite le *trio de malice*, on avait représenté un chat, un singe, une femme, et, dans ces hiéroglyphes rabelaisiens, *la bonne femme* était figurée par une femme sans tête. Le moyen-âge, on le voit, restait jusque dans ses enseignes fidèle à l'esprit des trouvères, et la veine railleuse et narquoise jaillissait toujours par quelque source imprévue.

Comme l'archéologie monumentale, la philologie, qui n'est que l'archéologie du langage, a donné, depuis quelques années, plusieurs ouvrages importans auxquels M. Édelestand Du Méril vient d'ajouter l'*Essai philosophique sur la formation de la langue française*, livre dans lequel l'auteur a le mérite, malheureusement trop rare chez les érudits, de remuer un grand nombre d'idées. M. Du Méril, après avoir exposé que ce n'est pas une langue déterminée qui est naturelle à l'homme, mais le langage en lui-même, c'est-à-dire la faculté d'exprimer des pensées par des mots, s'attache à montrer que les langues sont toujours en rapport direct avec la civilisation des peuples qui les parlent, qu'elles vont toujours du simple au composé, qu'à l'origine il n'y a que des patois sans règles fixes, que l'idiome national se forme en soumettant successivement ces patois à une épuration sévère, en les anoblissant en quelque sorte, et que la langue officielle, littéraire, académique, se constitue en même temps que la législation, les gouvernemens et la société régulière. Les lois de la décadence sont les mêmes que les lois de la formation, et la langue d'un peuple retombe à l'état de patois, quand ce peuple lui-même s'affaisse et dégénère. A côté des influences purement locales et des causes historiques, il faut reconnaître en même temps les influences étrangères, c'est-à-dire celles qui résultent du rapport des nations entre elles et des échanges de mots qui s'établissent par suite du contact De plus, les idiomes s'inspirent de la nature des populations qui les créent, et ils expriment nécessairement la façon de penser, les habitudes d'esprit, le caractère de ces populations. Ici, on le voit, la méthode d'investigation est nettement exposée, et M. Du Méril marche toujours d'après les principes qu'il a fixés lui-même. Il s'attache d'abord à définir nettement, d'après le caractère même du peuple, le génie de la langue française; ce qui la distingue suivant lui, c'est la transparence, la facilité d'usage, l'agencement logique de la parole, la netteté de la prononciation. Le travail instinctif de son perfectionnement a toujours tendu vers la clarté, et ce travail a été successivement élaboré sur tous les élémens qui ont concouru à sa formation première. Les divers points que nous indiquons à peine ici ont été curieusement développés par M. Du Méril; cette partie de son livre, entre autres mérites notables, offre celui de la nouveauté, et les principes généraux qu'il y développe se trouvent pour la plupart confirmés par les détails philologiques qui occupent le reste de l'ouvrage.

En remontant aux sources mêmes de notre idiome national, l'auteur tient compte de tous les élémens, et s'attache successivement à faire la part du celtique, du grec, du latin, des langues germaniques et des langues orientales. L'idée philosophique dans l'*Essai* domine le détail grammatical, l'étude du langage est toujours liée d'une manière intime à celle des mœurs, des idées, des habitudes, et pour cela même nous recommandons aux historiens qui s'occupent du passé de la France le travail de M. Du Méril comme une source abondante et féconde en renseignemens. Nous le recommandons également aux personnes qui croient encore qu'il est indispensable d'apprendre le grec pour savoir le français. En comptant, comme M. Du Méril, ce que la langue d'Homère et de Platon, à part les mots techniques qui sont de formation récente, a donné à la langue de Descartes et de Corneille, elles reconnaîtront, nous n'en doutons pas, que l'on peut savoir du grec autant qu'*homme de*

France, sans être mieux renseigné pour cela sur l'histoire de notre idiome national.

L'ouvrage de M. Vallet de Viriville intitulé *Histoire de l'instruction publique en Europe et principalement en France depuis le christianisme jusqu'à nos jours* (1) se place naturellement auprès du livre de M. Du Méril. La lutte qui vient de se ranimer entre l'enseignement laïque et l'enseignement clérical, les réformes qui s'opèrent en ce moment même dans l'Université, le besoin senti par tous d'une modification profonde dans notre système d'études, donnent au travail de M. Vallet de Viriville un intérêt pratique et tout-à-fait actuel. En suivant depuis l'origine jusqu'à notre temps même l'organisation de l'enseignement théologique, littéraire et scientifique, l'auteur indique nettement les phases diverses que cet enseignement a traversées, et l'un des principaux mérites de son livre, c'est de marquer toutes les transformations, toutes les modifications que l'enseignement a subies sous le rapport politique, administratif et moral.

Duboullay, Launoi, Crévier et la plupart des écrivains qui se sont occupés de l'histoire de l'université, ont fait cette histoire tout d'une pièce; pour eux, depuis Charlemagne jusqu'à Louis XIV, rien n'a changé; l'Université est toujours la fille aînée des rois de France, avec ses docteurs fourrés d'hermine, ses massiers solennels et ses privilèges imprescriptibles. Ils acceptent sans les contrôler toutes les erreurs traditionnelles; ils lui donnent Charlemagne pour père, Alcuin pour premier grand-maître, et peu s'en faut qu'ils n'en fassent remonter, comme le chancelier Gerson, l'idée première à Noë. M. Vallet démonte pièce à pièce tout cet échafaudage systématique, et, en se plaçant toujours sur le terrain des faits, il nous montre l'Université telle qu'elle fut réellement, c'est-à-dire exclusivement cléricale et monastique à l'origine, subordonnant tout à la théologie, formant des chrétiens plutôt que des savans, sans être pour cela hostile à la science, puis se sécularisant peu à peu, quand la société civile commence à se constituer à côté de la société religieuse, pour se placer plus tard comme une rivale en face du clergé. Il nous la montre dans ses rapports avec le gouvernement, dans sa vie publique et dans sa vie intime, dans l'intérieur de ses colléges, dans les mœurs de ses maîtres et de ses écoliers, dans les querelles de ses pédans. Au milieu des ardentes disputes que soutient l'Université contre les rois, les grands corps de l'état, les ordres mendians et les jésuites, M. Vallet garde toujours une parfaite impartialité; nous l'en félicitons d'autant plus que l'écho de ces vieilles querelles s'est prolongé jusque dans notre temps, et que les parties intéressées ne sont guère aujourd'hui moins emportées qu'au moyen-âge.

Comme la question de l'enseignement, la question de la papauté, considérée au point de vue politique, soulève dans l'histoire d'orageux débats. Sans parler ici de quelques écrivains protestans qui ont poussé les récriminations jusqu'à l'insulte, on trouve dans le sein du catholicisme même deux écoles qui, chacune de son côté, vont, dans le blâme ou dans l'éloge, aux extrémités les plus absolues. C'est surtout à l'occasion de la grande lutte qui éclata au XIIe siècle pour se continuer jusqu'au XIIIe entre les papes et les em-

(1) Paris, 1849-1851; un vol. grand in-8°, avec planches.

pereurs d'Allemagne, qu'on trouve dans les historiens modernes les affirmations les plus opposées. Il semble que le bruit de tous ces combats arrive jusqu'à nous à travers les siècles; l'érudition, ainsi que la vieille Italie, a ses guelfes et ses gibelins, et, comme cette curieuse époque a été surtout étudiée par des historiens allemands et italiens, c'est-à-dire par des parties intéressées, il en résulte que la vérité, pour nous autres lecteurs français, est encore plus difficile à démêler. C'était là une lacune regrettable que le livre de M. de Cherrier, l'*Histoire de la lutte des Papes et des Empereurs de la maison de Souabe*, vient de combler heureusement (1). Ce livre est précédé d'une introduction générale dans laquelle l'auteur trace, en se plaçant à un point de vue très élevé, un tableau rapide des vicissitudes de l'Italie depuis la chute de l'empire romain jusqu'à l'avénement de l'empereur Frédéric Barberousse en 1152.

Envahie tour à tour par les Barbares de toutes les races, Goths, Ostrogoths, Lombards, la péninsule italique, durant cette longue période, ne s'appartient jamais à elle-même. Un seul pouvoir, la papauté, domine au milieu de ce chaos; mais elle ne peut, avec ses propres ressources, constituer l'unité. Il faut donc qu'elle cherche des appuis au dehors et qu'elle brise elle-même, par une continuelle intervention des peuples chrétiens, cette nationalité qu'elle voudrait fonder. Ainsi elle appelle contre les Lombards Charlemagne, — puis contre les descendans de Charlemagne les rois de Germanie; mais ces prétendus libérateurs ne sont en réalité que des conquérans qui, après s'être fait donner par les papes la couronne impériale, réunissent nominalement à leurs états Rome et la péninsule, de telle sorte que l'Italie n'est plus réellement qu'une annexe de l'empire. En présence de cette situation, les souvenirs de la vieille gloire et de l'indépendance se réveillent. Deux grands partis s'établissent : l'un composé de la haute noblesse allemande, qui se range du côté de l'empereur,—l'autre formé par les grandes communes italiennes, qui cherchent auprès du chef de l'église l'immense appui de l'autorité morale; mais ces communes elles-mêmes sont sans cesse en rivalité. Chaque ville trouve une ennemie implacable dans la ville voisine. Pise est sans cesse en guerre avec Milan, Crème avec Crémone, Tusculum avec Rome. Il résulte de là que les cités italiennes, au lieu de suivre avec persistance la formation de l'unité, la brisent sans cesse par leurs discordes intestines, comme la papauté la brise elle-même par ses alliances. Selon les intérêts ou les passions du moment, elles s'unissent tantôt avec le pape pour combattre l'Allemagne, tantôt avec l'Allemagne pour combattre le pape, et de la sorte, pendant plusieurs siècles, la péninsule n'est qu'un vaste champ de bataille inondé de sang par la guerre civile et la guerre étrangère.

La partie narrative du livre de M. de Cherrier se partage en trois périodes distinctes : la première s'étend depuis l'avénement de Frédéric Barberousse jusqu'au mariage de son fils et à l'occupation de la Sicile par la dynastie allemande; la seconde période comprend les années qui s'écoulent entre la mort de Henri VI et celle de son fils Frédéric II, en 1250. C'est entre ces deux dates extrêmes que les papes, qui jusqu'alors n'avaient joué qu'un rôle secondaire, se montrent au premier plan, et qu'ils engagent contre la maison

(1) Paris, Courcier; 1851, 4 vol. in-8°.

de Souabe un combat à outrance. Enfin la dernière partie conduit le lecteur jusqu'à la ruine complète de cette maison en 1268. M. de Cherrier, qui croit, et nous l'en félicitons, à la grande loi des châtimens providentiels, dit avec raison que la maison d'Hohenstauffen semble frappée par la main vengeresse du Tout-Puissant. Elle perd la Sicile; son dernier prince meurt à Naples sur un échafaud; les papes eux-mêmes, qui, comme princes temporels, se sont laissé entraîner à de blâmables excès, manquent leur but. L'Italie leur échappe comme elle avait échappé aux empereurs. Pour triompher de la résistance italienne à leurs projets de domination, ils appellent les Français, qui sont encore pour les Italiens de nouveaux barbares, et quatre siècles plus tard, dans ce beau pays toujours asservi et déchiré, Machiavel s'écriera avec tristesse : « Que l'Italie, après une longue attente, voie enfin paraître son libérateur! Je ne puis trouver de termes pour exprimer avec quel amour, avec quelle soif de vengeance, avec quelle fidélité inébranlable, avec quelle vénération et quelles larmes de joie il serait reçu dans toutes les provinces qui ont tant souffert de ces inondations étrangères. »

C'est un grand et curieux spectacle que celui de la lutte des empereurs et des papes. D'un côté, d'immenses armées et tout l'appareil de la force matérielle; de l'autre, le seul ascendant de l'autorité morale et toutes les ressources d'une politique consommée. Le pape ne peut rien dans Rome; le plus souvent même il est forcé de fuir sa capitale, et c'est l'empire qui finit par être vaincu. Ce fait est d'autant plus remarquable, que la papauté se trouva plusieurs fois complétement abandonnée. Tel était cependant l'irrésistible ascendant que le caractère sacré du pontife prêtait au prince temporel, que ce prince, sans états, sans armée, sans argent, tenait encore en échec le monarque le plus puissant de l'Europe. Cet ascendant, du reste, ne tarda pas à s'affaiblir, et M. de Cherrier, qui ne dissimule jamais les torts, de quelque côté qu'ils viennent, dit justement que cette décadence de l'influence politique de la papauté tient à ce que les souverains pontifes, au lieu de rester en Italie les représentans du principe national et populaire, cherchèrent à constituer une monarchie théocratique et aristocratique. Il est évident en effet que les papes, en tant que princes temporels, tout en combattant les empereurs, cherchèrent à se mettre à leur place, et, quoi qu'en ait dit le comte Joseph de Maistre, Grégoire VII et Innocent III ne voulaient point seulement instituer et discipliner la souveraineté européenne, jeune encore et dans toute la fougue de ses passions; ils voulaient aussi placer sur leur tête la couronne d'Italie, et étendre jusqu'au pied des Alpes l'état ecclésiastique. Faut-il les en blâmer? Il est certain que seuls ils pouvaient aspirer à réaliser l'unité italienne; mais par malheur ils avaient contre eux, d'une part les rivalités urbaines, de l'autre le caractère cosmopolite de leur pouvoir. Choisis en effet parmi tous les peuples de l'Europe chrétienne, ils devaient, selon leur origine nationale, chercher des alliés tantôt dans un royaume, tantôt dans un autre. Trop faibles pour se soutenir contre des sujets souvent révoltés, ils appellent à leur secours, non pas les étrangers, car il n'y avait point pour eux d'étrangers dans la chrétienté, mais les fils de l'église. Or, pour les Italiens, ces fils de l'église n'étaient que des barbares, et pour les papes eux-mêmes des conquérans, dont le premier soin était de s'emparer de Rome. De là ces luttes

continuelles, où la guerre étrangère se compliquait toujours d'une guerre civile, et souvent aussi d'une révolte des Romains contre le saint-siége.

Des faits curieux et peu connus sont réunis en grand nombre dans l'*Histoire de la lutte des Papes*. L'auteur a généralement recouru aux documens contemporains; il a exploré en Allemagne et en Italie divers dépôts scientifiques et administratifs, et il a su toujours, entre les guelfes et les gibelins, garder une complète indépendance. Nous avons comparé le livre de M. de Cherrier avec plusieurs ouvrages allemands dans lesquels est également traité ce grand épisode de l'histoire du moyen-âge, et dans ces ouvrages nous n'avons trouvé ni la même clarté, ni la même abondance de renseignemens, ni la même impartialité. On sent toujours dans les écrivains allemands qu'ils sont les sujets du saint-empire romain, lequel, suivant Voltaire, n'était *ni saint, ni empire, ni romain*. Nous avons également comparé avec l'ouvrage de M. de Cherrier l'*Essai historique sur la puissance temporelle des Papes*, de M. Daunou, et le livre *du Pape*, de M. de Maistre; il nous semble qu'entre ces deux ouvrages également absolus, chacun dans une affirmation tout-à fait opposée, M. de Cherrier a gardé ce juste équilibre qui se maintient rigoureusement dans la voie de la vérité. Quand M. Daunou et les historiens de l'école philosophique demandent de quel droit les papes excommuniaient les empereurs, M. de Maistre, pour toute réponse, leur demande à son tour de quel droit les empereurs déposaient les papes. Pour M. de Cherrier, il donne tort au pape ou à l'empereur, suivant que l'un ou l'autre lui paraît mériter le blâme ou l'éloge; il reconnaît que, si l'excommunication a été une arme utile sous le rapport moral et même sous le rapport politique, cette arme a fini cependant par s'émousser par suite de l'abus qui en a été fait et des coups qu'elle a portés à faux. C'est là, dira-t-on peut-être, une vérité tellement évidente, qu'elle n'a pas besoin d'être démontrée; mais en histoire ce qu'il y a de plus rare, ce sont les vérités les plus simples, et, qu'on nous passe le mot, les plus vraies. Il suffit de lire quelques lignes de De Maistre et de Daunou pour voir combien, avec une immense érudition et un système arrêté d'avance, il est difficile de ne point tomber dans l'exagération et de ne pas plier l'histoire au gré des opinions personnelles. En nos jours de querelles et d'agitations politiques, l'érudition a été trop souvent une arme aux mains des partis, et la gravité calme du livre de M. de Cherrier est une qualité de plus dans cet ouvrage important, qui se distingue par l'étendue des recherches, un style un peu froid peut-être, mais toujours sévère, et une grande justesse dans les appréciations politiques.

Le mouvement de recherches dont nous venons de signaler quelques-uns des résultats les plus intéressans ne s'est point arrêté, en ce qui touche la France, aux limites de nos frontières; des documens importans, des volumes magnifiques ont été édités dans notre langue, tantôt à Paris par des Français pour le compte de sociétés étrangères, tantôt hors de France par des savans anglais, allemands ou italiens. Le *Barnatyne Club* d'Édimbourg, entre autres, a confié à M. Teulet, membre de la *Société des antiquaires*, la publication de pièces et documens inédits relatifs à l'histoire du XVI[e] siècle qui pouvaient se rencontrer dans nos archives et nos bibliothèques. La moisson de M. Teulet a été des plus abondantes; mais, par malheur, le *Barnatyne Club*, tout en

donnant un livre précieux d'érudition, a voulu le rendre plus précieux encore; il a restreint le tirage à un petit nombre d'exemplaires, et de plus il a décidé que, de ces exemplaires si rares eux-mêmes, trois ou quatre seulement seraient destinés à la France. Il est résulté de là que le public, au lieu d'avoir un livre, n'a eu qu'une rareté, et qu'un très petit nombre de personnes ont pu, nous ne dirons pas consulter ou étudier, mais entrevoir les mystérieux volumes, qui ne s'ouvrent, comme les livres sibyllins, que pour quelques initiés. Du reste, quand on sait combien certains savans, certains érudits sont jaloux de leurs trésors paléographiques, quand on sait avec quel soin les bibliomanes, et même quelquefois les bibliothécaires, évitent de laisser voir et toucher des manuscrits ou des livres qui ne sont après tout que la propriété collective de la nation tout entière, on en arrive encore, par la comparaison, à savoir gré aux sociétés savantes ou aux bibliophiles qui s'imposent des sacrifices pour des publications dans le genre de celle du *Barnatyne Club*.

Les sociétés historiques et littéraires de la Suisse, beaucoup moins riches et moins magnifiques dans leurs éditions, ne sont pas moins actives que les sociétés anglaises; quand elles éditent des livres, elles le font de manière à ce que chacun puisse se les procurer et les lire, et encore faut-il faire cette réserve, que les droits qui frappent à la frontière les ouvrages en langue francaise édités à l'étranger en diminuent singulièrement l'importation. Au premier rang des associations savantes de la confédération helvétique, nous mentionnerons la *Société générale d'histoire de la Suisse*, fondée à Zurich en 1841, et la *Société d'histoire de la Suisse romane*, constituée en 1837, par MM. de Gingins-la-Sarra et F. Chavannes. Cette dernière a déjà publié neuf volumes in-8° de mémoires et de documens inédits, parmi lesquels il en est qui intéressent d'une manière intime et directe certaines époques de notre histoire. Tels sont les *Mémoires pour servir à l'histoire des royaumes de Provence et de Bourgogne*, par M. de Gingins-la-Sarra (1). Par quelle suite de révolutions politiques la Provence, le Dauphiné, Lyon et une partie de son territoire furent-ils réunis au royaume de la Bourgogne jurane et devinrent-ils partie intégrante de l'empire d'Allemagne, d'abord sous le nom de royaume d'Arles, puis sous celui de terre de l'empire? Tel est le problème que s'est posé M. de Gingins dans celui de ces mémoires qui porte pour titre *les Bosonides*. Le principal personnage, on le devine, c'est Boson, le beau-frère de Charles-le-Chauve, que Charles, après son couronnement, établit en Italie comme duc ou vice-roi des Lombards, et dont le fils Louis, dit l'*Aveugle*, porta un instant le titre d'empereur. Il y a là, pour l'histoire de l'Italie aussi bien que pour l'histoire de la France une foule de questions intéressantes peu étudiées ou mal comprises. L'auteur les prend les unes après les autres, en insistant de préférence sur les côtés obscurs. Il met en présence la papauté, l'empire et l'Italie, et, en s'appuyant toujours sur les textes, il marche d'un pas ferme et sûr dans un inextricable labyrinthe de luttes et d'intrigues. L'une des questions qui nous ont le plus intéressé dans le travail de M. de Gingins est celle qui se rattache à l'hérédité et à l'éligibilité du pouvoir suprême aux

(1) 4 vol. in-8°, Lausanne et Paris, 1851.

IXe, Xe et XIe siècles. Les faits cités par M. de Gingins prouvent jusqu'à l'évidence que ce qu'on est convenu d'appeler aujourd'hui la légitimité n'était pas même soupçonné à cette époque : on regardait la naissance comme une recommandation, mais nullement comme un droit, et le droit ne se constituait que par le suffrage universel, ou du moins par la délégation de ceux qui en étaient considérés comme les représentans.

Comme l'Angleterre et comme la Suisse, l'Allemagne nous fournit aussi son contingent de publications françaises. Les *Mémoires de Philippe de Vigneulles*, publiés aux frais de la société de Stuttgart (1) par M. Henri Michelant, présentent le double attrait d'un récit historique très animé et très pittoresque et d'une autobiographie accentuée comme un roman. Ce que le journal de l'avocat Barbier est pour Paris au XVIIIe siècle, le journal de Philippe de Vigneulles l'est à la fin du XVe et au commencement du XVIe pour la ville de Metz.

Philippe, qui prit le nom de son pays, naquit à Vigneulles en 1473, et dans ses *Mémoires* il a soin de donner sa généalogie pour apprendre, dit-il, à ses lecteurs à n'être point tentés de prendre un plus grand état que celui où Dieu avait mis leurs ancêtres. Quant à lui, il fut d'abord très embarrassé de choisir, car les temps étaient durs pour la république messine; on se battait tous les jours, et il était fort difficile de pouvoir compter sur ce que l'on appellerait aujourd'hui une carrière régulière. Philippe se ressentit des circonstances, et sa première jeunesse fut un peu celle de Gil-Blas. Placé successivement chez un prêtre, chez un notaire et chez un maître d'école, il forma un beau jour le projet de courir le monde et de voyager pour apprendre, et à l'âge de treize ans il partit pour Rome. Ses faibles ressources furent bientôt épuisées, et, forcé de s'arrêter en Suisse, il se plaça à Genève, chez un chanoine de Saint-Pierre, qui, charmé de son intelligence, voulut lui faire apprendre le métier d'orfèvre. Fatigué bientôt de cette vie tranquille, il reprit sa course, et après bien des désappointemens il arriva enfin à Rome, où il se plaça en qualité de domestique chez le roi d'armes du duc de Calabre. Après un séjour de quatre ans en Italie et des vicissitudes diverses, on le retrouve à Metz apprenti drapier-chaussetier chez un gros marchand nommé Didier Baillet, qu'il accompagne à Anvers, à Francfort et dans toutes les villes où l'appellent les affaires de son commerce. Pendant ce temps, une épidémie violente avait éclaté à Metz; son père se réfugia à la campagne, et il vint l'y retrouver pour faire avec lui un pèlerinage qu'il avait promis d'accomplir pendant son séjour en Italie. On était alors en 1489; Philippe allait se mettre en route, lorsque, par une nuit sombre et froide d'hiver, il fut enlevé par des hommes d'armes, qui, sans s'inquiéter s'ils avaient affaire à un ami ou à un ennemi, le jetèrent en prison et l'y retinrent quatorze mois, jusqu'à ce qu'il eût payé une rançon de 500 florins d'or, somme considérable pour sa bourse. Les pages dans lesquelles Philippe décrit les ennuis et les souffrances de sa captivité sont jetées avec une verve, une vivacité de détails qu'on rencontre rarement dans les écrivains de cette époque, et elles peuvent passer à bon droit pour un des morceaux les plus pittoresques de notre vieille littérature.

(2) Stuttgart, 1852; un vol. in-8°.

Quoique bien jeune encore, Philippe commençait à se lasser de cette existence aventureuse; il se maria, et fit le commerce des draps et des chausses. Veuf peu de temps après, il contracta un nouveau mariage en 1495, et dès ce moment ses affaires l'occupèrent exclusivement. Son commerce était prospère; tous les ans, il faisait un voyage à la foire du Landit; en un mot, il vivait de ce qu'on appellerait aujourd'hui une bonne vie bourgeoise, sans ambition et sans autres incidens que ceux qui se succèdent dans les destinées vulgaires. La culture des lettres, telle que pouvait la comprendre un chaussetier du xve siècle, était, après sa femme, ses enfans et le voyage du Landit, sa distraction la plus chère. Il faisait des vers, des nouvelles qui ne le cèdent en rien à celles de la reine de Navarre, et il consignait dans ses *Mémoires,* — ce sont ceux qui nous occupent ici, — le souvenir des événemens les plus importans du pays messin, ainsi que les incidens et les impressions de sa vie privée. On a donc de la sorte une monographie historique et une biographie curieuse, qui seront l'une et l'autre consultées avec fruit par ceux qui voudront étudier en détail l'époque à laquelle elles se rapportent.

En ce qui touche l'histoire générale et surtout l'histoire des institutions politiques, nous signalerons dans ces *Mémoires* les faits qui se rattachent à la constitution intérieure de la ville de Metz, véritable république oligarchique, où toute la puissance reposait sur six familles. Un maître échevin qui représentait le pouvoir exécutif, un conseil des treize dont les fonctions étaient administratives et judiciaires, le grand conseil composé de prud'hommes tirés au sort, — les comtes-jurés, délégués des classes ouvrières, constitués sous la haute influence des quelques familles dont nous venons de parler, formaient le gouvernement de Metz au xve siècle. Ce gouvernement actif, énergique, jaloux de ses droits, soutint des luttes fréquentes et obstinées contre des ennemis puissans; son existence n'est pour ainsi dire qu'un état de guerre continuelle.

Dans sa vie intime, Philippe de Vigneulles offre le type naïf et vivant de ces hommes qui, au seuil même des temps modernes, gardent la forte empreinte des âges de foi vive et de croyances sincères. Lorsqu'il raconte une guerre, Philippe termine son récit par ces mots : *Dieu y mette paix, amen.* Chaque fois qu'il rapporte un crime, il ne manque jamais d'ajouter, en prononçant le nom du coupable : *Dieu lui pardoint.* Et cependant cet homme écrivait des contes dont la verve cynique ne le cédait en rien à la verve des trouvères. C'est que partout dans le moyen-âge les contraires se trouvent en présence, c'est que la chair proteste toujours contre l'esprit, comme la sorcellerie, cette parodie sacrilége des croyances les plus respectables, semblait protester au nom du génie du mal contre la puissance et la bonté divines.

L'éditeur des *Mémoires de Philippe de Vigneulles,* M. Michelant, initié par de fortes études à l'histoire de notre vieille littérature, s'est acquitté de sa tâche avec un grand soin. Il a joint au texte un glossaire où sont réunis et traduits tous les vieux mots du patois messin; de plus il a résumé dans une introduction générale toute la partie biographique dispersée dans les *Mémoires,* et il a tracé un tableau intéressant des institutions politiques de la ville de Metz; mais nous regrettons que la société de Stuttgart ait cru devoir publier en allemand cette introduction primitivement écrite en français,

sans mettre en regard la rédaction primitive. Pour les personnes qui n'ont pas la connaissance des deux langues, le livre se trouve ainsi décomplété, et l'excellent travail de M. Michelant reste pour elles une lettre morte.

Nous n'avons examiné ici qu'un petit nombre de volumes, et cependant nous avons rencontré sur notre route une foule de questions importantes; c'est qu'en effet l'érudition tend chaque jour davantage à se dégager des minutieux détails qui l'ont surchargée trop long-temps, à se rapprocher de l'histoire proprement dite, à se fondre avec les sciences économiques et sociales. Exacte dans ses recherches et de plus en plus impartiale dans ses jugemens, par cela même qu'elle sait mieux, elle s'est affranchie de l'esprit de dénigrement systématique qui caractérise le XVIIIe siècle, du lyrisme matérialiste de l'école romantique, et des exagérations de l'école révolutionnaire. Habituée à vivre parmi les ruines, elle est calme comme ces ruines elles-mêmes, et, au milieu de nos agitations politiques, elle offre à tous les partis un terrain neutre où chacun peut se recueillir dans le silence et l'étude.

Aux époques mystiques et croyantes, les hommes que la vie laissait tristes et désillusionnés se réfugiaient dans la solitude du cloître. Aujourd'hui, ceux que les plaisirs de la vie mondaine trouvent indifférens et froids aiment à se réfugier parmi les vieux livres. Comme les poètes qui créent par la fantaisie un monde idéal, ils reconstituent par la science le monde du passé, et cette science, qui offre aussi bien que la philosophie l'attrait du mystère et de l'inconnu, ne porte point comme elle les fruits amers du doute. C'est là ce qui explique le développement qu'ont pris dans ces derniers temps les études d'érudition et d'archéologie, et, si quelques hommes ont cherché à les exploiter dans un intérêt égoïste, il est juste de reconnaître que, pour le plus grand nombre, elles ont été complétement désintéressées. Lorsque tant de systèmes absurdes ou dangereux, tant d'idées subversives, se produisaient par les lettres, par le théâtre, par le roman, ces études sont restées irréprochables au point de vue moral et social. Elles méritent donc, ne fût-ce que sous ce rapport, d'être encouragées et dédommagées par l'estime des esprits sérieux de l'indifférence qu'elles rencontrent trop souvent encore auprès de la masse du public.

CHARLES LOUANDRE.

V. DE MARS.

TABLE DES MATIÈRES DU SEIZIÈME VOLUME.

NOUVELLE PÉRIODE. — OCTOBRE. — NOVEMBRE. — DÉCEMBRE.

FIN DE LA TABLE.

